

Distr.: GENERAL

E/ECA/CM.10/4

9 mars 1984

FRANCAIS

Original : ANGLAIS

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

Conférence des ministres

Dixième réunion

Conakry (Guinée), 26-30 avril 1984

ETUDE DES CONDITIONS ECONOMIQUES ET SOCIALES EN AFRIQUE, 1982-1983

TABLE DES MATIERES

	<u>Page</u>
Notes explicatives	
Abreviations	
Introduction	1
<u>Chapitre</u>	
I. MESSAGE DE FIN D'ANNEE DU SECRETAIRE EXECUTIF	3
A. L'Economie Africaine en 1983 : une évaluation préliminaire	3
B. Perspectives pour 1984	9
C. Aperçu des perspectives de l'économie africaine	10
D. Nouvel appel à l'appui de la communauté internationale	11
II. SITUATION ECONOMIQUE INTERNATIONALE	13
A. La situation à la fin de 1983	13
B. Incidence de la récession de 1979-1982 sur les économies africaines	16
C. Conditions régissant une reprise soutenue	18
D. Perspectives pour 1984	19
III. EVOLUTION GENERALE	20
A. Production et demande	20
B. Perspectives pour 1984	34
IV. RESULTATS PAR SECTEUR	39
A. Agriculture	39
B. Industries manufacturières	57
C. Energie	68
D. Industries extractives	76
E. Transports et communications	84
V. BUDGETS, MONNAIES, PRIX ET FINANCES : EVOLUTION	94
A. Evolution des budgets	94
B. Evolutions des monnaies	98
C. Evolution des prix	102
D. Questions de politique financière	104
VI. LE SECTEUR EXTERIEUR	106
A. Commerce extérieur	106
B. La balance des paiements	121
C. Taux de change	123
D. Aide et Endettement	128

TABLE DES MATIERES (Suite)

	<u>Page</u>
VII. L'EMPLOI	137
A. La situation de l'emploi	137
B. Principaux facteurs sous-jacents	141
C. Politiques et Programmes en vue d'améliorer la situation de l'emploi	148
D. Perspectives	153
VIII. ETUDE SPECIALE : POLITIQUES D'AJUSTEMENT DANS LES PAYS AFRICAINS EN DEVELOPPEMENT	155
A. Exposé des problèmes économiques actuels de l'Afrique ...	155
B. Les différentes méthodes d'ajustement	156
C. Politiques d'ajustement suivies par les pays africains ..	160
D. Evaluation des politiques d'ajustement en vigueur	170
E. Dosage approprié des politiques d'ajustement	179
ANNEXE STATISTIQUE	182

TABLE DES MATIERES (Suite)
LISTE DE TABLEAUX

	<u>Page</u>
III.A.1 Evolution de la production et de la demande des pays en développement d'Afrique, 1980-1983	22
III.*.2 Evolution de la croissance du PIB des pays en développement d'Afrique par sous-région et par groupes de pays	24
III.B.1 Progression du PIB réel	38
IV.A.1 Indice de la production agricole par sous-région	39
IV.A.2 Production vivrière des pays africains en développement	41
IV.A.3 Production des cultures industrielles des pays africains en développement	45
IV.A.4 Cheptel et production de viande des pays en développement africains	45
IV.A.5 Production, commerce net et taux d'autosuffisance (TAS) de viande	46
IV.A.6 Production des principaux produits forestiers des pays en développement d'Afrique	47
IV.A.7 Premières estimations des investissements en capital nécessaires pour atteindre les objectifs de production alimentaire en Afrique	53
IV.B.1 Croissance de la production manufacturière dans les pays en développement africains, 1981-1983	57
IV.B.2 Part de l'industrie manufacturière dans le PIB	60
IV.B.3 Valeur ajoutée de la production manufacturière, 1980-1983	61
IV.B.4 Part de certaines industries dans le secteur manufacturier	62
IV.B.5 Production de métaux dans certains pays africains	64
IV.C.1 Production de pétrole brut	70
IV.C.2 Production d'électricité	71
IV.D.1 Production minière dans les pays africains en développement	78
IV.D.2 Prix des minéraux	79
IV.E.1 Trafic mensuel moyen en million de tonne-kilomètres...	86
IV.E.2 Densité des postes de téléphone et revenu national	93
V.A.1 Evolution des principaux indicateurs budgétaires des pays africains en développement 1980 et 1981	95
V.A.2 Evolution des principaux indicateurs budgétaires des pays africains en développement, 1982 et 1983	96
V.B.1 Situation monétaire de 29 pays africains en développement, 1980-1983	99
V.B.2 Taux de croissance annuelle des indicateurs monétaires, 1981 et 1982	99
V.B.3 Distribution de fréquence du taux de croissance de la masse monétaire dans 28 pays africains en développement en 1981-1982	100

TABLE DES MATIERES (Suite)
LISTE DE TABLEAUX

	<u>Page</u>
V.C.1	Evolutions des prix dans 35 pays africains en développement, 1981-1983 102
V.C.2	Distribution de fréquence des taux des hausses des prix dans 35 pays africains en développement, 1981-1983 102
VI.A.1	Evolution du commerce extérieur de l'Afrique en développement .. 107
VI.A.2	Evolution du commerce extérieur de l'Afrique du Sud du Sahara 109
VI.A.3	Evolution du commerce extérieur de l'Afrique du Nord 110
VI.A.4	Exportations de certains pays africains 112
VI.A.5	Importations de certains pays africains 113
VI.A.6	Exportations des pays africains en développement par catégorie de produit et par destination en 1981 114
VI.A.7	Importations des pays africains en développement par catégorie de produit et par origine 1981 115
VI.A.8	Indices du prix de gros de certains produits d'exportation 117
VI.A.9	Part de l'Afrique dans le Commerce mondial 118
VI.A.10	Repartition des exportations des pays africains en développement. 119
VI.A.11	Structure du Commerce inter pays africains en développement en 1981 120
VI.B.1	Balance des paiements de l'Afrique en développement en 1981-1983 121
VI.B.2	Balance des paiements de l'Afrique au sud du Sahara 122
VI.B.3	Balance des paiements de l'Afrique du Nord 123
VI.C.1	Evolution des taux de change 127
VI.D.1	Total du flux des ressources allouées aux pays en développement, 1980-1982 128
VI.D.2	Total des flux nets de ressources destinées aux pays africains en développement 129
VI.D.3	Total net de l'aide publique au développement, 1980-1982 130
VI.D.4	Principaux bénéficiaires de l'APD en Afrique, suivant la provenance de l'aide, 1980-1981 131
VI.D.5	Dépendance des pays africains vis à vis de l'aide publique au développement 132
VI.D.6	Réechelonnements des dettes multilatérales du Club de Paris 135
VI.D.7	Pays négociant le réaménagement de leurs dettes bancaires 136
VII.A.1	Structure de la Main-d'oeuvre en Afrique en développement 138
VII.A.2	Emploi enregistré dans le secteur structuré de certains pays africains 139
VII.A.3	Pourcentage de la main-d'oeuvre utilisée dans le secteur informel dans certains pays africains 140
VII.B.1	Ecart de revenu campagne-ville dans certains pays africains 145
VIII.C.1	Politiques d'ajustement des quelques pays africains :
	(a) Principaux problèmes 161
	(b) Mesures d'ajustement 162
	(c) Changements structurels 163

TABLE DES MATIERES (Suite)

LISTE DE TABLEAUX

Page

VIII.C.2	programmes à des conditions rigoureuses, janvier 1978 - janvier 1984	168
VIII.D.1	Distribution des taux annuels de croissance du PIB dans 49 pays africains en développement (1976-1982)	172
VIII.D.2	Distribution des pourcentage de certains éléments budgétaires par rapport au PIB, dans un échantillon de pays africains (1980-1981)	173
VIII.D.3	Répartition des taux de croissance annuelle de la masse monétaire dans certains pays africains en développement (1976-1982)	174
VIII.D.4	Distribution du pourcentage des exportations par rapport au PIB dans 49 pays africain en développement (1975-1982)	176
VIII.D.5	Distribution du pourcentage des importations par rapport au PIB dans 39 pays africains en développement (1975-1982) ...	177
VIII.D.6	Répartition du pourcentage du déficit commercial par rapport au PIB dans 30 pays africains en développement (1975-1982)	178

LISTE DES GRAPHIQUES

Suite à la page

1. Afrique en développement :	Produit par tête (Dollars de 1980)	vii
2. Afrique en développement :	Croissance du PIB (Prix de 1980)	22
3. Afrique en développement :	Volume du commerce (Prix de 1980) ...	112
4. Afrique en développement :	Structure du commerce (Produits) 1981 : Exportations	114
5. Afrique en développement :	Structure du commerce (produits) 1981 Importations	116
6. Afrique en développement :	Structure du Commerce par pays (1982)	120
7. Afrique en développement :	Déficit extérieur	122

NOTES EXPLICATIVES

Les appellations employées dans cette publication et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part du Secrétariat de la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.

La cote des documents de l'Organisation des Nations Unies se compose de lettres majuscules et de chiffres. La mention d'une telle cote indique qu'il est fait référence à un document de l'Organisation. Les documents dont la cote commence par E/ECA/... correspondent à des documents publiés sous les auspices de la Commission économique pour l'Afrique.

Dans les tableaux, trois points (...) signifient que les données ne sont pas disponibles ou qu'elles ne sont pas présentées séparément tandis qu'un tiret (-) signifie que la quantité est nulle ou négligeable.

Lorsqu'il est fait mention de dates, un trait d'union (-) signifie qu'il s'agit du total pour la période (y compris les années initiale et finale) et une barre oblique (/) qu'il s'agit d'une campagne agricole, d'un exercice budgétaire ou d'une année de planification.

Un milliard est égal à mille millions.

Sauf indication contraire, l'unité de poids employée est la tonne métrique et le terme "dollar" s'entend du dollar des Etats-Unis d'Amérique.

LISTE DES ABREVIATIONS

APD	Aide publique au développement
BTU	Unité thermique britannique
CAD	Comité d'aide au développement (de l'OCDE)
CAEM	Conseil d'assistance économique mutuelle
CEDEAO	Communauté économique des pays de l'Afrique de l'Ouest
CEE	Communauté économique européenne
CMRADR	Conférence mondiale sur la réforme agraire et le développement rural
CNUCED	Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement
DTS	Droit de tirage spécial
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FISE	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
FMI	Fonds monétaire international
IDA	Association internationale de développement
OCDE	Organisation de coopération et de développement économique
OIT	Organisation internationale du travail
OMS	Organisation mondiale de la santé
OPEP	Organisation des pays exportateurs de pétrole
OUA	Organisation de l'Unité Africaine
PANAFTEL	Reseau panafricain de télécommunications
PIB	Produit intérieur brut
PNB	Produit national brut
SADCC	Conférence de coordination du développement de l'Afrique australe
SIDA	Organisme suédois pour le développement international
UDEAC	Union douanière des Etats de l'Afrique centrale

Introduction

1. L'Etude des conditions économiques et sociales en Afrique pour la période 1982-1983 est publiée par la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique en application du mandat qui lui a été donné d'établir une analyse de l'évolution de l'économie africaine et des questions concernant le processus de développement dans la région; Elle est rédigée sur la base des renseignements fournis par les Etats membres de la Commission, directement ou au cours de missions sur le terrain du personnel de la Commission, ou de données statistiques ou autres disponibles à la Commission.
2. Comme chaque année, il faudra tenir compte, lorsqu'on utilise l'Etude, des limitations des données. On a beaucoup amélioré la qualité et le champ des données disponibles dans la région sur les questions sociales, mais de grandes lacunes subsistent. La population de certains grands pays comme le Tchad, l'Ethiopie et le Zaïre, par exemple, n'est pas encore connue avec une précision suffisante faute de recensements, tandis que dans d'autres régions les données de recensement disponibles ne sont notoirement pas fiables. En matière de statistiques économiques, les données sur des séries de base comme le commerce international ont souvent deux ans de retard ou plus, tandis que des secteurs clés comme l'agriculture ne font l'objet d'aucune étude statistique régulière et fiable.
3. La présente Etude est divisée en huit chapitres : le message de fin d'année du Secrétaire exécutif de la CEA, la situation économique internationale, les résultats économiques globaux et sectoriels en Afrique, l'évolution en ce qui concerne les budgets, la monnaie, les prix et les finances, le secteur extérieur, l'emploi, et une étude spéciale qui porte cette année sur le problème des politiques d'ajustement, problème qui est d'une importance particulière pour les Etats membres dans le contexte de la crise actuelle. Une annexe statistique à la fin du document donne les indicateurs de base de la situation économique et sociale des Etats membres et des principaux groupements géographiques et économiques de la région.
4. Alors que l'Etude est publiée, la situation économique de la région reste toujours critique. L'année a été marquée par une sérieuse sécheresse qui a frappé la sous-région australe, la région sahélienne et les pays du littoral de l'Afrique de l'Ouest. La région devra une fois encore dépendre de l'aide alimentaire jusqu'à la prochaine récolte. En outre, la reprise des économies des pays de l'OCDE n'a pas eu, à ce jour, d'effets significatifs sur la région, certains pays, en particulier ceux qui sont exportateurs de pétrole, se trouvant plongés dans une sérieuse crise de leur balance des paiements. Si d'une manière globale la région n'a pas été un facteur de préoccupation pour ce qui est du problème courant de la dette mondiale, ce problème est devenu critique pour certains des pays qui ont bénéficié de la croissance la plus rapide au cours de ces dernières années.

5. Selon les estimations du secrétariat, il n'y a pas eu de croissance en 1983, le Produit Intérieur Brut (PIB) s'étant réduit de 0,1 p. 100, ce qui équivaut à une régression de plus de 10 p. 100 par habitant par rapport à 1980. Une certaine amélioration a été enregistrée dans la position extérieure, mais elle n'a été obtenue qu'au prix d'une stagnation des importations et de la production. Les perspectives pour 1984 prévoient une reprise modeste d'un peu plus de 3 p. 100, mais il faut pour cela que les conditions climatiques s'améliorent, que l'accroissement de la demande en provenance des pays industrialisés donne un coup d'accélérateur aux exportations et que l'effort d'ajustement commence à produire quelques effets. La gravité de la situation est telle cependant qu'il est essentiel que l'on continue à réajuster les politiques et à concentrer les efforts de manière à ramener les conditions de la croissance.

I. MESSAGE DE FIN D'ANNEE DU SECRETAIRE EXECUTIF

A. L'Economie Africaine en 1983 : une évaluation préliminaire

6. A cette même époque, l'année dernière, j'avais dit que les perspectives de l'économie africaine en 1983 dépendaient d'une part de la vigueur de la reprise dans les pays membres de l'OCDE, qui sont les principaux partenaires commerciaux et les principales sources de capitaux des pays africains et d'autre part du comportement de l'agriculture et du succès des politiques nationales d'ajustement mises en oeuvre par les gouvernements. Nos prévisions des résultats économiques pour 1983 étaient en conséquence fondées sur deux scénarios : l'un optimiste qui prévoyait un taux général de croissance de l'économie africaine de 3 à 4 p. 100, et l'autre pessimiste qui laissait entrevoir une chute de la production totale ou dans le meilleur cas une croissance ne dépassant pas 1,1 p. 100.

7. Au cours de l'année qui s'achève, les résultats économiques se sont malheureusement conformés à nos prévisions pessimistes. L'économie africaine n'a en effet connu en 1983 qu'une expansion de 0,2 p. 100. Les pays membres de l'OCDE ont enregistré une certaine reprise qui a cependant été trop modeste et est arrivée trop tard pour avoir une incidence marquée sur la demande des principaux produits d'exportation de l'Afrique. En outre, la sécheresse et d'autres calamités naturelles ont à nouveau frappé la production agricole en Afrique, aggravant une situation déjà précaire et entraînant avec elles quelques-unes des récoltes les plus catastrophiques que le continent ait connues ces dernières années.

8. En effet, en 1983, l'Afrique a connu sa crise la plus grave depuis le fléau de 1973-1974 qui avait causé la perte de plusieurs centaines de milliers de vies. La production alimentaire par tête d'habitant a baissé de 2 p. 100 par rapport à 1982, situation qui a nécessité le recours à des importations accrues. En revanche, le secteur forestier continue lui d'enregistrer une croissance de sa production d'environ 3 p. 100.

9. Néanmoins, en raison des difficultés qu'éprouvent plusieurs pays à se procurer des devises, il ne leur a pas été possible d'importer des produits alimentaires proportionnellement aux besoins. Il en a résulté que les niveaux de l'alimentation demeurent en-deça des besoins nutritionnels. En fait, la situation est telle que 22 pays africains ^{1/} sont menacés de

^{1/} Les pays africains qui ont eu besoin d'une aide alimentaire d'urgence en 1983 sont les suivants : Angola, Bénin, Botswana, Cap-Vert, Ethiopie, Gambie, Ghana, Guinée, Lesotho, Mali, Mauritanie, Mozambique, République centrafricaine, République-Unie de Tanzanie, Sao Tomé et Príncipe, Sénégal, Somalie, Swaziland, Tchad, Togo, Zambie et Zimbabwe.

famine à cause de catastrophes naturelles ou de catastrophes causées par l'homme. Nous sommes d'avis que cette situation critique empirera et que près de 150 millions d'Africains pourraient en 1984 être exposés à la faim et à la malnutrition. Il ne faut pas perdre de vue que dans quelques pays, les guerres civiles et les soulèvements politiques se sont alliés aux catastrophes naturelles pour aggraver la situation économique déjà précaire de l'Afrique, particulièrement sa crise alimentaire menaçante. Ces événements, liés au fait que le taux annuel d'accroissement de la population du continent est supérieur à 3 p. 100, dénotent une situation dans laquelle les perspectives d'une amélioration substantielle de la production agricole et de la réalisation de l'autosuffisance alimentaire dans un avenir immédiat sont loin d'être encourageantes.

10. Au début de l'année, la zone normalement bien arrosée du golfe de Guinée a souffert d'une saison extrêmement sèche qui a provoqué des feux de brousse dévastateurs, lesquels ont endommagé les plantations de cacao et de café en Côte d'Ivoire, au Ghana et au Togo. Les parasites ont attaqué une grande partie de la récolte de manioc en Afrique de l'Ouest et en Afrique centrale et la peste bovine a éclaté dans les troupeaux. Il en a résulté une diminution de la production céréalière de 3 p. 100, diminution considérable si l'on tient compte comme je l'ai déjà dit, du taux élevé d'accroissement de la population et du manque de réserves dans les pays affectés. Les chiffres d'ensemble définitifs ne sont pas encore connus mais on peut dire que la production agricole brute africaine, non compris les cultures commerciales, la production de bois et la production de la pêche ont baissé de pas moins de 4 p. 100. Lorsqu'on sait que le désert du Sahara avance vers le sud au rythme de 200 km par an, on se rend compte que les pays du Sahel demeurent vulnérables aux dangers d'une désertification de plus en plus poussée et à l'intensification de la sécheresse.

11. Ainsi, la désertification et la sécheresse constituent parmi tant d'autres les obstacles les plus dangereux au développement économique de l'Afrique. Alors qu'au début des années 70 elle ne touchait qu'un nombre relativement faible de pays de la zone soudano-sahélienne de l'Afrique, aujourd'hui la sécheresse frappe 34 pays africains dont 24 appartiennent au groupe des pays les moins avancés. Il n'y a aucun doute que l'équilibre écologique du continent est rompu et que la capacité de l'environnement à supporter toute forme de vie a été réduite de façon considérable. Il est donc indispensable que toutes les parties intéressées prennent les mesures nécessaires pour remédier à la situation.

12. C'est à cette fin que la CEA organisera du 20 au 23 février 1984 une table ronde scientifique sur la situation climatique et la sécheresse en Afrique dont le but est, aux termes de la résolution adoptée par la Commission à la session du vingt-cinquième anniversaire en avril-mai 1983, d'examiner les causes, la périodicité, les tendances et les effets de la sécheresse en Afrique et de proposer les mesures propres à résoudre le problème. Les préparatifs de cette table ronde sont terminés et la CEA a réussi à mobiliser l'appui de tout le système des Nations Unies.

13. En 1983, nous avons aussi été les témoins des effets néfastes de l'ouverture de l'économie africaine, en particulier de la dépendance excessive à l'égard des pays industrialisés, pour la croissance et le développement de la région. Etant donné que les industries de base des pays industrialisés n'ont pas connu une reprise suffisante, la demande de fer, de cuivre, de cobalt, d'uranium et d'autres importants métaux d'exportation de la région est restée faible. Les prix de ces minéraux se sont affermis de façon remarquable jusqu'en août dernier pour ensuite connaître un essoufflement et nous assistons maintenant à une régression générale continue sauf dans le cas de l'aluminium.

14. Le prix du pétrole, qui à lui tout seul représente plus de 70 p. 100 des exportations de la région, n'a pas lui non plus connu de changements positifs cette année. A l'exception du coton et du cacao, les produits agricoles d'exportation n'ont pas obtenu de meilleurs résultats. Tout ceci a abouti à une réduction considérable des recettes d'exportation en 1983. Le secrétariat de la CEA estime que les exportations de produits de l'Afrique n'auraient atteint que 62 milliards de dollars en 1983 contre 68,6 milliards en 1982, ce qui, lié à la stagnation continue des niveaux de l'assistance publique au développement, aux taux d'intérêt élevé, à la politique de resserrement du crédit aux pays en développement adoptée par les banques internationales, a provoqué une brusque chute des recettes de change des pays aussi bien exportateurs que non exportateurs de pétrole.

15. La capacité d'importation a été fortement limitée par le manque de devises mais aussi par la décision de plusieurs pays de freiner leurs importations à cause de leur incapacité de financer des déficits en compte courant du même niveau que dans le passé. La facture d'importation de produits de l'Afrique dans son ensemble serait tombée de 72,5 milliards de dollars en 1982 à 63,6 milliards en 1983, c'est-à-dire une baisse de 12,3 p. 100, sans autres sources internes pour les produits non importés. Les réserves extérieures continuent de baisser. Elles se montaient à 12,6 milliards de DTS en août 1983 contre 13,7 milliards à la fin de 1982, soit un recul de 8,1 p. 100 qui, pour plusieurs pays, représente quelque 10 p. 100 de leurs importations. Les secteurs tributaires des importations comme les industries manufacturières ont été durement touchés. Les pièces de rechange et autres facteurs de production n'étaient pas disponibles en quantités suffisantes, à tel point que plusieurs entreprises ont dû tourner bien en-deça de leur capacité et que nombreuses ont été les pénuries graves de produits finis. Inutile d'ajouter que les mauvais résultats du secteur agricole qui ont eu pour effet de diminuer l'approvisionnement de matières premières agricoles ont compliqué davantage ces problèmes. Il y a eu bien entendu les difficultés éternelles et beaucoup plus difficile à surmonter causées par les erreurs commises dans la conception des usines, la structure des coûts, les politiques de fixation des prix des produits et la gestion en général.

16. Les contraintes budgétaires résultant principalement de la situation difficile du secteur externe sont restées sévères. Nous avons vu se perpétuer en 1983 la politique de réduction des dépenses publiques. Les réductions ont jusqu'ici touché d'une façon générale les dépenses de

développement qui entraînent moins de coûts sociaux et politiques que la réduction des dépenses de fonctionnement. Cependant, les opérations ordinaires des gouvernements en souffrent. Tout porte à croire que le capital existant est soumis à une érosion constante à cause de l'incapacité à le préserver. Malgré la réduction des dépenses, les déficits n'ont pas pu être éliminés, et comme ils ont été dans une large mesure financés sur des emprunts bancaires, l'inflation a persisté bien qu'à un taux plus bas. Mesurée par le taux médian d'inflation dans un échantillon de 45 pays, l'inflation est tombée à 11,8 p. 100 en 1983 contre 13,1 p. 100 en 1982. Cependant, la hausse du taux de change du dollar des Etats-Unis, a fait encore monter le coût des biens et services importés par les pays africains.

17. Du côté positif, permettez-moi de mentionner certaines des mesures que de nombreux pays africains ont prises au cours de l'année pour arrêter la dégradation de la situation économique et trouver une solution à la crise de l'alimentation et de l'agriculture. On se rappellera que j'avais fortement recommandé dans ma déclaration de fin d'année en 1982 la nécessité pour tous les pays africains d'adopter et de poursuivre sans relâche en 1983 un train minimum de mesures. A cet effet, j'avais avant tout mis l'accent sur la nécessité immédiate de fournir aux producteurs, particulièrement aux paysans, les incitations nécessaires, y compris la suppression de toutes subventions aux produits alimentaires qui favorisent les populations urbaines au détriment des paysans et qui ont eu, ensemble, des effets décourageants sur l'investissement et la productivité. J'ai alors dit que si nous voulions vraiment stimuler la production alimentaire en Afrique, il nous fallait fixer des prix rémunérateurs pour les paysans. En outre, j'ai aussi proposé quatre autres mesures nécessitant une attention particulière en 1983. Ce sont : i) la nécessité d'appliquer des politiques de fixation des prix des biens et services des industries et entreprises d'Etat compatibles avec les coûts de production; ii) la nécessité de gérer correctement et efficacement les ressources; iii) la nécessité urgente d'arrêter toutes les fuites de devises; et iv) la nécessité de stimuler davantage la coopération économique et l'intégration intra-africaines en 1983.

18. Je suis heureux de pouvoir dire qu'il y a maintenant à travers le continent un mouvement presque général vers la réforme du système d'appui à l'agriculture, que ce soit par le biais des prix aux producteurs, des subventions aux facteurs de production, des services de vulgarisation ou des mécanismes de crédit; Quelques pays ont pu majorer les prix aux producteurs et accroître les crédits budgétaires alloués au secteur de l'agriculture. Des mesures d'amélioration de la commercialisation ont été introduites par certains pays pour stimuler la production alimentaire et agricoles. De nombreux pays africains adoptent également une méthode intégrée de production alimentaire et agricole. Certains essaient de réformer le secteur public. Des entreprises sont transférées au secteur privé que ce soit à titre définitif ou pour être gérées et des mesures sont prises pour rationaliser ces entreprises et réglementer les structures de leurs coûts et de leurs prix. Dans certains cas, les mesures

prises ont été très courageuses. Certains pays ont même été jusqu'à réduire les traitements et les privilèges dont jouissaient des fonctionnaires de l'Etat.

19. Ce sont là des tendances positives et il ne fait aucun doute que de meilleurs résultats seront enregistrés au cours des années à venir. Cependant, beaucoup restera à faire pour qu'aient lieu les transformations nécessaires. Je tiens en particulier à souligner la nécessité absolue d'améliorer les structures et les méthodes de gestion et d'administration publique. Les mauvais résultats économiques sont peut-être imputables à des facteurs objectifs tels qu'un mauvais climat ou la dynamique du marché mondial qui sont indépendants de la volonté des gestionnaires de l'économie nationale. Même compte tenu de ces facteurs objectifs, la région demeure confrontée au difficile problème du contrôle des facteurs objectifs qui ont une influence négative sur les résultats économiques : mauvaise gestion de l'économie; mauvaise planification et contrôle insuffisant de la mise en oeuvre des plans, procédures et pratiques administratives compliquées qui baissent le rendement de l'ouvrier; et systèmes d'encouragement inadéquats qui ne motivent pas la grande majorité de ceux dont dépendent les pays pour accroître la productivité.

20. Dans le domaine de la coopération économique et de l'intégration, des progrès considérables ont été faits. Malgré quelques problèmes que rencontrent toute jeune organisation, la Zone d'échanges préférentiels pour l'Afrique de l'Est et l'Afrique australe (ZEP) a fait ces douze derniers mois un grand pas en avant. Le nombre de ses membres est en effet passé à 14 grâce à l'adhésion de la République du Rwanda au cours de la session du vingt-cinquième anniversaire de la CEA le 29 avril 1983. L'organisation a négocié avec succès la liste commune des produits qui feront l'objet d'échanges entre les Etats membres, et dans le domaine financier, la Chambre de compensation et des paiements de la ZEP a été créée et entrera en fonction le 1er février 1984. Enfin, les travaux se sont poursuivis en vue de la création de la Banque du commerce et du développement de la ZEP. Il est prévu qu'une décision finale à ce sujet sera prise par la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de la ZEP à sa réunion en décembre 1984 à Bujumbura (Burundi).

21. En Afrique centrale, le Traité portant création de la Communauté économique de l'Afrique centrale a été signé le 18 octobre 1983 par les dix Etats membres de cette sous-région. Par cet acte historique, les pays membres de l'UDEAC et de la CEPGL sont devenus membres de la même communauté économique : la CEEAC. En effet tous les pays desservis par les deux MULPOC de la CEA - le MULPOC de l'Afrique centrale et le MULPOC de la Communauté des pays des Grands Lacs dont le siège se trouve respectivement à Yaoundé et Gisenyi - se retrouvent maintenant unis au sein d'une nouvelle communauté économique, laquelle devrait devenir opérationnelle en 1984.

22. Avec la création de la Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale, il y a aujourd'hui en Afrique au Sud du Sahara trois grandes organisations régionales de coopération économique qui, conformément au Plan d'action et à l'Acte final de Lagos, serviront de cadre à l'obtention d'un degré accru d'autonomie collective aux niveaux sous-régionaux et constitueront l'assise de la Communauté économique africaine en l'an 2000. Ce sont :

- i) la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest qui regroupe 16 Etats membres et dont la création a précédé l'Acte final de Lagos d'au moins cinq années;
 - ii) La Zone d'échanges préférentiels pour l'Afrique de l'Est et l'Afrique australe (ZEP) regroupant 14 pays, qui a été créée le 21 décembre 1981; et
 - iii) la nouvelle Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale (CEEAC) regroupant 10 nations.
23. Comme je l'ai dit à la réunion des chefs d'Etat et de gouvernement de la ZEP qui s'est tenue le 19 décembre 1983 à Harare :

"C'est pour moi une très grande satisfaction personnelle de voir que ce projet a enfin abouti. A la CEA nous sommes très fiers d'y être associés. Mais, par dessus tout, nous sommes très reconnaissants à tous nos chefs d'Etat et de gouvernement qui se sont personnellement intéressés ces dernières années, de très près, à la coopération économique et à l'intégration par le biais d'efforts au niveau sous-régional. En effet, une des leçons que la situation économique internationale défavorable nous a enseignés est qu'une Afrique économiquement dépendante n'a aucun avenir digne de ce nom dans l'économie mondiale et que c'est principalement par la coopération économique et technique et par le développement régional que l'Afrique peut se payer un avenir économique digne en décolonisant en grande partie son économie. Pour moi il est aussi évident qu'aucun pays ne peut se permettre de rester à l'écart et de refuser de prendre part à ce processus révolutionnaire de développement et en fait d'y contribuer".

24. Je voudrais donc saisir l'occasion pour renouveler mon appel aux gouvernements de la République de l'Angola, du Botswana, de Madagascar, du Mozambique, des Seychelles et de la République-Unie de Tanzanie pour qu'ils fassent tout ce qui est en leur pouvoir pour s'assurer que leurs pays deviennent membres de la ZEP en 1984 de sorte qu'au moment où le Sommet de la ZEP se tiendra en décembre 1984 à Bujumbura, tous les pays de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe soient membres à part entière de l'organisation.

B. Perspectives pour 1984

25. J'aimerais maintenant examiner les perspectives de l'économie africaine en 1984. Je n'ignore pas que c'est là un travail périlleux au vu des incertitudes de l'économie mondiale et des difficultés éprouvées à établir des prévisions, surtout dans une région comme l'Afrique où les données statistiques sont peu nombreuses et très disséminées. Néanmoins, je suis convaincu qu'il est quand même possible d'avoir quelques idées utiles sur la façon dont évoluera l'économie africaine en 1984. Les résultats économiques vont dépendre de plusieurs facteurs dont les trois plus importants sont les suivants :

- le climat, en particulier après la sécheresse qui a frappé l'agriculture africaine en 1983;
- la demande extérieure des produits d'exportation de l'Afrique et, par conséquent, la vigueur de la reprise dans les pays membres de l'OCDE qui sont les principaux partenaires commerciaux de l'Afrique; et
- les politiques suivies par les gouvernements africains qui auront une forte influence sur la fixation des prix des facteurs de production, les taux de change, l'inflation, le niveau des investissements, etc.

26. Puisqu'il y a tant d'inconnues, nous avons élaboré à la CEA deux scénarios fondés sur différentes hypothèses. Dans le premier scénario que est optimiste, nous supposons que la sécheresse prendrait fin avec une production agricole dépassant de 1 p. 100 le taux d'accroissement de la population. Ce chiffre repose sur des informations récentes qui font état d'un retour des pluies en Afrique australe. Nous supposons également que la reprise dans les pays membres de l'OCDE continuera et s'affermira au cours de l'année, ce qui devrait s'accompagner d'une demande accrue des produits d'exportation africains.

27. Cependant, l'incidence de cette reprise sur l'Afrique ne sera que très modérée du fait des changements techniques en cours dans les pays industrialisés. On consomme aujourd'hui beaucoup moins d'énergie par unité de production, ce qui signifie qu'il ne faut pas s'attendre à voir la demande de pétrole augmenter considérablement en 1984. En fait, tout donne à penser que la chute de la demande de pétrole est un phénomène à long terme. Ceci dit, nous avons supposé que la production minière croîtra de 3,9 p. 100 après avoir baissé de 2,5 p. 100 en 1982, un taux de croissance qui peut paraître trop optimiste mais qui est néanmoins réaliste, étant donné que la demande d'autres minéraux, du cuivre, du cobalt et du fer notamment pourrait être plus favorable que celle du pétrole.

28. En ce qui concerne les industries manufacturières qui se heurtent à de graves difficultés, nous prévoyons une croissance modeste de 2,4 p. 100, et ce sur la base d'une meilleure production agricole et d'un niveau plus élevé des importations. Les exportations de biens et services devraient croître de 4,2 p. 100 contre 1,8 p. 100 seulement en 1983. Tous ces chiffres sont bien entendu exprimés aux prix constants de 1980. Le compte des biens et services accusera un déficit de 11,6 milliards de dollars, soit 3,7 p. 100 du PIB, chiffre grosso modo le même qu'en 1983 (3,6 p. 100).

29. Comme le montre le tableau ci-dessous, le résultat global de ces hypothèses et de la croissance prévue de la production agricole, manufacturière et minière est un taux de croissance probable pour l'Afrique en 1984 de 3,1 p. 100 contre 0,2 p. 100 en 1983 et zéro en 1982. La demande intérieure passera de 0,1 p. 100 en 1983 à 3,2 p. 100 en 1984 selon ce scénario optimiste. Si la situation économique s'améliore, nous nous attendons à voir une reprise des investissements ainsi que de la consommation publique, encore que cette dernière augmentera parallèlement à la production, en réponse aux politiques d'ajustement suivies par les gouvernements.

30. Mais comme je l'ai déjà dit, c'est là le scénario optimiste. Dans un second scénario, nous supposons que l'agriculture pourrait ne pas reprendre après la sécheresse de 1983 et que sa production diminuera de 0,8 p. 100 comme en 1983. Etant donné que la reprise dans les pays membres de l'OCDE reste à l'ordre du jour et que les perspectives continuent de s'améliorer dans ce secteur, nous n'avons pas changé notre hypothèse de base, à savoir que cette reprise ne sera pas assez forte pour avoir une incidence marquée sur la demande de pétrole. La production minière croîtra certes encore de 3,9 p. 100 en 1984; par contre, les mauvais résultats continuels de l'agriculture auront un effet à la baisse sur la consommation, et la demande intérieure ne progressera que de 2,3 p. 100 et les exportations de 2,7 p. 100 seulement. Comme le montre le tableau ci-dessous, la croissance de la production en général atteindra selon le second scénario de la CEA 1,8 p. 100 à peine contre 3,1 p. 100 au titre du premier.

31. Dans le premier scénario, le scénario optimiste, la production par habitant ne reviendra qu'à son niveau de 1980 tandis que dans le second, le revenu par habitant continuera de diminuer pour tomber à 637 dollars aux prix de 1980, soit 11 p. 100 de moins.

C. Aperçu des perspectives de l'économie africaine

32. Les perspectives pour 1984 sont fondées sur l'un quelconque des deux scénarios de la CEA nous rappellent à nouveau la nécessité urgente qu'il y a de décoloniser les économies de l'Afrique. La dépendance économique virtuellement totale de l'Afrique à l'égard des pays industrialisés, particulièrement des pays membres de l'OCDE, limite considérablement sa capacité de prendre des mesures indépendantes. La crise économique de plus en plus aigue qui continue de préoccuper nos gouvernements ne doit pas nous faire perdre de vue les problèmes à long terme du développement. La solution des problèmes à court terme doit être considérée dans le cadre de la nécessité d'accélérer trois processus sur lesquels je ne cesserai

jamais de mettre l'accent à savoir : le processus endogène de développement conçu dans un esprit d'autonomie collective et d'autosuffisance; la démocratisation du processus de développement à tous les niveaux afin que tous les facteurs de développement - l'homme, le capital et les ressources naturelles - puissent avoir une interaction efficace et productive; et, le renforcement de la coopération économique sous-régionale et régionale en vue de créer des marchés intégrés plus vastes qui favoriseront l'exploitation et l'utilisation coordonnées du vaste potentiel de la région. En d'autres termes, nous devons avancer sans crainte dans notre détermination à mettre en oeuvre les dispositions du Plan d'action et de l'Acte final de Lagos.

33. Voilà l'essentiel des efforts qu'a faits ces dernières années la CEA pour aider ses Etats membres à donner un souffle nouveau à leurs économies et à aborder dans une optique saine le développement à long terme. Les politiques de développement ont beaucoup trop longtemps été extraverties et tributaires de facteurs extérieurs. On estime aujourd'hui de plus en plus nécessaire d'adopter des politiques plus intraverties, et ce dans le cadre de l'autonomie collective et de l'intégration régionale.

34. On se souviendra de l'année 1983 comme de celle au cours de laquelle la CEA a célébré son vingt-cinquième anniversaire. Au cours de la session historique qui l'a marquée sous le patronnage de dix chefs d'Etat et de gouvernement, deux documents d'une grande importance historique ont été publiés : La CEA et le développement de l'Afrique, 1983-2008 : une étude prospective préliminaire (E/ECA/CM.9/23) et la Déclaration d'Addis Abeba (Rapport annuel de la Commission économique pour l'Afrique, 1er mai 1982 - 2 mai 1983) qui a été adoptée pour commémorer cet anniversaire. Ces deux documents soulignaient la nécessité pour l'Afrique de suivre un processus normatif de développement, de se forger un avenir digne d'elle-même et de relever les énormes défis économiques qui l'attendent. Je voudrais ajouter que les sacrifices et la discipline qui seront exigés de nos peuples seront grands mais il n'y a pas d'autre option si nous voulons que les générations qui vont nous succéder soient libres, heureuses et prospères et que l'Afrique de demain soit caractérisée par une indépendance politique, sociale et économique totale, l'autodétermination, la confiance en soi, l'autonomie collective et l'autosuffisance.

D. Nouvel appel à l'appui de la communauté internationale

35. Permettez-moi de terminer cette déclaration de fin d'année en renouvelant ici l'appel que j'ai lancé la première fois le 4 novembre 1983 à la communauté internationale dans mon discours à la deuxième Commission de l'Assemblée générale des Nations Unies à sa trente-huitième session pour qu'elle soutienne au cours de cette période difficile l'Afrique dans la lutte qu'elle mène afin d'assurer sa survie économique et de poser les fondations d'une transformation économique à long terme.

36. Assureront cette survie économique et cette transformation trois secteurs stratégiques, ceux de l'alimentation et de l'agriculture, de l'industrie et des transports et communications, qui nécessiteront un apport massif de ressources au cours des cinq années à venir - ressources qui, même avec un maximum de sacrifices et une autodiscipline rigoureuse et, dans le meilleur des cas, une forte demande de produits d'exportation africain à des prix intéressants, dépassent de loin les moyens et les capacités de l'Afrique. Dans ma déclaration du 4 novembre, j'ai estimé les besoins à 44 milliards de dollars au cours des cinq années à venir, soit 8,8 milliards par an.

37. Je suis convaincu que ces estimations relèvent des possibilités de la communauté internationale, à condition bien sûr, qu'elle soit décidée à agir. Et c'est dans l'intérêt de l'humanité que la situation économique actuelle de l'Afrique doit être examinée plus sérieusement que jamais. La communauté internationale ne doit pas attendre que la crise se transforme en catastrophes pour apporter son aide et donner son appui.

38. Je dois à cet égard signaler que ces derniers jours, l'une de ces catastrophes a frappé la République populaire révolutionnaire de Guinée qui a été frappée par deux tremblements de terre et subi des pertes énormes de vies humaines et de matériel. J'ai décidé d'envoyer une délégation de haut niveau de la CEA en Guinée, pour faire une évaluation sur le terrain des conséquences de cette catastrophe et fournir au gouvernement de ce pays l'assistance dont il aura besoin, pour réinstaller des personnes déplacées et reconstruire son économie. D'après les rapports préliminaires que nous avons reçus au siège de la CEA, l'ampleur des travaux de reconstruction et de réinstallation est telle que l'aide de la communauté internationale doit être immédiate. Les survivants de ces tremblements de terre auront besoin de nourriture, de logements, de vêtements, d'outils agricoles et de semences. Les zones sinistrées devront remettre en état leurs réseaux routiers et leurs systèmes d'adduction d'eau. Je voudrais en conséquence saisir cette occasion pour lancer un appel fervent à la communauté internationale et lui demander de venir en aide à la population guinéenne qui traverse une des périodes les plus éprouvantes de son histoire.

II. SITUATION ECONOMIQUE INTERNATIONALE

A. La situation à la fin de 1983

39 L'économie des Etats-Unis est en pleine reprise tandis que se manifestent déjà dans la plupart des autres pays membres de l'OCDE des signes de redressement. Aux Etats-Unis, la croissance enregistrée depuis le premier trimestre de 1983 a atteint 3,3 p. 100 après avoir reculé de 1,9 p. 100 en 1982. En Europe, les pays membres de l'OCDE devraient, selon les dernières estimations, connaître une croissance du PIB de 2 p. 100, tandis que certains, comme la Grande-Bretagne, sortent d'une période de stagnation et de régression. La reprise économique dans les pays membres de l'OCDE s'accompagne d'une baisse de l'inflation, en particulier aux Etats-Unis où, en août, l'indice des prix à la consommation n'avait augmenté que de 2,6 p. 100 sur une base annuelle. L'OCDE prévoit un taux d'inflation de 5,75 p. 100 pour l'ensemble du groupe en 1983 contre 7,5 p. 100 en 1982. Un autre fait positif est la chute du taux de chômage aux Etats-Unis et un ralentissement de son augmentation dans d'autres pays. Néanmoins, considérables demeurent les incertitudes qui entourent les possibilités d'une reprise soutenue et son effet d'entraînement éventuel dans d'autres régions du monde. L'investissement continue de marquer le pas et le taux d'utilisation des capacités reste bas. Par ailleurs, la persistance aux Etats-Unis d'un gros déficit budgétaire fait de plus en plus redouter que le financement de ce déficit entravera les investissements et qu'il contribuera à provoquer une nouvelle hausse des taux d'intérêt. Etant donné que les marchés financiers sont sous pression à cause de l'incapacité de certains pays d'assurer le service de l'énorme dette contractée entre 1973 et 1980, une nouvelle hausse de ces taux risque d'aggraver les problèmes de remboursement et de déclencher une sérieuse crise financière dont il est difficile de prévoir les conséquences.

40. La reprise de l'économie dans les pays membres de l'OCDE et aux Etats-Unis surtout a eu un effet positif sur le commerce mondial, notamment une forte relance de la demande de produits importés aux Etats-Unis. Cela a favorisé les cours des produits de base autres que le pétrole qui n'ont en effet cessé de monter depuis le début de 1983. La reprise susmentionnée a par conséquent eu elle aussi un effet sur l'économie mondiale dont il est difficile d'en déterminer l'ampleur et il est difficile aussi de lui attribuer la hausse prévue de 2 P. 100 de la production dans les pays en développement en 1983 contre une hausse de 0,9 p. 100 seulement d'après les estimations en 1982. Les pays exportateurs nets d'énergie enregistreront une croissance de 1 p. 100, soit un gain considérable lorsqu'on la compare à la baisse de 2,6 p. 100 en 1982, encore qu'il ne faille pas s'attendre à un accroissement de la production des pays membres de l'OPEP. En fait, non seulement le prix du pétrole a-t-il continué

de diminuer, mais encore la part de l'OPEP dans l'offre totale est demeurée à son niveau, ce qui devrait permettre aux pays industriels de faire de nouvelles économies de pétrole. Ce sont les pays en développement importateurs de pétrole qui devraient voir leur situation s'améliorer le plus, leur PIB global augmentant de 2,5 p. 100 en 1983 contre 0,9 p. 100 seulement en 1982. Cette augmentation ne représente cependant que la moitié de la moyenne pour les années 1971-1980 et à peine un peu plus que le taux d'accroissement de la population. De plus, la situation varie considérablement d'un pays en développement à l'autre, les pays latino-américains souffrant particulièrement de l'alourdissement marqué de la dette et accusant une baisse nette de la production par habitant pour la troisième année consécutive.

41. Les prévisions du FMI et du Secrétariat de l'ONU laissaient entrevoir une reprise bien que modeste du commerce mondial en 1983. D'après le FMI, ce commerce aurait dû augmenter de 1 p. 100; ce qui, après une chute de 2,5 p. 100 en 1982, signifie qu'il retrouvera tout juste son niveau de 1980. Le Département des affaires économiques et sociales internationales de l'ONU a pour sa part été plus optimiste, prévoyant une croissance de 2 p. 100 des exportations mondiales. Les données disponibles n'ont pas encore permis de confirmer ces prévisions. Les résultats pour le premier trimestre de l'année font ressortir une baisse de plus de 3 p. 100 des importations mondiales (non compris les pays à économie planifiée) et de 3,7 p. 100 des exportations. D'après l'OCDE, le volume des exportations n'augmentera pas en 1983 alors que celui des importations le fera de 0,75 p. 100 à peine. Les importations de pétrole de l'OCDE diminueront en fait de 4 p. 100 en 1983 tandis que celles d'autres produits progresseront de 1 p. 100. C'est ce facteur qui est responsable de l'essor des produits de base en cours depuis le début de l'année. Néanmoins, la hausse des prix n'a pas été uniforme et, depuis le mois d'août, elle a même plus ou moins fléchi.

42. Compte tenu donc de la situation de leurs principaux marchés et sources d'approvisionnement, on ne peut pas considérer que les pays en développement ont obtenu en matière de commerce des résultats satisfaisants. Les exportateurs de pétrole ne sont en effet pas en mesure de tirer parti de la reprise dans le monde industrialisé qui pourrait économiser davantage encore de l'énergie. Au premier trimestre de 1983, les exportations des pays membres de l'OPEP s'inscrivaient aux prix courants à 25 p. 100 de moins par an que celles de 1982. D'autres pays en développement se trouvent dans une meilleure position même si les résultats du premier trimestre de 1983 n'ont pas été encourageants, à savoir 4,7 p. 100 de moins qu'en 1982 sur une base annuelle. Tout cela est un sérieux motif de préoccupation puisque de nombreux pays en développement dont le service de la dette est énorme doivent exporter davantage pour le financer. S'agissant des importations, les pays en développement ont tous réduit leurs importations soit en prenant des mesures à cette fin soit à cause de leur incapacité à soutenir un déficit en compte courant similaire à leurs déficits antérieurs.

43. Une des principales causes d'incertitude concernant le futur de l'économie mondiale est le service de l'énorme dette contractée ces dernières années par quelques pays en développement. Pour les pays en développement non exportateurs de pétrole seulement, l'encours de la dette est estimée par le FMI à 664,3 milliards de dollars dont 247,4 milliards (37,2 p.100) sont à la charge des pays latino-américains. Si la dette est fortement concentrée dans un petit nombre de pays, il est probable aussi qu'elle est remboursable à un petit nombre de banques internationales, la part de la dette privée intervenant pour 53 p. 100 contre 46,7 p. 100 en 1973. Inquiétant est le fait qu'une grande partie de la dette a été contractée à des taux d'intérêt variables et, avec la hausse des taux et la montée du dollar, le service de la dette de l'Amérique latine est brusquement passé à 54 p. 100 des recettes d'exportation des biens et services en 1982. Il a certes diminué en 1983 mais n'en demeure pas moins considérable (37 p. 100). Dans le cas des grands pays débiteurs comme l'Argentine, le Brésil, le Chili et le Mexique, le service de la dette représente une partie encore plus élevée des exportations de biens et services et il est manifestement incontrôlable à moins que ne survienne une contraction marquée de la demande intérieure ou une reprise de la croissance de l'économie mondiale, laquelle entraînerait un accroissement des recettes d'exportation et une baisse des taux d'intérêt. En cas de cessation de paiement d'un ou plusieurs de ces grands débiteurs, les pays industrialisés n'auraient pas d'autre choix que de remplacer le capital des banques touchées, mesure susceptible d'aboutir à une réduction des transferts de capitaux aux pays en développement. Cela signifierait aussi une contraction du commerce mondial et de gros sacrifices pour les pays en cessation de paiement qui ne seraient plus en mesure d'obtenir du capital étranger et peut-être aussi d'importer comme ils le voudraient.

44. Le problème de la dette a inquiété le FMI, la Banque mondiale et les grands pays industriels. Il en a résulté des opérations de réaménagement au titre desquelles les pays débiteurs ont réussi à obtenir des crédits additionnels à condition de remplir une série de conditions arrêtées avec le FMI. Ces réaménagements comprennent presque toujours des mesures propres à comprimer les dépenses de l'Etat afin de ramener la part du déficit public dans le PIB à un pourcentage plus bas, à réduire les importations et à ajuster les prix notamment. Le problème est que ces mesures sont douloureuses et qu'elles **provoquent** une contraction immédiate de la demande intérieure et, par conséquent, une hausse du chômage, une baisse des revenus, etc... Il y a d'autres problèmes notamment que le FMI n'a pas suffisamment de ressources pour prêter aux pays en difficulté. A la dernière Assemblée annuelle du FMI tenue à Washington, les pays membres ont approuvé une augmentation de ces ressources qui ne deviendront toutefois disponibles que si le Congrès des Etats-Unis vote en sa faveur.

45. Entretemps, le nombre des prêts consentis par les banques privées aux pays en développement a fortement diminué, ce qui n'a fait qu'aggraver les difficultés des pays débiteurs. C'est pourquoi la solution que le FMI pourrait apporter à la crise est elle-même mise en question, certains économistes estimant qu'elle reviendrait à planifier une contraction générale des importations alors que les exportations sont censées augmenter, une contradiction en soi.

B. Incidence de la récession de 1979-1982 sur les économies africaines

46. Le doublement des prix du pétrole entre 1979 et 1981 qui a déclenché la récession mondiale a eu une incidence marquée sur les pays africains. Les exportateurs de pétrole, qu'ils soient ou non membres de l'OPEP, en ont initialement beaucoup bénéficié, les recettes d'exportation des trois principaux membres de l'Organisation en Afrique par exemple, passant de 26,4 milliards de dollars en 1978 à 63,1 milliards en 1981, soit une augmentation de plus de deux fois. Le pouvoir d'achat de leurs exportations est pour sa part passé d'un indice de référence de 100 en 1975 à 188 en 1980. Tandis qu'avaient lieu ces gains considérables, la production africaine de pétrole tombait de 319,3 millions de tonnes en 1979 à 224,8 millions en 1981. Les pays producteurs de pétrole qui ne sont pas membres de l'OPEP, principalement l'Egypte, la Tunisie et le Congo, ont eux aussi considérablement bénéficié de ce doublement des prix, les recettes pétrolières de l'Egypte passant de 40,7 millions de livres seulement en 1970 à un chiffre record de 233,5 millions en 1980. Ces pays ont non seulement tiré parti de la hausse vertigineuse des prix mais encore ils sont parvenus à accroître leur production alors que celle des pays membres de l'OPEP fléchissait. Toutefois, la récession a commencé à réduire la demande de pétrole et, comme d'importants consommateurs de pétrole diversifiaient leurs sources d'approvisionnement et faisaient des économies de consommation, les gains réalisés en 1979-1980 ont rapidement perdu de leur valeur, la demande de pétrole des pays membres de l'OPEP diminuant tellement vite que les prix de l'OPEP ont commencé à diminuer à la fin de 1981. Pour les pays membres africains de l'OPEP, les pertes ont été considérables, leurs recettes d'exportation tombant d'un sommet de 63,1 milliards de dollars en 1980 à 36,4 milliards seulement en 1982. En pourcentage du PIB, le recul a été très net, leur part diminuant de 11,1 p. 100 en 1981 et de 5,4 p. 100 en 1982.

47. Pour les pays africains importateurs de pétrole, la hausse des prix du pétrole a fait l'effet d'une forte secousse. D'une part, la facture pétrolière a plus que doublé. Si l'on prend un groupe de pays pour lesquels on dispose de données et qui absorbent 73 p. 100 de toutes les importations des pays africains non exportateurs de pétrole, la facture des importations pétrolières est passée de 1,82 milliards de dollars, soit 11 p. 100 de leurs importations en 1978, à 4,12 milliards en 1980, soit 17,9 p. 100. Cette

évolution a eu pour effet d'empêcher l'importation d'autres produits, réduisant ainsi l'approvisionnement de biens d'investissement et de facteurs de production industriels, ce qui a bien sûr eu une incidence directe sur le secteur de l'industrie et la croissance. La réduction d'importations autres que le pétrole a provoqué une nouvelle diminution des importations puisque même si les pays pouvaient maintenir leurs approvisionnements de pétrole au même niveau, ils ne pourraient pas obtenir une juste proportion d'énergie et d'autres biens. De plus, la diminution de la demande étrangère a amputé les recettes d'exportations, ce qui a, à son tour, contribué à une nouvelle réduction des importations. Pour le même groupe de pays, les importations de pétrole sont tombées après 1980 à 3,62 milliards de dollars en 1982, leur part dans les importations totales s'inscrivant cependant à 22,6 p. 100. Etant donné que le prix du pétrole n'était pas sensiblement inférieur à celui de 1978, il en a résulté une diminution en volume du total des importations de pétrole. Le confirment les données tirées de l'Annuaire 1981 des statistiques mondiales de l'énergie qui montrent que la consommation de combustible des pays importateurs de pétrole africains a régressé de 2,5 à 2,6 p. 100 par an depuis 1980. Compte tenu des économies d'énergie par unité de production qui étaient beaucoup plus faibles que dans les pays industrialisés, la seule conclusion est que le renchérissement de l'énergie a entraîné une diminution nette de la production.

48. Un autre effet de la récession pour les pays africains a été la chute des cours des produits de base autres que le pétrole. La hausse du prix de l'énergie et l'énorme transfert de ressources des pays industriels aux pays exportateurs de pétrole qui en a résulté, ont provoqué une contraction de la demande des produits africains d'exportation traditionnels dont les prix se sont effondrés. En prenant comme indice le chiffre de 100 en 1980, on constate que l'indice des produits de base du FMI a chuté de 15 p. 100 en 1981 et de 12 p. 100 en 1982. Les prix des principaux produits de base pour l'Afrique tels que le café, le cacao, le coton, le cuivre, les phosphates, le bois et le sucre ont baissé, tombant même dans le cas du cuivre à son niveau le plus bas. Par conséquent, les recettes d'exportation des pays non exportateurs de pétrole ont accusé un très net recul, ce qui, conjugué au renchérissement des importations de pétrole, a obligé de nombreux pays à réduire considérablement leurs importations, mesure lourde de conséquences pour la croissance.

49. La plupart des pays africains qui ont une capacité d'endettement limitée ne peuvent pas contracter de gros crédits sur les marchés financiers, raison pour laquelle le problème de la dette n'est pas réellement vital en Afrique. Toutefois, quelques pays se heurtent à de sérieuses difficultés et, en dehors d'importants pays exportateurs de pétrole comme le Nigéria et le Gabon, ce problème s'est aggravé dans des pays tels que la Côte d'Ivoire qui, pendant la période d'essor du café entre 1976 et 1978, ont pu emprunter

fourdement. La hausse des taux d'intérêt et du dollar qui en a résulté a eu un effet marqué sur le niveau du service de la dette, et dans le cas de la Côte d'Ivoire, ce service a atteint 30 p. 100 des recettes d'exportation. Dans d'autres pays comme le Sénégal, le Zaïre et la Sierra Leone, des opérations de réaménagement se sont avérées nécessaires pour aider les pays à s'acquitter de leurs obligations financières.

50. Avec la chute des recettes d'exportation et le renchérissement des produits importés, il est devenu plus difficile d'obtenir des fonds sur les marchés mondiaux des capitaux, les grandes banques réduisant le volume de leurs crédits aux pays en développement. Simultanément, l'aide au développement qui pour l'Afrique revêt une très grande importance, a été limitée. Pour l'année 1981, les engagements des pays membres du CAD qui sont la principale source d'aide à des conditions de faveur aux pays africains ont diminué de 8,2 p. 100 et de récentes informations font état d'une réduction générale ou d'un resserrement de l'aide disponible. Etant donné que cette aide n'a pas réussi à combler le fossé entre les recettes d'exportation et la demande d'importation, les pays africains non exportateurs de pétrole ont dû réduire leurs importations qui ont régressé de 8,8 p. 100 en 1982, la première régression de ce genre depuis de nombreuses années et, dans le même temps, réduire le montant de leurs avoirs extérieurs qui, en 1981-1982, a diminué d'environ 1 milliard de dollars. La réduction des importations s'est inévitablement traduite par une baisse de la croissance et, comme le montre le document intitulé "Etude des conditions économiques et sociales en Afrique, 1981-1982" (E/ECA/CM.9/5), le taux de croissance global est tombé à 2,5 p. 100 en 1981-1982 contre une moyenne de 3,5 p. 100 entre 1973 et 1980.

C. Conditions régissant une reprise soutenue

51. Comme nous l'avons dit plus haut, une reprise, semble-t-il vigoureuse, est en cours aux Etats-Unis et dans d'autres pays membres de l'OCDE, ce qui laisse espérer qu'elle sortira un jour d'autres pays et en particulier les pays en développement, de la récession. Néanmoins, nombreuses sont les incertitudes qui planent sur le fait essentiellement que l'investissement n'est pas encore reparti de l'avant, la reprise dans les pays membres de l'OCDE étant principalement alimentés par la demande, et que la politique budgétaire aux Etats-Unis engendre un énorme déficit considéré dangereux pour la croissance. On estime en effet que la demande considérable de fonds du Trésor américain barrera la voie aux emprunts ou aux investissements privés, et elle provoquera une nouvelle montée des taux d'intérêt. C'est une question qui demeure cependant sujette à controverse, d'autres éléments comme les coûts salariaux et sociaux revêtant le même importance. La hausse continue de ces coûts a été un des principaux facteurs responsables de la

stagnation et du chômage et leur maîtrise est à la base d'une reprise soutenue de l'économie des pays industriels. Cela signifie qu'il a fallu amputer les dépenses publiques puisque les dépenses sociales en sont une des principales rubriques. On voit donc que la croissance dans les pays industrialisés va de pair avec le maintien d'une politique budgétaire d'ajustement.

52. Le problème de la dette devra lui aussi être résolu si l'on veut assurer une reprise de la croissance. Les défauts de paiement des principaux débiteurs parmi les pays en développement auraient un effet prononcé sur le commerce mondial et risquent de causer une nouvelle flambée de l'inflation. Toutefois, les moyens utilisés pour résoudre ce problème ne doivent pas pour autant aboutir à une contraction du commerce mondial puisque l'imposition par les pays débiteurs de contrôles aux importations y aboutirait inéluctablement. Dans le même temps, les pays développés ne doivent pas fermer leurs portes aux exportations, en particulier aux exportations de produits industriels, des pays en développement. Pour rétablir l'équilibre de la balance des paiements et/ou du marché de l'emploi, aussi bien les pays développés que les pays en développement doivent absolument renoncer au protectionisme.

53. Quelle que soit la contribution des pays développés en matière de politique budgétaire, d'augmentation du transfert de ressources et d'ouverture de leurs marchés, les pays en développement devront à tout prix ajuster leurs propres politiques économiques. Cependant, la croissance ne peut pas être tout simplement comme dans le passé résulter d'un accroissement des dépenses de l'Etat et de l'intervention dans le processus économique. Ce qu'il faut à ce stade c'est que les gouvernements prennent des mesures pour éliminer les obstacles à l'initiative privée, abolir les politiques de fixation des prix et de subvention qui découragent la production et stimulent la croissance de groupes tributaires de l'Etat au détriment des éléments productifs de la population, et mettre fin autant que faire se peut au gaspillage et à la mauvaise gestion du secteur public. Tout cela requiert une plus grande dépendance à l'égard des forces du marché et une plus grande délégation du pouvoir de décision des autorités centrales aux producteurs et aux entreprises. Cela signifiera que le secteur public devra donner à la rentabilité et à l'efficacité la priorité sur les considérations d'ordre politique et social.

D. Perspectives pour 1984

54. Le secrétariat de l'OCDE prévoit que la reprise de l'économie américaine se poursuivra pendant toute l'année 1984 et que le taux de croissance des pays membres de l'OCDE dans leur ensemble passera à 3,25 p. 100 contre 2 p. 100 pendant le premier semestre de 1983. Aux Etats-Unis, ce taux s'accroîtra pour s'établir à 4,5 p. 100, comme dans la plupart des autres pays membres de l'OCDE d'ailleurs.

55. Selon le secrétariat de l'ONU, pour l'ensemble des pays en développement on assistera en 1984 à une très nette amélioration, le taux de croissance global de la production montant à 3 p. 100 contre 2 p. 100 en 1982, ce qui mettra ainsi fin à la diminution du produit par habitant. Mais cela ne suffira pas et restera bien en deça du chiffre de 5,2 p. 100 enregistré en 1976-1980. Il n'est pas encore possible à ce stade de faire une ventilation des perspectives de croissance par groupes de pays et par région, mais tout porte à croire que ce sont les pays importateurs de pétrole qui obtiendront les résultats les meilleurs avec une croissance de 4 p. 100 contre 1,5 pour les pays exportateurs nets d'énergie. Les perspectives de consommation de pétrole ne sont pas favorables, ce qui pèse lourdement sur l'avenir immédiat des exportateurs de pétrole. Par région, la situation en Amérique latine demeurera difficile, le problème du service de la dette étouffant les économies.

56. Le commerce mondial participera à la reprise de l'économie mondiale, son volume total devant augmenter de 4 p. 100. Néanmoins, le compte courant des pays en développement importateurs de pétrole ne s'améliorera pas beaucoup, leur déficit restant grosso modo au même niveau qu'en 1983. Pour l'ensemble des pays membres de l'OPEP, malgré un accroissement des recettes d'exportation, le solde en compte courant devrait être négatif pour la deuxième année consécutive.

III. EVOLUTION GENERALE

A. Production et demande

1. Evolution en 1982

57. Il n'y a pas eu de progression de la production africaine en 1982. Mesuré en prix constants de 1980, le PIB total aux prix du marché s'est élevé à 306,6 milliards de dollars et est donc resté le même qu'en 1981. Venant après la diminution de 2,7 p. 100 enregistrée en 1981, la stagnation de 1982 peut être considérée comme une amélioration de la situation, mais le revenu par tête d'habitant a encore diminué et a baissé de 7,7 p. 100 par rapport à 1980. On a enregistré une diminution du déficit du compte des biens et services qui a été ramené à 2,8 p. 100 du PIB alors qu'il avait été de 4,1 p. 100 en 1981, mais cette diminution reflétait davantage la réduction des importations plutôt qu'une amélioration des recettes d'exportation qui, en fait, ont baissé. La stagnation globale de la production était cependant le résultat d'une évolution très différente des sous-régions et des groupes économiques. Tout d'abord, la production des pays membres de l'OPEP a encore diminué de 2,4 p. 100 en 1982 après avoir baissé de 9,6 p. 100 en 1981. La situation du marché pétrolier a empiré au cours de l'année et la pression à la baisse sur les prix s'est intensifiée alors que la consommation diminuait dans les pays industrialisés. La production des pays non membres de l'OPEP a progressé de 2,2 p. 100, ce qui représente une baisse brutale par rapport à la progression de 4,4 p. 100 de 1981. En fait, de nombreux pays ont enregistré des pertes de production et la progression globale de 2,2 p. 100 a été principalement due à de meilleures conditions climatiques en Afrique de l'Ouest et en Afrique du Nord. Par ailleurs, en Afrique centrale, le PIB n'a augmenté que de 0,3 p. 100 et en Afrique de l'Est, le taux de croissance de 2,5 p. 100 a représenté une nette diminution par rapport aux 5,7 p. 100 enregistrés en 1981. Les seuls pays dont la production a continué à progresser de manière importante en 1982 sont les pays non membres de l'OPEP de l'Afrique du Nord et les pays exportateurs de pétrole non membres de l'OPEP. Les économies de la Tunisie et de l'Egypte ont continué à se développer à un rythme relativement élevé en dépit des problèmes auxquels ces pays ont à faire face et des pays exportateurs de pétrole non membres de l'OPEP comme le Congo et le Cameroun ont enregistré des gains considérables. En revanche, des pays comme la Côte d'Ivoire ont vu leur taux de croissance se contracter sous l'effet d'une demande extérieure faible et de remboursements importants aux titres de leur dette.

Tableau III A.1

Evolution de la production et de la
demande des pays en développement d'Afrique, 1980-1983
(Milliards de dollars aux prix de 1980)

	1980	1981	1982	1983
PIB	315.2	306.6	306.6	306.2
Importations (biens/services)	97.7	100.2	93.8	94.5
Demande intérieure	307.8	319.3	315.0	312.5
Investissement	81.8	85.4	77.6	73.2
Epargne	89.2	72.6	69.4	66.9
Exportations (biens/services)	105.1	87.5	85.3	88.2
Déficit sur les biens et services (%)	2.3	- 4.1	- 2.8	- 2.1
Commerce (prix courants)				
Exportations	94.7	79.1	69.4	64.6
Importations	74.9	85.1	73.6	64.1
Solde	19.8	- 6.0	- 4.2	0.5
Réserves	33.7	21.9	15.7	13.9
Masse monétaire <u>1/</u>	44.4	45.9	46.6	45.8 <u>2/</u>
Inflation (1980 = 100)				
Moyenne	100.0	118.9	135.0	151.3
Médiane	100.0	114.6	129.6	141.6

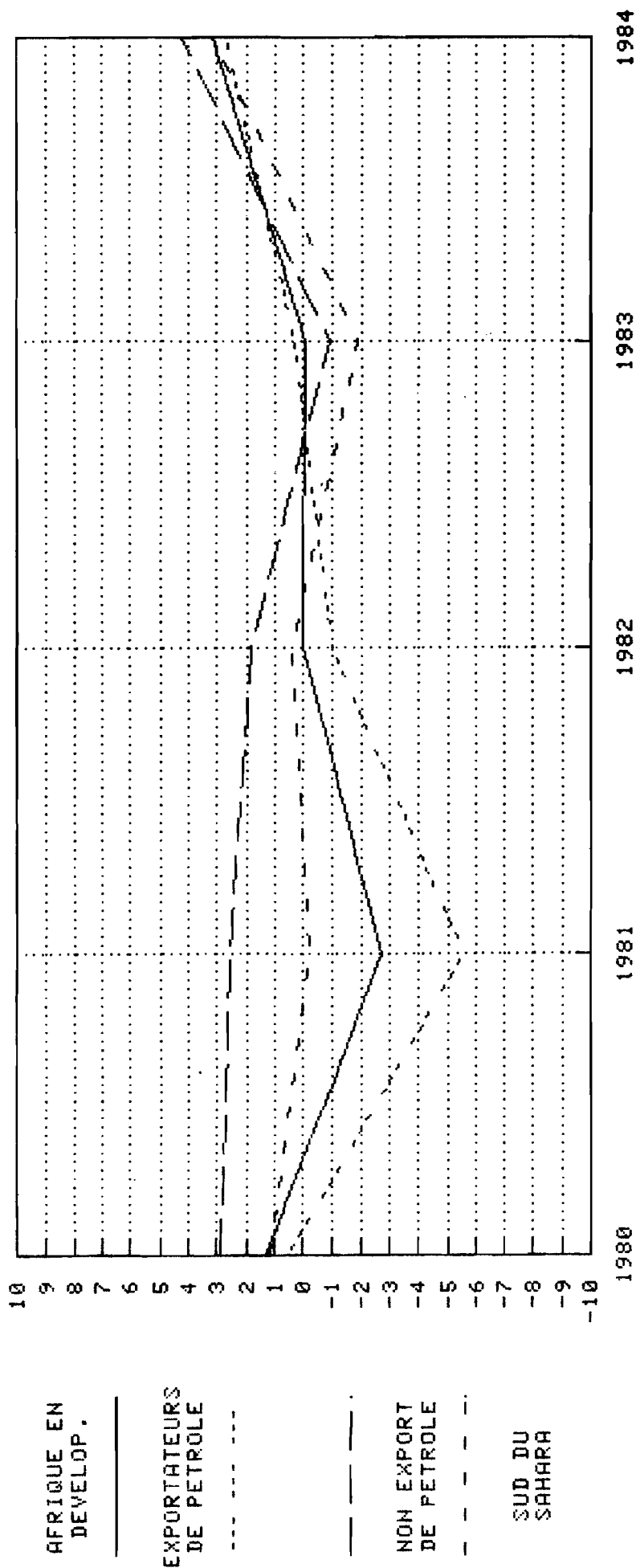
Source : Secrétariat de la CEA

1/ Echantillon de 29 pays, prix courants

2/ Premier trimestre

CROISSANCE DU PIB

PRIX DE 1980 (%)



58. La situation internationale a joué un rôle essentiel dans l'évolution économique de l'Afrique en raison de la contraction de la demande d'exportations africaines résultant du deuxième choc pétrolier de 1979-1980, du coup de frein donné aux économies des pays de l'OCDE et des changements intervenus dans les flux financiers. La demande de pétrole a brutalement chuté, la consommation de pétrole des pays de l'OCDE ayant diminué de 2 millions de barils par jour pour atteindre 33,7 millions de barils par jour, alors qu'elle était de 41 millions de barils en 1979. Les exportations des pays africains membres de l'OPEP ont stagné à 49,3 milliards de dollars, soit 20,8 p. 100 de moins qu'en 1980 (62,1 milliards de dollars). La demande des autres produits primaires a également diminué et les prix de presque toutes les exportations africaines ont baissé. L'indice des prix du FMI a baissé de 12 p. 100 et l'indice de la CNUCED de 16,1 p. 100, certains produits atteignant des niveaux planchers, comme par exemple le cuivre. Les exportations des pays non membres de l'OPEP ont diminué, atteignant 21,1 milliards de dollars contre 29,9 milliards en 1981. Les importations des pays membres de l'OPEP ont commencé à diminuer par suite d'une politique délibérée et les pays non membres de l'OPEP ont limité volontairement leurs importations ou bien ont été contraints de les réduire par suite de la diminution de leurs recettes d'exportations qui n'ont pas été compensées par des apports suffisants de capitaux. Les importations globales de l'Afrique ont baissé pour atteindre 73,6 milliards de dollars contre 85,1 milliards en 1981, soit une diminution de 13,5 p. 100, et le déficit commercial s'est élevé à près de 4,2 milliards après avoir atteint le chiffre considérable de 6 milliards en 1981. Toutefois, le problème des paiements est demeuré sérieux et s'est même aggravé pour un certain nombre de pays qui doivent faire face à de graves difficultés pour financer leurs importations de base. Dans l'ensemble, l'Afrique a dû puiser dans ses réserves pour financer les importations, ses réserves globales diminuant de 6,2 milliards pour atteindre 15,7 milliards à la fin de l'année. Les réserves du Nigéria ont très fortement diminué pour atteindre 1,6 milliards de dollars par an au lieu des 10,2 milliards de dollars en 1980 et le pays a commencé à accumuler des arriérés pour ses paiements extérieurs. En Tanzanie, le niveau des réserves s'élevait à 4,8 millions de dollars seulement, soit 0,5 p. 100 des importations de 1982 au taux de change officiel.

Tableau III. A.2

Evolution de la croissance du PIB des pays en développement
d'Afrique par sous-région et par groupes de pays
(Pourcentage aux prix de 1980)

	1980	1981	1982	1983
Pays en développement d'Afrique	1.3	-2.7	0.0	-0.1
Pays exportateurs de pétrole	-	-5.6	-1.0	0.3
Pays membres de l'OPEP	-1.3	-9.6	-2.4	-0.9
Pays non exportateurs de pétrole	-	2.6	1.8	-0.9
Pays non membres de l'OPEP	4.3	4.4	2.2	0.6
Pays les moins avancés	4.4	5.0	1.8	-0.2
Afrique du Nord	1.6	-5.8	-0.6	2.4
Afrique sub-sahélienne	1.1	-0.2	0.4	-1.9
Afrique de l'Ouest	-0.4	-3.9	-0.4	-4.2
Afrique centrale	1.6	3.6	0.3	2.5
Afrique de l'Est	4.7	5.7	2.5	0.6

Source : Secrétariat de la CEA et monographies nationales

59. La production agricole augmenté de 2,5 p. 100; mais cette progression était principalement le résultat des bonnes conditions climatiques en Afrique du Nord et dans la région du Sahel. Le Sénégal constitue un cas particulier; dans ce pays, après les deux mauvaises années de 1980 et 1981, la production agricole a progressé de 51 p. 100. Si l'on fait abstraction de l'effet temporaire du climat, la situation de l'agriculture est restée préoccupante, les données disponibles paraissant confirmer la crainte qu'à long terme, la production vivrière par tête d'habitant ne suive pas l'accroissement de la population. L'augmentation des importations de produits alimentaires, en particulier de céréales, qui ont atteint 24,8 millions de tonnes en 1982/1983, est un indicateur de déséquilibre. La production de cultures marchandes a aussi été influencée par le climat, en particulier en ce qui concerne les arachides, mais ce cas mis à part, la production des autres produits n'a pas

été très dynamique : la production de café n'a été que de 1 043 000 tonnes contre 1 million de tonnes en 1981. La Côte d'Ivoire devenant le principal producteur, la production du Ghana et celle du Nigéria ont diminué, la production de sucre atteint 7,1 millions de tonnes et celle du coton 5,2 millions de balles. La chute des prix sur les marchés internationaux a sérieusement réduit les recettes d'exportation et a en outre freiné la production. Sur le plan intérieur, la production vivrière et d'autres produits agricoles marchands a souffert dans nombre de cas des politiques appliquées dans le passé qui avaient conduit à des prix à la production non rémunérateurs encore réduits par des taux de change qui surévaluaient les monnaies et favorisaient les importations par rapport à la production intérieure. De plus, l'agriculture n'avait pas bénéficié pendant longtemps d'investissements suffisants et les services indispensables - vulgarisation, transport, distribution et crédit - étaient sérieusement déficients. En outre, avec une population augmentant de 2,7 p. 100 ou plus par an, le système traditionnel de culture sur brûlis a atteint ses limites et conduit à un raccourcissement de la période d'assolement dans beaucoup de régions, ce qui a des conséquences néfastes pour les rendements.

60. Dans le secteur minier, les facteurs externes ont prédominé. En ce qui concerne le pétrole, la production des pays de l'OPEP a été volontairement réduite pour maintenir les prix et aussi en raison de la faiblesse de la demande. En revanche, dans les pays producteurs de pétrole non membres de l'OPEP, la production a progressé en flèche, ces pays n'étant pas soumis aux niveaux des prix ni au contingentement de la production des pays de l'OPEP. En ce qui concerne la production minière non pétrolière, la récession dans les pays de l'OCDE a eu des effets dommageables sur la production de cuivre, de cobalt, de fer, de manganèse et d'uranium. Pour le cobalt, la production du Zaïre a baissé de 50 p. 100 tandis qu'au Niger la diminution des recettes d'exportation de l'uranium a créé une sérieuse crise économique.

61. Le secteur manufacturier a stagné, n'enregistrant pratiquement aucune progression. La disponibilité de matières premières et de facteurs de production importés a été un élément déterminant dans l'évolution de ce secteur : en outre, beaucoup de pays éprouvant des difficultés avec leur balance de paiements, il leur a été impossible de se procurer ces facteurs, ce qui a eu pour conséquence de réduire leur production. Dans certains cas extrêmes comme celui du Ghana, l'utilisation de la capacité est tombée en dessous de 20 p. 100 dans certaines installations alors que d'autres étaient obligées de fermer leurs portes. Au Nigéria, le taux de croissance des industries manufacturières qui était de 11,2 p. 100 en 1981 a été brutalement ramené à 3,4 p. 100 par suite de la pénurie de facteurs de production importés.

62. Toutefois, les problèmes auxquels les pays africains se sont trouvés confrontés étaient souvent des problèmes de structures sans rapport avec la récession mondiale. Même dans le cas du Nigéria, touché par la diminution

de ses ressources pétrolières, le recul de son économie non pétrolière, et en particulier de son agriculture depuis 1973, sérieusement aggravé par la diminution de ses recettes pétrolières, ne peut pas être attribué à la récession mondiale. Les problèmes de trois pays, le Ghana, le Zaïre et la Tanzanie, sont des cas typiques des problèmes à long terme de la région. Au Ghana, la fixation des prix du cacao à des niveaux non rémunérateurs et celle de la parité du cedi par rapport au dollar au taux de 2,75 cedis pour un dollar ont été les facteurs déterminants de la réduction de la production de cacao et des recettes d'exportation. Le secteur des exportations a été touché par les faibles recettes en cedis alors que les coûts intérieurs montaient en flèche. Dans le même temps, le secteur public s'élargissait de manière progressive et comptait de plus en plus sur la création pure et simple de monnaie. Les crédits accordés au gouvernement ont septuplé au cours de la période 1971/1982. Cette situation a empiré et est devenue critique au cours de 1982, le secteur industriel étant virtuellement paralysé par le manque de pièces détachées et de facteurs de production, et l'approvisionnement des villes en produits essentiels se trouvant interrompu. Au Zaïre, l'économie ne s'est pas encore remise de la période de troubles qui a suivi l'indépendance. Le système de transports du pays s'est tellement détérioré que de nombreuses régions sont isolées; la production agricole a subi des pertes considérables, en particulier en ce qui concerne la production marchande, et les recettes d'exportation en sont venues à dépendre directement de la production minière. Avec la baisse des prix du cuivre et du cobalt, un déséquilibre extérieur croissant est apparu et le pays n'a pas été en mesure d'honorer ses engagements au titre de la dette extérieure. En Tanzanie, l'agriculture a enregistré une forte baisse de sa production vivrière et de sa production marchande en raison, dans une certaine mesure, des politiques suivies dans ce secteur, tandis que dans l'industrie, presque complètement gérée par les pouvoirs publics, les coûts élevés, la faible productivité, la surabondance des effectifs et une gestion insuffisante ont conduit à des pertes de plus en plus importantes qui sont supportées par le trésor public. La situation a atteint son point culminant avec l'amenuisement des recettes extérieures dû à la récession mondiale et au coût croissant des importations d'énergie. Malgré une aide étrangère relativement importante la Tanzanie en est arrivée à se trouver dans l'incapacité d'assurer les importations essentielles indispensables au soutien de l'économie.

63. En 1982, la demande intérieure s'est réduite de 1,3 p. 100 alors qu'elle avait augmenté de 3,7 p. 100 en 1981. Cette situation est due tout d'abord à la régression de la formation de capital: celle-ci s'est réduite en volume de 9,1 p. 100 après avoir progressé de 4,4 p. 100 en 1980. C'est dans les pays exportateurs de pétrole que les investissements ont le plus diminué; ils ont en effet régressé de 15,4 p. 100 par suite de la diminution des recettes pétrolières. Dans d'autres pays, la formation de capital a stagné. Contrairement aux investissements, la consommation publique et

privée a continué à progresser, bien qu'à un rythme modéré : la consommation privée a augmenté de 0,4 p. 100 et la consommation publique de 0,7 p. 100. Le ralentissement de l'accroissement de la consommation publique était le résultat d'un blocage général des dépenses budgétaires dû à la diminution des recettes publiques et aux politiques visant à rétablir l'équilibre extérieur et les conditions d'une croissance à long terme. De plus en plus de pays ont appliqué des politiques globales d'ajustement ou ont examiné avec le FMI et la Banque mondiale la possibilité d'appliquer de telles politiques, et une évolution commence à se dessiner au niveau des dépenses publiques. Parce que l'on a moins recouru à la création de monnaie, la croissance de l'offre monétaire s'est réduite en moyenne et l'inflation s'est fortement ralentie, mais dans certains pays elle s'est accélérée sous l'effet du financement continu du déficit par les pouvoirs publics. C'est ce qui s'est passé au Zaïre où l'inflation a atteint le niveau de 37,2 p. 100 et en Tanzanie où l'inflation a été de 28,9 p. 100.

2. La situation en 1983

64. Comme en 1982, la production africaine n'a pas évolué de manière significative : le PIB a baissé, en volume, de 0,1 p. 100, ce qui revient pratiquement à dire qu'il n'a pas varié. La baisse du revenu par tête d'habitant s'est toutefois poursuivie et s'est chiffrée à 10,2 p. 100 par rapport au niveau de 1980. Le mécanisme de la crise économique persistante a été plus ou moins le même qu'en 1982, aggravé du facteur supplémentaire constitué par la sérieuse sécheresse qui a frappé l'Afrique australe et plusieurs parties de l'Afrique de l'Ouest. Au début de l'année, la saison sèche dans le golfe de Guinée a duré plus longtemps que d'habitude et a été encore plus sèche que d'ordinaire, et plus tard dans l'année il n'a plu que peu de temps ou même il n'a pas plu du tout dans la partie septentrionale du Sahel. La situation sur le marché du pétrole a été caractérisée par la persistance d'une faible demande et par des prix en baisse, ce qui fait que la crise financière qui avait frappé des pays comme le Nigéria s'est aggravée; les pays exportateurs de pétrole n'appartenant pas à l'OPEP dont la situation était restée relativement stable en 1982 ont vu leurs recettes diminuer en 1983 ou ne les ont maintenues qu'en augmentant le volume des exportations. Les prix et la demande de produits primaires autres que le pétrole ont fortement augmenté mais toutefois insuffisamment pour accroître les recettes d'exportation. Le résultat, c'est que la situation de la balance des paiements de la plupart des pays africains s'est aggravée, le niveau des importations fléchissant, ce qui a eu de sérieuses répercussions sur les résultats de secteurs clés, en particulier l'industrie. La baisse des prix du pétrole, si elle a affecté les exportateurs de pétrole, n'a pas été aussi avantageuse qu'elle l'aurait été pour les importateurs de cette source d'énergie en raison de la hausse du dollar.

65. La baisse globale de 0,1 p. 100 de la production de la région en 1983 correspond à un ralentissement ou à une diminution presque générale de l'activité dans la région. Dans l'ensemble, les exportateurs de pétrole n'ont enregistré qu'une amélioration marginale de leurs résultats avec un taux de 0,3 p. 100, tandis que les pays de l'OPEP enregistraient une nouvelle perte de production de 0,9 p. 100. Les pays non exportateurs de pétrole dont la production avait augmenté de 1,8 p. 100 en 1982 ont enregistré une baisse de 0,3 p. 100, tandis que pour les pays n'appartenant pas à l'OPEP, on a observé une nouvelle décélération de la croissance qui n'a pu être que de 0,6 p. 100 alors qu'elle avait été de 2,2 p. 100 en 1982 et de 4,4 p. 100 en 1981. Une décélération aussi nette a été enregistrée en ce qui concerne les PMA et, à l'exception de l'Afrique du Nord et de l'Afrique centrale dont les résultats se sont améliorés (2,4 p. 100 et 2,5 p. 100 respectivement), la situation s'est aggravée dans toutes les autres régions, l'ensemble de l'Afrique sub-sahélienne enregistrant une baisse de 1,9 p. 100 de la production par rapport à la stabilité de 1982.

66. De tous les pays exportateurs de pétrole, le Nigéria est celui qui a été le plus touché par la crise. Ses exportations ont brutalement chuté et ses recettes n'ont représenté que la moitié de ce qu'elles étaient en 1980, ce qui a aggravé la crise financière qui avait débuté en 1982. Le gouvernement a dû freiner brutalement les importations et apporter des réductions draconiennes au programme d'investissements afin de rétablir l'équilibre : les importations se sont élevées à 7,9 milliards de dollars environ, c'est-à-dire 45 p. 100 de moins qu'en 1982 et moins de la moitié de ce qu'elles avaient été en 1980. Les dépenses d'investissement ont été révisées et la plupart des projets qui n'avaient pas reçu un commencement d'exécution ont été suspendus. La réduction des importations a eu pour conséquence de créer une pénurie aiguë de pièces détachées et d'autres facteurs de production pour l'industrie et de réduire brusquement l'activité. Aux effets de la saturation du marché pétrolier se sont ajoutés les résultats insuffisants de l'agriculture, les prix des produits alimentaires augmentant de manière brutale sur les marchés urbains. Contrairement au Nigéria, un autre pays exportateur de pétrole, l'Algérie, a pu supporter les graves conséquences de la saturation du marché. Bien qu'elle ait pu maintenir sa production au niveau requis par l'OPEP (725 000 barils par jour), l'Algérie a pu éviter le fléchissement de ses exportations grâce à une diversification de ses activités dans le raffinage du pétrole et dans le gaz : on estime que les seules exportations de gaz et de condensats de pétrole lui ont apporté autant de recettes que les exportations de brut. De plus, le secteur non pétrolier de l'économie a continué à se développer rapidement (8 p. 100 en volume) et a bénéficié des réformes structurelles qui lui ont été apportées afin d'en améliorer l'efficacité. La Côte d'Ivoire s'est trouvée en situation de crise par suite d'une part, de la diminution de ses recettes d'exportation et, d'autre part, de ses engagements au titre de la dette dont

le montant s'était élevé à 405 milliards CFA en 1983, c'est-à-dire plus de 35,3 p. 100 de ses recettes d'exportation. Le gouvernement a donné la priorité au remboursement de la dette et a décidé de réduire sévèrement les investissements, les crédits et, d'une manière générale, les dépenses publiques. Ces mesures ont eu pour conséquence d'aggraver le marasme du secteur industriel déjà frappé par le fléchissement de la demande résultat de la diminution des recettes d'exportation. En conséquence, le PIB a baissé pour la seconde fois en 1983 et des phénomènes inquiétants tels que des licenciements massifs dans l'industrie sont apparus. Le gouvernement a opéré en 1983 de nouvelles coupes dans les dépenses mais a dû en fin de compte engager des négociations en vue d'obtenir un rééchelonnement du service de la dette. A la fin de 1983, la dette extérieure était estimée à 5,2 milliards de dollars, et la dette intérieure à 80-100 milliards CFA, ce qui a pesé lourdement sur le secteur privé. Le Kenya, comme la Côte d'Ivoire, a une économie ouverte et tire ses recettes de l'exportation de produits primaires, principalement le café. Tout comme la Côte d'Ivoire, le Kenya a eu une croissance impressionnante depuis l'indépendance mais cette croissance a été interrompue par le fléchissement de la demande internationale de produits primaires et par la hausse du coût des importations d'énergie. Les importations de pétrole, qui ne représentaient que 7,2 p. 100 des importations en 1973, ont vu cette part passer à 36,8 p. 100 en 1982. Alors qu'elle dépassait 7 p. 100 dans la plupart des années 60 et 70, la croissance n'a été que 3,3 p. 100 en 1982 et est restée à ce niveau en 1983. En fait, elle aurait encore fléchi s'il n'y avait pas eu le bon comportement de l'agriculture, qui a progressé de plus de 4 p. 100, et une reprise du tourisme. Mais la situation de la balance des paiements est restée extrêmement précaire, les réserves extérieures tombant en dessous de 300 millions de dollars en octobre 1983 contre 628,3 millions de dollars à la fin de 1982. Le Niger est 1^{er} exemple d'un pays agricole pauvre dont les perspectives se sont trouvées brusquement modifiées par les exportations de minéraux, dans ce cas particulier l'uranium. Il avait bénéficié de la forte expansion de la demande d'uranium et sa production représentait les 10 p. 100 de la production totale d'uranium. Il s'est trouvé ensuite dans une situation économique précaire lorsque les Etats-Unis et d'autres pays industrialisés ont réduit leurs programmes nucléaires. Ses recettes d'exportation ont commencé à diminuer; en 1983, le revenu budgétaire tiré de l'uranium était estimé s'élever à 11 milliards CFA seulement contre 24,8 milliards en 1980. Les dépenses budgétaires ont dû être réduites et, surtout, le programme d'investissement du gouvernement a dû être ramené à 7 milliards CFA au lieu des 23,9 milliards de 1980. Les mesures ainsi prises ont eu d'importantes répercussions sur l'industrie de la construction et le pays s'est trouvé fortement endetté. Toutefois, en raison des bons résultats du secteur agricole, la perte de production n'a pas été que de 3,5 p. 100 à prix constants. Les conditions économiques étaient aussi difficiles au Zimbabwe.

Le pays se trouvait sur la voie d'une forte croissance après la fin de la Déclaration unilatérale d'indépendance et l'instauration du gouvernement de la majorité et la croissance de son PIB était en moyenne à 11 p. 100, en volume, dans les années 1980-1981. Toutefois, depuis 1982, l'économie a été gravement frappée par la sécheresse et par le fléchissement de la demande d'exportations de minéraux et, de plus, par la réduction de la demande sur ces marchés d'Afrique australe. La croissance a par conséquent été stoppée et n'a été que d'environ 3 p. 100 en 1983, tandis qu'on enregistrait un important déficit de la balance des paiements et que les réserves en devises passaient d'un solde négatif de 58,4 millions de dollars en 1982 à un solde négatif encore plus grand de 275,4 millions.

67. Les résultats de l'agriculture ont été compromis par la sécheresse. Celle-ci s'est manifestée à la fin de 1982 en Afrique australe avec l'absence en 1982/1983 de la saison des pluies; en outre, la saison sèche avait été anormale dans les pays côtiers d'Afrique de l'Ouest. Pendant l'année, il n'y a pas eu de pluies dans certaines régions du Sahel septentrional et là où il y en a eu, les précipitations ont été inférieures à la normale. La production vivrière régionale a été fortement réduite, en particulier en ce qui concerne les céréales dont la production a été inférieure de 3 p. 100 à ce qu'elle avait été précédemment. Pour ce qui est des cultures marchandes, la production de café et de cacao a été très compromise par la sécheresse mais les prix et la part du marché de ces deux produits ont été aussi d'importants facteurs. Les prix ont augmenté tout au long de l'année avec une pause aux environs du mois d'août, mais les contingents prévus par les accords internationaux de régulation des marchés du cacao et du café n'étaient pas très favorables pour les producteurs africains. La Côte d'Ivoire a en fait continué à opérer en dehors de l'accord sur le cacao et s'est vue obligée, en vertu de l'accord sur le café, de détenir des stocks équivalents à la récolte d'une campagne. La production du sucre a augmenté sensiblement (4,8 p. 100) mais les contingents attribués aux producteurs africains sur le vaste marché américain qui avait récemment encore absorbé jusqu'à un tiers des exportations africaines n'étaient pas satisfaisants. Pour le coton, la production a augmenté mais le Soudan a été frappé par la perte de ses anciens marchés. En dehors des effets temporaires de la sécheresse, l'agriculture africaine souffre des effets des politiques passées qui, à quelques exceptions près, tendaient à abaisser par différents moyens les revenus dont pouvaient bénéficier les petits producteurs, tandis que les investissements étaient concentrés sur le secteur industriel. Au cours de l'année, le mouvement en direction de politiques agricoles plus stimulantes s'est accéléré, avec pour conséquence une révision en hausse des prix à la production et une augmentation des dotations budgétaires et des subventions aux prix agricoles. Il faudra cependant encore quelque temps avant que ces mesures produisent des effets

visibles en termes d'accroissement de la production. Quoi qu'il en soit, et comme on l'a déjà dit, les problèmes de l'agriculture ont des racines plus profondes, et il faudrait d'urgence modifier fondamentalement la technologie agricole et écarter les méthodes traditionnelles appliquées par les paysans. Mais là encore cela prendra du temps, le problème se compliquant des difficultés particulières que présente l'agriculture moderne dans les zones tropicales.

68. L'industrie a été aussi un secteur critique au cours de l'année. Les industries extractives ont fortement subi le contrecoup de la persistance de la faible demande de pétrole et de produits minéraux non pétroliers dans les pays industrialisés à économie de marché. Les répercussions de cette situation sur les pays exportateurs de pétrole sont évidentes et le cas du Nigéria est à cet égard particulièrement remarquable; mais d'autres pays producteurs de minéraux ont aussi été très sérieusement touchés. Les industries manufacturières se sont trouvées confrontées à une pénurie de devises étrangères pour acheter les produits essentiels dont elles avaient besoin et la diminution des recettes d'exportation a conduit dans la plupart des régions à réduire fortement les programmes d'investissement. Il y avait en outre l'obstacle que représentaient des usines mal conçues pour les marchés à desservir, une mauvaise gestion, en particulier en matière d'effectifs et de fixation des prix. Toutefois, on a, dans certains cas, enregistré des résultats meilleurs : en Egypte, la production manufacturière a augmentée de 10 p. 100 en 1982/1983, tandis qu'au Zaïre, après les réformes monétaires introduites par le gouvernement, la santé du secteur manufacturier a commencé à s'améliorer.

69. La saturation du marché pétrolier a continué à peser sur les pays exportateurs de pétrole, les exportations des pays membres de l'OPEP ont baissé et n'ont représenté que 40,5 milliards de dollars. En fait, après un très mauvais départ, les exportations des pays membres de l'OPEP se sont raffermies un peu à la fin de l'année. Les exportations de pays non membres de l'OPEP ont elles aussi diminuées malgré l'amélioration des prix de tous les produits sauf le pétrole. Il s'agit du Gabon, qui est cependant membre de l'OPEP, et de quatre autres pays exportateurs de pétrole, à savoir l'Egypte, le Congo, le Cameroun et la Tunisie. Leurs exportations ont diminué de 12,9 p. 100, pourcentage considérable, pour n'atteindre que 64,1 milliards de dollars, mais les pays qui ont le plus souffert sont encore les pays de l'OPEP qui ont donné un brutal coup d'arrêt à leurs importations afin de réduire leur problème de balance des paiements : le Nigéria était là encore au premier plan, ses importations tombant à près de la moitié de leur niveau de 1980. Les importations des pays non membres de l'OPEP ont diminué de 13 p. 100. Dans l'ensemble, on a enregistré un excédent commercial de 0,5 milliards de dollars contre un déficit de 4,2 milliards en 1982. Malgré cela, l'Afrique n'a reçu qu'un volume réduit de flux financiers

alors que les paiements au titre de sa dette extérieure et à d'autres titres devenaient plus lourds. Les réserves ont brutalement diminuées de 1,8 milliards de dollars en septembre, signe d'un déficit global de la balance des paiements, bien que dans des dimensions moins grandes qu'en 1982.

70. Dans l'ensemble, la formation de capital a de nouveau régressé, la baisse étant évaluée à 5,7 p. 100 en volume. La consommation privée a continué à augmenter, bien qu'à un rythme modeste (1,2 p. 100), et la consommation publique s'est réduite, signe que la position budgétaire modérée adoptée par la plupart des gouvernements produisait ses effets. Mais l'épargne a aussi régressé, et cela dans une forte proportion (3,6 p. 100). La plus forte diminution de formation de capital a frappé les pays non-membres de l'OPEP où elle s'est réduite de 6,5 p. 100, tandis que pour le groupe des pays de l'OPEP elle baissait de 5,4 p. 100 après avoir été réduite de 15,4 p. 100 en 1982. Le ralentissement de l'effort d'investissement après la longue progression observée au cours des années 70, progression qui avait atteint un sommet en 1981 avec une formation de capital atteignant 27,8 p. 100 du PIB, est un phénomène extrêmement inquiétant, car il est évident qu'il y a dans de nombreuses régions un net désinvestissement, ce qui signifie que le renouvellement du capital n'est pas assuré. On en trouve les témoignages dans les services publics d'un certain nombre de pays où l'approvisionnement en eau et en électricité des zones urbaines se trouve compromis faute de renouvellement du capital nécessaire. Dans un pays comme le Zaïre, le non renouvellement du capital dans l'industrie minière crée une situation encore plus sérieuse qui aura des implications évidentes à long terme. Ceci étant, il est évident aussi que dans les pays exportateurs de pétrole en particulier, les très importants investissements de la fin des années 70 n'ont pas été bien étudiés et que le niveau comme la structure des investissements étaient inadéquats. Il y a eu trop de grands projets concentrés sur des lignes de production à fort intensité de capital qui dépassaient manifestement la capacité technique et de gestion des pays concernés et, dans d'autres cas, beaucoup trop de grands investissements dans l'infrastructure. C'est ce qui s'est produit en Côte d'Ivoire où l'accroissement rapide des investissements après la période de haute conjoncture de 1976-1978 dans le secteur du café s'est traduit par de très importants projets de construction, de routes et autres, tous types d'investissements qui nécessitent une très longue période de gestation et qui sont très coûteux si des projets de production ne leur sont pas associés. Le résultat final, c'est la situation actuelle de la Côte d'Ivoire qui se trouve dans l'obligation de rembourser de fortes dettes alors que les investissements opérés ne sont pas générateurs de recettes en devises. Comme on l'a déjà fait observer dans l'Etude des conditions économiques et sociales en Afrique 1981-1982, ce qui beaucoup plus que le niveau absolu des investissements est déterminant, c'est la structure et l'utilisation effective de ces investissements qui doivent être dirigés là où ils seront le plus rentables et non selon des critères qui ne tiennent pas compte en tout premier lieu de la réalité économique.

71. L'année 1983 a été marquée par la place prise par les questions de politique économique. La plupart des pays se sont trouvés confrontés à une pénurie immédiate de devises et d'approvisionnements et cherchaient comment en desserrer les contraintes. Comme dans la plupart des cas ils ne pouvaient espérer recourir directement aux marchés financiers et/ou à l'aide bilatérale, et comme de toute façon ces sources n'acceptaient d'intervenir que sous réserve de l'avis favorable et de la participation du FMI, un ajustement aux normes du FMI et de la Banque mondiale était indispensable. Beaucoup de pays ont passé des accords avec le FMI et/ou la Banque mondiale pour l'ouverture de lignes de crédit et pour des programmes d'ajustement structurel qui comportaient, en règle générale, des mesures visant à restreindre les dépenses publiques, à réajuster les prix et les taux (taux d'intérêt, taux de change) et à décentraliser la gestion de l'économie. Mais en dehors de ces accords FMI/Banque mondiale, les politiques des gouvernements s'orientaient dans la direction indiquée par les accords d'ajustement. Les dépenses publiques ont été réduites et ce sont celles qui étaient destinées au développement qui ont été le plus touchées, car les gouvernements jugeaient qu'il leur était extrêmement difficile de réduire les dépenses consacrées à l'action sociale. Le problème le plus difficile a été celui des subventions aux consommateurs urbains. Bien qu'en Egypte, ces subventions sont estimées représenter quelques 2,4 milliards de dollars, alors que le déficit budgétaire est estimé à 6 milliards de dollars pour 1983-1984. Un tour de vis très ferme a été donné à la possibilité de lever des crédits en faveur de l'économie, et la création de monnaie, conséquence naturelle de la réduction des dépenses publiques. L'ajustement des taux de change constituait un problème particulièrement difficile qui a soulevé le plus d'objections, bien qu'un certain nombre de gouvernements aient réajusté leur monnaie à un niveau plus réaliste : tel a été le cas du Ghana où après une période d'application d'un taux réduit spécial pour les importations et d'un taux bonifié à l'exportation, ce qui revenait à avoir un double système de taux de change, la valeur du cedi a été fixé à 30 cedis pour un dollar alors que le rapport antérieur était de 2,75 cedis par dollar, ce qui représentait une dévaluation de 90,83 p. 100; au Zaïre également, le gouvernement, prenant une initiative particulièrement audacieuse, a aligné le taux de change sur le marché parallèle afin d'éliminer une source importante d'instabilité pour l'économie; dans d'autres cas, par exemple pour les pays de la zone franc, la dévaluation s'est faite quasi automatiquement avec le rattachement de leur monnaie au franc français. Le contrôle des importations a été un autre moyen : dans les pays qui exercent un contrôle rigoureux sur leur commerce extérieur, par exemple l'Algérie, on a réduit directement les programmes d'importations afin d'équilibrer la balance du commerce extérieur, tandis que dans d'autres, en particulier au Nigéria, les gouvernements ont dû recourir à divers instruments : resserrement du crédit, interdiction de certaines lignes d'importation, obligation de dépôt, etc...

72. En plus du problème à court terme de l'équilibre extérieur, des questions fondamentales se posaient auxquelles il fallait trouver une solution. Comme on l'a déjà dit, la politique agricole a été réorientée : dans un certain nombre de pays, les prix à la production ont été ajustés vers le haut pour stimuler la production et la répartition des dépenses et des investissements publics a été reconsidérés pour qu'ils bénéficient à l'agriculture. Dans le même temps, il fallait prendre des mesures fondamentales telles que l'ajustement des taux de change, le contrôle et la restructuration des dépenses publiques pour que la croissance à long terme reposât sur des bases saines : la surévaluation des monnaies a partout découragé les exploitants agricoles car elle avait pour effet de favoriser les importations et de compromettre la production destinée à l'exportation. Au Ghana par exemple, le taux de 2,75 cédis pour 1 dollars a entraîné la fermeture ou l'interruption des activités d'un certain nombre d'entreprises dont les recettes d'exportation étaient insuffisantes pour couvrir les dépenses au taux de change fixé. Des changements ont commencé à être apportés dans un certain nombre de pays à la gestion du secteur public, ce qui est aussi une condition préalable fondamentale à la croissance à long terme. Certains pays se trouvent en fait paralysés par les besoins impératifs d'un secteur public qui perd de l'argent, dont les effectifs sont pléthoriques et qui consomme des ressources qui pourraient être mieux utilisés dans un autre secteur. La plupart des nouveaux plans élaborés par les gouvernements au cours de l'année font preuve d'un nouveau réalisme car ils ramènent les objectifs de la croissance aux possibilités effectives des pays, l'accent étant davantage mis sur le secteur agricole, sur une approche plus sélective des investissements et sur une plus grande ouverture aux capitaux extérieurs, tout en donnant une plus grande liberté de manoeuvre aux forces du marché local.

B. Perspectives pour 1984

73. Le secrétariat de la CEA a élaboré ses projections à court terme du développement de l'Afrique en 1984 en se fondant sur une procédure détaillée appliquée à l'économie de chaque Etat membre de la CEA. Dans certains cas, il a pu disposer, lors de la préparation de l'étude par pays, des plans et des projections établis par les gouvernements.

74. Les projections à court terme ont été fondées sur certaines hypothèses générales de travail concernant l'évolution de l'économie mondiale et les conditions climatiques. L'hypothèse retenue est que la reprise modérée de l'activité économique dans les pays européens de l'OCDE se poursuivra. Cette hypothèse implique que la demande d'exportations africaines augmentera et que par conséquent sa production minérale et agricole se développera.

75. On a aussi pris pour hypothèse que 1984 sera une bonne année en ce qui concerne l'agriculture en raison du retour à des conditions climatiques normales en Afrique orientale et australe et autour du golfe de Guinée. Une autre hypothèse est que la demande de pétrole africain progressera de plus de 4 p. 100 en 1984 et que le prix moyen à l'exportation des différents types de brut léger africain continuera à se situer approximativement au niveau des 30 dollars par baril.

76. Enfin, en ce qui concerne le front intérieur, la prévision a été fondée sur les politiques des gouvernements telles qu'elles ressortent des estimations budgétaires pour 1984 1/.

77. Sur la base des hypothèses ci-dessus et de l'évolution sous-jacente de la consommation privée, la croissance du PIB sera satisfaisante en 1984. Le secrétariat de la CEA prévoit qu'à la diminution de 0,1 p. 100 de la production de ses 50 Etats membres en 1983 succédera en 1984 une progression de 3,2 p. 100 du PIB réel 2/. Malheureusement, les perspectives en ce qui concerne l'année suivante ne sont pas aussi brillantes et il faut provisoirement prévoir pour 1985 un rythme d'expansion moins dynamique.

78. On estime que près de 85 p. 100 de la progression de 1984 proviendra de la consommation, tandis que les investissements, après avoir régressé au cours des deux dernières années, progresseront modestement de 2 p. 100. Le niveau des investissements, à prix constants, sera inférieur à ce qu'il était en 1982 et encore inférieur d'environ 90 p. 100 à ce qu'il était en 1981. En proportion du PIB, les investissements se réduiront de 3 point de

1/ Les perspectives présentées dans la présente section modifient légèrement l'évaluation donnée au chapitre I, section 8, et la prévision présentée ici remplace les indications chiffrées données aux paragraphes 26 à 29.

2/ Dans l'étude des conditions économiques et sociales en Afrique, 1981-1982 (E/ECA/CM.9/5), une croissance modérée de 2,3 p. 100 avait été projetée pour 1983. Le résultat a été inférieur à la prévision principalement parce que la reprise escomptée dans la deuxième moitié de 1983 a été retardée par la faiblesse inattendue de la demande d'importation dans le monde industrialisé et, par dessus tout, par des conditions climatiques défavorables dans plusieurs parties de l'Afrique.

pourcentage en 1981 pour atteindre 22,8 p. 100 à prix constants. La situation insatisfaisante de l'accumulation de capital au cours de la période 1982-1984 est un sujet de préoccupation et réduira la croissance en 1985 et au-delà. Les importations globales de biens et de services des pays africains en développement devraient s'accroître d'environ 5,2 p. 100 en termes réels en 1984, atteignant presque leur niveau de 1981. Le déficit des biens et services augmentera car les exportations progresseront plus lentement (4,6 p. 100) que les importations.

79. L'agriculture progressera de 3,9 p. 100, suivie par les industries extractives (3,6 p. 100) et l'industrie (2,6 p. 100). Les industries manufacturières progresseront de 2,7 p. 100 contre 4 p. 100 en moyenne entre 1973 et 1983. La part de l'agriculture dans le PIB (à prix constants) sera plus élevée de près de 2 points de pourcentage par rapport à 1981 et atteindra 24,1 p. 100, tandis que la part des industries extractives, qui était de 24,1 p. 100 en 1980, se réduira de 7 points de pourcentage.

80. Les données globales relatives au niveau de la croissance économique ne rendent pas compte des différences sensibles qui existent entre les sous-régions géographiques et les trois groupes économiques de la région (voir tableau III.8.I). Dans plusieurs pays d'Afrique centrale, orientale et australe, les effets combinés du fléchissement des prix du pétrole, de la baisse des taux d'intérêt et de la reprise de l'activités dans les pays développés à économie de marché devraient donner lieu à une croissance soutenue, mais certains pays de l'Afrique de l'Ouest auront à faire face une fois encore à une année difficile.

Tableau III.3.1

Progression du PIB réel a/
(Variation en pourcentage par rapport à l'année précédente)

	Part total en 1980 (pourcentage)	1982	1983	1984
Afrique centrale	8.5	-	2.5	4.9
Afrique orientale et australe	13.7	2.5	0.6	5.3
Afrique du Nord	43.2	-0.5	2.4	3.2

	Part du total en 1980 (pourcentage)	1982	1983	1984
Afrique occidentale	34.6	-0.4	-4.2	1.8
Pays en développement d'Afrique	100.0	-	-0.1	3.2
Pays les moins avancés	13.6	1.8	-0.2	3.7
Pays africains exportateurs de pétrole	65.5	-1.0	0.3	2.7
Autres pays	20.9	1.8	-1.3	4.5
Pays en développement d'Afrique	100.0	-	-0.1	3.2

Source: Secrétariat de la CEA.

a/ Les agrégats ont été calculés aux prix du marché exprimés en dollars des Etats-Unis de 1980.

81. Selon les estimations du secrétariat de la CEA, dans les pays africains du sud du Sahara le PIB réel progressera de plus de 3 p. 100 en 1984 après avoir perdu 1,9 p. 100 en 1983. C'est l'agriculture qui sera la source principale de la progression pour ce groupe de pays, tandis que d'autres secteurs productifs progresseront modérément. La formation de capital fixe stagnera et la consommation par tête d'habitant augmentera.

82. Bien qu'on ne puisse pas comparer la croissance projetée de 3,2 p. 100 en 1984 et la stagnation de 1982 et de 1983, la croissance de 1984 ne sera que légèrement supérieure au taux historique de 2,9 p. 100 enregistré entre 1973 et 1983. Ce taux annuel moyen de croissance signifie que le revenu par tête d'habitant n'a pas augmenté au cours de la dernière décennie. Le PIB de l'Afrique sera en 1984 identique à celui de 1980 tandis que le PIB par tête d'habitant sera de plus de 10 p. 100 inférieur à ce qu'il était il y a quatre ans. En fait, le revenu projeté par tête d'habitant diminuera encore en 1985.

83. Sur le front extérieur, le secrétariat de la CEA prévoit une détérioration en 1984, le déficit du compte courant s'agrandissant pour atteindre environ 5,6 p. 100 du PIB. Ce chiffre global témoigne de la détérioration croissante du déficit de nombreux pays importateurs de pétrole de la région. Pour eux, les positions du compte courant restent soumises à une pression considérable. En revanche, le déficit du compte courant des pays africains membres de l'OPEP, qui était en 1983 de 1,3 milliards de dollars, chiffre modéré, devrait disparaître. De très grandes incertitudes planent, pour des raisons évidentes, sur les perspectives du compte courant en 1985. Le montant total de la dette extérieure de la région devrait atteindre environ 158 milliards de dollars en 1984 tandis que le taux projeté du service de la

dette publique, qui avait atteint un sommet en 1983, devrait être ramené à 21 p. 100 des exportations de biens et services en 1984.

84. Les pressions budgétaires et inflationnistes devraient pouvoir être contenues dans le cadre d'une reprise progressive de la demande globale. Le secrétariat de la CEA prévoit que la progression de 12,3 p. 100 en 1983 de l'indice des prix à la consommation de ses 50 Etats membres sera suivie en 1984 d'un taux d'inflation de 12 p. 100.

IV. RESULTATS PAR SECTEUR

A. AGRICULTURE

85. Selon les données publiées par la FAO, la production agricole totale a progressé de 2,7 p. 100 en 1982. Alors que le sous-secteur de la production vivrière a enregistré une progression de 2,7 p. 100, celui de la production non vivrière a régressé d'environ 1 p. 100. La production de céréales et de racines et tubercules a diminué respectivement de 1 et de 3,7 p. 100. De nettes améliorations ont aussi été enregistrées dans la production de produits de l'élevage, de légumes et de légumineuses sèches qui ont respectivement progressé de 4,8, 4,2 et 6,7 p. 100 (voir le tableau IV.A.1).

Tableau IV.A.1

Indice de la production agricole par sous-région
(1974-1976 = 100)

	1980	1981	1982	1983
Afrique centrale				
Agriculture	105	107	110	110
Production vivrière	106	108	111	111
Afrique de l'Est et Afrique australe <u>a/</u>				
Agriculture	107	110	112	114
Production vivrière	107	111	113	113
Afrique du Nord				
Agriculture	112	97	110	105
Production vivrière	112	97	110	105
Afrique de l'Ouest				
Agriculture	111	115	118	119
Production vivrière	112	115	119	120
Pays africains en développement				
Agriculture	109	110	113	114
Production vivrière	109	111	114	115

Source : Indices de la production de la FAO, états informatisés
(30 novembre 1983).

a/ Y compris le Burundi, le Rwanda et le Zaïre.

86. Les meilleurs résultats ont été enregistrés en Afrique du Nord, en Afrique de l'Ouest et en Afrique centrale où le taux de croissance de l'agriculture a progressé respectivement de 13,4, 2,6 et 2,8 p. 100.

87. Dans la sous-région nord-africaine, la production vivrière a progressé de 7 p. 100 en 1982 par rapport à 1981 tandis que la production non vivrière a enregistré un accroissement de 3,7 p. 100. L'accroissement de la production vivrière a été particulièrement marquée en ce qui concerne les céréales, les racines et tubercules, ainsi que les légumineuses sèches, qui ont respectivement progressé de 10, de 6 et de 27 p. 100. En 1982, la production agricole a augmenté de 19 p. 100 au Maroc. Au Soudan, les mauvaises conditions climatiques de 1982/83 ont entraîné une baisse substantielle de la production du sous-secteur des cultures pluviales, en particulier celles des grains et des oléagineux. Le sous-secteur des cultures irriguées a enregistré une nette amélioration à mesure que les projets de revalorisation commençaient à être mis en route.

88. Dans la sous-région de l'Afrique de l'Ouest, la production agricole a progressé de 2,6 p. 100 en 1982, progression due surtout à l'accroissement de la production de céréales, de racines et tubercules, de légumineuses sèches, de produits de l'élevage et de légumes. Au Sénégal et en Gambie, la production agricole a enregistré une nette amélioration due principalement à l'accroissement de la production d'arachides et de céréales au cours des campagnes 1981/82 et 1982/83. Par contre, au Nigéria, le secteur agricole n'a pas enregistré de bons résultats en 1982 avec un taux de croissance négatif de 5,4 p. 100; seuls l'élevage et la pêche ont enregistré un taux de croissance positif de 5,5 p. 100.

89. Dans la sous-région de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe (y compris le Burundi, le Rwanda et le Zaïre), la production agricole totale a progressé de 1,8 p. 100 en 1982. La sécheresse qui a frappé le Lesotho, la Zambie, le Zimbabwe, le Botswana, le Mozambique, le Swaziland et Madagascar en 1982 et en 1983 a été peut-être la plus dévastatrice qu'a connue cette région; elle a eu de graves conséquences non seulement sur la production vivrière mais aussi sur la production de produits de l'élevage. En revanche, la production agricole s'est nettement améliorée à Maurice et au Kenya par suite de conditions climatiques satisfaisantes.

90. Dans la sous-région de l'Afrique centrale, la production agricole totale a progressé de 2,8 p. 100 en 1982, progression due principalement à un accroissement des cultures non vivrières (6 p. 100), des légumineuses sèches (2 p. 100), des légumes (3,6 p. 100) et des racines et tubercules (2,6 p. 100). Au Zaïre, la production agricole a progressé de 1,4 p. 100 en 1982 contre 2,09 p. 100 en 1981. La production se trouve limitée par le vieillissement des matériels, la pénurie de moniteurs et la détérioration du réseau routier.

91. Au début de 1983, la région du golfe de Guinée qui est ordinairement bien arrosée a souffert d'une saison exceptionnellement sèche qui a provoqué des feux de brousse dévastateurs, endommageant les plantations de cacao et de café au Ghana, en Côte d'Ivoire et au Togo. Des parasites ont attaqué les cultures de manioc en Afrique de l'Ouest et en Afrique centrale et la peste bovine a frappé les troupeaux. La sécheresse a eu pour effet de réduire jusqu'à 3 p. 100 la production

de céréales. On ne dispose pas encore des chiffres globaux définitifs mais la production agricole brute africaine (à l'exclusion des cultures marchandes), la production de bois et la pêche peuvent avoir diminué jusqu'à 4 p. 100 en 1983.

1. Production vivrière

92. Selon les indications publiées par la FAO, la production vivrière dans les pays africains en développement a progressé de 2,7 p. 100 en 1982. Elle a été de 13,4, 3,5 et 2,8 p. 100 respectivement en Afrique du Nord, en Afrique de l'Ouest et en Afrique centrale, mais seulement de 1,3 p. 100 en Afrique de l'Est et en Afrique australe.

Tableau IV.A.2

Production vivrière des pays africains en développement
(milliers de tonnes)

	1980	1981	1982	1983 a/
Céréales	59 750	60 463	59 843	58 292
Blé	7 452	6 551	7 629	6 917
Riz	8 473	8 375	8 622	8 413
Maïs	17 078	18 624	17 615	17 362
Sorgho	10 382	11 706	10 188	11 127
Millet	9 747	10 414	9 624	9 631
Orge	4 689	3 079	4 585	3 247
Racines et tubercules	82 552	83 444	86 507	86 755
Manioc	46 930	47 873	49 619	48 966
Igbame	20 921	20 981	21 603	22 256
Banane plantain	12 242	12 301	12 361	12 363
Légumineuses sèches	5 141	5 173	5 560	5 581

Source : FAO, états informatisés sur la production (30 novembre 1983).

a/ Estimations préliminaires.

93. En Afrique du Nord, la production de céréales a augmenté de 1,8 p. 100. Pour la Tunisie, on s'attend que la production de blé de 1983 soit de 20 p. 100 environ inférieure à celle de 1982, tandis que pour le Maroc, la production totale de céréales est estimée être d'environ 30 p. 100 inférieure à celle de 1982.

94. Les perspectives concernant la récolte de céréales secondaires se sont détériorées en Afrique de l'Ouest. Dans les pays côtiers de la région du Sahel (Gambie, Mauritanie et Sénégal), les récoltes de millet et de sorgho ont été sérieusement touchées par une période prolongée de sécheresse qui a duré de la mi-juillet jusqu'à la première semaine d'août. Dans les pays sans littoral, les

précipitations éparses et inférieures à la moyenne ont assombri les perspectives de rendement dans les régions septentrionale, centrale et orientale du Mali, dans le nord de la Haute-Volta et dans le nord et centre du Tchad. Dans les pays côtiers du golfe de Guinée, l'arrivée tardive de la saison des pluies entraînera vraisemblablement une diminution de la récolte de maïs dans le sud du Ghana et de la Côte d'Ivoire.

95. Au Mali, les conditions climatiques ont été favorables en 1982/83 et la production de céréales, y compris le riz paddy, a baissé de 55,4 p. 100 tandis que la production d'arachides passait de 92 000 tonnes à 43 000 tonnes seulement. Dans la Sierra Leone, la production de riz, culture alimentaire la plus importante, n'a pas varié en 1982/83. Au Cameroun, la production alimentaire a été nettement plus élevée dans le nord en 1982/83 que lors de la campagne précédente en dépit de l'arrivée tardive des pluies. Cela a été en particulier le cas du millet, du sorgho et du maïs. En général, la situation alimentaire au Cameroun est satisfaisante mais la migration rurale-urbaine excessive, les fortes pertes dues à l'insuffisance de la capacité de stockage et de traitement, le très faible pouvoir d'achat des couches sociales urbaines les plus défavorisées et l'accroissement sensible des importations de blé, de riz et de poisson congelé constituent toujours un sujet de préoccupation.

96. La production de 1983 de céréales secondaires en Ouganda devrait être plus forte qu'en 1982 bien que l'objectif que se sont fixés les pouvoirs publics pour les achats de maïs soit à peu près le même qu'en 1982/83. La production de céréales secondaires de la Tanzanie devrait être à peu près la même qu'en 1982 mais celle du Kenya devrait être de 10 p. 100 inférieure à celle de 1982.

97. Au Zimbabwe, la production agricole a baissé de 20 p. 100 en 1983 et la superficie des cultures de blé a diminué de 50 p. 100, passant de 40 000 hectares en 1982 à 20 000 hectares en 1983. La récolte de blé a diminué de 60 p. 100 et n'a atteint que 80 000 tonnes en 1983. En outre, les exploitants agricoles du Zimbabwe n'ont livré que 610 000 tonnes de maïs en 1983, ce qui représente moins de six mois d'approvisionnement au niveau courant de la consommation et la plus faible récolte depuis 1980.

98. Au Botswana, la superficie totale cultivée des quatre aliments de base (sorgho, maïs, millet, légumineuses sèches) a été estimée à 245 000 hectares. Sur cette superficie, seuls 35 p. 100 ont été récoltés qui n'ont donné que 12 000 tonnes de produits alimentaires, laissant un consternant déficit alimentaire national estimé à 120 000 tonnes qui a été comblé par des importations. La sécheresse s'est poursuivie au cours de la campagne 1983, les précipitations étant insuffisantes pour permettre de labourer et de planter dans la majeure partie du pays.

99. Au Swaziland, la production nationale globale de maïs est estimée être tombée à 42 000 tonnes pour la campagne 1983 au lieu des 105 000 tonnes habituelles, en raison de la sécheresse qui a sévi au cours de la campagne 1982/83. En 1982, les importations de maïs ont représenté 49 675 tonnes métriques contre 44 969 tonnes métriques en 1981.

100. En Zambie, la production commercialisée de maïs a diminué de près de 26,7 p. 100 par suite de la forte sécheresse qui a frappé tout le pays.

101. Au Lesotho, la production alimentaire a été compromise par la forte sécheresse et par des températures extrêmement élevées entre novembre 1982 et février 1983. En conséquence, on a enregistré une augmentation des importations de céréales (maïs, blé) en 1982 et 1983.

102. Pour l'ensemble des pays africains en développement, la production de céréales secondaires en 1983 est estimée à 43 millions de tonnes, soit 1,4 p. 100 de moins que la production de 1982. La production de blé est estimée à 6,9 millions de tonnes, c'est-à-dire 28,2 p. 100 de moins qu'en 1982.

2. Cultures industrielles

103. Selon les données publiées par la FAO, la production de cultures industrielles a baissé de 1 p. 100 en 1982 par rapport à 1981. En raison en grande partie de la baisse de 4 p. 100 environ de la production industrielle dans les pays développés, la demande de matières premières de ces pays a fléchi, ce qui a eu pour effet de faire baisser, par rapport à ceux de 1981, les prix des matières premières agricoles. Pour les pays exportateurs de matières premières, la capacité d'importer s'est par conséquent réduite, les prix d'un certain nombre de produits agricoles sur les marchés mondiaux ayant brusquement baissé en 1982.

104. Pour la troisième année consécutive, la production de cacao dans les pays africains en développement a encore baissé passant de 1 052 000 tonnes en 1981 à 870 000 tonnes en 1982 et à 868 000 tonnes en 1983. Du fait des effets combinés de la diminution des volumes et du fléchissement des prix, les recettes d'exportation ont régressé, passant de 1 546 milliards de dollars en 1981 à 1 246 milliards en 1982. En Côte d'Ivoire, le plus grand pays producteur de cacao du continent, les cultures ont subi de sérieux dégâts en 1982/83 et la production est estimée avoir baissé de 100 000 tonnes pour atteindre 355 000 tonnes en 1983 contre 456 000 tonnes en 1982. La production de cacao au Ghana a atteint son niveau le plus bas en 1983 avec 140 000 tonnes contre 178 000 tonnes en 1982 et 225 000 tonnes en 1981.

105. La production de café dans les pays africains en développement abaissé de 6,1 p. 100 en 1982 alors qu'elle avait légèrement progressé de 1,6 p. 100 en 1983. La production est donc passée de 1 307 000 tonnes en 1981 à 1 227 000 tonnes en 1982 puis a légèrement augmenté pour atteindre 1 247 000 tonnes en 1983.

106. Dans les pays grands producteurs de café comme la Côte d'Ivoire, la production a diminué, atteignant 225 000 tonnes pour la campagne 1982/83, contre 252 000 tonnes en 1981/82 et 366 000 tonnes en 1980/81. Au Cameroun, la superficie cultivée a été très sensiblement réduite afin de favoriser la culture du café robusta, plus rémunératrice et moins exigeante. La production a été touchée par la sécheresse qui a frappé le sud du pays et elle est tombée à 130 000 tonnes en 1982/83 contre 138 000 tonnes en 1981/82 et 1980/81. En Ethiopie, la production de café s'est maintenue à 202 000 tonnes en 1981, 1982 et 1983.

107. La production d'arachides, qui est le principal produit d'exportation du Sénégal, s'est fortement accrue pour atteindre 973 800 tonnes en 1982/83 contre 883 000 tonnes en 1981/82 et 523 000 tonnes en 1980/81. Les prix à la production ont sensiblement augmenté en 1981/82 et pour aider les exploitants agricoles à faire face à la forte chute des prix des arachides sur le marché international, les prix à l'exportation ont été subventionnés sur le budget de 1981/82 (20 francs CFA/par kg). En Gambie, la production d'arachides est estimée avoir augmenté de 38,5 p. 100, passant de 109 000 tonnes en 1981/82 à 151 000 tonnes en 1982/83. Malgré la forte baisse des prix internationaux des arachides en 1981/82 et 1982/83, les prix à la production ont augmenté de 8,7 p. 100, passant de 460 dalasis par tonne métrique en 1980/81 à 500 dalasis en 1981/82, et de 4 p. 100 en 1982/83, atteignant 520 dalasis par tonne métrique.

108. A Maurice, une bonne récolte sucrière a été enregistrée en 1982/83 et la production a augmenté pour atteindre 688 000 tonnes. La production de sucre devrait baisser pour atteindre 625 000 tonnes en 1983 en raison de la sécheresse qui a sévi au début de la campagne 1982/83. Au Swaziland, la production a augmenté, atteignant 379 919 tonnes en 1982/83 contre 349 210 tonnes en 1981/82. La production de sucre a aussi enregistré des gains impressionnants au Soudan et une progression modeste a été enregistrée en Egypte et en Côte d'Ivoire. Pour l'instant, on ne prévoit pas d'amélioration du marché mondial du sucre dans l'année à venir en raison des niveaux records des stocks, de la récolte exceptionnelle enregistrée en Europe et de la stagnation de la consommation mondiale de sucre.

109. Pour l'ensemble des pays en développement d'Afrique, la production de thé a augmenté, passant de 193 000 tonnes en 1982 à 283 000 tonnes en 1983. Au Kenya, la production de thé en 1982 a légèrement progressé passant de 90 941 tonnes en 1981 à 95 576 tonnes, soit une augmentation de 5,1 p. 100. Toutefois, la hausse des prix moyens du thé a accru de 15,6 p. 100 les recettes qui ont atteint 80,6 millions de livres kényennes en 1980 et 93,2 millions en 1982. Les prix moyens du thé payés aux producteurs ont continué à augmenter et le prix moyen par kilogramme est passé de 15,91 shillings kényens en 1980 à 19,41 en 1982. Le programme de mise en valeur des petites exploitations de thé a enregistré des résultats satisfaisants et 1 100 hectares supplémentaires de thé ont été plantés de 5 000 nouveaux pieds en 1982. Au Malawi, la production de thé a été de 32 000 tonnes en 1981 mais a stagné à 38 000 tonnes en 1982 et 1983.

Tableau IV.A.3

Production de cultures industrielles des pays africains en développement
(milliers de tonnes)

	1980	1981	1982	1983
Fèves de cacao	981	1 052	871	868
Café vert	1 146	1 307	1 227	1 247
Graines de coton	2 023	1 886	1 950	2 019
Arachides	3 995	5 031	4 825	4 305
Sisal	180	163	149	178
Canne à sucre	42 642	47 239	49 460	50 943
Thé	191	193	218	240
Tabac	274	215	249	283
Coton graines	3 239	2 988	3 174	3 156
Sucre centrifugé brut	4 348	4 661	5 009	5 133

Source: Même source que pour le tableau IV.A.2

3. Production animale

110. En 1982, la production de produits de l'élevage dans le continent a progressé de 5 p. 100 par rapport à 1981 le taux de croissance annuel moyen étant de 3,1 p. 100. Toutefois, l'indice de la production par habitant en 1982 n'a été que de 1 point supérieur à ce qu'il était en 1981 et n'a dépassé que de 0,4 point de pourcentage la moyenne annuelle des cinq dernières années.

Tableau IV.A.4

Cheptel et production de viande des pays en développement africains
(milliers de têtes)

	1980	1981	1982	1983 <u>a/</u>
Bovins	156 759	158 313	160 869	162 460
Ovins	151 207	152 150	154 651	157 670
Caprins	141 563	143 749	146 182	148 663
Volaille (milliers de têtes)	962	995	1 079	1 141
Production de viande (1000 tonnes)	5 580	5 781	6 002	6 100

Source : Etats informatisés de la FAO sur la production (11 novembre 1983)

a/ Estimations.

Tableau IV.A.5

Production, commerce net et taux d'autosuffisance (TAS) de viande
(milliers de tonnes)

	1978	1979	1980	1981
Afrique				
Production	4 088	4 221	4 394	4 509
Commerce net	-241	-239	-325	-483
TAS (pourcentage)	94	95	93	90
Afrique du Nord				
Production	1 195	1 232	1 300	1 356
Commerce net	-147	-150	-249	-370
TAS (pourcentage)	89	89	84	79
Afrique de l'Ouest				
Production	1 077	1 152	1 231	1 296
Commerce net	-86	-93	-88	-102
TAS (pourcentage)	93	93	93	93
Afrique de l'Est et Afrique australe				
Production	197	209	215	223
Commerce net	3	9	10	-3
TAS (pourcentage)	101	105	105	99
Afrique centrale				
Production	113	114	115	119
Commerce net	-17	-11	-9	-7
TAS (pourcentage)	87	91	93	95
Burundi, Rwanda et Zaïre				
Production	1 506	1 514	1 533	1 575
Commerce net	6	11	11	-1
TAS (pourcentage)	100	100	100	100

Source : FAO "Agriculture toward 2000 - Global programming system" série d'états informatisés (octobre 1983).

4. Sylviculture

111. Le dernier chiffre que l'on possède sur la production forestière est celui de 1981, la production de cette année s'élevant à 430 millions de mètres cubes de bois rond dont 41 millions étaient du bois rond industriel (par exemple grumes de placage, bois de mine et pâte de bois) et les autres 389 millions du bois de chauffage et du charbon de bois. Les estimations pour 1982 indiquent une augmentation de 0,8 p. 100 seulement par rapport à 1981.

112. La superficie boisée est estimée à 1 733 millions d'hectares, 467 millions étant considérés comme productifs, avec une productivité moyenne de 0,92 mètre cube par hectare et par an.

Tableau IV.A.6

Production des principaux produits forestiers des pays en développement
d'Afrique
(millions de m²)

	1975	1978	1980	1981	1982
Tous bois ronds	359,40	394,70	418,20	429,90	433,2*
Bois rond industriel	32,50	38,10	40,30	40,90	42,0*
Sciages	4,98	6,03	5,90	6,42	6,5
Traverses	0,43	0,34	0,41	0,31	...
Panneaux à base de bois	0,69	0,89	0,96	0,95	...
Pâte de bois (millions de tonnes)	0,30	0,65	0,61	0,84	...
Papier et carton (millions de tonnes)	0,40	0,47	0,47	0,49	...

Source : Annuaire des produits forestiers, 1970-1981, Rome; et Division de l'agriculture de la CEA.

* Estimation.

113. La consommation de bois rond est passée de 354,2 millions de m³ en 1975 à 425,2 millions en 1981, ce qui représente un accroissement annuel moyen de 3,1 p. 100 identique à celui de la production au cours de la même période.

114. Le plus grand producteur de bois rond a été le Nigéria avec 104,6 millions de m³, soit un accroissement de 3,1 p. 100 par rapport à 1980. Le pays dont la production a été la plus faible a été Maurice avec 24 000 m³. La plupart des pays africains ont enregistré un accroissement de la production de bois rond et cette tendance devrait se poursuivre.

115. La production de bois de chauffage a aussi continué à augmenter et a atteint 331,8 millions de m³ en 1981 contre 244,2 millions de m³ en 1970. Ces chiffres correspondent étroitement au taux annuel moyen de croissance de la population de l'Afrique pour la période 1980-1985 qui est estimé à 2,97 p. 100.

116. La plus forte production par habitant de bois de chauffage a été enregistrée au Mali avec 4,20 m³, tandis que Maurice a eu la plus faible production avec 0,07 m³. On estime que le déboisement au Mali se poursuit au rythme de 40 000 ha par an. Pour l'ensemble de l'Afrique, la consommation de bois de chauffage exprimée en équivalent énergie est d'environ 76 millions de tep 4/.

Tep : tonne équivalent pétrole. 1 tep = 4,19 Gigajoules.

117. Certains pays africains, comme par exemple l'Ethiopie, le Congo et les pays du Sahel ont mis au point des plans de reboisement avec des essences à croissance rapide afin d'obtenir du bois de chauffage, source primaire de l'approvisionnement en énergie de la région qui représente plus de 90 p. 100 de la production totale d'énergie en Afrique de l'Est et plus de 80 p. 100 en Afrique de l'Ouest.

118. Pour presque tous les pays, le taux de déboisement provoqué par la forte consommation traditionnelle de bois de chauffage dépasse le taux de reboisement. La superficie annuelle moyenne déboisée pour diverses raisons représente 1,32 million d'hectares tandis que la superficie annuelle reboisée pour l'ensemble de l'Afrique s'élève à seulement 0,13 million d'hectares.

119. La production de charbon de bois a été de 7,2 millions de tonnes métriques en 1981 et a représenté la plus forte production de toutes les régions du monde. La production de charbon de bois en 1980-1981 a augmenté de 1,7 p. 100, alors que le taux annuel moyen de croissance pour 1970-1981 avait été de 2,98 p. 100. Ce taux est de 0,22 p. 100 plus élevé que celui de la production de bois de chauffage pour la même période. La production estimée de charbon de bois en 1982 pourrait être de 7,3 millions de m³.

120. La consommation de charbon de bois est donc plus importante que celle du bois de chauffage et si la consommation de bois de chauffage et celle de charbon de bois continuent à s'accroître à ces taux, leurs effets combinés auront indubitablement pour résultat d'accélérer le rythme alarmant du déboisement de l'Afrique. La consommation par habitant de charbon de bois en 1981 pour la Sierra Leone, le Libéria et le Nigéria a été respectivement de 0,24 tonne métrique, 0,14 tonne métrique et 0,014 tonne métrique.

121. En 1981, la production de bois rond industriel a représenté 9,5 p. 100 de la production totale de bois rond en Afrique. Cette production dans les pays développés du monde n'a fait que décroître depuis 1979 tandis que dans les pays en développement d'Afrique, elle a été en constante augmentation.

122. Dans la production totale de ce produit en Afrique, les feuillus n'ont représenté que 7,3 p. 100, les autres 92,7 p. 100 étant représentés par les bois durs.

123. On a enregistré un taux de croissance annuel moyen positif en ce qui concerne la production de sciages et de grumes de placage ainsi que d'autres bois ronds industriels, tandis que l'accroissement de la production de bois de mine et de bois à pâte et, en particulier, de panneaux, est resté constante.

5. Pêche

124. Bien que sa consommation par habitant en Afrique soit faible, le poisson continue à jouer un rôle important en tant que source de protéines animales. Les disponibilités, y compris les prises de poissons, de crustacés, de mollusques et de tous organismes aquatiques, sauf les baleines et les algues, ont diminué, passant de 3 232 millions de tonnes métriques en 1981 à 3 124 millions de tonnes métriques en 1982. Ainsi, alors que la variation entre 1980 et 1981 était de 3,9 p. 100, celle de 1981 à 1982 a été de -3,3 p. 100.

125. Les processus d'ajustement des zones de pêche prévus par le droit de la mer sont toujours en cours. Ces ajustements entraîneront très vraisemblablement des changements majeurs dans la production et la structure commerciale futures.

6. Politiques agricoles

a) Questions institutionnelles, y compris la recherche et les services de vulgarisation

126. L'allègement de la pauvreté rurale, la répartition équitable du revenu et l'autosuffisance alimentaire sont des notions sur lesquelles on met l'accent dans les plans nationaux de développement d'un grand nombre de pays africains en développement. Toutefois, les plans et les politiques en eux-mêmes n'aideront pas à atteindre les objectifs souhaités sans une évolution et des réformes institutionnelles. Que la faiblesse des institutions agricoles et l'absence de participation de la population aux efforts de développement, entre autres facteurs, aient contribué fortement à faire stagner la production alimentaire en Afrique, ce sont là des faits bien connus. Ces questions ont été au centre des programmes et de la déclaration de principes de la Conférence mondiale sur la réforme agraire et le développement rural (CMRADR), mais les progrès accomplis jusqu'à présent ne semblent pas être satisfaisants.

127. Selon le rapport intérimaire de 1983 de la CMRADR, seuls quelques pays (Angola, Ethiopie, Mozambique et République-Unie de Tanzanie) ont jusqu'à présent pris des mesures de réforme agraire de grande portée. En revanche, dans la plupart des pays africains, les types de réforme n'ont pas été au-delà de la promulgation d'une loi donnant à l'Etat la propriété de toutes les terres. Certains pays comme le Kenya ont opté pour l'individualisation du droit à la propriété de la terre. Depuis l'indépendance, le Kenya a intensifié les opérations d'adjudication et d'enregistrement des terres et a installé un grand nombre de petits exploitants sur des terres occupées auparavant par des colons européens. Mais le fait de ne pas avoir de terre à travailler constitue un problème critique dans ce pays en raison, en partie, du taux extrêmement élevé d'accroissement de la population.

128. Le rapport de la CMRADR indique que dans certains pays (par exemple le Ghana, la Côte d'Ivoire, le Nigéria, la Zambie et le Libéria), l'accès à la terre se trouve compromis par l'évolution démographique et économique et aussi par la création de grandes unités mécanisées et d'exploitations d'Etat.

129. Au début des années 70, un peu moins de 13 p. 100 des ménages ruraux au Lesotho ne possédaient pas de terre. A la fin des années 70, ce groupe avait presque doublé et représentait un peu plus du cinquième de tous les ménages ruraux. De même, les ménages ruraux sans bétail sont passés d'environ 38 p. 100 à 47 p. 100. En vue en partie d'améliorer la répartition inégale des exploitations agricoles, le gouvernement a promulgué en 1979 une loi foncière destinée à assurer la sécurité du régime foncier et à prévenir le morcellement des exploitations. Toutefois, la mise en vigueur de cette loi se trouve entravée par la mauvaise volonté des chefs, qui disposaient de pouvoirs leur permettant d'attribuer des terres, à établir des comités fonciers locaux.

130. Dans les zones pastorales, le développement de l'irrigation, l'agriculture et l'élevage commerciaux étant encouragé par les gouvernements, ont eu des conséquences défavorables pour la population pastorale. Le sort des pasteurs est habituellement ignoré en pareil cas.

131. Un autre aspect des réformes institutionnelles concerne la participation de la population, question à laquelle la CMRADR a donné une priorité élevée. La CMRADR a perçu la participation de la population dans trois domaines interreliés, à savoir l'organisation de la population, la décentralisation institutionnelle du processus gouvernemental de prise des décisions et la participation à la réforme agraire. Selon le rapport intérimaire de la CMRADR (1983), bien que leurs répercussions globales ne soient pas encore connues, des tentatives ont déjà été faites dans ce sens dans certains pays. Par exemple, en Ethiopie, des associations de paysans se sont organisées au niveau des villages avec compétence sur 800 ha, et un système de représentation de toutes les associations paysannes éthiopiennes a été instauré.

132. Des tentatives de décentralisation du processus d'élaboration des décisions ont eu lieu en Egypte, au Ghana, au Kenya et dans la République-Unie de Tanzanie. Au Ghana, la constitution de 1979 prévoit la création de conseils régionaux au niveau local et de comités de village et définit leurs fonctions et leurs domaines de compétence respectifs; 15 p. 100 des impôts perçus dans une zone donnée doivent leur être reversés.

133. Dans la République-Unie de Tanzanie, l'administration, la gestion et la planification économiques ont été décentralisées au niveau du village. Au Kenya, la participation de la population au développement du district est encouragée. Les comités ont le pouvoir d'administrer les fonds de développement rural.

134. Au Mali, le processus d'élaboration des décisions sera décentralisé au niveau des exploitants agricoles eux-mêmes; les décisions ne leur seront plus imposées comme c'était le cas auparavant. Au Soudan, la politique de décentralisation des pouvoirs publics se traduit par un accroissement des ressources allouées au développement régional.

135. Des progrès considérables sont aussi signalés en ce qui concerne le développement et la formation de coopératives d'exploitants agricoles dans de nombreuses parties de l'Afrique. Des programmes d'auto-assistance pour le développement rural au moyen d'organisations coopératives ont aussi été institués dans plusieurs pays.

136. Dans le passé, les petits exploitants avaient été, dans leur grande majorité, négligés. La recherche était axée sur les cultures d'exportation et les services de vulgarisation avaient tendance à ne s'occuper que des exploitants à vocation commerciale et de ceux que l'on appelait exploitants progressistes. Ce n'est que récemment que les gouvernements ont pris conscience du rôle clé que les petits exploitants peuvent jouer dans le développement de l'agriculture et celui de la production alimentaire en particulier. Dans de nombreux pays, de nouvelles institutions de vulgarisation agricoles déploient des efforts concertés pour mieux adapter leurs interventions aux besoins et aux priorités des petits exploitants.

La recherche se concentre maintenant davantage sur les cultures vivrières tropicales - les tubercules - qui constituent une forte proportion des ressources alimentaires de l'Afrique et les programmes de vulgarisation ont expérimenté diverses méthodes visant à rendre leurs services plus efficaces pour répondre aux besoins des petits exploitants. Mais leurs efforts semblent être limités par une politique, un appui financier et une logistique inadéquats et par le manque de main-d'oeuvre qualifiée. Bien que les efforts de formation soient intensifiés, l'existence d'une main-d'oeuvre inadéquate constitue toujours un problème critique dans la plupart des pays africains. Ce qui plus est, il faut des ressources pour former du personnel qualifié ainsi que les exploitants. Un autre problème important des institutions de vulgarisation agricoles a aussi été le fait qu'il n'y avait guère de liaisons et de coordination sur le terrain où les décisions deviennent opérationnelles, état de choses auquel de nombreux gouvernements s'efforcent de remédier.

137. Au niveau international, pour répondre aux problèmes institutionnels auxquels l'agriculture africaine est confrontée, on a créé à Arusha en Tanzanie, le Centre pour le développement rural intégré et, à Nairobi au Kenya, l'Association régionale africaine de crédit.

b) Soutien des prix

138. Des politiques des prix agricoles pourraient constituer, comme partout ailleurs, un instrument efficace pour accroître la production et la productivité agricoles. Un tel système de stimulation pourrait inciter les exploitants à adopter des innovations technologiques et par conséquent à accroître l'approvisionnement en produits de consommation de base et en produits d'exportation. D'autres objectifs que des politiques du prix pourraient permettre d'atteindre sont l'amélioration et la redistribution des revenus ainsi que la création de nouveaux emplois.

139. En Afrique de l'Ouest, la plupart des gouvernements ont eu principalement recours au contrôle des prix à la production, au contrôle des exportations et à la taxation de la commercialisation de cultures comme celles du coton, des arachides, de l'huile de palme, du cacao, etc. qui sont destinées presque exclusivement au marché d'exportation et qui sont commercialisées par des offices publics de commercialisation. En Afrique de l'Est et en Afrique australe, le contrôle des prix à la production, celui des prix de détail ainsi que les achats obligatoires sont utilisés par les sociétés publiques de commercialisation pour la vente et la distribution des céréales (maïs, riz, blé et millet).

140. Cependant, au lieu de tendre vers les objectifs souhaités, la manière dont les politiques des prix ont été appliquées dans la plupart des pays de la région a eu pour effet de retourner les termes de l'échange contre le secteur agricole. Par exemple, le système actuel par lequel les offices publics de commercialisation payent aux producteurs de cultures d'exportation des prix qui sont de manière constante inférieurs aux prix du marché mondial sous le prétexte d'une stabilisation des prix a donné lieu à un système complexe de freins à la production qui constitue l'une des causes majeures de l'actuelle détérioration de la production alimentaire et agricole.

141. Afin d'aider à stopper la baisse de la production et à répondre aux besoins nationaux en matière de consommation et d'exportation, il faut que les gouvernements adoptent des politiques des prix offrant aux producteurs un cadre cohérent de stimulants. La source principale de la croissance agricole dans la région se trouve aujourd'hui dans le recours à des techniques nouvelles et appropriées afin de faire sauter les contraintes qui pèsent sur l'agriculture africaine, par exemple la sécheresse, la maladie et les parasites, ainsi que la dégradation des sols. Le recours accru à ces techniques ne peut être rendu possible qu'en offrant les stimulants adéquats ou en supprimant les obstacles existants imposés aux exploitants.

142. Le recours à bon escient à des politiques de soutien des prix à la production et à la consommation, à la taxation fiscale et douanière des importations concurrentielles, ainsi qu'une bonne gestion de ces politiques, peuvent permettre d'atteindre cet objectif. Il faut cependant écarter radicalement le système actuel par lequel les politiques de soutien des prix ont pour objet le transfert des ressources du secteur agricole vers le secteur industriel. Les politiques futures devraient tendre à offrir à l'exploitant des prix qui reflètent le coût de production et qui se rapprochent au plus près des prix du marché mondial.

143. Les pénuries alimentaires actuelles qui frappent la plus grande partie du continent proviennent, entre autres causes, de l'importance presque exclusive donnée, en particulier en Afrique de l'Ouest, à la promotion des exportations de matières premières. Cette situation montre combien il est nécessaire que des politiques de prix soient aussi dirigées vers le sous-secteur des cultures vivrières de la région.

7. Gestion des ressources en terre et en eau

144. Pour bon nombre de pays de la région, une grande partie de leur territoire est désertique ou semi-désertique, généralement avec de faibles précipitations, un sol pauvre et quelques ressources naturelles de base et, en plus, la menace constamment présente de catastrophes naturelles (sécheresse, inondations, sauterelles etc.). L'agriculture dans ces régions ne sera possible qu'avec des programmes coûteux et complexes d'irrigation. Le développement de l'élevage dépendra également de la création de possibilités de pâturage écologiquement faisables. En ce qui concerne l'autosuffisance alimentaire, une attention accrue est portée à la fois par les pays et par l'aide internationale aux possibilités d'utilisation des terres, y compris l'évaluation des possibilités d'irrigation fondée sur un zonage agro-écologique, comme en Ethiopie, au Kenya et au Mozambique, l'évaluation et la mise en valeur des ressources en terre et en eau, et l'amélioration de la gestion des sols et des eaux.

145. La dégradation des terres et des eaux en Afrique est un problème réel; on estime en effet que 55 p. 100 de l'ensemble des terres de la région seront atteints par la désertification. Bien que le plan mondial de développement agricole pour les années 70 et le début des années 80 ait envisagé l'expansion des superficies arables irriguées au rythme de 0,8 p. 100 par an dans l'Afrique du

nord-ouest et à celui de 2,4 p. 100 par an dans les pays au sud du Sahara, la part actuelle des terres irriguées par rapport à la superficie arable totale est estimée ne s'élever qu'à 2 p. 100 seulement et ne s'accroîtra vraisemblablement que de 3 p. 100 d'ici la fin du siècle. Une attention particulière est par conséquent portée à l'expansion de l'irrigation en Afrique, en particulier au moyen de systèmes à petite échelle de développement et de gestion des eaux.

146. Alarmés par les récentes sécheresses, de nombreux gouvernements se sont efforcés de développer et d'améliorer les réseaux d'irrigation. Dans certains cas, de très importants programmes de mise en valeur de bassin hydrographiques ont été élaborés, comme par exemple celui du bassin du Sénégal dont la superficie est de 300 000 km². Ce bassin sera aménagé sous la direction de l'Organisation pour la mise en valeur du fleuve Sénégal composée du Mali, de la Mauritanie et du Sénégal. L'un des principaux objectifs du programme est d'éliminer les effets climatiques négatifs sur la production agricole. Il existe d'autres programmes analogues dont le Programme de gestion et de mise en valeur du bassin de la Kagera qui intéresse la République-Unie de Tanzanie, l'Ouganda, le Rwanda et le Burundi et le Programme pour la mise en valeur du fleuve Gambie récemment mis au point par le Sénégal, la Gambie, la Guinée-Bissau et la Guinée.

Tableau IV.A.7

Premières estimations des investissements en capital nécessaires
pour atteindre les objectifs de production alimentaire en Afrique a/
(millions de dollars aux prix de 1975)

	1975-85	1985-90	Total
Mise en valeur des terres cultivables non irriguées	967	499	1 466
Irrigation			
Aménagement	5 200	3 200	8 400
Mise en valeur	1 614	641	2 255
Mécanisation	4 838	3 244	8 082
Développement de l'élevage	3 989	2 542	6 531
Total	16 608	10 126	26 734

Source : La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture, 1978, FAO, Rome, 1979), tableau 2-12.

a/ Les investissements en question sont uniquement ceux qui sont nécessaires au développement de l'agriculture irriguée et de l'agriculture pluviale, de la mécanisation et de l'élevage. Les investissements pour la commercialisation, les installations de traitement, le transport, le stockage, la recherche, la vulgarisation, la formation de la main-d'oeuvre, etc. ne sont pas compris dans les chiffres ci-dessus.

8. Investissements dans l'agriculture

147. Il y a deux aspects importants en ce qui concerne les investissements dans l'agriculture : les termes de l'échange auxquels la majorité des exploitants sont confrontés et les dépenses publiques consacrées à l'agriculture. Les termes internes de l'échange des exploitants montrent que les politiques souvent appliquées par de nombreux gouvernements visant à modifier les prix relatifs pour favoriser le secteur non agricole tendent à soustraire ou à exproprier les ressources et les excédents disponibles des zones rurales vers les zones urbaines, conduisant à un biais pro-urbain et à de vastes différences intersectorielles en matière de revenu, d'investissement et de productivité.

148. La répartition des dépenses publiques courantes et des dépenses en capital affecte aussi les flux de ressources entre l'agriculture (y compris la sylviculture et la pêche) et le secteur urbain. Pour la plupart des pays, les renseignements dont on dispose indiquent que les dépenses consacrées à l'agriculture ont été inférieures à 10 p. 100, variant entre 5 et 8 p. 100 pour la plupart des pays depuis les années 60. Bien que le flux des ressources intérieures dans le secteur alimentaire et celui de l'agriculture ait augmenté dans de nombreux pays, la part de ces dépenses dans les dépenses totales semble s'être réduite au cours des années et ne permettra par conséquent pas de mettre effectivement en oeuvre le Plan alimentaire régional pour l'Afrique et le Plan d'action de Lagos. L'APD n'a aussi pas répondu aux besoins de la plupart des pays.

149. Une certaine évolution positive semble se dessiner dans la politique d'un certain nombre de pays en ce qui concerne l'application du "Plan alimentaire", de la "Révolution verte", de la "Politique c'est l'agriculture" et autres slogans. Par exemple, le Gouvernement du Nigéria, s'efforçant de mettre en oeuvre la "Révolution verte" proclamée en 1980 en vue de parvenir à l'autosuffisance en matière de produits alimentaires de base d'ici à 1985, annonçait que les dépenses consacrées à l'agriculture passeraient de 6 p. 100 du budget total de 1979 à 15 p. 100. Les investissements de l'Ethiopie dans l'agriculture au cours de la période 1977/78 à 1981/82 sont estimés avoir augmenté d'environ 54 p. 100 et son plan de développement décennal 1980/81-1989/90 prévoit d'attribuer environ 25 p. 100 des dépenses totales en capital au développement de l'agriculture au cours de cette période.

150. Les plans de développement du Mali (1981-1985), du Niger (1984-1985), de la Côte d'Ivoire (1981-1985), du Sénégal (1981-1984), du Congo (1982-1986), du Zaïre (1982-1984), de l'Egypte (1982/83-1986/87) et la Plan intérimaire de développement du Gabon font du développement agricole un objectif majeur. Le programme triennal d'investissements publics du Soudan, les budgets de développement du Lesotho, du Swaziland et de la Libye pour 1983/84 font de l'autosuffisance alimentaire le principal objectif de leurs gouvernements respectifs.

151. La mise en place de moyens d'incitation et l'affectation de ressources plus importantes au secteur agricole ne constitueront pas en eux-mêmes une panacée pour la solution aux problèmes. Ces mesures de politique doivent s'accompagner de la mise en place de systèmes efficaces de livraison en ce qui concerne les moyens de production, la production et les services.

9. Perspectives de l'alimentation et de l'agriculture

152. La région africaine continue à se trouver confrontée à une dangereuse accélération de la pauvreté des masses, de la dépendance vis-à-vis de l'aide alimentaire estimée à 4 129 000 tonnes d'équivalent grains en 1981/82. Les importations alimentaires en 1978-1980 se sont élevées à 7,3 milliards de dollars, dont la moitié en céréales. La valeur totale des importations de céréales est passée de 3,6 milliards de dollars en 1979 à 5,8 milliards en 1981; elle était de 684 millions en 1971.

153. L'analyse ci-dessus de la situation actuelle de l'alimentation et de l'agriculture en Afrique montre à l'évidence l'impérieuse nécessité d'une politique visant à favoriser le développement de la production alimentaire et agricole. Les possibilités existent. En fait, les pays dont la politique s'est conformée aux priorités et aux stratégies recommandées par le Plan pour l'Afrique et le Plan d'action de Lagos ont réussi à améliorer leur production alimentaire et agricole et ont généralement bien supporté les difficultés résultant de facteurs défavorables, y compris ceux qui étaient d'origine extérieure.

154. En ce qui concerne les perspectives pour le futur immédiat, il serait possible, grâce à des mesures appropriées, d'accroître les rendements actuels. Les divers gouvernements, tant individuellement que collectivement, sont conscients de la gravité des problèmes et savent comment les résoudre. Par exemple, en Algérie, pour stimuler la production de céréales, le Gouvernement a augmenté de 15 p. 100 le prix à la production du blé tendre. Il a aussi réajusté ou augmenté les prix de certains produits afin, notamment, de réduire les importations grâce à l'encouragement donné à la production nationale.

155. Après l'introduction en décembre 1982 de nouvelles dispositions en matière de taux de change, l'Office de commercialisation des produits de la Sierra Leone qui, pendant longtemps, avait payé aux exploitants des prix à la production insuffisamment rémunérateurs, a réagi immédiatement en annonçant le 5 janvier 1983 des augmentations des prix à la production de la plupart des produits de son domaine de compétence, les prix payés pour les cultures d'exportation comme le cacao, le café et le gingembre augmentant en moyenne de 40 à 45 p. 100. C'est ainsi qu'en dépit de la forte baisse des prix internationaux des arachides en 1981/82 et 1982/83, les prix à la production ont enregistré une hausse de 3,7 p. 100.

156. Dans l'allocution qu'il a prononcée à la séance d'ouverture du parlement de son pays, le Président de la Gambie a déclaré qu'afin d'accroître la production de cultures alimentaires, le développement de la production de maïs, de manioc, de racines et de légumes serait encouragé en tenant compte des aspects relatifs au stockage et à la commercialisation; à cette fin, la politique future serait axée sur des prix rémunérateurs des produits agricoles, des produits de l'élevage et de la pêche ainsi que sur des prix modérés en ce qui concerne certains services de base.

157. En outre, les deux plus importants projets agricoles actuellement en cours en Gambie sont le projet de Jahally/pacharr et le projet mixte d'exploitations agricole et de gestion des ressources. Le projet Jahally/Pacharr doit contribuer très sensiblement à accroître de 6 800 tonnes la production totale de riz, tandis que d'autres aspects du projet auront vraisemblablement des avantages directs pour les femmes exploitantes de la région. En outre, le renforcement de l'amélioration des réseaux d'irrigation existants ainsi qu'un vaste programme d'assainissement des zones marécageuses ont continué à avoir une haute priorité avec l'aide du PNUD et de l'Agence allemande pour la coopération technique. Un programme pilote de production de légumes dans le voisinage de l'aéroport de Yundum est actuellement mis au point entre le gouvernement et la Banque mondiale afin de voir si des relations de rentabilité pourraient être établies avec le secteur du tourisme.

158. Au Congo, le fait le plus important en 1982 a été le lancement d'un programme de huit ans des plantations de palmier à huile dans la région de la Sangha. Ces plantations couvriront une superficie d'une dizaine de milliers d'hectares et fourniront éventuellement 40 tonnes à l'heure à une raffinerie qui sera construite dans la zone. Le rendement escompté devrait être de 7 000 tonnes de palme et de 35 000 tonnes d'huile de palme par an. Le plan de développement (1982-1986) donne la priorité au développement agricole, en particulier au secteur de la sylviculture qui est considéré comme constituant la base du développement de l'industrie.

159. Au Ghana, depuis l'indépendance, des programmes spectaculaires ont été lancés en vue de transformer l'agriculture et aider à l'industrialisation. Toutefois, ce pays n'a pas été en mesure de se constituer une forte base agricole en raison de l'instabilité politique et de politiques et priorités inadéquates. Le système agricole traditionnel, qui prédomine toujours, a été largement ignoré et négligé. L'oubli dans lequel le secteur agricole est laissé est aussi le fait de nombreux pays africains. En 1983, cependant, le nouveau gouvernement du Ghana a procédé à certains ajustements fondamentaux dont une revalorisation de l'agriculture et des investissements dans ce secteur.

160. La stratégie du Mali en matière alimentaire a été considérée à une récente conférence des Nations Unies comme l'une des plus intégrées dans ce domaine. Cette stratégie, mise en place en 1981, a cherché à augmenter les prix à la production et, par conséquent, à accroître la production. Cependant, par suite de certaines difficultés dans la mise en oeuvre, ce n'est que maintenant que l'on commence à en percevoir les résultats, bien qu'à une échelle relativement réduite. Des mesures analogues visant à stimuler l'accroissement de la production par l'augmentation des prix à la production ont été signalées au Niger, au Sénégal et en Tanzanie.

161. Dans le Plan d'action de Lagos, les gouvernements ont collectivement procédé à une réévaluation franche de leurs efforts de développement social et économique et ont donné la priorité au renforcement des efforts de développement alimentaire et économique ainsi qu'à l'accroissement de la production alimentaire et agricole qu'ils jugent être le problème central.

162. En conséquence, un certain nombre de pays se sont attelés à mettre en oeuvre les réformes nécessaires. Avec une assistance technique accrue de la CEA, de la FAO et d'autres institutions, ils pourront améliorer leur capacité à concevoir, mettre en oeuvre et à mieux gérer les programmes nécessaires. Il y a donc de très fortes chances qu'avec cette prise de conscience de la part des Etats membres et avec un soutien technique extérieur, on obtienne bientôt des résultats positifs.

B. INDUSTRIES MANUFACTURIERES

1. Croissance en 1982-1983

163. Le taux de croissance du secteur manufacturier, qui avait été en moyenne de 5,6 p. 100 en 1977-1980 (aux prix de 1970), a régressé en 1981 pour atteindre 2,9 p. 100. Les éléments dont on dispose indiquent que la situation ne s'est pas améliorée en 1982-1983 : aux prix de 1980, le taux de croissance du secteur est resté stationnaire en 1982 par rapport à 1981 (3,7 p. 100 contre 3,6 p. 100) puis a brusquement baissé pour n'atteindre que 0,4 p. 100 en 1983. On peut voir par le tableau IV.B.1 que la situation est grave en Afrique de l'Ouest où la valeur ajoutée de l'industrie manufacturière a diminué de 6,8 p. 100 en 1983 et en Afrique de l'Est et Afrique australe où elle a baissé de 1,9 p. 100. Par ailleurs, si l'Afrique du Nord a enregistré de bons résultats, la valeur ajoutée de l'industrie manufacturière a baissé de 3,3 p. 100 au sud du Sahara; la croissance des pays membres de l'OPEP s'est profondément inversée, la valeur ajoutée de leur industrie manufacturière ayant diminué de 3,5 p. 100 en 1983 alors qu'elle avait progressé de 6,2 p. 100 et de 2,4 p. 100 en 1981 et en 1982.

Tableau IV.B.1

Croissance de la production manufacturière dans les pays en développement
africains, 1981-1983
(en pourcentage)

	1981	1982	1983
Afrique du Nord	2,5	4,3	5,5
Afrique de l'Ouest	7,6	2,5	-6,8
Afrique centrale	2,2	2,3	6,2
Afrique de l'Est et Afrique australe	1,0	4,7	-1,9
Pays en développement d'Afrique	3,6	3,7	3,4
Afrique, Sud du Sahara	4,5	3,6	-3,3
Pays les moins avancés	-1,5	2,6	3,2
Pays de l'OPEP	6,2	2,4	-3,5
Pays non membres de l'OPEP	2,4	3,8	3,0

Source : Estimations du Secrétariat de la CEA.

164. Les facteurs qui expliquent les mauvais résultats du secteur manufacturier sont liés à la récession qui frappe l'ensemble de l'économie. Ou bien les ressources destinées aux investissements et la demande de produits industriels se sont contractées par suite de la diminution des recettes d'exportation, ce qui est le cas des pays exportateurs de pétrole et de nombreux autres pays exportateurs de produits primaires, ou bien le secteur manufacturier a souffert des répercussions de la sécheresse et de dysfonctions de l'agriculture en ce qui concerne son approvisionnement en matières premières, ou encore ce secteur se trouve pris dans une longue crise qui affecte l'économie. D'une manière générale, la contraction des recettes d'exportation en 1982-1983 et la baisse des importations qui en a été la conséquence ont très sérieusement touché les industries manufacturières dans la plupart des pays en raison de la pénurie de moyens de production importés auxquels elles ont conduit, entraînant dans certains cas, l'arrêt virtuel de certaines entreprises. En outre, les industries manufacturières de la région se trouvent handicapées par des contraintes fondamentales tenant à la dimension limitée des marchés, à la rareté des entrepreneurs et d'une main-d'oeuvre qualifiée, à la qualité de la gestion, tous facteurs qui favorisent une croissance lente et qui prennent une importance accrue dans les circonstances actuelles.

165. Pour l'ensemble des pays, la situation est celle d'une dépression générale de l'industrie manufacturière, avec toutefois quelques exceptions notables. En Afrique du Nord, l'Algérie, qui a entrepris depuis au moins 15 ans un effort d'industrialisation massive, s'est heurtée à de sérieux problèmes en 1980-1982 dûs à la concentration excessive sur l'industrie lourde, à une haute centralisation de la gestion et à une pénurie aiguë du personnel qualifié. Le gouvernement a toutefois procédé à de vastes réformes qui ont eu pour résultat d'améliorer nettement la situation. On indique que l'utilisation de la capacité du secteur industriel a augmenté de 75 p. 100 en 1983 par rapport aux 50 p. 100 enregistrés en 1978 et le taux de croissance du secteur a enregistré des gains, l'industrie lourde croissant de 20 p. 100 en 1982. Le secteur manufacturier a aussi enregistré de bons résultats en Egypte mais la majeure partie de l'activité s'est concentrée sur la restructuration du secteur et sur sa modernisation. En revanche, la situation a été défavorable en Tunisie et au Maroc dont les économies se sont sérieusement détériorées, ce qui a eu des conséquences néfastes pour l'industrie, la sécheresse constituant un handicap supplémentaire pour le Maroc. La production industrielle a baissé de 6,9 p. 100 au Maroc au cours de 1982. Dans la Jamahiriya arabe libyenne, la baisse des recettes pétrolières a limité les ressources destinées à l'industrialisation et le taux de croissance du secteur manufacturier en prix courants est tombé de 23,3 p. 100 en 1982 à 18,8 p. 100 en 1983.

166. En Afrique de l'Ouest, la bonne campagne agricole de 1982/83 et 1981/82 a favorisé la forte relance de la production industrielle au Sénégal en raison de la reprise de l'approvisionnement normal de l'industrie en matières premières, en particulier les arachides. L'indice de la production industrielle a augmenté de 3,7 p. 100 en 1982 et de 18,2 p. 100 au cours du premier trimestre de 1983. Mais la situation a été difficile en Côte d'Ivoire où le secteur manufacturier a dû faire face à une diminution brutale de la demande due à la récession qui frappe le pays : en 1982, l'indice de la production industrielle a baissé de 3,9 p. 100, le nombre de salariés a diminué de 2,6 p. 100, la valeur des

investissements est tombée à 252,2 milliards de francs CFA contre 318,6 milliards en 1980 et la même valeur ajoutée aux prix courants a diminué. Au Nigéria, le secteur manufacturier, particulièrement touché par les restrictions aux importations, a été confronté à des fermetures d'entreprises et à des licenciements de personnel, la croissance tombant à 3,4 p. 100 seulement en 1982 alors qu'elle avait été de 11,2 p. 100 l'année précédente. En 1983, la situation s'est aggravée bien que de très importants projets aient été achevés. Mais le programme de développement de la production d'acier a été sérieusement touché par la crise économique du pays. Au Ghana, l'autre grand pays industriel de la sous-région, la situation a été cependant beaucoup plus sérieuse, le secteur industriel étant près de s'effondrer : les usines sont restées la plupart du temps inactives faute d'approvisionnement ou d'énergie, à quoi il faut ajouter le vieillissement de l'équipement, des effectifs pléthoriques et une gestion insuffisante. La production industrielle qui avait déjà baissé de 8,3 p. 100 en 1980 a encore enregistré une perte considérable de 20,4 p. 100 en 1982. En 1983, les difficultés ont été un peu allégées par le réajustement du cédî mais les problèmes d'approvisionnement sont restés les mêmes, le niveau des importations régressant et les problèmes énergétiques s'aggravant en raison des répercussions de la sécheresse sur la production hydro-électrique.

167. En Afrique centrale, l'industrie du Zaïre est malade du vieillissement de son équipement, de ses problèmes aigus d'approvisionnement, de transport et de financement. Le niveau des investissements a atteint son point le plus bas depuis l'indépendance et le pays a perdu beaucoup de terrain par rapport à la position qui était la sienne dans le domaine industriel. La production industrielle a baissé de 1,9 p. 100 en 1982. En 1983, si l'on excepte la production de métaux, touchée par la faiblesse de la demande mondiale de cuivre, l'ajustement monétaire auquel le gouvernement a procédé et la libéralisation des importations ont eu des effets favorables sur la production manufacturière car ces mesures ont permis de faciliter l'approvisionnement en moyens de production; cependant, comme ces mesures ont été prises à la fin de l'année, le résultat global pour 1983 ne peut pas être très différent de celui de 1982.

168. Dans les sous-régions de l'est et du sud, la croissance industrielle a été léthargique au Kenya où la production manufacturière n'a progressé que de 2,7 p. 100 en 1982 (contre une moyenne de 5,1 p. 100 en 1980-1981) et en Tanzanie où la production manufacturière a baissé de 5,4 p. 100, après avoir déjà régressé de 18,3 p. 100 et de 27,4 p. 100 en 1980 et 1981. La pénurie de devises affectant la Tanzanie a été un important facteur de crise, et il y a eu aussi de sérieux problèmes en ce qui concerne des services vitaux comme le transport et l'énergie; le secteur industriel a continué à se trouver confronté à des problèmes de gestion, de planification et d'effectifs pléthoriques. En Zambie, la production industrielle a baissé de 6,3 p. 100, l'industrie des métaux de base enregistrant depuis 1981 un déclin continu. Au Zimbabwe, pays qui possède la base industrielle la plus importante de la sous-région, l'économie a été touchée par la sérieuse sécheresse qui a commencé en 1982/83 : on estime que la production industrielle a baissé d'environ 4 p. 100 en volume au cours de la première moitié de 1983 et on prévoit que cette baisse se poursuivra en 1984, bien qu'une reprise soit escomptée dans la seconde moitié de l'année.

2. Structure industrielle

169. Il n'y a eu aucun changement majeur dans la situation de l'industrie manufacturière. La part du secteur manufacturier dans le PIB s'est élevée à 9,6 p. 100 en 1982 contre 9,7 p. 100 en 1970, 9,4 p. 100 en 1975 et 8,3 p. 100 en 1980. On ne perçoit aucune évolution nette vers le haut de cette part, ce qui signifie que l'industrialisation marque le pas. Le secteur manufacturier est très petit selon les normes mondiales et ne représente que 1 p. 100 de la production mondiale totale. Il est fortement concentré dans quelques pays, principalement dans la sous-région de l'Afrique du Nord qui, en 1982 a fourni 48 p. 100 de la production totale. Une distribution de fréquence de la valeur ajoutée manufacturière en 1982 donne les résultats suivants :

Tableau IV.B.2

Part de l'industrie manufacturière dans le PIB a/
(Nombre de pays par classe de pourcentage)

Classe de pourcentage	1970	1975	1980	1982
0-5	10	6	7	7
10-15	16	19	21	20
15-20	13	14	11	12
20-25	5	4	3	4
25-30	1	2	2	0
30-	-	-	1	2
Total	45	46	45	45
Moyenne	8,8	10,0	9,6	9,6
Médiane	7,8	9,1	8,8	8,1

Source : Secrétariat de la CEA, Division de statistique.

a/ En pourcentage du PIB au coût des facteurs et aux prix courants.

170. Comme le tableau le montre, pour plus de la moitié des pays africains, la part de l'industrie manufacturière dans le PIB est inférieure à 15 p. 100 et aucun changement n'a été enregistré au cours de toute la période 1970 à 1982. Pour bon nombre de pays, la part de leur industrie manufacturière dans le PIB est en fait inférieure à 5 p. 100 et il n'y a que six pays qui, depuis 1970, voient leur part dépasser 20 p. 100. Les valeurs moyennes et médianes de la part de l'industrie manufacturière montrent que le processus d'industrialisation a été défaillant depuis 1975 avec, depuis lors, un net fléchissement de la part de l'industrie manufacturière dans les économies africaines. En fait, certains pays ont vécu un processus dramatique de "désindustrialisation" : c'est le cas du Zaïre où l'industrie manufacturière a représenté 7,6 p. 100 du PIB en 1970 et seulement 2,3 p. 100 en 1980, et celui de l'Ouganda où la part de l'industrie manufacturière est tombée de 7,4 p. 100 à 4 p. 100 seulement. Des exemples précis d'une progression rapide de l'industrie manufacturière sont rares et on ne peut citer que la Tunisie, le Nigéria et le Zimbabwe. Même dans le cas de l'Algérie, le secteur manufacturier se trouve éclipsé par celui du pétrole.

171. Dans 12 pays, la valeur ajoutée de l'industrie manufacturière a dépassé un demi-milliard de dollars aux prix courants, avec un total de 20,5 milliards en dollars courants en 1982 pour l'ensemble du secteur, soit 79,5 p. 100 du total pour les pays africains en développement. En outre, seuls cinq pays ont dépassé le milliard de dollars, à savoir l'Algérie, l'Egypte, le Maroc, le Nigéria et le Zimbabwe contribuant à eux seuls pour 59,3 p. 100 à la valeur ajoutée totale des pays africains en développement.

Tableau IV.B.3

Valeur ajoutée de la production manufacturière, 1980-1983
(en milliards de dollars des E.U.)

	1980	1982	1983
Afrique du Nord	10,19	10,9	11,5
Afrique de l'Ouest	6,71	7,4	6,9
Afrique centrale	1,53	1,6	1,7
Afrique de l'Est et Afrique australe	5,01	5,3	5,2
Pays en développement d'Afrique	23,44	25,2	25,3
Afrique, sud du Sahara	13,84	15,0	14,5
Pays les moins avancés	3,06	3,1	3,2
Pays de l'OPEP	7,82	8,5	8,2
Pays non membres de l'OPEP	15,62	16,6	17,1

Source : Estimations de la CEA

172. Le secteur est dominé par les industries légères de consommation, c'est-à-dire celles des produits alimentaires, des boissons et du tabac d'une part, et du textile, de l'habillement et du cuir, d'autre part. Selon les données disponibles pour les années 70 et les calculs du secrétariat de la CEA, les valeurs médianes de la part de ces industries dans l'industrie manufacturière ont été de 38,5 et de 15,6 p. 100 respectivement, tandis que la valeur médiane de ce que l'on peut considérer comme l'industrie lourde (chimie, minéraux non métalliques, métaux de base et produits métalliques), a été de 31,2 p. 100.

173. On a cependant enregistré une évolution sensible de la structure de l'industrie manufacturière dans des pays comme l'Algérie, l'Egypte et le Nigéria qui ont bénéficié d'une croissance industrielle rapide au cours de ces dix dernières années. En Algérie en particulier, le programme d'industrialisation a été axé sur la construction d'une base industrielle lourde dans le cadre d'un programme de développement de très fortes dimensions

3. Principaux produits industriels

174. Il n'est pas possible de fournir des totaux régionaux portant sur les périodes récentes pour la plupart des produits industriels bien que l'on dispose d'estimations en ce qui concerne les métaux de base. On peut cependant se faire une idée des tendances de la production enregistrées dans les pays producteurs les plus importants.

Tableau IV.B.4

Part de certaines industries dans le secteur manufacturier
(en pourcentage de la valeur ajoutée totale ou de la production brute)

Pays	Année	Produits alimentaires, boissons et tabac	Textiles habillement et cuirs	Industrie lourde
AFRIQUE DU NORD				
Algérie	1969	34,8	16,3	43,1
Egypte	1974	18,0	36,9	25,0
Jamahiriya arabe libyenne	1975	65,0	2,1	28,1
Maroc	1979	43,6	16,3	43,8
Soudan	1971	38,5	34,2	21,5
Tunisie	1972	25,5	22,3	42,1
AFRIQUE DE L'EST				
Ethiopie	1973	46,1	32,0	16,8
Kenya	1974	36,1	32,0	41,7
Madagascar	1975	31,8	35,6	23,6
Malawi	1975	48,8	14,1	16,1
Maurice	1977	57,2	15,5	29,5
Somalie	1976	70,1	11,5	7,7
Swaziland	1976	53,6	0,4	...
République-Unie de Tanzanie	1974	31,9	22,4	35,1
Ouganda	1979	30,9	22,7	38,1
Zambie	1973	47,0	8,6	36,8
Zimbabwe	1974	18,6	15,7	53,5
AFRIQUE DE L'OUEST				
Ghana	1972	40,3	12,3	35,9
Côte d'Ivoire	1974	37,9	13,9	37,9
Nigéria	1973	42,4	15,5	21,7
Togo	1972	21,0	54,1	...
AFRIQUE CENTRALE				
République centrafricaine	1973	34,8	53,1	...
Congo	1973	50,1	4,4	30,0
Zaïre	1974	40,9	17,8	34,7

Source : Secrétariat de la CEA, "Annuaire statistique pour l'Afrique, 1976 et 1980.

175. Huileries : Avec deux bonnes récoltes successives en 1981/82 et 1982/83 et une prévision de plus d'un million de tonnes d'arachides en 1983/84, la production d'huile d'arachide au Sénégal a très vivement repris et, en 1982, au cours du troisième trimestre, l'indice des huileries s'est élevé à 68,2 sur la base 100 en 1976 contre seulement 6,7 pour la période correspondante de 1981 qui a été la plus mauvaise pour la production d'arachides.

176. Production de sucre : Le sucre a un vaste marché en Afrique où la consommation est encore très faible selon les normes mondiales. Comme pour les huileries, la production est fortement tributaire des récoltes et, en conséquence, du cycle climatique. A Maurice, le plus important producteur africain, la production de cannes pour la campagne de 1982/83 a atteint un record historique avec 6,6 millions de tonnes, mais en raison des conditions climatiques, le rendement en sucre n'a été que de 687,9 milliers de tonnes. Le raffinage du sucre a progressé de 20 p. 100 en termes réels. En Côte d'Ivoire, les grands complexes sucriers mis en place dans le nord du pays commencent à produire à un rythme de plus en plus rapide. Au Soudan, le gigantesque projet sucrier de Kenana a été achevé après d'importants retards et de forts dépassements de coût et devrait très sensiblement contribuer à libérer le pays des importations.

177. Textiles et chaussures : Les plus importants producteurs africains se trouvent en Afrique du Nord, principalement en Egypte. La production de filés de coton de l'Egypte n'a pas beaucoup progressé au cours des cinq dernières années et a même baissé en 1982 par rapport à 1981 (19 800 tonnes contre 20 400 tonnes). Au Maroc, la production de chaussures a progressé de 18 p. 100 en 1982 tandis qu'en Tunisie, la production de textiles s'est heurtée à des problèmes d'exportation en raison des contraintes pesant sur le marché de la Communauté économique européenne.

178. Production de ciment : Il y a une demande potentielle considérable de ciment mais à quelques notables exceptions près, la production a été touchée par la récession actuelle. En Algérie, pays qui a pris la place de l'Egypte comme producteur le plus important, la production a continué à progresser, stimulée par le très important programme d'investissement du pays, tandis qu'en Egypte, en 1982, la production est tombée pour atteindre une moyenne mensuelle de 204 700 tonnes contre 286 000 tonnes en 1981.

179. Au Sénégal, la production a progressé marginalement en 1982 bien que les résultats concernant le premier trimestre de 1983 indiquent une croissance de 25,8 p. 100. En Côte d'Ivoire, le secteur de la construction a été l'un des plus touchés par la récession et la production de ciment a très sensiblement baissé à la suite des réductions apportées aux projets d'investissement et en particulier aux travaux publics. Au Nigéria, la production, a aussi été affectée par les difficultés économiques du pays en dépit de la très importante demande potentielle. Au Ghana, la production a chuté pour n'atteindre que 252 000 tonnes contre 678 500 tonnes en 1976. Une évolution similaire, quoique moins abrupte, a été observée en Tanzanie où la production de ciment a diminué de 14,4 p. 100 en 1982.

180. Production de métaux : La production d'acier a atteint 2,55 millions de tonnes en 1983, soit une légère baisse par rapport à 1981; toutefois, la production de deux pays, l'Algérie et le Nigéria, a progressé rapidement. Au Nigéria, la production d'acier n'atteignait que 15 000 tonnes en 1979 et, avec la construction du projet de Warri, elle a atteint 100 000 tonnes en 1982. La crise dont souffre le Nigéria peut cependant avoir pour effet de ralentir le programme de développement de la production d'acier. L'Algérie a plus que doublé sa production depuis 1979 et la progression se poursuit : pour 1984 par exemple, 8 p. 100 du budget industriel total a été attribué à l'industrie sidérurgique.

Tableau IV.B.5

Production de métaux dans certains pays africains
(en milliers de tonnes)

	1979	1980	1981	1982
Acier	2 187	2 563	2 550	
Egypte	800	900	950	
Nigéria	15	22	100	
Algérie	417	534	700	
Cuivre				
Zaïre	103	144	152	175
Zambie	564	607	573	597
Autres pays	10	9	20	20
Aluminium				
Ghana	169	188	190	218
Egypte	101	120	143	141
Cameroun	45	43	65	79

Source : Mining annual review, Mining journal, 1982 et 1983.

181. En dépit de la récession qui a frappé les marchés du cuivre, la production de métal raffiné a continué à progresser, atteignant 175 000 tonnes en 1982 contre 152 000 tonnes en 1981, bien que la Zambie, le principal producteur, ait vu sa production chuter par rapport à sa capacité et à sa production de 1980.

182. La production d'aluminium augmente rapidement et pour les trois principaux producteurs africains (Ghana, Egypte et Cameroun), elle a atteint 438 000 tonnes en 1982, soit 10 p. 100 de plus qu'en 1981. Toutefois, la production du Ghana s'est heurtée à un certain nombre de problèmes provenant de l'alimentation en énergie de la fonderie de Valco et de divergences en ce qui concerne le fonctionnement de l'usine, filiale de la société américaine Kayser Corporation.

4. Politiques d'investissement

183. Le secteur manufacturier continu à se situer parmi les secteurs de développement prioritaires. Il ressort clairement de l'examen des politiques gouvernementales telles qu'elles ont été définies dans les plans récents que l'expansion du secteur manufacturier est considéré comme essentiel pour l'ensemble du processus de développement, malgré l'importance donnée à tel ou tel secteur et l'attention croissante portée aux incitations. En Algérie, le plan de 1980-1984, qui prévoit des dépenses d'investissement s'élevant à 400 milliards de dinars algériens et qui, par son ampleur, vient tout de suite après le plan saoudien de 100 milliards de riyals, attribue 154,6 milliards à l'industrie, celle des hydrocarbures obtenant 63 milliards, l'industrie lourde 114,3 milliards et l'industrie légère 40,8 milliards. Le secteur manufacturier devrait progresser de 12,3 p. 100 par an alors que la production totale devrait atteindre 8,1 p. 100 et élever sa part dans le PIB de 12,6 p. 100 en 1979 à 15,1 p. 100 en 1984. Le plan prévoit toutefois l'introduction d'importantes réformes destinées à corriger les distorsions créées par le programme industriel lourd : décentralisation des unités de production et leur subdivision en unités plus petites, ralentissement du lancement de nouveaux projets afin de terminer les projets existants et attention plus grande donnée aux industries légères de consommation afin de répondre aux besoins de la population.

184. En Egypte, le plan de 1978-1982 prévoyait de consacrer 2,4 milliards de livres au secteur industriel sur un investissement total de 10,2 milliards, l'industrie constituait le premier secteur par le volume des dépenses (23,7 p. 100). Toutefois, le plan était essentiellement un plan de reprise et d'ajustement et mettait l'accent sur l'achèvement des projets en cours. Il appelait en outre l'introduction de réformes dans la gestion du secteur public et mettait en route une politique de la porte ouverte destinée à encourager les investissements étrangers.

185. Avec son sixième plan pour 1981-1985, le Sénégal se proposait de redonner un essor à l'industrie en encourageant l'initiative privée et en particulier les entrepreneurs privés sénégalais. Sur un investissement total de 463,8 milliards de francs CFA, l'industrie (y compris les industries extractives et la construction) a obtenu 153,4 milliards, soit 33 p. 100 du total. Trois grands projets, une usine chimique (ICS), une fabrique de ciment (SOCOCIM) et une fabrique de textiles (SOTEXICA), se sont partagés 72,5 p. 100 des investissements totaux consacrés à l'industrie manufacturière estimés à 110,2 milliards de francs CFA.

186. Le plan Mobutu du Zaïre pour 1981-1983 constitue un programme de relance axé sur l'élimination des goulots d'étranglement qui affectent l'économie du Zaïre dans le domaine des transports, de l'entretien et du renouvellement des équipements dans le secteur minier et sur une stimulation de la production agricole. Il ne fait aucune référence explicite au secteur manufacturier en tant que tel qui doit cependant bénéficier des résultats du plan par l'amélioration des approvisionnements et des débouchés. Les critères fixés par le plan ont cependant une importance directe pour le secteur manufacturier puisqu'ils insistent sur le fait que seuls les projets à rentabilité immédiate déjà mis en route et de caractère urgent ou stratégique peuvent être entrepris.

187. Le plan congolais pour 1982-1986 prévoyait dans ses versions initiales un investissement total de 1 100,9 milliards de francs CFA (3,37 milliards de dollars), non compris les autres investissements d'environ 850 milliards de francs CFA. En ce qui concerne l'industrie, le plan vise à éliminer les distorsions observées au Congo où le secteur des petites industries manufacturières (160 entreprises, 13 000 salariés, 8 p. 100 du PIB) est caractérisé par une absence d'intégration, une surconcentration dans les zones urbaines de la capitale et du port principal de Pointe-Noire. A l'industrie manufacturière en tant que telle ont été attribués 95,6 milliards de francs CFA, soit 8,6 p. 100 des dépenses prévues, priorité étant donnée aux matériaux de construction, au bois et à la pâte à papier, au raffinage du pétrole et à la transformation du bois, qui constituent la base des ressources du pays. Le plan vise aussi à créer un réseau de petites et moyennes entreprises congolaises.

188. Le plan pour 1981-1985 de la Côte d'Ivoire visait à faire progresser le secteur manufacturier de 7,2 p. 100 et l'ensemble de l'économie de 5,7 p. 100. L'accent a été mis sur l'ivoirisation de la balance régionale et sur les industries de transformation des produits primaires locaux.

189. Le Rwanda a une petite économie et son plan pour 1982-1986 est un bon reflet des problèmes qui se posent aux petits pays africains. Compte tenu de son accroissement démographique rapide et de sa forte densité de population, priorité est donnée à la création d'emplois et, par conséquent, aux industries à forte intensité de main-d'oeuvre. En raison de la rareté ou de la pénurie de capitaux et de compétences locales, le plan vise plus à créer les conditions favorables au financement des industries par des capitaux étrangers qu'à envisager des investissements directs. Cependant, les investissements industriels devraient atteindre 52,5 milliards de francs du Rwanda, soit approximativement 565,2 millions de dollars. Une place importante est donnée à l'exploitation des gisements de tourbe en vue de produire de l'énergie.

190. Le plan pour 1982/83-1984/85 du Zimbabwe est un plan de transition qui vise à combler les écarts entre le système économique d'avant l'indépendance et l'économie ainsi que la société, plus équitables vers lesquelles le gouvernement tend. Le secteur manufacturier est déjà un secteur très important qui fournit 25,5 p. 100 du PIB et qui emploie 15,8 p. 100 de l'effectif total de la main-d'oeuvre. Le plan a pour but d'orienter davantage l'industrie vers l'exportation et d'encourager la création d'industries petites et moyennes à forte intensité de main-d'oeuvre. Les problèmes à résoudre sont la dépendance par rapport aux moyens de productions importés, la rareté de la main-d'oeuvre qualifiée, la concentration excessive dans deux villes et le contrôle des capitaux par les étrangers. Le gouvernement voudrait accroître sa part dans le secteur, mais de manière réaliste et sans décourager les investissements. En outre, la substitution des importations est envisagée en ce qui concerne l'énergie, la production d'engrais, les machines lourdes, les machines outils légères et l'électronique. Le taux de croissance du secteur manufacturier a été fixé à 11 p. 100, que l'on peut comparer aux 3 p. 100 du PIB total, et les investissements dans l'industrie manufacturière à 22,6 p. 100 de la formation brute de capital.

5. Perspectives

191. Les perspectives immédiates du secteur manufacturier ne sont pas très favorables : les perspectives de croissance pour l'ensemble de l'économie en 1984 se situent autour de 3 p. 100, ce qui veut dire que seules des améliorations modestes seront apportées au secteur manufacturier. Ce secteur est limité par sa dépendance vis-à-vis des moyens de production extérieurs et par conséquent par la disponibilité de devises étrangères. En outre, la conséquence de la situation moins favorable des pays exportateurs de pétrole, c'est que les grands programmes de développement industriel élaborés à la fin des années 70 devront inévitablement être réduits. C'est ce qui s'est produit au Nigéria où le budget d'investissement pour 1984 a été très fortement écorné et les importations fixées à un niveau se situant à moins de la moitié du niveau précédent.

192. Le secteur manufacturier a besoin aussi, dans de nombreuses régions, d'une réforme complète des procédures de planification et de gestion. Le secteur public, qui s'est heurté ces dernières années à de graves difficultés dans de nombreux pays est celui qui appelle d'urgence une réforme. En fait, de l'Algérie à la Côte d'Ivoire, les gouvernements africains ont déjà commencé à décentraliser le processus de décision, à introduire un meilleur contrôle des prix à la production et des niveaux des effectifs. Mais dans certains pays, comme par exemple le Mali, les problèmes sont si grands qu'un nouveau départ est nécessaire, étant donné que pour certaines entreprises la charge de l'endettement est telle que le seul moyen pour elles de s'en sortir réside dans l'annulation pure et simple de leurs dettes.

193. Les mesures rigides comme la substitution stricte des importations et les politiques favorisent les exportations ou celles qui seraient fondées uniquement sur les ressources nationales sont à éviter et doivent être remplacées par une approche plus pragmatique permettant de faire le départ entre ce qui est faisable et ce qui est économiquement viable. Pour cela, une coopération entre les pays semble être particulièrement urgente car la taille des marchés de la plupart des pays ne permet pas de soutenir un secteur industriel important; en outre, les exportations sont une nécessité vitale pour le développement de l'industrie.

C. ENERGIE

1. Introduction

194. La situation de l'énergie dans les pays africains en développement est caractérisée par l'importance de l'énergie non commerciale dans le bilan énergétique, la forte proportion des exportations dans la production énergétique commerciale et le très faible niveau de la consommation d'énergie. Une autre caractéristique importante, c'est la diversité des situations entre les régions et les pays en ce qui concerne la disponibilité de ressources énergétiques : à l'heure actuelle, cette diversité est on ne peut plus manifeste pour ce qui est des ressources en pétrole, le développement d'un pays étant fortement influencé par son statut d'exportateur ou d'importateur de pétrole, ce qui est vrai aussi des autres ressources énergétiques, en particulier les ressources hydro-électriques. En 1982 et 1983, l'évolution du marché pétrolier a eu une influence prédominante sur le secteur de l'énergie : la baisse de la demande d'exportation a déprimé la production de pétrole et par conséquent la production totale d'énergie, tandis que le coût élevé du pétrole a eu des effets défavorables sur la consommation d'énergie dans les pays importateurs de pétrole et a stimulé à la fois la substitution d'autres sources d'énergie au pétrole et la recherche de gisements pétroliers.

2. Energie non commerciale

195. L'énergie non commerciale constitue la moitié au moins de l'énergie totale consommée dans les pays africains et cette proportion est encore plus élevée dans les pays les plus pauvres. Au Sénégal, selon le rapport sur le sixième plan quadriennal de développement (1981-1985), l'énergie non commerciale en 1976 représentait 66,9 p. 100 de l'énergie totale consommée, soit 220 kg d'équivalent pétrole contre 109 kg pour l'énergie commerciale. Au Niger, en 1981, sur une consommation totale d'énergie de 938 000 tonnes d'équivalent pétrole, l'énergie non commerciale a représenté 83,2 p. 100, la consommation de bois de chauffage s'élevant à 3,9 millions de m³. Pour l'ensemble de la région, les chiffres publiés par la FAO indiquent une production de bois de chauffage de 346,1 millions de m³ en 1981, représentant 122,74 millions de tonnes d'équivalent charbon, soit 273,9 kg par habitant, contre 253 kg pour l'énergie commerciale. Avec la hausse des prix du pétrole, les membres les plus pauvres de la communauté ont cherché à modifier leurs habitudes de consommation d'énergie et à revenir au bois de chauffage et aux déchets animaux, ce qui a eu pour effet d'en augmenter sensiblement les prix dans les zones urbaines; dans certaines zones rurales, en particulier le Sahel, le déboisement a rendu difficile le ramassage du bois de chauffage. La Banque mondiale estime par exemple qu'en Tanzanie 250 à 300 jours-homme sont nécessaires pour fournir à une famille de cinq personnes une quantité suffisante de bois de chauffage. C'est là une situation de crise qui pèse surtout sur les femmes des zones rurales à qui incombe traditionnellement la tâche de ramasser le bois. A Niamey, au Niger, alors que le prix du kérosène est resté constant de 1980 à juin 1982 à 110 francs CFA le litre, le coût d'une charge de chameau de bois de chauffage a grimpé de 2208 francs CFA à 3 000 CFA, soit une hausse de 35,9 p. 100 en deux ans et demi. A Abidjan, en Côte d'Ivoire, le prix du bois de chauffage a été multiplié par 4,86 depuis 1960 et bien que cette hausse soit inférieure à celle

du kérosène (5,2 fois) elle est considérablement plus forte que celle du prix de l'électricité pour le consommateur (1,6 fois); elle témoigne de la forte pression qui s'exerce sur les approvisionnements en dépit de très importantes ressources forestières du pays. En fait, la consommation de bois de chauffage augmente maintenant dans de nombreuses parties de l'Afrique à un rythme supérieur à celui du renouvellement des forêts et constitue une menace sérieuse pour l'environnement. Les chiffres publiés par la FAO indiquent une augmentation de 2,9 p. 100 par an de la production de bois de chauffage au cours de la période 1970-1981 alors que la population a augmenté de 2,7 p. 100 par an.

3. Production d'énergie commerciale

196. Les plus récentes données complètes et cohérentes remontent à 1981, année au cours de laquelle, selon l'Annuaire des statistiques mondiales de l'énergie de 1981, (publication des Nations Unies, n° de vente E.82. XVII.16), les pays en développement d'Afrique ont produit au total 396 millions d'équivalent charbon (téc) (sans les pays de l'Union douanière de l'Afrique méridionale) contre 471,6 millions en 1973 et 437,3 millions en 1980. Cette diminution de la production d'énergie commerciale est due avant tout à la baisse de la production de pétrole qui constitue la part principale de la production d'énergie commerciale, baisse qui est due à la diminution des exportations. Cette baisse s'est maintenue en 1982-1983 du fait de la saturation persistante des marchés pétroliers mondiaux, bien qu'en 1983 la production de pétrole ait beaucoup moins diminué qu'auparavant en raison de la reprise de la production dans les pays non membres de l'OPEP. En même temps que la production de pétrole baissait, les consommateurs ont cherché à se tourner vers d'autres types d'énergie, ce qui a eu pour conséquence d'accroître sensiblement la production d'électricité et de gaz, quoique insuffisamment pour inverser la tendance à la réduction de la production d'énergie.

a) Pétrole

197. Après avoir fortement baissé en 1981 et 1982, la production de pétrole ne s'est réduite que faiblement en 1983. Pour l'année, la production totale est estimée s'élever aux environs de 212,2 millions de tonnes, soit 1,2 p. 100 de moins qu'en 1982. Toutefois, alors que la production des pays non membres de l'OPEP a augmenté de 10,8 p. 100, les pays de l'OPEP ont enregistré une nouvelle baisse, leur production tombant à 148,9 millions de tonnes, contre 156 millions de tonnes en 1982. Cette baisse est due à la saturation persistante des marchés pétroliers : la demande des pays de l'OCDE s'est très fortement contractée et les pays de l'OPEP ont été obligés de réduire les prix et leurs contingents. Au cas où l'un des membres de l'OPEP aurait cherché à produire au-delà de son contingent, les prix auraient encore baissé. Contrairement aux pays de l'OPEP, les pays non membres ont enregistré de bien meilleurs résultats. Il leur a fallu cependant tenir compte de la baisse des prix du marché mais, libres des obligations qui lient les pays de l'OPEP, ils ont eu la possibilité d'accroître leur production afin de compenser les pertes sur les prix. Cela a été en particulier le cas de l'Egypte dont la production est passée à 37,5 millions de tonnes contre 34,8 millions de tonnes en 1982. Un nouveau producteur, le Cameroun, a accru rapidement sa production dont le niveau a plus que doublé par rapport à celui de 1980. Certains reculs relatifs ont été enregistrés, comme celui de la Côte d'Ivoire, pays pour lequel la prévision faisant état d'une production d'au moins 3 millions de tonnes ne s'est pas concrétisée, la production réelle ayant été de 1,5 million de tonnes, soit moins de la moitié de la prévision.

Tableau IV.C.1

Production de pétrole brut
(millions de tonnes)

	1980	1981	1982	1983
Algérie	47,2	36,5	33,5	34,1
Gabon	8,8	7,3	7,7	7,4
Jamahiriya arabe libyenne	86,1	56,7	51,0	46,5
Nigéria	102,1	71,2	63,8	60,9
Pays de l'OPEP	244,2	171,7	156,0	148,3
Angola	7,4	7,2	6,2	6,5
Congo	3,3	4,1	4,5	5,2
Egypte	29,4	32,5	34,8	37,5
Ghana	0,2	0,1	0,1	0,1
Côte d'Ivoire	0,1	0,5	1,0	1,5
Maroc	0,04	0,04	0,04	0,04
Tunisie	5,6	5,4	5,3	5,2
Caméroun	2,7	4,9	5,7	6,3
Zaïre	1,0	1,0	1,1	1,6
Pays non membres de l'OPEP	49,1	55,7	58,7	63,9
Total	293,9	227,4	214,7	212,2

Source : Monographies nationales; Oil and Gas Journal, The Mining Annual Review, 1983 ; et Statistiques financières internationales, Vol. XXXVI, n° 12 (Décembre 1983).

b) Gaz

198. Comme indiqué dans l'Etude des conditions économiques et sociales en Afrique, 1981-1982 (E/ECA/CM.9/5), les chiffres relatifs à la production de gaz sont difficiles à interpréter car la majeure partie du gaz est mise à feu sur les lieux et est donc perdue pour l'économie. Le seul pays à tirer le meilleur parti de ses ressources en gaz est jusqu'à présent l'Algérie dont les recettes des ventes de gaz sont devenues aussi importantes que les recettes des ventes de pétrole. En 1982, la production algérienne a atteint 82 milliards de mètres cubes, contre 42 milliards en 1980, la production commercialisée passant de 13,2 milliards de mètres cubes en 1980 à 15,5 milliards de mètres cubes en 1982. Les exportations ont très fortement augmenté passant de 8,4 milliards de mètres cubes en 1981 à 12,4 milliards de mètres cubes en 1982.

c) Electricité

199. Avec la hausse des prix du pétrole, on a généralement cherché à substituer dans toute la mesure du possible l'hydro-électricité au pétrole. C'est ce qu'ont fait avec un succès notable certains pays, en particulier la Côte d'Ivoire. Dans ce pays, le programme de production d'hydro-électricité se poursuit et reçoit un nouvel essor avec le projet de barrage de Soubré qui devrait produire 1600 Gwh. Un autre pays à disposer de possibilités considérables de production d'électricité est le Zaïre; le site d'Inga sur le Congo pourrait avoir une capacité maximale de 30 000 MW permettant une production de 210 000 Gwh par an. Le projet d'Inga s'est dans la pratique heurté à de très importants difficultés et la capacité obtenue (environ 2,34 MW) est de loin inférieure à la capacité escomptée. La ligne à haute tension d'Inga Shaba qui devait être mise sous tension en 1982 pour fournir de l'énergie électrique à la région minière du Shaba n'a été opérationnelle qu'à la fin de 1983.

Tableau IV.C.2

Production d'électricité
(Gigawatts-heure)

	1980	1981	1982
Botswana	0,4	0,4	0,4
Côte d'Ivoire	1 717	1 844	1 942
Egypte	...	17 882,9	19 210,7
Jamahiriya arabe libyenne	4 300	5 600	...
Kenya	1 490	1 754	1 804
Libéria	0,4	0,4	...
Madagascar	335,7	336,8	342,7
Mali	92,3	84,2	...
Maroc	4 956	5 100	5 076
Maurice	328,2	361,9	362,7
Niger	129,8	201,4	296
Nigéria	5 000,1	7 776,6	8 646,8
Cameroun	1 521	...	...
Sénégal	174,3	183	180
Soudan	979	972	923
Togo	16,9	18,5	23
Tunisie	2 424	2 676	2 736
Ouganda	528,3	446,6	499,2
Zaïre	4 228	4 302	10 584
Zambie	9 204	9 729	10 584

Source : Monographies nationales

200. Les données relatives à la production d'électricité pour la période 1982/1983 ne sont que fragmentaires et on ne peut donner de chiffres précis que pour un groupe de pays et pour la période 1980-1982 seulement. Pour ce groupe de pays, après un accroissement considérable de la production en 1981 dû à la forte progression de 46,7 p. 100 de la production au Nigéria, le taux de croissance est retombé à 6,2 p. 100 en 1982, taux très voisin de celui de 6,5 p. 100 qui a été celui de la région pour la période 1973-1981. Pour un plus grand groupe de pays, le taux de croissance de la production d'électricité a été de 6,6 p. 100 pour 1981-1982.

d) Uranium

201. La production d'uranium a diminué tant en 1982 qu'en 1983 en raison de la contraction de la demande dans les pays industrialisés vers lesquels la production est exportée en totalité. La réduction des programmes nucléaires des grands pays industriels et en premier lieu des Etats-Unis a profondément déprimé le marché, et on ne voit pas bien encore quelles sont les perspectives d'une reprise. Le prix de l'uranium, qui était de 31,8 dollars par livre en 1980, a baissé et n'a atteint que 19,9 dollars en 1982. La production totale estimée à 10 111 tonnes en 1980 a diminué pour n'atteindre que 8 200 tonnes en 1983. Au Niger, pays le plus tributaire des exportations d'uranium, la production qui était de 4 132 tonnes en 1980 est tombée à 3 400 tonnes en 1983. Aucun pays africain en développement n'utilise actuellement l'énergie nucléaire. Seule exception, l'Egypte, qui envisage de construire huit centrales nucléaires d'ici à l'an 2000 destinées à fournir 65 millions de tonnes équivalent pétrole (38 p. 100 de la production totale d'électricité). Les quatre premières centrales doivent être construites à Al Daba.

4. Consommation d'énergie et prix

202. Comme on l'a déjà précisé, c'est l'énergie non commerciale, surtout le bois de chauffage et les produits dérivés (charbon de bois), qui constitue la majeure partie de la consommation d'énergie. Cette consommation s'accroît au moins aussi rapidement que la population comme le montrent les chiffres publiés par la FAO sur la production de bois de chauffage. Dans le cas du Sénégal, le taux de croissance a été de 2,8 p. 100 pour la période 1971-1976. La consommation globale d'énergie commerciale est très faible, ce qui reflète la faiblesse de l'activité industrielle moyenne de l'Afrique. La consommation pour 1981 a été estimée s'élever à 253 kg équivalent charbon par habitant et par an, en légère régression par rapport à 1980 (257 kg), contre une moyenne mondiale de 1983 kg. Cette tendance à la baisse est observée dans un certain nombre de pays africain et résulte à la fois du coût élevé du pétrole importé et de la récession qui frappe ces pays depuis 1980/1981. Au Kenya, par exemple, la consommation totale d'énergie qui était de 2 158,2 milliers de tonnes d'équivalent pétrole est tombée à 2 034,5 milliers de tonnes en 1982 et la consommation par habitant n'a été que de 108 kg après avoir atteint le chiffre record de 136 kg en 1979. Cette baisse a été à l'origine de pertes de production importantes car le taux de croissance de l'économie du Kenya a brutalement diminué, mais des économies d'énergie ont dans une certaine mesure pu être faites. La consommation spécifique d'énergie en milliers de tonnes d'équivalent pétrole par million de livres kenyennes du PIB aux prix de 1976, est passée de 1,85 en 1978 à 1,17 en 1982. La même tendance a été observée en Ouganda où la consommation par

habitant, qui avait été de 383 kg d'équivalent pétrole en 1975 et de 357 kg en 1965 est tombée à 341,6 kg en 1982. Au cours de la période 1980-1982, l'élasticité de la consommation d'énergie commerciale par rapport au PIB monétaire est devenue négative (-0,5). Bien que les pays exportateurs de pétrole n'aient pas à subir, en matière de consommation d'énergie, les mêmes contraintes que les pays non exportateurs de pétrole, on y a enregistré, en 1982-1983 une baisse du niveau de la consommation d'énergie.

203. Selon les indications disponibles, la consommation de produits pétroliers en Afrique a diminué de 2,5 p. 100 en 1982 alors qu'elle avait augmenté de 2 p. 100 en 1981. Dans les pays exportateurs de pétrole, la situation est évidemment tout à fait différente de celle qui prévaut dans les pays importateurs : en Egypte, par exemple, la consommation de produits pétroliers prend le tiers de la production quotidienne courante de 750 000 barils, ce qui réduit d'autant les recettes d'exportation. Le bas niveau des prix intérieurs des produits pétroliers constitue une très importante subvention à la consommation et est la cause du niveau élevé de celle-ci. Une hausse de 20 p. 100 de ces prix est l'une des conditions posées par le FMI pour le dernier accord standby. Une situation analogue existait au Nigéria où des prix intérieurs très bas ont conduit à une très forte consommation estimée couramment à 300 000 barils par jour, en augmentation de 10 p. 100 par an. Dans les pays importateurs de pétrole, la tendance générale a été de réduire la consommation de produits pétroliers, mais il y a eu quelques exceptions : au Maroc, par exemple, la consommation de produits pétroliers qui n'avait augmenté de 0,8 p. 100 en 1981 a progressé de 5,1 p. 100 en 1982. De même, en Côte d'Ivoire, la consommation de produits pétroliers a augmenté de 3,6 p. 100 en 1982 alors qu'elle avait brutalement baissé de 11,6 p. 100 en 1981. En revanche, pour le Sénégal, les données disponibles montrent que la consommation de pétrole n'a pas cessé de baisser depuis 1980, la consommation en 1982 étant de 4,5 p. 100 inférieure à celle de 1980. Au Niger, la consommation s'est réduite de 4,8 p. 100 en 1982 après avoir baissé de 1 p. 100 en 1981. La situation au Ghana au cours de 1982 et de 1983 a été particulièrement tendue, le pays éprouvant les plus grandes difficultés à obtenir les devises nécessaires au paiement de ses importations de pétrole. En Zambie, les importations de pétrole ont brutalement chuté de 21 p. 100 en 1982, n'atteignant plus que 592 500 tonnes, contre 761 900 tonnes en 1980. Les données concernant toute la région desservie par la Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest montrent que la consommation de produits pétroliers en 1982 a nettement baissé par rapport à 1981, bien que la baisse ait été beaucoup moins forte qu'au cours de cette dernière année (0,4 p. 100 contre 6,2 p. 100).

204. Un ajustement vers le haut des prix du pétrole a continué à être opéré dans la plupart des pays afin d'aligner les prix intérieurs à la consommation sur les prix internationaux et de contrôler la consommation. La réduction des prix obligatoires de l'OPEP n'a pas en fait allégé la lourde charge que représentaient les importations de pétrole : en 1982, la facture pétrolière a représenté 18 p. 100 de la valeur des importations des pays africains importateurs de pétrole, contre 2,8 p. 100 seulement en 1970. Les prix intérieurs des produits pétroliers ont encore comporté un élément considérable de subvention comme au Ghana où l'on a estimé en 1983 que la subvention aux prix du pétrole représentait 1,5 milliard de cédis, plus que la valeur des exportations totales de cacao. Le triplement des prix de détail du pétrole a constitué un pas en direction de la suppression de la subvention, le prix du pétrole (super) passant en 1983 à 35 cédis par gallon contre 12,3 cédis par gallon en 1982.

5. Situation du marché en 1982-1983

205. Le marché pétrolier se trouvait en situation de saturation tout au long de la période. Malgré la réduction des approvisionnements provoquée par le conflit irano-irakien, la pression sur les prix est restée constante et les cours du disponible, bons indicateurs du marché, ont fléchi continuellement; à la fin de 1983, le cours du disponible du léger arabe était de 15,3 p. 100 inférieur à celui de 1982. Au début de 1983, la demande s'est contractée si rapidement et les tensions ont été si fortes au sein de l'OPEP que cette organisation a dû ramener ses prix officiels à 29 dollars par baril et fixer de nouveaux contingents de production. Il y a eu des divergences en ce qui concerne le différentiel dont bénéficie le pétrole nigérien, sa qualité supérieure lui permettant d'obtenir un prix plus élevé que le prix de référence saoudien. On s'est interrogé au cours de l'année pour savoir si les contingentements fixés par l'OPEP étaient respectés mais à la fin de l'année on a pu se rendre compte qu'ils l'étaient plus ou moins et que la situation de l'offre et de la demande ne permettaient pas d'obtenir des prix plus élevés. Les exportateurs africains ont été très sérieusement touchés par la diminution de la demande, bien qu'à des degrés variables, le pays le plus affecté étant le Nigeria dont les recettes d'exportation de pétrole sont estimées ne s'élever qu'à 9 milliards de dollars seulement en 1983 contre 25,6 milliards en 1980. Par ailleurs, un pays comme l'Algérie qui a diversifié sa production en développant celle du gaz et qui s'est doté d'une forte capacité de raffinage a été beaucoup moins touché. Il s'est toutefois trouvé confronté à certains problèmes quant au prix de son gaz. Il a perdu le marché américain parce que les importateurs de ce pays ont estimé que le prix du gaz algérien était trop élevé; ce prix a été ramené en juillet 1983 à 3,98 dollars par million de BTU contre 4,45 dollars auparavant, conséquence directe de son rattachement aux prix du pétrole brut. Malgré cette baisse de prix, les recettes tirées du gaz algérien augmentent rapidement et devraient atteindre 3,5 milliards de dollars en 1984 contre 2,9 milliards en 1983.

6. Politiques et perspectives

206. Ce qui a surtout préoccupé les pays exportateurs de pétrole, c'est la situation sur le marché international, dans l'ensemble, ils n'ont guère pu influencer sur elle, mais l'OPEP a pris des mesures pour limiter la production et empêcher une nouvelle détérioration des prix et des recettes. Quoi qu'il en soit, la politique des pouvoirs publics dans la plupart des pays a consisté à encourager les économies de pétrole, sa substitution ou la création de ressources pétrolières nationales. La recherche de gisements pétroliers a donc continué à être le souci majeur des pouvoirs publics et, de fait, plusieurs découvertes importantes ont été faites. En janvier 1983, les réserves prouvées de pétrole africain ont été évaluées à 7,86 milliards de tonnes, contre 7,51 milliards en janvier 1982. On a toutefois enregistré des signes préoccupants d'un certain laisser-aller dans la prospection de pétrole, le nombre de forages en Afrique s'élevant en 1982 à 946 seulement contre 905 en 1981, alors qu'en Amérique latine le nombre de forages qui était de 3 614 est passé à 4 274. Les dispositions d'ordre fiscal sont données comme le principal élément déterminant de la réserve dont font preuve les compagnies pétrolières alors que les prix du brut baissent et que la rentabilité de certaines opérations diminue. Comme on l'a dit plus haut, il y a eu des efforts notables pour mettre en valeur d'autres

ressources énergétiques et tout d'abord l'hydro-électricité; pour celle-ci, la plupart des plans ont prévu des investissements plus importants. La mise en valeur de ressources énergétiques dite de substitution comme l'énergie solaire a aussi progressé mais les résultats concrets sont longs à se faire sentir. Dans certains pays, d'importants gisements de tourbe ou de gaz, par exemple de gaz méthane, ont été découverts, mais le rythme auquel ils sont exploités est désespérément lent.

D. INDUSTRIES EXTRACTIVES

1. Introduction

207. Le secteur des industries extractives a été profondément touché par la récession mondiale, la diminution de la demande de presque tous les minéraux ayant entraîné une baisse de la production et des recettes. En 1982 en particulier, les prix ont fortement baissé. L'indice des métaux de l'Economist a diminué de 13,6 p. 100 d'une année à l'autre.

208. Nombreux sont les pays africains qui sont fortement tributaires d'un ou deux produits. Ce ne sont donc pas simplement les entreprises individuelles qui se sont trouvées en danger mais, dans certains cas, les économies nationales dans leur ensemble. Des pays comme le Zaïre, la Zambie, la Mauritanie, le Libéria et le Niger ont été particulièrement touchés par le marasme qui a frappé l'industrie des minéraux.

2. Produits

a) Or

209. Le marché de l'or a subi de très fortes fluctuations des cours en 1982, ce qui a posé des problèmes aussi bien aux producteurs qu'aux consommateurs ainsi qu'aux opérateurs. La demande a été remarquablement forte au cours de la première moitié de l'année bien que les prix aient continué à baisser, déprimés par le peu d'entrain des investisseurs et par les ventes spéculatives à court terme. Les prix ont encore baissé à la fin juin.

210. En 1982, la production minière dans les pays africains en développement a augmenté et a atteint 45 tonnes contre 38,4 tonnes en 1981. L'ouverture de la mine de Rio Tinto et de la mine de Tiger Reef de Lonrho a donné une impulsion à la production du Zimbabwe. Au Ghana, la production d'Ashanti a progressé légèrement mais a été limitée par le problème de rentabilité, résultat de la surévaluation du cédé. Il est difficile de définir les niveaux de production d'autres parties de l'Afrique, mais on sait qu'au moins 15 tonnes d'or alluvial ont atteint les raffineries européennes au cours de l'année.

b) Cuivre

211. Si 1981 a été une année décevante pour le cuivre, 1982 a été une année encore plus mauvaise avec une forte baisse de la consommation, des prix encore plus bas, des pertes immenses pour les producteurs et, malgré d'importantes réductions de la production, des stocks volumineux. Bien qu'au cours de la première moitié de 1982 les prix du cuivre soient tombés à leur niveau le plus bas en termes réels depuis la deuxième guerre mondiale, les statistiques disponibles indiquent que l'offre et la demande se sont relativement bien équilibrées. Vers la fin de l'année, lorsque les prix ont enfin regagné du terrain, on s'est trouvé en présence de sérieux excédents et de stocks volumineux. L'influence des taux d'intérêt et les fluctuations d'un marché très spéculatif s'appuyant sur des données statistiques insuffisantes expliquent dans une certaine mesure ces contradictions.

212. L'année a été remarquable par la forte réduction de la production minière due à un marché pauvre et non rentable. La production totale des pays africains en développement a diminué de 3,7 p. 100 en 1982, celle de la Zambie a chuté de 10 p. 100 par suite de problèmes techniques, le Zaïre a maintenu la sienne mais aux prix de la constitution de stocks. Dans d'autres pays africains, la production s'est marginalement réduite mais la part de ces pays dans la production totale n'est pas très importante.

213. Malgré la réduction de la production minière, les stocks de concentrés, etc., ont augmenté au cours de l'année. La consommation de métaux raffinés dans les pays à économie de marché a été de plus de 7,5 p. 100 inférieure à celle de 1981 qui avait déjà été peu importante, atteignant ainsi son plus bas niveau depuis 1976.

c) Plomb

214. Les expéditions de batteries n'ayant pas repris en 1982, la demande de plomb a encore diminué dans les principales régions consommatrices du monde non socialiste. En revanche, la production de concentrés de plomb a progressé sensiblement pour atteindre son plus haut niveau depuis le record de 1973. 1982 a été une année relativement sans grèves, les mines limitant la production pour réduire les approvisionnements en concentrés. Bien que la production mondiale de métaux ait baissé de 3 p. 100, cette baisse n'a pas été suffisante pour compenser la diminution de la demande. Dans les pays africains en développement, la production minière est tombée de 150 000 tonnes à 138 000 tonnes tandis que la production de métaux a progressé de 52 000 tonnes à 59 000 tonnes.

Tableau IV.D.1

Production minière dans les pays africains en développement
(en milliers de tonnes sauf indications contraire)

	1980	1981	1982	1983
Or (tonnes)	33,2	38,4	44,6	...
dont Ghana	10,8	11,6	12,0	
Cuivre	1 146,0	1 187,0	1 143,0	1 141,4
Plomb	137,0	150,0	138,0	...
Zinc	133,0	143,0	168,0	175,6
Etain a/	5,7	4,7	4,1	...
Bauxite b/	14 210,0	13 700,0	950,0	...
Minerai de fer e/	34,0	35,4	30,7	...
Minerai de manganèse c/	2 366,0	1 640,0	400,0	...
Cobalt	17 300,0	13 699,0	8 250,0	...
Uranium (tonnes)	10 113,0	8 833,0	8 200,0	...
Phosphates d/	28 823,0	29 821,0	25 906,0	...
Diamants (carats)	25 100,0	22 700,0	24 800,0	...

Sources : Mining Annual Review, Mining Journal, 1983. World Metal Statistics, juin 1983; et monographies nationales.

a/ Niger et Zaïre

b/ Ghana, Guinée et Sierra Leone

c/ Gabon, Zaïre et Zambie

d/ Algérie, Maroc, Sénégal, Togo et République-Unie de Tanzanie

e/ Million de tonnes.

Tableau IV.D.2

Prix des minéraux
(en dollars des Etats-Unis)

		Unité	1980	1981	1982
Or	London fixing, matin	Tonne	613	460	376
Cuivre	London Metal Exchange, comptant	d°	183	1 742	1 421
Plomb	London Metal Exchange, comptant	d°	905	726	545
Zinc	London Metal Exchange, comptant	d°	760	846	744
Etain	London Metal Exchange, comptant	d°	16 782	14 157	12 826
Aluminium	Min. 99,5 p. 100	d°	1 967	1 813	1 785
Minerai de fer	Prix à l'exportation, Libéria	d°	238,4	207	250,6
Minerai de manganèse	Min. 48 p. 100+	d°	161	168	164
Cobalt	Shot 99,5 p. 100	Livre	25,0	15,3	8,2
Uranium	U3 O8	Livre	31,8	24,2	19,9
Phosphates	Florida land Pebble	Tonne	26	32	28
Diamants	Botswana	a/	0,0438	0,0407	...

Source : Mining Annual Review, Mining Journal, 1983.

Note : a/ Pula par carat.

215. Le prix du plomb a subi de fortes fluctuations au cours de ces dernières années, passant de 300 livres la tonne à 700 livres en 1979 puis baissant jusqu'à 500 livres en 1981. En 1982, avec la diminution de la demande, les prix ont atteint leur niveau le plus bas depuis 1976 et se sont situés au-dessous de 300 livres la tonne.

d) Zinc

216. Malgré la fermeture prolongée de nombreuses usines de zinc en 1982, en particulier en Amérique du Nord, et en dépit du doublement des exportations vers les pays socialistes, le marché du zinc se trouvait toujours en position excédentaire à la fin de l'année. La crise économique aux Etats-Unis a été pour beaucoup dans la diminution de la demande ainsi que dans la capacité excédentaire en Europe. Cette situation a contribué à faire baisser le prix du zinc. En outre, la meilleure disponibilité de concentrés a exercé une pression supplémentaire sur les prix.

217. Les approvisionnements relativement peu importants de concentrés de zinc en 1981 ont été l'un des principaux facteurs de la hausse du prix du zinc et non pas la pénurie des approvisionnements en métaux. L'offre de concentrés s'étant élargie en 1982 et la demande ayant fléchi, les prix du zinc ont baissé, reflétant une fois de plus l'équilibre entre l'offre et la demande de métaux plutôt que celles des concentrés.

218. Le cours mensuel moyen au comptant était tombé à 444 livres la tonne en décembre 1981 et à 434 livres en janvier 1982; il s'est ensuite renforcé et a atteint 445 livres en février avant de baisser progressivement jusqu'à 394 livres en juin. Une légère amélioration a été enregistrée entre juin et octobre, les prix atteignant 443 livres la tonne. Mais cette hausse paraît avoir été causée davantage par la hausse du prix de l'or, les fluctuations des monnaies et les intérêts spéculatifs suivant en général les taux d'intérêts, plutôt que par une augmentation de la consommation.

219. La production minière africaine a augmenté sensiblement et a atteint 168 000 tonnes contre 143 000 tonnes en 1981.

220. La consommation mondiale de zinc en 1982 s'est élevée à 4,1 millions de tonnes. Elle a été de 6 p. 100 inférieure à celle de 1981 en raison principalement d'une baisse de 17 p. 100 de la consommation aux Etats-Unis et d'une diminution moins importante en Europe. Au Japon, la consommation n'a pas varié. Les stocks de zinc chez les producteurs, après avoir atteint un sommet de 607 000 tonnes à la fin d'avril 1982, le plus haut niveau depuis 1977, sont tombés à 435 000 tonnes en octobre mais ont augmenté encore au cours des deux derniers mois de l'année pour atteindre 504 000 tonnes.

e) Minéral de fer

221. La production mondiale de minéral de fer a été en 1982 la plus basse depuis dix ans, la production de fer et d'acier ayant diminué pour la troisième année consécutive. La production mondiale a été estimée à 784 millions de tonnes, soit 9 p. 100 de moins qu'en 1981. Le commerce mondial a régressé d'environ 11 p. 100, atteignant 320 millions de tonnes, dont 275 millions de tonnes ont été transportés par mer. La production des pays en développement africains a suivi l'évolution mondiale et a baissé de 13,3 p. 100.

222. Malgré la situation des marchés de l'acier, la plupart des prix des minerais de fer ont augmenté en 1982. Par rapport aux prix de 1981, les hausses ont été de 10 p. 100 pour les ventes au Japon et de 5 à 15 p. 100 pour les ventes à l'Europe. Le prix des fines libériennes à l'Europe a augmenté de 22 p. 100.

223. Les exportations de minéral de fer du Libéria sont élevées au total à 16,4 millions de tonnes en 1982 soit environ 20 p. 100 de moins qu'en 1981. Les exportations de minéral de fer de la Mauritanie ont baissé de 7,6 millions de tonnes en 1982. La production de minéral de fer de la Sierra Leone a officiellement repris en décembre 1982 après avoir été arrêtée pendant sept ans, mais la production de l'année 1982-1983 ne s'est élevée qu'à 144 000 tonnes.

f) Manganèse

224. La récession s'étant poursuivie en 1982 dans l'industrie métallurgique, la production de minerai de manganèse a été plus faible qu'en 1981. La production du principal producteur africain, le Gabon, a diminué passant de 1 640 000 tonnes en 1981 à 1 400 000 tonnes en 1982.

225. On pensait généralement que 1982 ne pouvait pas être une plus mauvaise année que 1981 pour les producteurs de minerai de manganèse. Toutefois, après le premier semestre, on a dû se rendre compte que la situation commerciale générale se caractériserait par une nouvelle contraction de la production et par une plus grande pression sur les prix. En fait, les prix du manganèse ont été en moyenne de 2,4 p. 100 inférieurs à ceux de 1981.

g) Cobalt

226. L'année 1982 a été la seule au cours de laquelle le cobalt a atteint, en termes réels, le prix le plus bas jamais enregistré et celle aussi qui a vu pratiquement la fin du contrat producteur traditionnel fondé sur les "conditions des vendeurs" auquel sont substitués les achats au comptant aux conditions commerciales.

227. Les prix du marché libre ont baissé régulièrement au cours de l'année passant de 12,5 dollars des Etats-Unis par livre au prix le plus bas jamais enregistré de 3,75 dollars la livre en novembre 1982.

228. La production de cobalt en 1982 s'est trouvée alourdie par l'existence d'importants stocks chez les producteurs, d'une part, et des prix inacceptables pratiqués pour le nickel, d'autre part. Le Zaïre a réduit sa production à moins de 6 000 tonnes et la Zambie a travaillé à 70 p. 100 de sa capacité.

229. La baisse régulière des prix tout au long de 1982 a incité les consommateurs à retarder leurs achats jusqu'au tout dernier moment et à n'acheter que par petites quantités à la fois. Il n'y avait aucune stimulation pour les achats sur stocks, tout au moins jusqu'en novembre, date à laquelle les acheteurs ont estimé que les prix avaient atteint leur niveau le plus bas.

h) Uranium

230. La production a continué à dépasser la consommation d'environ 60 p. 100, amenant un gonflement des stocks d'environ 15 000 tonnes, ces stocks étant constitués principalement par les services de l'électricité. Les bénéfices de ces services ont diminué au cours de l'année, d'électricité s'étant réduite, tandis que les frais d'exploitation augmentaient. Nombre de ces services ont décidé de vendre leurs stocks d'uranium. Ces ventes ont été très agressives, ce qui a exercé de nouvelles pressions vers le bas sur le prix de l'uranium. La valeur d'échange du Nuexco s'élevait à 23 dollars des Etats-Unis la livre en janvier 1982 avant d'atteindre en août son niveau le plus faible à 17 dollars la livre, soit une baisse de 26 p. 100 en sept mois. Ce prix était le plus bas atteint dans l'année après une baisse continue de trois ans, alors qu'il était de 43,25 dollars au cours de la période allant de janvier à mai 1979, époque à laquelle les prix ont recommencé à augmenter. Les estimations de la consommation d'uranium pour 1982 indiquent que celle-ci a peu varié par rapport à 1981. Elle s'élève marginalement à plus de 31 000 tonnes.

231. La production d'uranium des pays à économie de marché en 1982 a été estimée à 39 700 tonnes, ce qui représente une diminution d'environ 3000 tonnes, soit 7 p. 100, par rapport en 1981. L'accroissement de la production en Australie et au Canada a été contrebalancé par des réductions de la production aux Etats-Unis, en Afrique du Sud et en Namibie. Dans ce dernier pays, la production, qui était de 3 970 tonnes en 1981, a baissé de 200 tonnes, soit 5 p. 100, en 1982 pour atteindre 3 770 tonnes. Au Niger, la production totale de concentrés a été estimée à 3 560 tonnes environ, comme en 1981. La production du Gabon, comme celle du Niger, a été la même qu'en 1981, s'élevant à un peu moins de 900 tonnes.

i) Phosphates

232. La demande mondiale totale de phosphates en 1982 est élevée à 124 millions de tonnes. Les producteurs ayant cherché à ramener leur production au niveau de la demande, la production mondiale a baissé de 10 p. 100, tombant à 125 millions de tonnes. Le Maroc a produit 17,1 millions de tonnes en 1982, dont 80 p. 100 ont été exportés sans traitement, la plus grande partie des autres 20 p. 100 étant exportés sous la forme d'acide phosphorique et d'engrais. La Tunisie, repoussée par la Jordanie à la sixième place des producteurs mondiaux, a entrepris un vaste programme d'expansion de sa capacité de production. Le Sénégal a été contraint en 1982 de ramener sa production bien au-dessous du niveau des ventes pour éviter le gonflement de ses stocks. Pour un autre important producteur africain, le Togo, l'année a été plutôt déprimée, la production demeurant inférieure à la capacité.

j) Diamants

233. En 1982, après un marché défavorable tout au long de 1981, la situation a commencé à s'améliorer à partir du milieu de l'année. Toutefois, les ventes ont baissé de 14,6 p. 100 par rapport à 1981 et se sont élevées à 1 257 millions de dollars.

234. Au Botswana, la production totale a augmenté pour atteindre 7,77 millions de carats (Mct) contre 4,96 Mct en 1981. En Namibie, la production a diminué de 19 p. 100, atteignant juste 1 Mct contre 1,25 Mct en 1981 et le tonnage traité diminué. En Angola, une fois encore la production officielle a diminué de 100 000 ct pour atteindre au total 1,3 Mct en 1982. En Sierra Leone, les exportations officielles de diamant ont baissé de 120 000 ct (1981 = 143 000 ct) et ont été évaluées à 24 millions de dollars contre 29 millions en 1981. La contrebande a constitué un important problème malgré les mesures prises par les pouvoirs publics pour la réduire.

3. Perspectives pour 1984

235. En 1983, les prix des minéraux ne se sont pas améliorés de manière sensible. L'indice des métaux de l'Economist, exprimé en dollars, qui avait augmenté en avril, a commencé à baisser par la suite et, le 17 janvier 1984, il avait régressé de 8,4 p. 100 par rapport à la situation de l'année précédente. Ces baisses ont été la conséquence de la faible demande persistante de minéraux dans les pays industrialisés. La consommation d'acier en particulier a continué à baisser et des

réductions de la capacité ont continué à être opérées aux Etats-Unis et en Europe qui se trouvaient en outre soumis à de très fortes pressions concurrentielles de la part de pays en développement producteurs d'acier comme la Corée du Sud et le Brésil. Toutefois, certains pays africains exportateurs, en particulier la Mauritanie, ont enregistré des améliorations par rapport en 1982 : les exportations de minerai de fer de la Mauritanie ont atteint 6 millions de tonnes dans les neuf premiers mois de l'année, ce qui équivaut à des exportations de 8 millions de tonnes sur la base de l'année. Toutefois, la situation dans l'ensemble défavorable du marché a pesé lourdement sur les autres pays africains et a été un élément essentiel dans la décision de retarder des projets comme ceux de Nimba et de Simaddou en Guinée. Mais le marché a été favorable ou partiellement favorable en ce qui concerne certains minéraux, en particulier le cuivre et l'aluminium. Les prix du cuivre ont augmenté sensiblement au cours des deux premiers trimestres de l'année : de 800 livres la tonne à la fin de 1982, ils sont passés à 1150 livres la tonne en avril-mai, mais ont de nouveau baissé pour atteindre 1000 livres la tonne à la fin de l'année. Par ailleurs, la situation de l'uranium a été difficile en raison des réductions continues apportées au programme nucléaire américain. Les prix des phosphates, s'ils ont été inférieurs à ceux de 1982, sont restés plus ou moins stables tout au long de l'année. Le marché de diamant a enregistré une reprise, ce qui fait que le Botswana a accru ses exportations de 73,7 p. 100 après les avoir doublées en 1982.

236. Les perspectives des industries extractives pour 1984 paraissent indiquer que la production et les prix s'amélioreront sensiblement. Etant donné cependant que la demande est tributaire des économies des pays de l'OCDE, la reprise ne sera pas très forte ni très vive car selon les estimations les économies des pays de l'OCDE n'enregistreront qu'une croissance inférieure à 3 p. 100 en 1984. De plus, pour certains minéraux, les conditions du marché seront difficiles, notamment pour les minerais de fer, en raison des changements techniques intervenus dans l'industrie de l'acier et vraisemblablement d'une faible demande; ce sera aussi le cas pour le cuivre dont il existe des stocks considérables : à la fin d'octobre 1983, ces stocks s'élevaient à 461,125 tonnes et les prix ne devraient augmenter que de 75 à 76 cents à la livre en 1984. Pour l'uranium, si les perspectives à long terme sont bonnes, les perspectives immédiates sont très peu favorables : la production totale dans les pays à économie de marché a baissé de 8 p. 100 en 1983 après avoir diminué du même pourcentage en 1982 et on n'enregistre aucun signe de reprise du programme d'énergie nucléaire des Etats-Unis.

E. TRANSPORT ET COMMUNICATIONS

1. Introduction

237. La situation des transports et des communications dans les pays en développement africains a été examinée en profondeur dans les trois études précédentes. 5/ On y avait passé en revue l'évolution de ce secteur et aussi le programme de la Décennie des transports et des communications qui a apporté une méthode d'approche globale régionale et intégrée au développement des transports et des communications en Afrique depuis 1978. Aucun changement fondamental n'est venu depuis lors modifier l'analyse générale alors faite. Les infrastructures et les services de transports et de communications dans l'ensemble de l'Afrique sont en grande partie sous-développés, ce qui signifie qu'ils sont de mauvaise qualité et inefficaces.

238. Ce sous-développement des services se reflète dans la densité moyenne des voies de communication pour l'ensemble de la région qui n'est que de 0,05 km par km²; la densité des véhicules à moteurs est de 9,2 pour 1000 habitants; le nombre de véhicules de voyageurs et de véhicules commerciaux de l'Afrique ne représente que 1,3 et 3,17 p. 100 du total mondial; la part de l'Afrique dans le tonnage de la flotte marchande mondiale s'élève à 1,3 p. 100, dans le fret aérien mondial à 3,2 p. 100 et dans le trafic aérien mondial de voyageurs à seulement 5 p. 100.

239. Dans le cadre de la Décennie des Nations Unies des transports et des communications en Afrique, les gouvernements africains ont mis leurs efforts en commun pour développer, coordonner et améliorer les infrastructures et les services de transports et de communications par : a) la promotion et le développement d'infrastructures intégrées; b) la formulation et l'application de réglementations uniformes et harmonisées sur une base régionale et sous-régionale; c) la réduction et la facilitation des procédures afin de permettre l'accès aux pays sans littoral et aux régions isolées et de rendre plus rapides les mouvements de personnes et de biens entre les pays africains en général; d) la promotion du développement des industries de transports et de communications en Afrique.

5/ "Etude des conditions économiques et sociales en Afrique, 1979-1980" (E/CN.14/802), "Etude des conditions économiques et sociales en Afrique, 1980-1981" (E/ECA/CM.8/17), et "Etude des conditions économiques et sociales en Afrique, 1981-1982" (E/ECA/CM.9/5).

2. Aperçu du développement des transports en 1982-1983

240. Compte tenu de la stagnation économique générale en Afrique au cours de la période considérée, il est bien évident que la valeur ajoutée par les services de transports et de communications au PIB n'a pas pu varier et que la part de ce secteur dans le PIB n'a pas pu augmenter.

241. A l'exception des sous-secteurs des chemins de fer et des transports aériens auxquels des données sont disponibles tout les ans, on manque de données actualisées comparables en ce qui concerne les autres sous-secteurs (routes, transports maritimes, ports, etc.) et on ne peut donc pas étudier les courants annuels du trafic ainsi que l'évolution des facteurs qui influent sur eux. On remarquera cependant que dans l'ensemble de la région, le transport routier joue un rôle de plus en plus grand et on sait qu'il prend aux autres modes traditionnels de transport comme les transports maritimes, le cabotage et les transports ferroviaires, une part de plus en plus grande du transport des marchandises légères. Bien que la variation annuelle spécifique ne puisse pas être indiquée avec précision, on ne peut pas se tromper sur les tendances générales : le transport routier joue un rôle de plus en plus grand dans les activités régionales de transport. Cette évolution est due surtout à la construction et à l'amélioration des liaisons routières nationales et internationales et à l'adoption par la plupart des pays africains de politiques favorisant le commerce intra-africain.

242. Pour le transport par chemin de fer, on ne perçoit aucun changement notable de la tendance qui ne paraît pas devoir se modifier dans l'avenir l'accent étant surtout mis sur l'amélioration du réseau ferroviaire et l'achat de locomotives et de matériel roulant modernes; il n'est pas prévu de construire de nouvelles voies ou d'étendre les voies existantes; même s'il y a accroissement du trafic, l'efficacité des autres modes de transport se sera améliorée, ce qui fait qu'ils continueront à concurrencer les chemins de fer.

243. Dans le sous-secteur des transports maritimes, aucun changement n'est intervenu dans les tendances ou dans les facteurs qui ont influé sur la situation antérieure. La part des transports maritimes internationaux de l'Afrique, tant en ce qui concerne le tonnage brut détenu par des pays africains que la part du trafic maritime africain par rapport au trafic mondial, a diminué. Quelques uns des facteurs qui sont à l'origine de cette diminution sont la domination monopolistique des transports maritimes par les conférences maritimes étrangères, l'insuffisance de la capacité des pays africains, les problèmes d'exploitation et de gestion, l'absence de coordination entre les compagnies africaines, etc. Il faudra du temps pour que des solutions rationnelles soient apportées à ces problèmes, et l'évolution ne se fera donc que progressivement.

a) Transports par chemin de fer

244. Les seuls changements intervenus dans la situation générale des transports par chemin de fer au cours de la période considérée sont les suivants :

- a) la Jamahiriya arabe libyenne envisage de construire une voie de 1 000 km qui se prolongera jusqu'à sa région méridionale riche en minéraux et qui la reliera au réseau maghrébin existant;
- b) le Burundi et le Rwanda étudient les possibilités qu'offrirait la construction d'un réseau ferroviaire qui les relierait au littoral; et
- c) le Niger envisage de prolonger sa ligne de chemin de fer jusqu'à une région riche en gisement minéraux.

Tableau IV. E.1

Trafic mensuel moyen en million de tonne-kilomètres (t-km)
et voyageur-kilomètres (v-km)

	Unité	1980	1981	1982
Algérie	t-km	205	224	229
	v-km	172	178 149	
Botswana	t-km	142	96	98 a/
	v-km	-	-	-
Congo	t-km	45	45	46 a/
	v-km	28	30	32 a/
Madagascar	t-km	19	15	18 a/
	v-km	23	24 a/	24 a/
Malawi	t-km	20	19	18 a/
	v-km	7	7	7 a/
Maroc	t-km	324	328 a/	330 a/
RAN	t-km	7	6 a/	66 a/
(Abidjan-Niger)	v-km	22	25	26
Tunisie	t-km	143	143	140 a/
	v-km	72	84	80 a/
OCBN	t-km	15	13	14 a/

Pays	Unité	1980	1981	1982
(Bénin-Niger)	v-km	-	-	-
Soudan <u>b/</u>	t-km	167	133	133
	v-km	88	98	96
République du Cameroun	t-km	48	56	65
	v-km	19	23	25
Zimbabwe <u>b/</u>	t-km	572	551	522

Source : Bulletin mensuel de statistiques et rapports annuels des chemins de fer.

a/ Estimations du secrétariat de la CEA

b/ Y compris le trafic de service.

245. Les principaux problèmes techniques et autres auxquels les chemins de fer africains sont confrontés, comme par exemple le manque de techniciens et de cadres qualifiés et expérimentés, la pénurie de locomotives et de matériel roulant modernes, les insuffisances des spécifications techniques, la faiblesse de la vitesse moyenne, etc. restent en grande partie sans solution.

246. Le trafic ferroviaire (voir le tableau IV. E.1) a stagné au cours de la période et les perspectives de voir les transports ferroviaires accroître dans l'avenir leur part dans le trafic total ne sont pas particulièrement encourageantes compte tenu de la concurrence des transports routiers et du fait que la vitesse est un facteur important dans le choix du mode de transport d'un grand nombre de marchandises.

b) Transports routiers

247. Dans le sous-secteur routier et des transports routiers, aucun changement important n'est intervenu en ce qui concerne la longueur totale des routes ou le nombre des véhicules roulant dans la région. Pour les objectifs, la priorité va à la construction de routes et une impulsion plus forte est donnée à l'entretien des routes existantes. Au cours de la période considérée, des projets de construction d'environ 6 000 km de routes étaient en cours dans les pays suivants : Botswana, Burundi, Algérie, République du Cameroun, Congo, Ethiopie, Gabon, Haute-Volta, Côte d'Ivoire, Jamahiriya arabe libyenne, Maroc, Nigéria, Ouganda, Rwanda, Somalie et Togo.

248. Les routes transafricaines ont continué à recevoir l'attention des pouvoirs publics et les travaux de mise au point d'un plan directeur des transports africains ont été accélérés.

c) Transports maritimes

249. Depuis 1960, d'importants changements ont été apportés à la plupart des ports africains - de nouveaux ports ont été construits et d'autres ont été agrandis et/ou modifiés. L'Afrique possède actuellement plus de 100 ports grands et petits dont 50 sont des ports internationaux dotés de plus de 210 postes à quai pour les navires hauturiers alors qu'il n'y en avait qu'une centaine il y a vingt ans.

250. S'il n'y a pas eu de modification notable des infrastructures portuaires au cours de la période considérée (1982-1983), il n'y a pas eu non plus de grands progrès dans la solution des grands problèmes des ports africains en général, notamment en ce qui concerne la pénurie de main-d'oeuvre, l'obsolescence et l'inadéquation du matériel de manutention, la structure d'exploitation lourde et inappropriée, l'existence de zone d'entreposage et de stockage inadéquates, les limitations dues à la sécheresse, les problèmes de main-d'oeuvre, les barèmes mal calculés, les statistiques non fiables et incomplètes, l'incapacité à suivre les progrès technologiques, l'insuffisance des services de transports et de liaisons dans les ports.

251. Il résulte de ce qui précède que la productivité dans la plupart des ports africains reste relativement faible par rapport à d'autres régions en développement du monde.

d) Transports aériens

252. L'infrastructure des transports aériens africains en 1982 ne s'est pas modifiée par rapport à 1981, la construction d'une nouvelle infrastructure de transports aériens demandant beaucoup de temps. La plupart des projets de rénovation d'extension et de modernisation qui ont été lancés et signalés dans les études de 1981 et de 1982 sont toujours en cours. D'autres projets concernant l'infrastructure et portant sur les cinq prochaines années ont été lancés au cours de la période considérée. Ces projets, qui portent pour la plupart sur la construction d'aéroports dans certains pays africains, sont les suivants : Gabon - aéroport de Libreville II; Malawi - aéroports de Mzuzu et de Manlay Bay; Soudan - nouvel aéroport international à Khartoum, construction de l'aéroport de Nyala et modernisation de l'aéroport de El Obeid; Maroc - nouveaux aéroports à Nador et Agadir; Algérie - aéroport de Djamet, etc.

253. Le coût total de ces projets, y compris celui des projets de modernisation et d'extension et celui des achats d'équipements destinés à répondre aux normes internationales, s'élève à plus de 700 millions de dollars.

254. Le nombre total d'appareils commerciaux en service appartenant aux Etats membres de l'OACI, organisation dont la plupart des pays africains font partie, est passé de 7 616 en 1973 à 8 950 en 1982, soit un accroissement de 18 p. 100.

255. Le rythme des commandes de nouveaux appareils est fortement influencé par la demande croissante de services de transports aériens et par l'augmentation des bénéfices des compagnies aériennes. Par exemple, 182 nouveaux appareils seulement ont été commandés en 1975 mais 226 en 1982. Cette année-là, la plupart des compagnies africaines avaient de sérieuses difficultés financières et elles se sont trouvées dans l'incapacité de modifier sensiblement la composition de leurs flottes par de nouvelles acquisitions. Cependant, quelques compagnies, comme Royal Air Maroc et Ethiopian Airlines, ont pris livraison d'une partie de leurs commandes de nouveaux appareils, mais cela n'a pas eu d'influence notable sur l'offre.

256. En 1982, les compagnies aériennes des Etats membres de l'OACI ont vu leur trafic total atteindre 138,200 millions de km-t sur leurs lignes régulières nationales et internationales, soit une progression de 2,4 p. 100 par rapport à 1981. On a estimé que le trafic de voyageurs a augmenté de 2,4 p. 100, celui du fret de 11 p. 100 et celui du courrier de 1,8 p. 100. La part des compagnies africaines dans le total des kilomètres-tonne de 1982 est évaluée à 3 p. 100 contre 2,1 p. 100 en 1973. Au cours des 20 ans qui se sont écoulées entre 1963 et 1982, le trafic aérien a augmenté dans toutes les parties du monde y compris l'Afrique.

257. La répartition du trafic entre les différentes régions du monde pour la période 1973 à 1982 s'est sensiblement modifiée parce que la part des compagnies nord-américaines s'est réduite de près d'un tiers (de 26,6 p. 100 à 18,8 p. 100), tandis que celle des compagnies africaines a augmenté, passant de 3,8 à 4,8 p. 100.

258. Entre 1981 et 1982, les variations du trafic en pourcentage ont été très différentes. En ce qui concerne le nombre total de kilomètres-tonne des compagnies aériennes sur leurs vols internationaux, l'augmentation la plus forte, soit 9 p. 100, a été enregistrée par les compagnies aériennes d'Asie et du Pacifique, suivies par les compagnies aériennes africaines avec 7 p. 100, les compagnies du Moyen-Orient avec 4 p. 100 et les compagnies européennes avec 2 p. 100.

259. Pour ce qui est du nombre de kilomètres-tonne de fret international transportés, l'augmentation annuelle la plus forte, soit 14 p. 100, a été enregistrée par les compagnies africaines, suivies par les compagnies d'Asie et du Pacifique avec 11 p. 100, les compagnies nord-américaines avec 4 p. 100, les compagnies d'Amérique latine et des Caraïbes avec 3 p. 100. Les compagnies africaines ont enregistré un facteur de charge moyen de 50 p. 100.

260. En ce qui concerne les politiques des transports aériens en 1982, un certain nombre d'accords et d'arrangements de coopération sont intervenus dans plusieurs domaines, par exemple :

- i) Entretien - un accord a été conclu entre Ethiopian Airlines et les compagnies suivantes : Kenya airways, Sudan Airways et Zambia Airways;
- ii) Opérations commerciales - Ethiopian Airlines et Air Afrique;
- iii) Tarifs - réunion expérimentale de la Conférence sur les tarifs aériens africains dont les objectifs sont les suivants :
 - a) étudier et prendre des décisions sur toutes les questions relatives aux tarifs des services aériens réguliers;
 - b) analyser, formuler des recommandations et coordonner toutes les questions relatives aux tarifs des services aériens non réguliers;
 - c) servir d'organisme de négociation pour toutes les questions relatives aux tarifs des services de transport aérien.

3. Communications

261. Au cours de la période considérée, des progrès constants ont été accomplis dans le sous-secteur des télécommunications, en particulier dans la mise en oeuvre du programme du réseau panafricain de télécommunications (PANAFTEL) qui a été lancé il y a une dizaine d'années et qui était destiné à améliorer et à développer les services de télécommunications et leur infrastructure dans la région.

262. Compte tenu de la complexité et de la longueur de ce programme, ce qui s'est fait sur une période d'une année ne peut pas être mesuré avec précision. Néanmoins, des progrès considérables ont été réalisés dans la sous-région de l'Afrique de l'Ouest grâce à l'appui politique et financier de la Communauté des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO); la plupart des liaisons étaient en cours de construction ou achevées, ce qui a nettement amélioré les services dans la sous-région. De bons progrès ont aussi été réalisés dans les sous-régions de l'Afrique du Nord et de l'Afrique de l'Est où la plupart des réseaux ont été installés et sont devenus opérationnels au cours de la période considérée. Mais c'est principalement dans la sous-région de l'Afrique centrale qu'aucun progrès n'a été enregistré en raison de retards très importants échappant au contrôle du secteur.

263. Quarante et un pays africains ont continué à compléter leur réseau PANAFTTEL en exploitant des stations terrestres A et B de communications du système de l'Organisation internationale des télécommunications par satellites (INTELSAT); les satellites utilisés sont les satellites géostationnaires des régions de l'Océan atlantique et de l'Océan indien. Un certain nombre de ces pays ont aussi utilisé, en la prenant à bail, la capacité marginale des satellites INTELSAT afin de répondre à leurs besoins de communications internes.

264. Bien qu'un grand nombre de pays africains exploitant les stations terrestres du système INTELSAT utilisent de plus en plus les satellites, les communications entre pays africains ne se sont ni améliorées ni développées faute de coordination entre les pays d'une part, et entre les pays africains et INTELSAT, d'autre part. On n'a que très peu utilisé le réseau PANAFTTEL en raison de difficultés d'exploitation, du mauvais entretien, de la faible demande de la part des usagers, de l'absence d'accords d'exploitation, du manque de main-d'oeuvre qualifiée, de la pénurie de pièces détachées et d'une gestion insuffisante.

265. Le problème de la formation de la main-d'oeuvre dans le domaine des télécommunications qui avait été examinée par la CEA en 1972 n'a guère évolué alors que le programme de la Décennie entre, dix ans plus tard, dans sa seconde phase. Selon l'étude de 1973, l'Afrique a investi environ 80 millions de dollars par an dans les télécommunications, mais n'a pas réussi au cours de cette période à déployer des efforts similaires pour la formation du personnel. Seules 40 p. 100 des organisations nationales de télécommunications possèdent des centres de formation professionnelle ou des instituts nationaux de formation aux techniques des communications. Les instituts sous-régionaux dont la vocation est de dispenser une formation à un niveau intermédiaire et une certaine formation supérieure souffrent de l'inadéquation de la capacité et des moyens, du manque de personnel ou

d'instructeurs possédant une formation suffisante. Les ingénieurs ne constituent que 3 à 4 p. 100 du personnel technique des organisations nationales de télécommunications. Les ingénieurs principaux et les cadres représentaient 7 p. 100 de l'ensemble du personnel contre 12 p. 100 dans les pays en développement d'autres régions du monde. Pratiquement, il y a pénurie de personnel pour la planification, la construction, l'entretien, l'exploitation et la formation; il faudrait en outre que les techniciens puissent se recycler pour se tenir à jour de l'évolution technologique dans les communications. Cette situation n'a pas beaucoup évolué depuis 1973 et constitue l'un des grands problèmes que le programme de la Décennie visait à résoudre.

266. Malgré certains progrès réalisés dans le développement du secteur des communications, c'est-à-dire dans les systèmes de télécommunications, de radio-diffusion et de communications postales, la région se trouve sérieusement en retard par rapport aux normes mondiales pour ce qui est de l'attribution de crédits destinés aux infrastructures de communications. Les moyens de communications sont très insuffisants comparés à d'autres régions du monde en développement. Avec 10 p. 100 de la population mondiale, l'Afrique ne représente que 0,4 p. 100 du nombre total de téléphones dans le monde (voir le tableau IV. E.2). Proportionnellement à la population, le nombre de téléphones est d'environ 0,76 p. 100 en Afrique, alors qu'il est de 6 p. 100 en Amérique latine. La pénétration de la radiodiffusion en Afrique continue à se situer en-dessous du niveau mondial. Bien que la région africaine représente 23 p. 100 de la superficie terrestre du monde, elle n'accueille que 3 p. 100 seulement des émetteurs de télévision et de radio-diffusion du monde. Le nombre de récepteurs radio pour 1 000 habitants en Afrique ne représente que le cinquième de la moyenne mondiale tandis que le nombre de postes de télévision, qui est de 7 p. 1000 habitants, ne peut que se comparer défavorablement avec la moyenne mondiale qui est de 123. Enfin, l'existence de mauvaises routes et de routes inadéquates et l'insuffisance de la coordination entre les sous-régions, ainsi que l'existence de moyens insuffisants rend le réseau postal africain fragmenté et souvent non fiable.

267. Pour atteindre l'objectif d'un téléphone pour 100 habitant prévu par le programme de la Décennie des Nations Unies des transports et des communications en Afrique, il faudrait que le taux de croissance composé moyen du nombre de téléphones soit de 6,6 p. 100 pour le reste de la période (1984-1988). Si l'on part de l'hypothèse que l'Afrique du Nord maintiendra son taux de croissance actuel de 5,4 p. 100, les pays africains du sud du Sahara devront parvenir à un taux de croissance de 7,5 p. 100 (deux fois le taux actuel) pour arriver au taux de croissance composé de 6,6 p. 100. A ce taux de 7,5 p. 100, les pays africains du sud du Sahara auront une moyenne de 0,69 téléphone p. 1000 habitants à la fin de la Décennie. Si l'on tient cependant compte des résultats obtenus par ces pays lors de la mise en

oeuvre de la première phase de programme et de l'absence de toute indication nette d'amélioration pour le reste de la période de la Décennie, il serait peu réaliste d'imaginer que le taux de croissance doublera au cours de la seconde phase. En supposant que le taux de croissance des pays africains progressera et passera de 3,6 p. 100 à 5,4 p. 100 - soit un accroissement de 50 p. 100 - et que l'Afrique du Nord enregistrera une légère progression de 5,4 à 6 p. 100, on pourrait avoir un taux de croissance composé de 5,7 p. 100, ce qui donnerait 0,94 téléphone pour 1000 habitants pour l'ensemble de l'Afrique à la fin de la Décennie. Avec de telles hypothèses, les pays africains du sud du Sahara pourraient être encouragés au cours de la seconde phase à chercher à atteindre un taux de croissance de 5,4 p. 100.

Tableau IV. E.2

Densité des postes de téléphone et revenu national

Région	Postes de téléphone pour 100 habitants en 1981	PNB en 1979 (milliards de dollars E.U.)
Amérique du Nord	84.0	2 600
Europe	24.0	4 610
Asie	3.1	1 880
Afrique	1.1	320
Amérique latine	6.0	580

Source : American Telephone and Telegraph Corporation,
The World's Telephones, juillet 1982.

V. BUDGETS, MONNAIES, PRIX ET FINANCES : EVOLUTION

Introduction

268. La période 1982-1983 a été caractérisée dans la région africaine par la prudence exercée en matière de dépenses publiques et par l'austérité. Les déficits budgétaires ont été généralement réduits par une diminution des dépenses. Les pays ont eu recours aux emprunts bancaires, mais dans une mesure limitée. La masse monétaire a augmenté mais à un rythme réduit. Il en a été de même en ce qui concerne les prix.

A. Evolution des budgets

269. En 1982, en raison des mauvais résultats de l'économie africaine en général - la plupart des entreprises travaillant au dessous de leur capacité, les recettes d'exportation des produits de base et la demande d'importation diminuant ou en stagnation, la consommation de biens produits localement et assujettis à des droits de consommation se contractant - la base fiscale s'est trouvée sensiblement érodée. Les impôts indirects, en particulier les taxes frappant le commerce international qui sont la plus importante composante des recettes régulières des pouvoirs publics (en moyenne 30 p. 100 des recettes courantes en 1982 et 35 p. 100 en 1983), ont fortement diminué, provoquant par conséquent la réduction des recettes globales. Le taux moyen pondéré des recettes courantes par rapport au PIB a fortement baissé, passant de 31 p. 100 en 1981 à 24 p. 100 en 1982. En 1983, les prévisions de recettes de la plupart des pays africains étaient fondées sur l'espérance d'une forte reprise de la demande internationale et des prix des exportations de produits de base. Le taux moyen des recettes budgétisées par rapport au PIB escompté s'est par conséquent situé à 37 p. 100 en 1983. Le taux moyen des recettes courantes par rapport au PIB a été fortement influencé par les taux relativement élevés enregistrés dans des pays comme l'Algérie, le Gabon, le Botswana et le Lesotho. L'Algérie a pu surmonter les effets de la crise pétrolière mondiale sur ses résultats d'exportation en développant ses exportations de gaz et de condensats de pétrole. Le secteur des exportations non pétrolières relativement diversifié du Gabon devait bénéficier de la hausse des prix. Au Botswana, bien que le marché du diamant soit resté déprimé, on escomptait que l'augmentation des recettes provenant de l'accroissement de la production minérale et de la création de nouvelles sources de revenus viendrait gonfler les recettes totales. Au Lesotho, on escomptait qu'une grande partie de l'accroissement de 25 p. 100 des recettes budgétaires par rapport aux recettes de 1982-1983 proviendrait de l'accroissement des recettes douanières tirées de l'augmentation rapide des importations au cours de 1981-1982 et de l'introduction d'un impôt sur les ventes.

270. Dans certains autres pays, des mesures rigoureuses ont été prises en 1983 visant à créer des recettes. Ainsi, en Zambie, ce sont les impôts indirects qui seront la source des nouvelles recettes. L'assiette de l'impôt sur les ventes a été élargie à de nombreux autres produits jusqu'à présent exemptés. En Ouganda, de nouvelles mesures ont été prises pour simplifier et améliorer la structure et l'élasticité du système fiscal. Par exemple, les droits d'importation, reposant sur des taux spécifiques ont été transformés en droits ad valorem et on a rationalisé les différents taux. Les taux des taxes frappant les importations et la production intérieure ont été uniformisés et tous les taux particuliers des impôts sur les ventes ont été convertis en taux ad valorem. La Tanzanie a lancé une campagne de lutte contre les fraudeurs.

Tableau V.A.1

Evolution des principaux indicateurs budgétaires
des pays africains en développement,
1980 et 1981
(en pourcentage)

	1980		1981	
	Moyenne pondérée a/	Valeur médiane b/	Moyenne pondérée a/	Valeur médiane b/
Recettes courantes/PIB	27	24	31	27
Impôts indirects/recettes courantes	36	37	50	55
Taxes sur le commerce international/ recettes courantes	35	35	42	34
Dépenses totales/PIB	22	33	33	35
Dépenses courantes/PIB	19	23	19	26
Dépenses en capital/PIB	11	10	15	10
Dépenses courantes pour l'enseignement/ dépenses courantes	12	19	20	21
Dépenses courantes pour l'agriculture/ dépenses courantes	2	2	3	3
Dépenses courantes pour les transports et les communications/dépenses courantes	3	3	5	3
Dépenses pour la santé/dépenses courantes	5	5	8	5
Déficit global/PIB	1	5	6	8

Source : secrétariat de la CEA.

a/ Les rapports pour l'ensemble de l'Afrique sont les moyennes des rapports nationaux pondérés par le PIB aux prix courant du marché.

b/ La médiane est la valeur représentée par le pays "médian", c'est-à-dire que la moitié de tous les pays du groupe ont des rapports plus élevés et l'autre moitié des rapports moins élevés.

Tableau V.A.2

Evolution des principaux indicateurs budgétaires
des pays africains en développement, 1982 et 1983 a/
(en pourcentage)

	1982		1983	
	Moyenne pondérée ^{b/}	Valeur médiane ^{c/}	Moyenne pondérée	Valeur médiane
Recettes courantes/PIB	24	27	37	26
Impôts indirects/Recettes courantes	46	48	52	51
Taxes sur le commerce international/ Recettes courantes	29	30	36	35
Dépenses totales/PIB	36	36	44	50
Dépenses courantes/PIB	21	28	27	28
Dépenses en capital/PIB	15	12	20	14
Dépenses courantes pour l'éducation/ Dépenses courantes	20	18	18	16
Dépenses courantes pour l'agriculture/ Dépenses courantes	2	2	4	4
Dépenses courantes pour les transports et les communications/Dépenses courantes	5	3	2	3
Dépenses pour la santé/Dépenses courantes	9	5	0	6
Déficit global/PIB	11	11	9	9

Source : secrétariat de la CEA.

Notes :

a/ D'après les prévisions budgétaires.

b/ Les rapports pour l'ensemble de l'Afrique sont les moyennes des rapports nationaux pondérées par le PIB aux prix courants du marché.

c/ La médiane est la valeur représentée par le pays "médian", c'est-à-dire que la moitié de tous les pays du groupe ont des rapports plus élevés et l'autre moitié des rapports moins élevés.

271. Les dépenses publiques totales ont continué à augmenter régulièrement comme au cours des années précédentes, avec un taux d'accroissement généralement supérieur à celui du PIB monétaire. Le taux pondéré moyen des dépenses totales par rapport au PIB a été de 44 p. 100 en 1983, contre 36 p. 100 en 1982. La progression des dépenses a été comme toujours plus rapide pour les dépenses courantes que pour les dépenses en capital; la part moyenne des dépenses courantes par rapport au PIB est passée de 21 p. 100 en 1982 à 27 p. 100 en 1983 et celle des dépenses en capital de 15 p. 100 en 1982 à 20 p. 100 en 1983.

272. Les gouvernements africains ont continué à se trouver confrontés à diverses pressions politiques et sociales rendant difficile la réduction des dépenses courantes. De plus en plus, les services sociaux sont fournis aux couches défavorisées de la population à un coût inférieur à leur prix de revient. De nombreux produits alimentaires doivent être fortement subventionnés pour les rendre accessibles aux consommateurs. Les entreprises publiques travaillant à perte et ont généralement besoin des subventions publiques. La charge du service annuel de la dette est devenue de plus en plus lourde. En outre, la population continue sans cesse à réclamer la création d'emplois publics et des augmentations de salaire.

273. L'accroissement des dépenses courantes aurait cependant été plus grand si les contraintes imposées par les recettes et les risques suscités par la persistance des déséquilibres intérieurs et extérieurs n'avaient obligé les gouvernements à prendre des mesures pour contenir la progression des dépenses. En 1983, la mesure la plus ordinaire a consisté à réduire les dépenses de voyages, à contrôler plus strictement les dépenses des différents ministères et à geler le recrutement des fonctionnaires. Le niveau des subventions a aussi été réduit dans certains pays en fonction des ressources disponibles. Des politiques des prix plus cohérentes et plus réalistes concernant les produits et les services fournis aussi bien par le secteur public que par le secteur privé sont entrain d'être adoptés.

274. Le tableau V.A.1. montre la part relative moyenne des dépenses ordinaires totales consacrées à l'enseignement, à l'agriculture, à la santé et aux transports et communications pour l'ensemble de la région. La part de l'enseignement dans les dépenses courantes est restée relativement stable ces dernières années, se situant aux environs de 20 p. 100, les parts les plus élevées étant enregistrées dans la Jamahiriya arabe libyenne, le Swaziland, la Côte d'Ivoire, l'Algérie et le Zimbabwe. La part des dépenses consacrées à l'agriculture est restée relativement faible. Une diminution de 1 p. 100 a été enregistrée pour ce secteur en 1982 mais en 1983 la proportion budgétisée a doublée pour atteindre 4 p. 100. La valeur médiane de la part des dépenses courantes consacrées aux transports et aux communications est restée inchangée à 3 p. 100 depuis 1980.

275. L'un des problèmes les plus critiques qui se sont posés ces dernières années en matière d'opérations budgétaires a été celui des volumes des programmes d'équipement en capital. Les difficultés rencontrées pour accroître de manière sensible les recettes publiques ont fait que les crédits locaux disponibles pour les dépenses d'équipement se sont trouvés réduits. Cette réduction est intervenue au moment où les crédits d'investissement extérieurs étaient aussi rares. Cette situation a des implications inquiétantes en ce qui concerne la capacité des pays africains à réaliser la restructuration nécessaire des économies et à parvenir à long terme à des niveaux satisfaisants de croissance économique.

276. Le déficit budgétaire global est resté important ces dernières années. En 1983, on a enregistré une diminution de la proportion du déficit projeté par rapport au PIB, conséquence des mesures prises pour mobiliser les ressources et contrôler les dépenses. Tant le rapport pondéré moyen que la valeur médiane du déficit budgétaire par rapport au PIB ont baissé, passant de 11 p. 100 en 1981 à 9 p. 100 en 1983. De tous les pays considérés, ce sont l'Ouganda (20 p. 100) et la Sierra Leone (17 p. 100) qui ont les rapports les plus élevés déficit/PIB. Les données relatives à la nature du financement du déficit ne sont pas complètes en ce qui concerne 1983. Les indications dont on dispose montrent cependant que le recours aux emprunts auprès des banques nationales est resté important.

B. Evolutions des monnaies

277. La masse monétaire qui, au sens étroit, comprend la monnaie détenue par le public non bancaire plus les dépôts à vue des banques commerciales, et que l'on appelle aussi M1, a progressé en 1982 à un taux de beaucoup plus inférieur (12 p. 100) à celui de 1981 (16 p. 100). On a enregistré cependant en 1982 une légère progression de 1 p. 100 des taux moyens d'accroissement de la quasi-monnaie par rapport à 1981.

Tableau V.B.1

Situation monétaire de 29 pays africains
en développement, 1980-1983 a/
(milliards de dollars à la fin de l'année)

	1980	1981	1982	1983
Avoirs extérieurs (nets)	5.5	-3.0	-5.1	-5.3
Crédit intérieur	72.3	86.6	99.4	99.2
dont :				
créances sur l'Etat (nettes)	29.3	37.3	45.6	46.3
créances sur le secteur privé	36.2	42.8	44.7	44.2
Monnaie	44.2	45.7	46.5	45.8
Quasi-monnaie	24.2	27.2	32.0	32.8
Autres postes (nets)	9.8	10.8	15.3	17.9

Source : Estimations du secrétariat de la CEA fondée sur les données
publiées dans "Statistiques financières internationales",
vol. XXXVI, No. 12 (décembre 1983).

a/ A la fin du premier trimestre.

Tableau V.B.2

Taux de croissance annuelle des indicateurs monétaires, 1981 et 1982
(en pourcentage)

	1981		1982	
	Variation pondérée a/	Médiane	Variation pondérée a/	Médiane
Avoirs extérieurs (nets)	38	25	-17	0
Crédit intérieur	43	26	28	22
dont :				
Créances sur l'Etat	50	26	72	26
Créances sur le secteur privé				

	1981		1982	
	Variation pondérée a/	Médiane	Variation pondérée a/	Médiane
Monnaie	16	18	12	17
Quasi-monnaie	21	22	23	21

Source : Même source que pour le tableau V.B.1

a/ Moyenne des taux de croissance nationaux pondérée par le PIB national en 1980 exprimé en dollars des Etats-Unis.

Tableau V.B.3

Distribution de fréquence du taux de croissance de la masse monétaire dans 28 pays africains en développement en 1981-1982

Taux de croissance (en pourcentage)	Nombre de pays	
	1981	1982
Moins de 0	4	5
0-5	4	3
5-10	3	2
10-20	4	11
20-30	7	4
30-40	5	2
40-50	-	1
50-60	1	-
60-70	-	-
70-80	-	-
80-90	-	-
90-100	1	1

Source : Même source que pour le tableau V.B.1.

278. Dans le groupe des 29 pays pour lesquels on dispose régulièrement des données, la masse monétaire a progressé de plus de 90 p. 100 dans l'un d'eux, la Sierra Leone; dans un groupe de 18 pays, la progression a variée entre 10 et 50 p. 100, le taux le plus faible (13 p. 100) étant enregistré au Mali et à Maurice. La masse monétaire a progressé plus lentement dans un autre groupe de cinq pays et a diminué dans cinq autres pays.

279. Le ralentissement de l'expansion monétaire en 1982 a reflété à la fois l'accroissement du déficit des avoirs extérieurs et le resserrement rigoureux du crédit. Le niveau des avoirs extérieurs est passé d'un solde total négatif de 3 milliards de dollars en 1981 à un solde total négatif de 5,1 milliards en 1982 puis encore à un solde négatif de 5,3 milliards de dollars au premier trimestre de 1983. Le taux d'accroissement du crédit intérieur s'est nettement réduit en 1982 essentiellement en raison de l'importante baisse du taux d'accroissement des avances de crédits au secteur privé. La variation moyenne pondérée des emprunts du secteur privé a été de 22 p. 100 en 1982 contre 41 p. 100 en 1981. Cela signifie que c'est le secteur privé qui subit le poids des mesures de restriction du crédit, mais en revanche, les crédits accordés au secteur public ont très sensiblement augmenté, constituant la principale source de liquidités en 1982 et reflétant ainsi l'obligation pour les pouvoirs publics d'emprunter pour combler les déficits budgétaires.

280. Cette évolution de la situation monétaire de la région a été fortement influencée par l'évolution au Congo, au Nigéria, au Sénégal et au Zimbabwe. En raison de l'importance du déficit de leur compte courant, ces pays ont dû puiser abondamment dans leurs réserves. Dans le même temps, les gouvernements ont dû se faire ouvrir des crédits auprès de leurs banques centrales, crédits qui, dans le cas du Congo et du Sénégal, ont atteint des niveaux exceptionnellement élevés. La situation financière au Nigéria a contraint les autorités à prendre des mesures d'austérité comportant l'interdiction de certaines importations, l'institution du dépôt préalable obligatoire pour toutes les importations selon un taux variable fonction du classement économique des produits, la suspension de la délivrance de licences d'importation pour les biens qui sont aussi manufacturés au Nigéria, l'institution de licences d'importation pour plusieurs biens, une hausse de 2 points de pourcentage de tous les taux d'intérêt et l'arrêt de tous les projets prévus au plan de développement et "non encore entrepris".

281. Le taux de croissance du crédit intérieur a été négatif au Botswana, au Gabon et au Swaziland. Au Botswana, au Cameroun et au Swaziland, l'Etat se trouvait en position positive vis-à-vis du système bancaire.

C. Evolution de prix

282. Des politiques monétaires restrictives comportant en particulier un resserrement du crédit au secteur privé et s'accompagnant de politiques prudentes en matière de salaires ont contribué de manière sensible à ralentir le taux d'inflation en 1982 et 1993. Le taux de hausse des prix selon les données disponibles pour 35 pays africains s'est progressivement réduit, passant de 18,9 p. 100 en 1981 à 13,5 p. 100 en 1982 et à 12,3 p. 100 en 1983.

Tableau V.C.1

Evolution des prix dans 35 pays africains en développement, 1981-1983
(hausse par rapport à l'année précédente)

	1981	1982	1983
Moyenne pondérée ^{a/}	18.9	13.6	12.3
Valeur médiane	14.6	13.1	9.6

Source : Statistiques financières internationales, Vol. XXXVI,
No. 12 (décembre 1983) et secrétariat de la CEA.

Tableau V.C.2

Distribution de fréquence des taux des hausses des prix
dans 35 pays africains en développement, 1981-1983

Hausse en pourcentage	Nombre de pays		
	1981	1982	1983
Moins de 5	-	3	12
5-10	11	6	14
10-15	11	16	4
15-20	5	2	3
20-25	3	4	0
25-30	1	2	1
30-35	2	1	0
35-40	-	-	-

Hausse en pourcentage	Nombre de pays		
	1981	1982	1983
40-45	-	-	-
45-50	-	-	-
50-55	-	-	-
Plus de 55	1	-	-
Total	35	35	35

Source : Même source que pour le tableau V.C.1

283. Le tableau V.C.2 montre l'amélioration globale des prix dans les pays africains classés selon leur taux d'inflation. En 1983 les hausses des prix ont variées entre -4 p. 100 (Niger) et 38,6 p. 100 (Zaire). En 1982, elles ont variées entre -4 p. 100 (Seychelles) et 37,6 p. 100 (Zaire). On peut rapprocher ces variations de celles de 1981 dont le pourcentage le plus bas se situait à 6 p. 100 (Sénégal) et le plus haut à 44 p. 100 (Somalie).

284. Cette amélioration globale entre 1981 et 1983 ne doit cependant pas occulter les résultats des différents pays. En 1983, le taux d'inflation s'est accéléré dans 7 des 35 pays pour lesquels on dispose de données, les taux les plus élevés étant enregistrés en Zambie (de 10,6 p. 100 en 1982 à 18 p. 100 en 1983), au Lesotho (de 9,6 p. 100 à 14,8 p. 100) et au Burundi (de 5,6 p. 100 à 8,9 p. 100). Une inflation moins rapide a été enregistrée au Niger (de 11,6 p. 100 en 1982 à -4 p. 100 en 1983), en Mauritanie (de 12,8 p. 100 à 0,3 p. 100), au Kenya de 20,4 p. 100 à 8,8 p. 100), au Sénégal (de 16,9 p. 100 à 5,2 p. 100), en Somalie (de 23,6 p. 100 à 13 p. 100) et au Swaziland (de 21,1 p. 100 à 10,2 p. 100).

285. Dans les pays où le taux d'inflation s'est accéléré en 1983, la production totale n'a que peu augmenté ou bien n'a pas augmenté du tout. La pénurie de devises a entraîné des réductions sensibles des importations essentielles de matières premières et de biens intermédiaires, ce qui a provoqué une contraction de l'activité économique. La diminution des importations a aussi entraîné une hausse des prix des produits alimentaires. Dans certains pays comme par exemple la Zambie, les prix ont été détaxés et un certain nombre de nouvelles taxes ont été introduites. La sécheresse a frappé les pays d'Afrique australe et ses effets se sont ajoutés aux diverses pénuries. La masse monétaire et les avances de crédits, en particulier à l'Etat, ont aussi notablement augmenté dans la plupart de ces pays.

286. Des politiques monétaires et budgétaires prudentes ont permis d'endiguer les pressions inflationnistes dans les pays où les prix ont augmenté moins rapidement. Dans certains autres pays, comme par exemple le Sénégal et le Niger, la baisse sensible du taux de l'inflation enregistrée en 1983 a été aussi en partie le résultat d'une meilleure campagne agricole en 1982/83.

D. Questions de politique financière

287. Il ressort de l'étude ci-dessus que les principaux problèmes qui ont continué à préoccuper les dirigeants en 1982 et 1983 ont été ceux du comblement du déficit budgétaire, de l'élimination des excédents de liquidités et de l'endiguement des pressions inflationnistes. En raison d'une base fiscale particulièrement rigide, la plupart des pays ont choisi de réduire les déficits budgétaires en réduisant les dépenses, mais un certain nombre d'autres pays ont cherché à introduire de nouvelles taxes et ont pris des mesures rigoureuses pour améliorer les systèmes de perception des impôts. De fortes pressions se sont exercées sur les pouvoirs publics pour qu'ils ne réduisent pas les dépenses consacrées au bien-être social; la plupart des réductions des dépenses ont par conséquent porté sur les services économiques et sur les programmes d'investissement. Les déficits budgétaires qui n'ont pu être comblés par des réductions des dépenses l'ont été par des emprunts, habituellement auprès des autorités monétaires. Pour contrebalancer les effets de ces mesures sur l'expansion monétaire, il y a eu un resserrement général du crédit au secteur privé. La masse monétaire a par conséquent continué à augmenter à un rythme plus lent, ce qui a eu en général des effets bénéfiques sur l'évolution des prix.

288. Les emprunts extérieurs n'ont pas été très importants car le marché financier extérieur est resté étroit. De nombreux pays dont le Sénégal, le Maroc, l'Ouganda et le Niger ont dû conclure des arrangements stand-by avec le FMI.

289. Comme les années précédentes, la question de l'efficacité des taux d'intérêt comme moyen d'encouragement à l'épargne et de mobilisation des ressources extérieures a été un sujet de controverse dans un certain nombre de pays. Au Ghana, les taux d'intérêt ont été élevés pour encourager l'épargne. L'augmentation du coût des emprunts qui en a résulté a ralenti la production et a contribué à la hausse des prix des produits alimentaires locaux et, par conséquent, à alimenter l'inflation. Cette situation, a-t-on affirmé, ne permettait pas de créer l'environnement économique adéquat dans lequel les taux d'intérêt pouvaient être utilisés pour encourager l'épargne ou pour distribuer des ressources rares comme

par exemple des crédits. Les banques commerciales ont été accusées de compromettre les objectifs visés par les politiques tendant à favoriser une hausse des taux d'intérêt en refusant d'accepter de nouveaux comptes de dépôt et/ou en limitant le paiement d'intérêt jusqu'à un plafond d'épargne arbitrairement fixé par elles. Compte tenu de cette situation, les taux bancaires ont été sensiblement réduits.

290. Dans l'ensemble, la plupart des pays ont maintenu des taux d'intérêt nominaux car ils estimaient que les revenus étant généralement faibles, l'épargne additionnelle qui pourrait être mobilisée par des taux d'intérêt élevés serait extrêmement réduite.

291. Un certain nombre de pays ont eu recours à la dévaluation de leur monnaie dans l'espoir que la balance des paiements s'améliorerait du fait de l'augmentation des recettes d'exportation et de la diminution des importations qui résulteraient de la hausse des prix des produits importés. Les taux de dévaluation ont été particulièrement élevés au Zaïre et au Ghana. Le Zaïre a dévalué sa monnaie de 77,87 p. 100 afin d'éliminer le marché parallèle qui fonctionnait librement dans le pays. Au Ghana, la dévaluation du cedi a été encore plus forte et s'est élevée à 90,83 p. 100 par rapport au dollar des Etats-Unis. Dans les pays de la zone franc CFA, le rattachement des monnaies au franc français a constitué une dévaluation de fait.

292. Dans la plupart des pays, on a néanmoins continué à s'opposer fermement à toute dévaluation. Compte tenu de l'inélasticité des exportations, une dévaluation, a-t-on affirmé, réduirait les recettes. Dans le même temps, la hausse des prix des importations qui serait la conséquence d'une modification de la parité des monnaies seulement exercerait une pression sur les prix intérieurs mais aurait aussi des effets négatifs sur la formation de capital.

VI. LE SECTEUR EXTERIEUR

A. Commerce extérieur

293. L'Afrique en voie de développement a connu en 1982-1983, de graves difficultés en ce qui concerne ses exportations. Les prix en dollars de ses produits exportés ont baissé au cours de ces deux années, alors que le volume des exportations était inférieur de 19 p. 100 à celui de 1980. En 1983, la valeur des exportations de l'Afrique en développement a chuté pour la troisième année consécutive, pour atteindre 64,6 milliards de dollars, un niveau inférieur de plus de 32 p. 100 à celui de 1980.

294. La valeur des importations a respectivement baissé de 13,5 p. 100 et de 13 p. 100 en 1982 et 1983. Le volume des importations a également diminué pendant ces deux années.

295. Le déficit commercial s'élevait en 1982 à environ 4,2 milliards, et a diminué en 1983. Les prévisions faites par le Secrétariat de la CEA laissent apparaître que la balance des paiements de l'Afrique était équilibrée en 1983.

296. Les exportations de plus de 40 Etats membres de la CEA ont décliné en 1983. Les rares pays qui ont connu une augmentation de leurs exportations ont été : le Botswana, le Burundi, l'Ethiopie, la Gambie, Maurice, le Sénégal, les Seychelles et la Zambie dont les exportations totales se sont accrues de 6,3 p. 100. Chacun d'eux a moins exporté en 1982 qu'en 1979, et, le Burundi mis à part, moins qu'en 1980. Les plus forts accroissements se sont produits en Gambie (63 p. 100) et au Burundi (24 p. 100). Les estimations préliminaires pour 1983 montrent que, seuls l'Algérie, le Maroc et le Soudan ont pu accroître leurs recettes en devises. Les exportations des pays africains membres de l'OPEP ont diminué respectivement d'environ 12 pour cent et 7 pour 100 en 1982 et 1983.

297. Huit pays (Burundi, Congo, Egypte, Ethiopie, Mauritanie, Sénégal, Seychelles et Somalie) ont plus importé en 1982 qu'en 1981, leurs importations ayant augmenté de 6,6 pour cent. La valeur en 1982 des importations du Burundi et de la Somalie était supérieure d'environ 33 p. 100 à celle de l'année précédente. Les importations des 4 pays membres de l'OPEP ont baissé de plus de 17 p. 100 en 1982 et d'environ 8 p. 100 en 1983. Les changements intervenus dans le commerce africain apparaissent dans le tableau VI A.1.

298. La situation en ce qui concerne le commerce des marchandises en Afrique au Sud du Sahara a continué d'être caractérisée par la baisse constante des prix des produits exportés. Dans l'ensemble de la région, la valeur des exportations a diminué d'environ 11 pour cent en 1983, après une baisse de plus de 14 p. 100 l'année précédente. Le Ghana a connu une baisse encore plus grave des exportations officiellement enregistrées,

avec une valeur des exportations seulement légèrement supérieure à 50 pour cent de celle 1980. La valeur des exportations a chuté vertigineusement en République Unie de Tanzanie, après une longue période de stagnation. Les exportations du Zaïre ont également subi une brutale régression pour la deuxième année consécutive.

Tableau VI.A.1

Evolution du commerce extérieur de l'Afrique en développement
(Variations en pourcentage par rapport à l'année précédente)

	1981	1982	1983a/
Valeur b/			
Exportations	-17,2	-12,2	-7
Importations	12,4	-13,5	-13
Volume			
Exportations	-18,6	-2,9	2
Importations	17,1	-8,3	-10,1
Valeur unitaire b/			
Exportations	1,7	-9,6	-8,8
Importations	-4	-5,7	-3,2
Termes de l'échange	6	-4,2	-5,8
Pouvoir d'achat des exportations	-13,7	-6,9	-3,9

Source: Estimations du Secrétariat de la CEA basées sur les données figurant dans International Financial Statistics, volume XXXVI, N°12 (décembre 1983).

a/ estimations préliminaires

b/ en dollars.

299. La valeur des importations en Afrique au Sud du Sahara a atteint environ 32,7 milliards de dollars en 1983, a été inférieure à celle de 1978, et a baissé de 22 p. 100 en 1982. C'était la deuxième baisse depuis 1958; la première s'est caractérisée par un fléchissement de 1,2 p. 100 en 1979, en raison des restrictions imposées en matière d'importation au Nigéria. Les estimations préliminaires faites par le Secrétariat de la CEA laissent apparaître une nouvelle diminution de 15 p. 100 en 1983. La baisse de la valeur des importations a été particulièrement importante

au Ghana, en Côte-d'Ivoire, au Kenya, à Madagascar, au Nigéria, en République Unie de Tanzanie et en Zambie. Le Tableau VI.A.2 montre un ralentissement du commerce dans 45 pays de l'Afrique au Sud du Sahara entre 1981 et 1983.

300. Le déficit commercial de l'Afrique au Sud du Sahara connaît une amélioration. Alors qu'il était respectivement de 8,1 milliards de dollars et de 3,1 milliards de dollars en 1981 et 1982, les prévisions laissent apparaître que le déficit pour 1983 sera légèrement supérieur à 1 milliard de dollars. Il était par rapport aux recettes d'exportations, d'environ 20 p. 100 en 1981, était passé à 9 p. 100 en 1982, et était inférieur à 4 p. 100 en 1983.

301. Le Nigéria a été particulièrement touché. La demande pour son pétrole a été faible au cours des deux années 1982 et 1983, la quantité exportée ayant représenté moins des deux-tiers des exportations de 1980. De plus, les prix du pétrole ont également baissé d'environ 8,3 p. 100 en 1982 et d'environ 16,2 p. 100 en 1983. Le prix de vente officiel du pétrole brut nigérian (Bonny) est passé de 35,5 dollars à 30 dollars le baril pour compter du 1er février 1983. Mais le cours du disponible à Londres a été pour presque toute l'année inférieur de 50 à 80 cents. En conséquence, les recettes d'exportation ont subi une très forte régression ce qui a produit une pénurie de devises.

302. Les importations du Nigéria ont fortement baissé, en raison du système de dépôt préalable, institué depuis avril 1982, lorsque celles-ci atteignaient environ 1,2 milliards de naira par mois. En janvier 1983, le gouvernement a institué de nouvelles restrictions en matière d'importation sous forme de licences. Au milieu de l'année 1983, les importations de étaient de 0,6 milliards de naira environ par mois. Le secteur industriel qui dépend en grande partie des pièces de rechange et des matières premières importées, a connu de graves problèmes. Les échanges commerciaux sont maintenant équilibrés, mais le déficit du compte courant subsiste.

303. Les réserves de devises sont effectivement épuisées depuis le deuxième trimestre de 1982, et les arriérés pour les paiements commerciaux ont été évalués à 6 milliards de dollars à la fin de décembre 1983.

Tableau VI. A.2

Evolution du commerce extérieur de l'Afrique au Sud du Sahara
(variations en pourcentage par rapport à l'année précédente)

	1981	1982	1983 a/
Valeur b/			
Exportations	-21	-14,3	-10,9
Importations	8,3	-22,1	-14,8
Volume			
Exportations	-17,2	-6,2	-5,9
Importations	10,9	-17,5	-11
Valeur unitaire b/			
Exportations	-4,6	-8,7	-5,3
Importations	-2,3	-5,6	-4,3
Termes de l'échange	-2,3	-3,3	-1
Pouvoir d'achat des exportations	-19,1	-9,2	-6,9

Source: La même que pour le tableau VI A.1

a/ Estimations préliminaires

b/ En dollars.

304. Dans de nombreux pays de l'Afrique du Sud du Sahara importateurs de pétrole, la valeur des importations a baissé, reflétant en partie le recul des prix du pétrole. En raison des contraintes financières extérieures de plus en plus dures, il s'est produit une diminution importante du volume des importations, qui a entraîné une pénurie plus grande de matières premières et de biens de consommation importés.

305. En 1982, la valeur en dollars des recettes d'exportation Kenyanes a baissé d'environ 12 p. 100, pour atteindre un montant légèrement supérieur à 1 milliard de dollars. La tendance s'est poursuivie en 1983 lorsque la valeur des exportations a représenté les deux-tiers environ de celle de 1980. Les exportations de café et de thé, ont beaucoup progressé en volume et enregistrées également un accroissement important de leur valeur : leur pourcentage dans le total des exportations, qui avait baissé et était inférieur au tiers des exportations de 1981, est remonté à 39 p. 100 en 1982. Le fléchissement des exportations du pétrole raffiné a été, en grande partie, responsable de la diminution générale des exportations en 1982, les recettes en dollars étant inférieures de 37 p. 100 à celles de 1980.

306. Les termes de l'échange des pays de l'Afrique du Nord se sont détériorés en 1982-1983, essentiellement à cause du recul des prix du pétrole brut et des phosphates. Les estimations préliminaires laissent apparaître que les exportations des 5 pays de l'Afrique du Nord (Algérie, Egypte, Jamahiriya arabe libyenne, Maroc et Tunisie) se sont élevées à 33,1 milliard de dollars en 1983 et ont représenté 51,2 p. 100 des exportations totales de l'Afrique en développement au cours de cette année. Ce pourcentage est très proche des 49,1 p. 100 et 47,8 p. 100 respectivement pour 1982 et 1981. Le tableau VI A.3 montre les changements intervenus dans le commerce extérieur de l'Afrique du Nord.

Tableau VI A.3.

Evolution du commerce extérieur de l'Afrique du Nord
(Variations en pourcentage par rapport à l'année précédente)

	1981	1982	1983 ^{a/}
Valeur b/			
Exportations	-12,6	-9,9	-2,9
Importations	18,6	-1,7	-10,9
Volume			
Exportations	-20,3	1,1	11,1
Importations	26,5	3,9	-9,2
Valeur unitaire b/			
Exportations	9,7	-10,9	-12,6
Importations	-6,2	-5,4	-1,9
Termes de l'échange	17	-5,8	-10,9
Pouvoir d'achat des exportations	-6,8	-4,8	-1

Source: La même que pour le tableau VI A.1

a/ Estimations préliminaires

b/ En dollars des Etats-Unis.

307. En 1982, le commerce extérieur de l'Algérie a donné des résultats supérieurs à la moyenne et a connu une nette amélioration en 1983. Les hydrocarbures ont représenté plus de 98 p. 100 de ses exportations en 1982. Mais en diversifiant ses exportations d'hydrocarbures, mis à part le pétrole brut, l'Algérie a réussi à éviter une baisse importante de ses revenus. Les exportations de pétrole brut

et de ses dérivés ont été évalués à 6,5 milliards de dollars en 1983, alors que les ventes de condensés et de gaz ont rapporté respectivement, environ 3,3 milliards de dollars et 2,9 milliards de dollars. L'Algérie a supplanté l'Arabie Saoudite en tant que plus grand exportateur arabe de pétrole et de gaz vers les Etats Unis au cours des neuf premiers mois de 1983, accroissant ses ventes de 49 p. 100 pour les porter à 2,8 milliards de dollars. Ce chiffre est à rapprocher des 2,5 milliards de dollars réalisés pour toute l'année 1982. Les prévisions pour 1984 sont également bonnes : des raffineries de construction japonaise accroîtront de 4 millions de tonnes l'an, sa capacité en gaz liquide. Si les recettes des ventes de gaz atteignent les 3,5 milliards de dollars escomptés pour 1984, les recettes **totales** attendues en ce qui concerne les hydrocarbures de la SONATRACH, la société algérienne de pétrole et de gaz, pourront s'élever à 14 milliards de dollars. Les importations de l'Algérie étaient d'environ 10 milliards de dollars l'an, les produits alimentaires ayant compté pour 2 et 3 milliards de dollars respectivement en 1982 et 1983.

308. Après avoir connu une période d'augmentation de ses exportations, la Tunisie a également vu celles-ci baisser, de 21 et 9 p. 100 respectivement en 1982 et 1983. C'est le seul pays en Afrique en développement, où l'augmentation des importations s'est maintenu en 1981 à un niveau important; il a connu une baisse de 13 et 7 p. 100 respectivement en 1982 et 1983.

309. Les Tableaux VI.A.4 et VI.A.5 montrent les exportations et importations de 17 pays africains en 1981-1983. Ces pays réalisent 91 à 93 p. 100 des exportations totales des pays africains en développement, et environ 85 p. 100 du total des importations. Tous les pays exportateurs de pétrole de la région sont inclus. Leurs exportations ont représenté environ 79 à 85 p. 100 des exportations totales de tous les Etats membres de la CEA et plus des deux tiers du total des importations.

310. Le tableau VI.A.6 donne la structure en 1981, des exportations des pays africains en développement par catégorie de marchandises et par régions. La proportion des combustibles minéraux et produits assimilés est supérieure à 73,5 p. 100 du total des exportations. Les produits agricoles et autres matières premières non-combustibles contribuent pour 18,8 p. 100 supplémentaires. La part de la région dans le total mondial des exportations de produits manufacturés, est inférieure à un demi pour cent et à 0,6 p. 100 du total mondial des exportations de biens d'équipement. Ces proportions, ont baissé au cours des dernières années, et, compte tenu de la capacité des usines en place et des projets en cours, il est probable que la baisse va continuer dans les années à venir.

311. La structure par produits des importations des pays africains en développement en 1981 apparaît dans le tableau VI.A.7. La part des produits manufacturés et produits alimentaires était respectivement d'environ 71 et 75 p. 100. Par contre celle des combustibles minéraux était inférieure à 9 p. 100, c'est à dire inférieure aux prévisions de l'étude de l'année précédente.

Tableau VI.A.4
Exportations de certains pays africains
(en milliards de dollars)

	1981	1982	1983 a/
Algérie	14,1	13	13,1
Angola	1,9	1,8	-
Congo	1	0,9	-
Côte d'Ivoire	2,5	2,3	2
Egypte	3,2	3,1	3
Gabon	2,2	2,1	-
Ghana	1,1	0,9	-
Jamahiriya arabe libyenne	15,6	13,9	13,4
Kenya	1,2	1	-
Maroc	2,4	2,1	2,1
Nigéria	19,5	16,4	14
République du Cameroun	1,1	1,7	-
République-Unie de Tanzanie	0,6	0,4	-
Tunisie	2,5	2	1,8
Zaïre	0,7	0,6	-
Zambie	1,1	1,1	-
Zimbabwe	1,4	1,3	-
Total	72,1	64,6	-
Afrique au Sud du Sahara	41,2	35,3	31,5
Tous les Etats membres de la CEA	79,1	69,4	64,6

Source : International Financial Statistics, Vol. XXXVI N°12 décembre 1983,
et Secrétariat de la CEA

a/ Estimations préliminaires

VOLUME DU COMMERCE

(MILLIARDS DE DOLLARS EU, PRIX DE 1980)

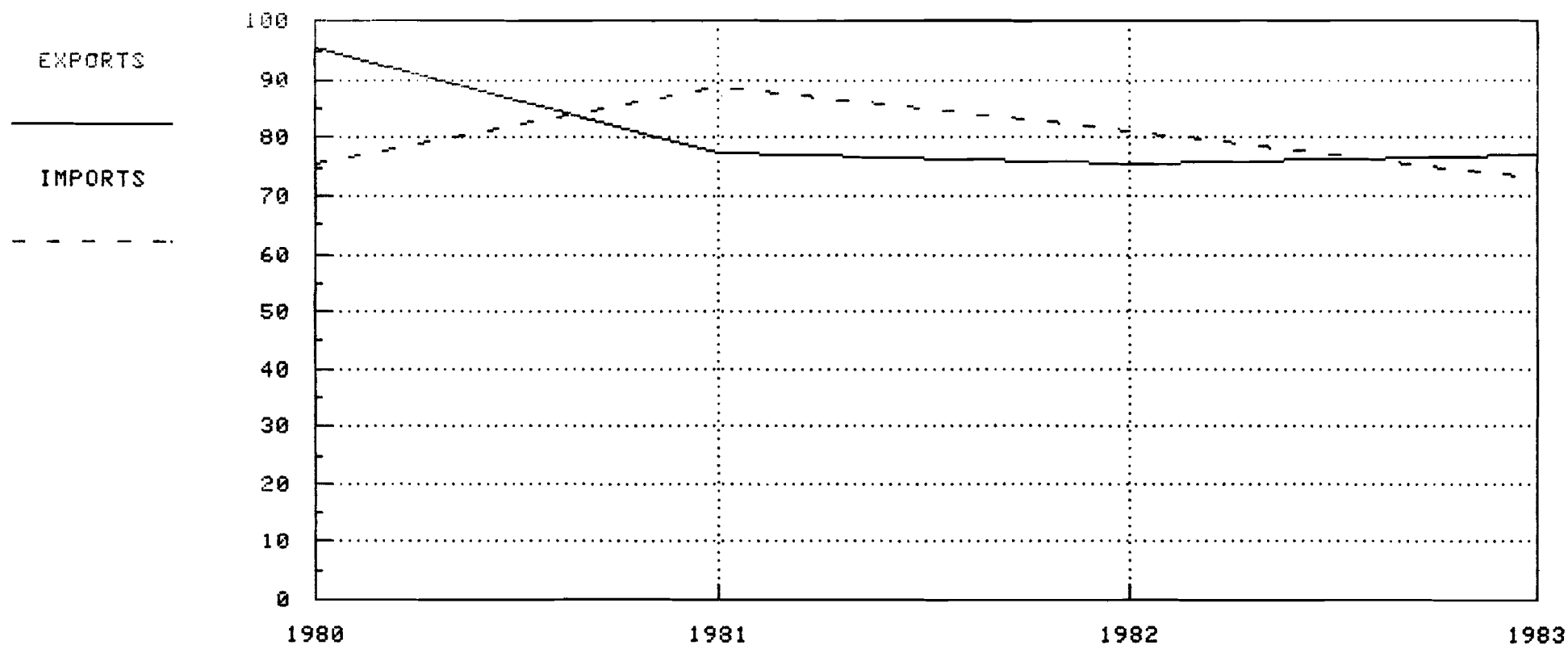


Tableau VI.A.5
Importations de certains pays africains
(en milliards de dollars)

	1981	1982	1983 a/
Algérie	10,5	10,4	9,8
Angola	1,8	1,3	-
Congo	0,8	1	-
Côte d'Ivoire	2,4	2,2	1,9
Egypte	8,8	9,1	8,9
Gabon	0,9	0,8	0,8
Ghana	1,1	0,7	-
Jamahiriya arabe libyenne	8,4	8	6,4
Kenya	2,1	1,7	-
Maroc	4,4	4,3	3,5
Nigéria	20,9	14,4	14
République du Cameroun	1,4	1,2	-
République-Unie de Tanzanie	1,2	0,9	-
Tunisie	3,8	3,4	2,8
Zaire	0,7	0,5	-
Zambie	1,3	1,3	-
Zimbabwe	1,8	1,6	-
Total	72,3	62,8	-
Afrique au Sud du Sahara	49,3	38,4	32,7
Tous les Etats membres de la CEA	85,1	73,6	64,1

Source : la même que pour le Tableau VI.A.4

a/ Estimations préliminaires

Tableau VI. A.6

Exportations des pays africains en développement par
catégorie de produit et par destination en 1981

(en pourcentage du total des exportations)

	Economies de marché développées	Economies de marché en développement	Economies, planifiées	Total
Produits alimentaires, boissons, tabac	8,1	1,8	0,7	10,6
Matières premières sauf, com- bustibles, huiles, graines	6,2	0,9	0,7	7,8
Combustibles minéraux et produits assimilés	66,6	5,6	1,4	73,6
Huiles et graines d'origine animale et végétale	0,3	0,1	0	0,4
Produits chimiques	0,6	0,6	0,1	1,3
Machines et matériel de transport	0,2	0,2	0	0,4
Articles manufacturés divers	4,1	0,9	0,2	5,2
Total	86,1	10,1	3,1	99,3

Source : Calculs du Secrétariat de la CEA d'après le Monthly Bulletin of Statistics (Bulletin mensuel de Statistique), vol. XXXVII N°5 (mai 1983) p. C-CXXVII

STRUCTURE DU COMMERCE (PRODUITS) 1981

EXPORTATIONS

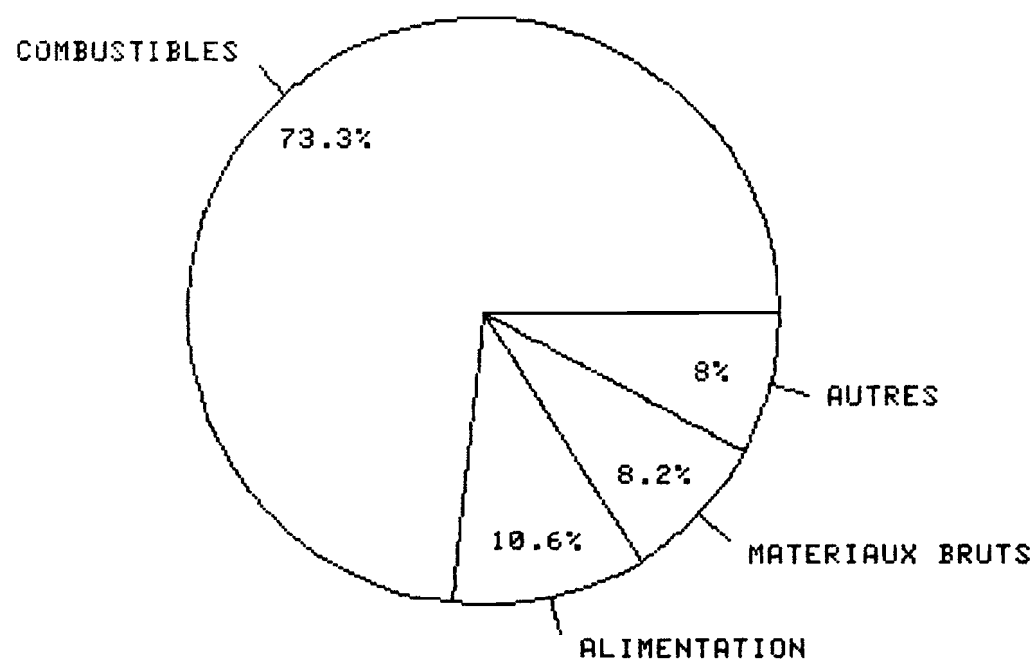


Tableau VI. A.7

Importations des pays africains en développement
par catégorie de produit et par origine 1981
(pourcentage du total des importations)

	Pays développés à économie de marché	Pays en déve- loppement à économie de marché	Economies à planifi- cations centrale	Total
Produits alimentaires, boissons tabac	11,5	2,8	0,8	15,1
Matières premières brutes sauf, combustibles, huiles, graines	2,4	1,2	0,5	4,1
Combustibles minéraux et produits assimilés	2,6	5,6	0,4	8,6
Huiles et graines d'origine animale et végétale	0,3	0,4	0,1	1,4
Produits chimiques	6,2	0,4	0,4	7
Machines et matériel de transport	34,2	2,3	2,2	38,7
Articles manufacturés divers	19,8	3,8	1,5	25,1
Total	77,6	16,5	5,9	100

Source : La même que pour le tableau VI. A.6

312. La baisse des prix des produits non combustibles qui sont importants pour l'Afrique a continué en 1982. Celle-ci a été particulièrement notable pour les prix de l'huile d'arachide, du cacao, du coton, du sisal, du cuivre et des phosphates. En 1982, le prix du pétrole brut a également fléchi, entraînant une baisse de 11 p. 100 de l'indice moyen du prix de gros par rapport à celui de 1981. Les modifications intervenues dans les prix de certains produits d'exportation apparaissent dans le tableau VI A.8. Les prix de plusieurs produits non combustibles ont connu une hausse importante en 1983. Mais les augmentations considérables des prix du café, du cuivre, du cacao et du coton, n'ont pas suffi à compenser la baisse survenue dans les prix du pétrole brut, des phosphates, du sucre, des bois tropicaux, du thé, des arachides et du minerai de fer. En conséquence, l'indice moyen du prix de gros a encore perdu 10 p. 100 en 1983.

313. La diminution de la part des pays africains en développement dans le commerce mondial s'est poursuivie ces dernières années. La période 1981-1982 a été une période de forte récession, mais la baisse de la part de l'Afrique a continué en 1983. La demande pour le pétrole, le cuivre et les autres matières premières de la région ne s'est pas beaucoup accrue, et l'augmentation des produits alimentaires tropicaux a été également faible. A moins qu'un changement n'intervienne dans la structure actuelle de ses produits, la part de l'Afrique en développement continuera de régresser, quelle que soit la croissance du commerce international. L'année dernière, on avait pensé que la part des producteurs de matières premières augmenterait à nouveau, compte tenu du redressement escompté, cependant, la hausse cyclique en cours, n'a apporté qu'un léger soulagement aux exportateurs de matières premières, et la tendance va se poursuivre en 1984. La part de la région dans les importations mondiales est déjà tombée en-dessous de 5 p. 100, et il se peut que les exportations arrivent bientôt à ce niveau. Le tableau VI A.9 donne une idée de l'ampleur des difficultés.

314. La Communauté économique européenne a été le partenaire commercial des plus important. En 1982, 50 p. 100 des exportations des pays africains en développement sont allés vers les pays de la CEE. La stagnation économique virtuelle qui a été le lot de ce groupe de pays en 1983, le PIB combiné des 10 Etats membres de la CEE n'a connu qu'une hausse d'environ 0,5 p. 100, a entraîné un important recul des recettes d'exportation pour l'Afrique. La République fédérale d'Allemagne, l'économie la plus importante au sein de la CEE, a réduit ses importations de pétrole brut de près de 10 p. 100 en 1983 par rapport à 1982, et de près de 40 p. 100 par rapport à 1979. Le volume de pétrole brut importé, a été le plus bas depuis 1965, soit 65,2 millions de tonnes. Les deuxième et troisième principaux fournisseurs étaient respectivement, la Jamahiriya arabe libyenne (10,4 millions de tonne) et le Nigéria (7,5 millions de tonnes).

315. Selon les prévisions du Secrétariat de la CEE, la croissance économique dans les 10 Etats membres sera de 1,5 p. 100 en 1984. Ce faible redressement ne pourra que très marginalement augmenter les exportations de l'Afrique en développement cette année. Par exemple, la demande énergétique de la CEE a connu une régression très nette, et avec les progrès dans l'utilisation plus efficace de l'énergie, un accroissement de 1,5 p. 100 de la production, ne nécessite plus que moins de 1 p. 100 d'augmentation de la consommation d'énergie. Etant donné le fait que les matières premières énergétiques représentent plus des deux tiers des exportations de l'Afrique vers la Communauté, les perspectives pour 1984 ne sont guère prometteuses.

316. La valeur des exportations des pays africains en développement vers les Etats-Unis, qui était d'environ 29,5 milliards de dollars en 1980, a baissé de plus de 45 p. 100 pour n'être plus que de 13,4 milliards en 1982. En outre, les prévisions du Secrétariat de la CEA laissent apparaître une nouvelle baisse en 1983. Cette baisse est importante, si l'on tient compte du fait que les Etats-Unis sont sensiblement accru leurs importations en 1983 en raison du taux élevé du dollar et du redressement économique.

STRUCTURE DU COMMERCE (PRODUITS) 1981

IMPORTATIONS

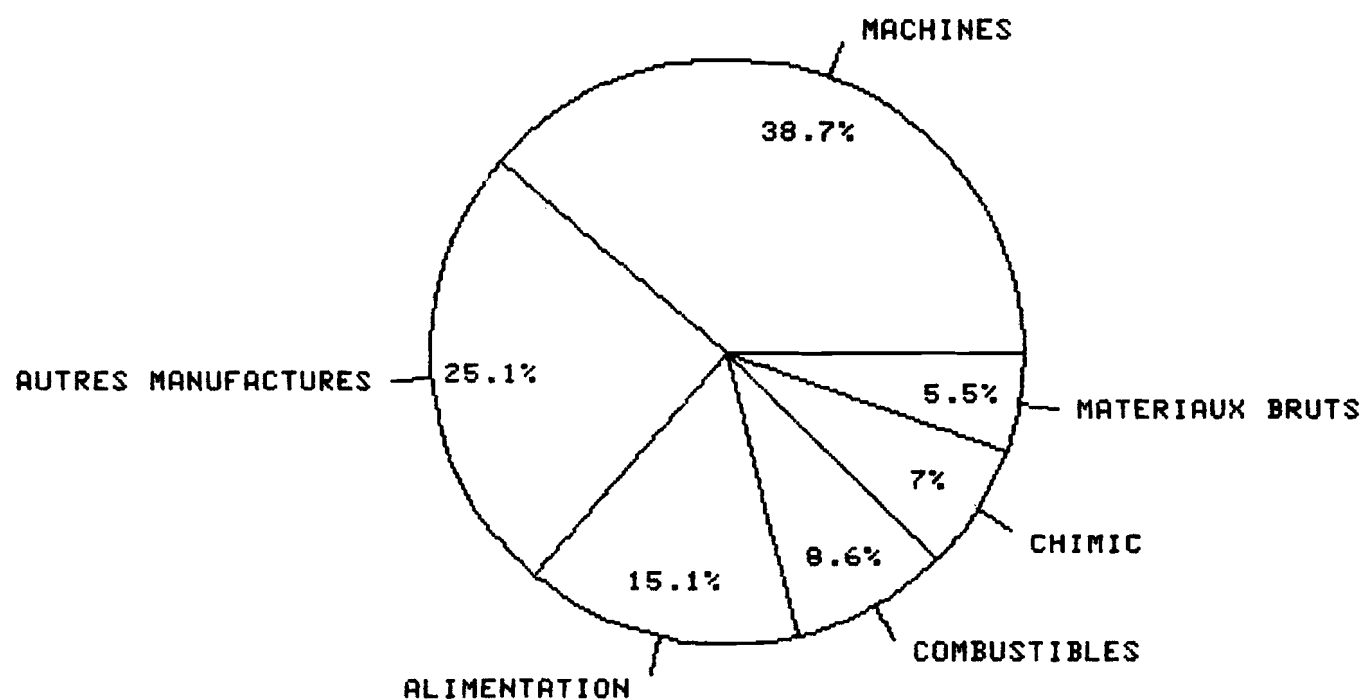


Tableau VI A.8

Indices du prix de gros de certains produits d'exportation

(1980 = 100)

	1981	1982	1983 <u>a/</u>
Pétrole brut, Jamahiriya arabe libyenne (Es Sidra)	111	98,9	86,2
Café, Ouganda (New York)	69,9	75,4	85,7
Cuivre, fils de cuivre Royaume-Uni (Londres)	79,4	67,6	74,2
Cacao, Ghana (Londres)	79,9	67,4	80,7
Phosphates, Maroc (Casablanca)	110,1	93,0	81,8
Cotton, Egypte (Liverpool)	99,0	81,4	90,2
Sucre, prix de la CEE à l'importation	85,7	82,0	78,5
Grumes, Philippines (Tokyo)	80,0	77,0	71,9
Tabac, Etats-Unis (Tous les marchés)	112,6	128,1	131,0
Uranium, prix du Gabon à l'exportation	85,2	100,0	116,5
Thé, prix moyen à la vente aux enchères (Londres)	89,8	88,7	85,4
Arachides, Nigéria (Londres)	128,2	78,9	72,0
Minerai de fer, Brésil (ports de la Mer du Nord)	95,4	96,4	87,6
Moyenne ponderée <u>b/</u>	106,8	95,7	86,0

Source : International Financial Statistics, vol. XXXVI, N° 12 (décembre 1983), p. 59 et 61 et Secrétariat de la CEA

Remarque : Le nom du produit est suivi de celui du pays d'origine et entre parenthèse du lieu où le prix est établi.

a/ Estimations préliminaires

b/ Obtenu en pondérant les indices des prix par la valeur des exportations en 1981 exprimés en dollars.

Tableau VI A.9
Part de l'Afrique dans le Commerce mondial
(Pourcentage)

	1981	1982	1983 <u>a/</u>
Afrique			
Exportations	5,4	5,1	5,1
Importations	5,6	5,1	4,7
Pays africains en développement <u>b/</u>			
Exportations	13,0	13,1	12,6
Importations	14,4	13,6	13,1
Pays africains exportateurs de pétrole <u>c/</u>			
Exportations	17,9	20,1	22,8
Importations	25,9	21,3	22,1
Pays africains en développement Non exportateurs de pétrole <u>d/</u>			
Exportations	8,9	8,3	7,2
Importations	10,4	10,6	9,7

Source : La même que pour le tableau VI A.1

a/ Estimations préliminaires

b/ Part des pays africains en développement dans le total de tous les pays en développement

c/ Total pour l'Algérie, la Jamahiriya arabe libyenne et le Nigéria en tant que pourcentage du total pour tous les pays exportateurs de pétrole

d/ Part des pays africains en développement non exportateurs de pétrole dans le total pour tous les pays en développement non exportateurs de pétrole.

317. La valeur du commerce intra-africain a baissé de plus de 17 p. 100 en 1982 pour tomber à 2 milliards de dollars. Sa part dans le commerce total de l'Afrique représentait moins de 3 p. 100 et était inférieure à la part de tous les groupes cités au tableau VI A.10. La faiblesse de ce commerce est essentiellement due au fait que les pays africains en développement ne peuvent pas se fournir mutuellement les produits dont ils ont besoin. La structure par produits du commerce intra-africain apparaît dans le tableau VI A.11.

Tableau VI A.10

Repartition des exportations des pays africains en développement
(pourcentage)

	1980	1981	1982
Economies de marché développées			
Europe	54,5	55,2	57,6
Etats-Unis	20,0	18,2	14,2
Autres	6,4	8,2	7,1
Economies planifiées	4,7	4,6	5,4
Economies de marché en développement			
Afrique	3,4	2,9	2,9
Amérique	4,7	3,3	3,8
Asie	6,0	7,2	8,6
Non précisé	0,3	0,4	0,4
Total	100,0	100,0	100,0

Source : Calculs du Secrétariat de la CEA à partir du Monthly Bulletin of Statistics (Bulletin mensuel de statistique) vol. XXXVII N° 6 (juin 1983) p. XXX à XXXI

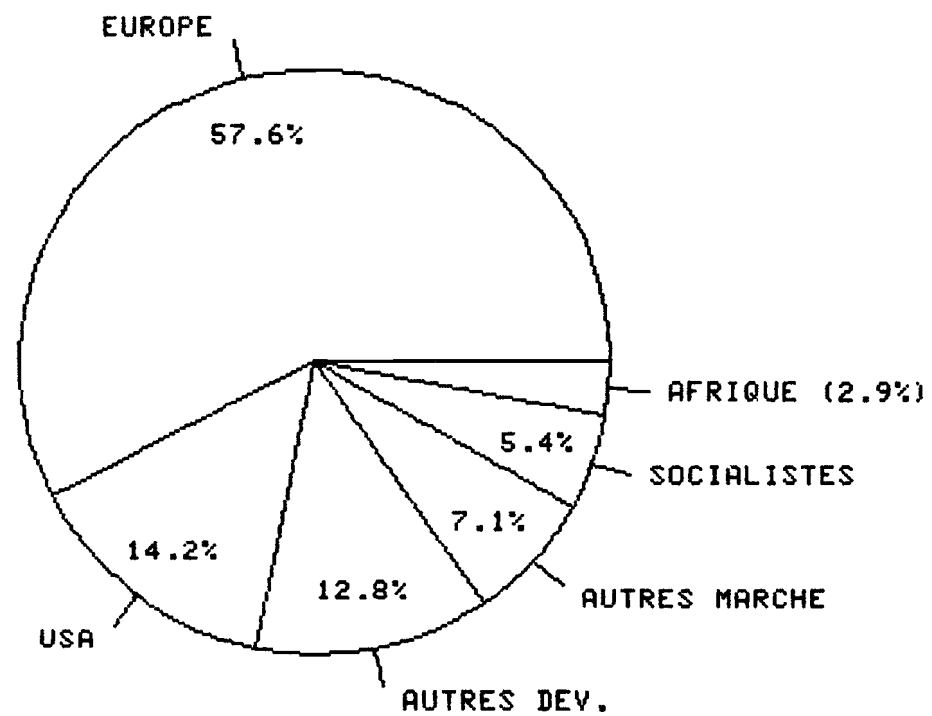
Tableau VI A.11

Structure du Commerce inter pays africains en développement en 1981

	En millions de dollars (f.o.b)	Pourcentage
Produits alimentaires, boissons, tabac	677	28,0
dont : céréales	31	1,3
Matières premières sauf combustibles, huiles et graisses	267	11,1
dont :		
graines, noix et amandes	38	1,6
Fibres Textiles	34	1,4
Engrais et minéraux bruts	38	1,6
Minerais de déchets de métaux	89	3,7
Huiles et graisses d'origine animale ou végétale	44	1,8
Combustibles minéraux et produits assimilés	709	29,4
Produits chimiques	149	6,2
Machines et matériel de transport	115	4,8
Articles manufacturés divers	447	18,5
dont :		
Fils et tissus de matières textiles	137	5,7
Métaux non ferreux	35	1,4
Divers	7	0,2
Total	2 415	100,0

Source : Bulletin Mensuel de Statistique, vol. XXXVII, N°5 (mai 1983)
p. c-cxxvii.

STRUCTURE DU COMMERCE PAR PAYS (1982)



B. La balance des paiements

318. Le déficit de la balance des paiements courants de l'Afrique en développement est tombé de 24,7 milliards de dollars en 1982 à 13,6 milliards de dollars en 1983. Cette baisse ne reflète aucune amélioration dans la situation du commerce extérieur, mais dénote plutôt la présence de contraintes liées à la disponibilité de financement extérieur pour couvrir les déficits. En 1983, le déficit de la balance des paiements courants équivalait à 4 p. 100 du PIB et à 21 p. 100 des recettes d'exportation. Les estimations du Secrétariat de la CEA en ce qui concerne la balance des paiements de l'Afrique en développement, apparaissent dans le tableau VI B.1.

Tableau VI B.1

Balance des paiements de l'Afrique en développement en 1981-1983
(en milliards de dollars)

	1981	1982	1983 a/
Exportations (f.o.b)	75,7	65,0	64,1
Importations (f.o.b)	-81,6	-74,7	-64,4
Balance commerciale	-5,9	-9,7	-0,3
Services et transferts privés nets	-18,6	-15,0	-13,8
Solde des paiements courants	-24,5	-24,7	-13,6
Transferts gouvernementaux (nets)	3,5	3,3	3,3
Capital (net)	9,1	14,2	7,8
Erreurs et omissions nettes	0,6	0,1	0,1
Variation totale des réserves	11,3	7,1	2,4

a/ Estimations préliminaires

319. Les transferts publics ont regressé en 1982 et n'ont pas connu de modification en 1983. Les entrées de capitaux ont chuté en 1983. Les réserves ont connu un fléchissement énorme (la baisse combinée pour 3 ans est de 20,8 milliards de dollars). Les réserves, à la fin de 1983 couvraient seulement deux mois d'importations.

320. Les recettes d'exportation des pays de l'Afrique au Sud du Sahara sont tombées en 1983 pour la troisième année consécutive, aux deux tiers de celles de 1980, ce qui est dû aux prix en régression des exportations, exprimés en dollars et aux volumes décroissants. Face à recul des transferts publics, et voulant combler le déficit du commerce extérieur, les gouvernements de la majorité de ces pays, n'ont pas eu d'autre choix que de continuer à restreindre leurs importations. En conséquence, tant la balance commerciale que celle des paiements courants ont connu une amélioration. Toutefois, le déficit de la balance des paiements courants de l'Afrique au Sud du Sahara représentait 50 p.100 des recettes d'exportation de 1982. La situation de la balance des paiements de l'Afrique au sud du Sahara apparaît dans le Tableau VI B.2 .

Tableau VI B.2

Balance des paiements de l'Afrique au sud du Sahara
(en milliards de dollars)

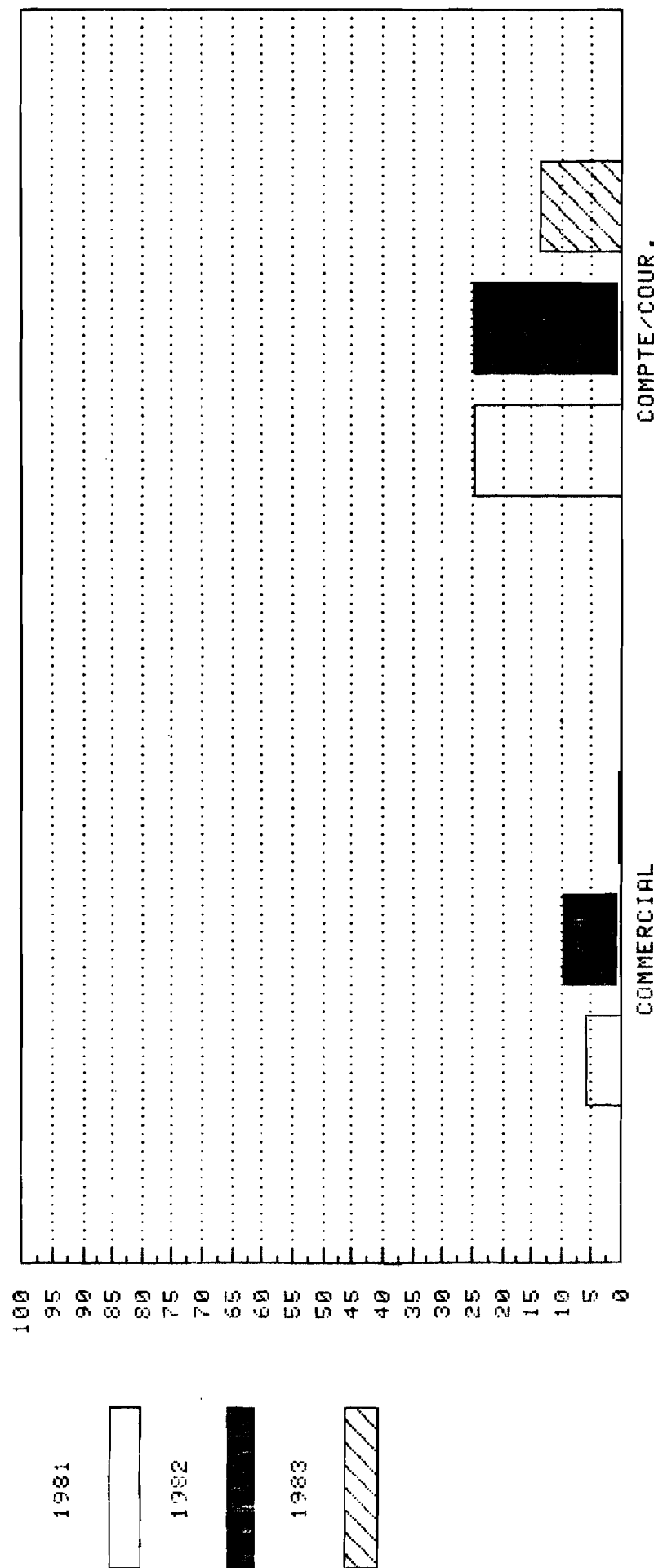
	1981	1982	1983 a/
Exportations (f.o.b)	38,5	30,5	29,9
Importations (f.o.b)	-42,7	-38,1	-30,5
Balance commerciale	-4,2	-7,6	-0,6
Services et transferts privés nets	-13,0	-10,0	-8,9
Solde des paiements courants	-17,2	-17,6	-9,5
Transferts gouvernementaux (nets)	3,4	2,9	3,0
Capital (net)	6,0	11,8	5,8
Erreurs et omissions nettes	1,7	0,7	0,6
Variation totale des réserves	6,1	2,2	0,1

Source : Estimations du Secrétariat de la CEA à partir de International Financial Statistics, vol. XXXVI, N° 12 (décembre 1983) et du World Economic Outlook, Publication périodique N° 21 (Washington, FMI, 1983)

a/ Estimations préliminaires

DEFICIT EXTERIEUR

MILLIARDS DE DOLLARS US



321. Les pays de l'Afrique du Nord ont eux aussi été durement touchés au cours des dernières années. Le déficit de la balance des paiements courants est passé en 1983 de 7,1 milliards de dollars en 1982 à 4,1 milliards de dollars en 1983, les réserves ont baissé pour la troisième année consécutive, et en décembre, elles suffisaient tout juste à couvrir 3 mois d'importation. La situation de la balance des paiements de l'Afrique du Nord apparaît dans le Tableau VI B.3

Tableau VI B.3

Balance des paiements de l'Afrique du Nord
(en millions de dollars)

	1981	1982	1983
Exportations (f.o.b)	37,2	34,5	34,2
Importations (f.o.b)	-38,9	-36,6	-33,9
Balance commerciale	-1,7	-2,1	0,3
Services et transferts privés nets	-5,6	-5,0	-4,4
Solde des paiements courants	-7,3	-7,1	-4,1
Transferts publics (nets)	0,1	0,4	0,3
Capital (net)	3,1	2,4	2,0
Erreurs et omissions nettes	-1,1	-0,6	-0,5
Variation totale des réserves	5,2	4,9	2,3

Source : La même que pour le tableau VI A.1

a/ Estimations préliminaires.

C. Taux de change

322. Au début des années 1980, les pays africains en développement avaient indexé leur monnaie soit sur une devise unique (le dollars des E.U., le franc français, le rand sud africain, la livre sterling ou la pesete espagnole), ou sur un panier de devises, ou encore sur les droits de tirage spéciaux du FMI (DTS).

323. Lorsque les pays avaient adopté une devise de référence unique, les changements de parité entre la principale devise utilisée et les autres, ont entraînés dans certains cas l'inflation en 1982-1983. Les pays de la zone CFA, la Gambie, le Lesotho et le Swaziland ont été particulièrement affectés. D'autres pays cependant, se sont aperçus que leurs efforts de lutte contre l'inflation étaient facilités par le fait que leurs monnaies étaient alignés sur un dollars fort en 1982 et 1983.

324. Les fluctuations des taux de change de certaines des monnaies les plus importantes de l'Afrique apparaissent au tableau VI C.1. Aucune monnaie africaine n'a connu une augmentation de sa valeur par rapport au dollar en 1982 et 1983. En moyenne pondérée les monnaies africaines ont perdu environ 21, 14 et 22 p. 100 respectivement en 1981, 1982 et 1983 par rapport au dollar. La dépréciation cumulée par rapport au dollar sur cette période de trois ans a été d'environ 47 p. 100.

325. Au cours de la période examinée, le dollar s'est affermi par rapport au DTS, si bien qu'en moyenne pondérée, les monnaies africaines ont baissé par rapport au DTS respectivement de 13,8, 9, 2 et 18 p. 100. Sur les trois ans la dépréciation cumulée par rapport au DTS a été d'environ 36 p. 100.

326. L'événement le plus important intervenu dans l'économie de la Sierra Leone en 1982/83 a été l'introduction le 17 décembre 1982 d'un taux de change double officiel et commercial. L'adoption de cette mesure est due à la détérioration considérable de la situation économique, aux déficits alarmants de la balance des paiements et à la chute vertigineuse du total des réserves du système bancaire, toutes choses qui reflétaient les mauvais résultats du secteur des exportations face à la demande toujours très forte d'importation, aux prix élevés à l'importation ainsi qu'aux importantes obligations de la dette étrangère. Le principal objectif du double taux de change consistait à ramener dans le système bancaire, les importantes ressources en devises disponibles sur le marché parallèle en offrant au public des taux de change plus appropriés et plus réalistes, ce qui découragerait par la même occasion la contrebande, et offrirait aux producteurs des avantages financiers plus importants. Aussi, alors que le taux du marché officiel était bloqué, celui du marché commercial pouvait flotter, et les devises disponibles sur ce marché étaient allouées au plus offrant.

327. Dans le cadre du système de double taux de change, le marché officiel était largement inopérant, étant donné qu'il ne s'y pratiquait que très peu d'opérations. Cependant, c'est le marché officiel qui est essentiel et vital pour l'importation de pétrole brut et de quelques autres produits essentiels. Le caractère superfétatoire du marché officiel et les transactions plutôt négligeables qui s'y déroulent, ont amené le gouvernement à supprimer le 1er juillet 1983 le système de change à deux étages et à harmoniser les taux officiel et commercial sur la base d'un taux de 2,50 léone pour 1 dollar des E.U.

328. Le gouvernement du Ghana a introduit une prime ainsi qu'un système de surtaxe sur les transactions en devises en avril 1983. Il a institué pour le commerce extérieur un double taux de change du cedi, à savoir 1 dollar des E.U. pour 23,375 cedis et 1 dollars des E.U. pour 29,975 cedis. Le premier taux s'applique aux importations essentielles et aux exportations de cultures traditionnelles; le deuxième aux produits de moindre importance et aux produits d'exportation non traditionnelles, ainsi qu'à toutes les autres activités qui permettent de gagner des devises. En fait, le cedi a été dévalué de 88 à 91 p. 100, selon la marchandise achetée ou vendue. La Banque du Ghana a annoncé une dévaluation de 91 p. 100, qui a pris effet pour compter du 11 octobre 1983 et qui a aboli le système du double taux de change.

329. Le shilling ougandais flottait depuis juin 1981. En août 1982, un double taux de change a été institué. Dans le cadre du système en vigueur, la majeure partie des rares recettes en devises du pays, a servi, en 1982, à l'achat des produits essentiels, et les devises ont été obtenues au taux officiel au "premier guichet" à un taux déterminé par une "flottaison" contrôlée. Au départ les soumissions pour chaque semaine, d'un montant de 2 millions de dollars, affecté "au deuxième guichet", ont été faites au nom des clients, par les banques commerciales, le gouvernement lui-même, et les sociétés d'Etat voulant importer des biens et services non essentiels. Plus tard, en 1982, le montant alloué à ce marché de change libre a été porté à 10 millions de dollars par semaine, par le transfert de certains articles du premier guichet au deuxième guichet. En 1983, la différence entre les deux taux a beaucoup diminué; alors que 1 dollar des E.U. équivalait au premier guichet à la fin de 1982 à 104,5 shilling ougandais, et que le taux de change au deuxième guichet était de 1 dollar des E.U. pour 248 shilling ougandais, un an plus tard, les taux correspondants étaient respectivement de 1 dollars des E.U. pour 232,3 shilling ougandais et de 1 dollar des E.U. pour 297,6 shilling ougandais. Depuis lors, l'écart a encore diminué. Le but du gouvernement est de parvenir à uniformiser les taux de change à un niveau qui permette d'éliminer le troisième guichet, à savoir le "kibanda" ou taux du marché noir.

330. Au Zaïre, la devise qui était alignée sur les DTS depuis 1976, a été dévaluée par rapport au dollar le 10 septembre 1983 et flotte depuis cette date par rapport à cette monnaie. Cette mesure est liée au programme d'ajustement économique et financier que le gouvernement devait mettre au point en association avec le FMI. Le Fonds avait promis au Zaïre une ligne de crédit de 358 millions de dollars sur 15 mois, qui devait permettre au Zaïre de faire face à ses obligations extérieures, notamment en ce qui concerne l'achat des produits essentiels.

331. La nouvelle parité du Zaïre, à savoir 29,9 Zaïre pour 1 dollar des E.U. au lieu de 6,06 zaïre pour 1 dollar des E.U., était presque équivalente à la valeur du Zaïre sur le marché parallèle qui fonctionnait librement dans le pays.

332. Avant cette dévaluation, il existait quatre marchés de change distincts au Zaïre. Ceux-ci ont vu le jour après 1975, alors que les réserves en devises du Zaïre ne cessaient de s'amenuiser, et que la banque d'émission n'était plus en mesure de satisfaire la demande de devises des entreprises.

333. Il y avait le marché officiel où 1 Zaïre équivalait à 0,1575 DTS. Seuls les principaux importateurs de produits de consommation essentiels, comme le blé et le pétrole, pouvaient se procurer des devises sur ce marché. La seule exception était la Gecamines qui pouvait déposer à l'étranger 45 p. 100 de ses recettes d'exportations, afin de financer ses importations, payer les salaires des expatriés, etc. Les 55 p. 100 restants des recettes d'exportations de cette entreprise, étaient déposés à la Banque du Zaïre au taux officiel. La société recevait alors moins de 20 pour cent de Zaïre qu'elle aurait pu obtenir si elle avait été autorisée à opérer sur le marché parallèle. Pour cette raison, elle s'était mise à importer le maximum de

produits, même lorsque ceux-ci étaient disponibles localement, mais aux prix du marché parallèle. Les problèmes de la Gecamines se sont aggravés lorsque d'autres importateurs ont, en 1981, été autorisés à acheter à l'étranger sans justifier la provenance de leurs devises. Cette entreprise, qui est le principal contribuable du pays, n'était souvent plus en mesure de s'acquitter de ses obligations fiscales, ce qui a entraîné des déficits constants dans les finances publiques. Les deux autres marchés de change ont été créés pour mettre fin à l'exportation en fraude des produits agricoles, notamment le café, mais aussi l'or et le diamant.

334. La monnaie kenyane est restée indexée aux DTS de septembre 1981, lorsqu'elle a été dévaluée pour la seconde fois en un an jusqu'à la fin de 1982, époque où elle a été dévaluée de nouveau. Lorsque l'on compare les moyennes annuelles, on s'aperçoit que le shilling kenyan a été dévalué de 17 p. 100 par rapport au dollar des E.U. en 1982.

335. Concernant les taux de change le problème le plus ardu dans la région, a été celui de la dévaluation du Naira. Les responsables nigériens soutenaient que le pays n'avait pas intérêt à dévaluer. Puisque le Nigéria n'exporte que du pétrole et importe que les biens et services essentiels, ils ne voyaient pas la nécessité d'une dévaluation. Celle-ci entraînerait l'inflation, aggravant ainsi la situation économique du pays. Toutefois, ils ont admis que le Naira était surévalué et que la situation économique du Nigéria était si grave, que les Nigériens ne disposaient d'aucune marge de manoeuvre face au FMI. Le Fonds comprenait qu'une dévaluation entraînerait inévitablement des problèmes pour les secteurs dépendant des importations, mais, maintenant qu'il s'agissait d'une mesure d'urgence, si on voulait relancer l'économie nigérienne vers plus d'auto-suffisance et, par dessus tout, vers une reprise de l'agriculture.

335a. Le tableau VI.C.1 résume les mouvements des taux de change dans la région.

Tableau VI C.I
Evolution des taux de change
(Equivalent de la monnaie nationale pour 1 dollar)

	Unité	1981	1982	1983
Algérie	Dinar	4,38	4,64	4,92
Angola	Kwanza	30,21	30,21	30,21
Botswana	Pula	0,88	1,06	1,15
Burundi	Franc	90,00	90,00	117,20
Egypte	Pound	0,70	0,70	0,70
Ethiopie	Birr	2,07	2,07	2,07
Gambie	Dalasi	2,10	2,48	2,76
Ghana	Cedi	2,75	2,75	30,00
Guinée	Sylli	21,37	22,71	23,58
Jamahiriya arabe libyenne	Dinar	0,30	0,30	0,30
Kenya	Shilling	10,29	12,73	13,77
Lesotho	Maloti	0,96	1,07	1,22
Liberia	Dollar	1,00	1,00	1,00
Malawi	Kwacha	0,91	1,10	1,30
Mali	Franc	574,80	672,50	834,75
Mauritanie	Duguiya	48,94	52,96	57,03
Maurice	Rupée	10,33	10,86	12,74
Maroc	Dirham	5,33	6,27	8,06
Mozambique	Metical	30,05	30,54	41,50
Nigéria	Naira	0,64	0,67	0,75
Ouganda	Shilling	85,15	104,30	235,00
Pays de la zone CFA ^{a/}	CFA Franc	207,40	336,25	417,38
République-Unie de Tanzanie	Shilling	8,32	9,57	12,45
Ruanda	Franc	92,84	92,84	98,10
Seychelles	Rupée	6,23	6,55	6,91
Sierra Leone	Leone	1,17	1,23	2,50
Somalie	Shilling	6,30	15,20	15,26
Soudan	Pound	0,90	1,30	1,30
Swaziland	Ligangeni	0,96	1,07	1,22
Tunisie	Dinar	0,52	0,62	0,73
Zaïre	Zaire	5,47	5,75	30,12
Zambie	Kwacha	0,88	0,93	1,54
Zimbabwe	Dollar	0,72	0,92	1,13
Moyenne pondérée ^{b/}	-	31,04	36,07	46,22

Sources : International Financial Statistics, vol. XXXVI N°12 (décembre 1983), et Africa Economic Digest, différents numéros.

Remarques : Les taux des monnaies sus-citées, sont des taux moyens à la fin de la période considérée.

^{a/} Y compris Bénin, Cameroun, Congo, Côte d'Ivoire, Sénégal et Haute-Volta.

^{b/} Ces chiffres ont été obtenus en pondérant les taux de change par les valeurs des exportations de 1980 exprimées en dollars.

D. Aide et Endettement1. Flux des ressources

336. Le flux total net de ressources en provenance du CAD vers les pays en développement a baissé de 6,8 en 1982 pour n'être plus que de 83,7 milliards de dollars. Cette somme représentait près de 90 p. 100 du flux total, et son rapport au PNB conjoint des pays concernés est passé à 1,15 p. 100 en 1982 à partir de 1,23 p. 100 en 1981. Toutefois, la baisse du flux net total en provenance de ces pays, vers l'ensemble des pays en développement, (1981) était en coûts constants de 4,8 p. 100 en 1982. La part des flux des ressources allouées à des conditions non-libérales est passée à 60,8 p. 100 du flux total de 1982, comparé à 64,2 p. 100 de 1981. Le flux de ressources vers les pays en développement, entre 1980 et 1982, apparaît dans le tableau VI D.1.

337. Le total des flux APD, provenant des 17 pays membres vers les pays en développement s'est élevé à environ 28 milliards de dollars en 1982, une augmentation de près de 11 p. 100 à prix constants par rapport à 1981. L'aide nette des membres du CAD s'est accrue à un taux annuel moyen d'environ 5 p. 100 à prix constants entre 1978 et 1982. En pourcentage du PNB conjoint des pays du CAD, les engagements nets de l'APD sont passés de 0,35 p. 100 en 1981 à 0,38 p. 100 en 1982. Le taux de l'APD des pays de l'OPEP par rapport à leur PNB a été de 1,22 p. 100 en 1982, comparé à 1,5 p. 100 de 1981. Le taux de l'APD par rapport au PNB pour les pays membres du Conseil pour l'assistance économique que mutuelle (CAEM) des pays était de 0,14 pour cent en 1982. Le même taux était observé pour les pays de l'OCDE non membres du CAD.

Tableau VI D.1

Total du flux des ressources allouées aux pays en développement, 1980-1982
(en milliards de dollars)

	1980	1981	1982
Aide publique au développement	37,33	36,63	34,24
Pays membres du CAD	18,11	18,28	18,53
Pays membres de l'OPEP	8,73	7,61	5,51
Pays membres du CAEM et autres pays	2,70	2,81	2,75
Organisations Multilatérales	7,79	7,93	7,45
Autres flux (non APD)	58,72	71,29	58,94
Total des flux	96,05	107,92	93,18

Source : Coopération pour le Développement, examen 1983 (Paris OCDE, 1983)

338. Dans son rapport annuel, le président du CAD, a reconnu qu'il se peut que les pays à faible revenus qui entreprennent d'importantes restructurations, en association avec le FMI de la Banque mondiale, ne soient pas en mesure de mettre en oeuvre, dans un futur proche, de nouveaux projets d'investissement de grande envergure, même s'ils reçoivent une assistance financière étrangère importante. Pour des cas de ce genre, il a recommandé que les pays membres du CAD cherchent à financer les petits projets qui peuvent être rapidement productifs, ainsi que ceux relatifs à l'entretien et la production des intrants, abandonnés en raison des mesures restrictives.

2. Flux des ressources vers l'Afrique en développement

339. On ne dispose pas d'informations sur le total des flux des ressources mises à la disposition de l'Afrique en développement en 1982 et 1983, les dernières données disponibles apparaissent dans le tableau VI D.2. Le niveau des flux de ressources à des conditions libérales en direction des pays africains en développement a augmenté au cours des années mentionnées dans le tableau. La part de l'Afrique en développement dans le total des flux de ressources à des conditions non-libérales vers les pays en développement a baissé d'environ 7 points pour tomber à 15,6 p. 100 de 1981. Dans le même temps, la part de l'Afrique en développement dans le total des flux de ressources à des conditions libérales vers les pays en développement a augmenté de plus de 3 points. Pour la première fois depuis 1973, le montant de l'APD a été supérieur au total des flux privés.

Tableau VI D.2

Total des flux nets de ressources destinées aux pays
africains en développement
(en milliard de dollars)

	1978	1979	1980	1981
<u>Total des flux a/</u>				
Conditions libérales	7,7	9,3	10,5	10,8
Conditions non-libérales	10,9	8,7	9,7	8,6
Total	18,6	18,0	20,2	19,4
<u>Flux de capitaux d'origine bilatérale</u>				
Provenant des pays du CAD				
APD	4,8	5,7	6,8	6,9
Autres flux de capitaux publics	1,0	0,7	1,1	1,3
Sous total	5,8	6,4	7,9	8,2
Flux de capitaux privés	8,7	7,2	8,5	6,5
Total des CAD	14,5	13,6	15,4	14,7
Provenance des pays de l'OPEP	0,8	1,1	0,9	1,1
Total bilatéral b/, c/	15,6	14,7	16,4	15,7
<u>Flux de ressources multilatérales d/</u>				
Conditions libérales	2,1	2,4	2,8	2,9
Conditions non-libérales	0,9	0,9	1,0	0,8
Total multilatéral	3,0	3,3	3,8	3,7

Source : Handbook of International Trade and Development Statistics 1983
(United Nations Publication, Sales N°E/F. 83.II.D.2)

a/ Total des flux financiers provenant des pays du CAD, de l'OPEP et d'organisations multilatérales.

b/ Peut inclure d'autres éléments

c/ A titre de comparaison, les crédits à l'exportation publics et privés (déboursants) se sont élevés à 5,1 milliards en 1978, et à 4,4 milliards en 1979, à 4,6 milliards en 1980 et à 3,6 milliards en 1981 (milliard de dollars des E.U.)

d/ En grande partie financé par les pays membres du DAC et de l'OPEP.

340. Le total net de l'APD en faveur des pays africains en développement a augmenté en termes réels de 4,9 p. 100 en 1982, après une augmentation inférieure à 1 p. 100 en 1981. Pour l'Afrique en développement, la part de l'APD par rapport au PIB est restée stable au début des années 1980; 3,2 p. 100 en 1980 et 1982, et 3,3 p. 100 en 1981. La part de l'Afrique en développement dans le total de l'APD aux pays en développement a augmenté d'environ 3 points en 1982, atteignant le tiers du total. Le tableau VI.D.3 laisse apparaître l'évolution des flux de l'APD destinés à l'Afrique en développement.

Tableau VI D.3

Total net de l'aide publique au développement,
1980-1982 a/ (en milliard de dollars)

	1980	1981	1982
<u>Prix courants</u>			
Afrique au Sud du Sahara	0,06	8,05	7,77
Afrique du Nord	2,53	2,26	2,43
Afrique en développement	10,59	10,31	10,20
<u>Prix constants (1980)</u>			
Afrique au Sud du Sahara	3,06	8,24	8,43
Afrique du Nord	2,53	2,41	2,74
Afrique en développement	10,59	10,65	11,17

Source : La même que pour le tableau VI D.1 et Secrétariat de la CEA

a/ Décaissements nets des pays du CAD, de l'OPEP et organisations multilatérales

341. Les pays africains qui reçoivent le plus d'APD sont énumérés au tableau VI D.4. L'Egypte a reçu l'aide la plus importante des pays membres du CAD et des organisations multilatérales, alors qu'elle arrive en deuxième place sur la liste du CAEM. Le Soudan est troisième sur la liste de l'APD du CAD à l'Afrique et quatrième, tant sur la liste de l'OPEP que sur celle de l'APD multilatérale. Comme on peut le constater dans le tableau VI D.5, l'assistance par habitant la plus importante va aux petits pays comme les Seychelles (326 dollars) et Djibouti (195 dollars). Les taux de dépendance vis à vis de l'aide (APD en tant que pourcentage du PNB) sont les plus élevés au Cap-Vert (60 p. 100), en Guinée Bissao (50 p. 100) et aux Comores (44 p. 100).

Tableau VI D.4
Principaux bénéficiaires de l'APD en Afrique, suivant la provenance
de l'aide, 1980-1981* (en millions de dollars)

<u>Toutes provenances a/</u>	
Egypte	1 472
Soudan	736
République-Unie de Tanzanie	749
<u>APD du CAD</u>	
Egypte	1 217
Kenya	336
Soudan	360
République-Unie de Tanzanie	580
<u>APD de l'OPEP</u>	
Mauritanie	119
Maroc	370
Somalie	112
Soudan	192
<u>APD du CAEM</u>	
Algérie	48
Egypte	33
<u>APD multilatérale</u>	
Egypte	198
Ethiopie	136
Somalie	159
Soudan	179
République-Unie de Tanzanie	145
Zaïre	103

Source : La même que pour le tableau VI D.1

a/ Y compris sources non indiqués ici

* décaissements bruts

Tableau VI D.5

Dépendance des pays africains vis à vis de l'aide
publique au développement

	Recettes totales 1982 <u>a/</u>	APD moyenne par habitant 1980-1981	APD en pour- centage du PNB 1980-81
	En million de dollars	En dollars	Moyenne
Algérie	250	12	0,6
Angola	52	9	1,9
Bénin	80	28	9,2
Botswana <u>b/</u>	101	132	14,5
Burundi <u>b/</u>	125	30	14,8
Cap Vert <u>b/</u>	54	178	59,9
Comores <u>b/</u>	38	131	44,1
Congo	93	58	7,9
Côte-d'Ivoire	136	21	1,8
Djibouti <u>b/</u>	55	195	40,5
Egypte	1433	37	6,4
Ethiopie <u>b/</u>	184	8	5,8
Gabon	62	84	1,9
Gambie <u>c/</u>	48	101	40,6
Ghana <u>s/</u>	143	16	3,8
Guinée	66	17	5,8
Guinée Bissao <u>b/</u>	67	81	49,7
Guinée Equatoriale <u>b/</u>	13	27	5,9
Haute Volta <u>b/</u>	206	40	20,6
Jamahiriya arabe libyenne	12	5	0,1
Kenya	482	28	6,7
Lesotho <u>b/</u>	89	72	18,7
Libéria	109	58	11,0
Madagascar	243	23	6,6
Malawi <u>c/</u>	121	25	10,7
Mali <u>b/</u>	194	36	18,7
Maroc	514	34	3,9
Maurice	48	50	4,7
Mauritanie <u>b/</u>	173	129	39,9
Mozambique	177	15	5,6
Niger	252	36	10,9
Nigéria	35	1	0,1
Ouganda <u>c/</u>	131	10	3,5

Tableau VI D.5
Dépendance des pays africains vis à vis de
l'aide publique au développement
(suite)

	Recettes totales nette 1982 a/	APD moyenne par habitant 1980-1981	APD en pour- centage du PNB 1980-81
	En million de dollars	En dollars	Moyenne
République centrafricaine c/	89	47	15,8
République-Unie du Cameroun	210	29	4,3
République-Unie de Tanzanie c/	676	41	15,5
Ruanda b/	145	31	15,2
Saô Tomé et Príncipe b/	10	44	9,0
Sénégal	279	60	13,3
Seychelles c/	19	126	18,4
Sierra Leone c/	71	24	8,8
Somalie c/	382	111	29,0
Soudan c/	702	400	8,5
Swaziland	26	81	11,9
Tchad	60	12	10,2
Togo	77	33	8,0
Tunisie	209	46	3,5
Zaïre	330	15	6,7
Zambie	237	47	8,4
Zimbabwe	214	27	4,3

Source : La même que pour le tableau VI D.1

a/ Décaissements nets des pays membres du CAD et de l'OPEP et des organisations multilatérales.

b/ Dépendant entièrement de l'APD (la part de l'APD dans le total des ressources financières est supérieure à 90 p. cent).

c/ Dépendant en grande partie de l'APD (la part de l'APD dans le total des ressources financières varie entre 66 et 90 p. 100)

342. En 1980-1981, 28,4 p. 100 du total de l'APD ont été alloués à l'Afrique au Sud du Sahara. L'aide accordée à cette région s'élevait à environ 40 p. 100 du total des importations et représentait plus de la moitié de l'ensemble des investissements en 1981. Ces proportions étaient plus élevées dans les pays du Sahel, où depuis 1976, l'aide au développement de toutes provenances avait doublé à prix courants pour atteindre environ 1,5 milliard de dollars de décaissements nets et 1,7 milliard d'engagements annuels. La première somme équivalait à près de 44 dollars par habitant soit 17 p. 100 du PIB conjoint des pays du Sahel; les deux chiffres sont deux fois plus élevés que ceux concernant l'aide accordée à l'ensemble des pays à faible revenus de l'Afrique au Sud du Sahara.

3. Endettement

343. Le montant total de l'encours de la dette extérieure de l'Afrique en développement, y compris les sommes non décaissées a atteint 150 milliards de dollars à la fin de 1983, soit 7 milliards de dollars de plus qu'à la fin de 1982. En pourcentage des exportations de biens et services, la dette extérieure de l'Afrique en développement est passée de 138 p. 100 à la fin de 1981 à 161 p. 100 à la fin de 1982. On estime que ce taux atteindra 180 p. 100 en 1983 par suite de l'accroissement de la dette et de la faiblesse des exportations. En 1982, la dette extérieure a atteint 44,4 p. 100 du PIB pour l'ensemble de l'Afrique en développement.

344. L'accroissement de la dette a coïncidé avec une montée au moins aussi abrupte des coûts associés du service de la dette, résultant en partie du montant croissant de la dette, mais reflétant également la hausse sensible des taux d'intérêt au niveau international, et le durcissement des autres conditions pour ce qui a trait aux délais de paiement et aux échéances des nouveaux prêts. Ces facteurs ont fait que le coût du service de la dette de l'Afrique en développement dans son ensemble a atteint 22,4 p. 100 en 1983 contre 10,7 p. 100 en 1980.

345. Pour un nombre sans précédent de pays, le fardeau du service de la dette a atteint des proportions alarmantes, comme le nombre record de négociations pour le rééchelonnement des dettes ainsi que la hausse brutale intervenue dans les retards de paiement de la dette extérieure. Les pays africains ayant entrepris de rééchelonner leurs dettes avec des organismes publics sont énumérés aux tableaux VI D.6 et VI D.7.

Tableau VI D.6
Rééchelonnements des dettes multilatérales
du Club de Paris (a)

Pays débiteur	Année de l'accord	Nombre de créiteurs	Montant faisant l'objet du rééchelonnement
Zaïre	1976	11	270
Zaïre	1977	11	170
Sierra Leone	1977	6	39
Zaïre	1977	10	40
Togo	1979	9	260
Soudan	1979	11	487
Zaïre	1979	14	1 040
Sierra Leone	1980	7	37
Libéria	1981	11	232
Madagascar	1981	11	140
République Centrafricaine	1981	6	72
Zaïre	1981	12	500
Sénégal	1981	13	75
Ouganda	1981	6	30
Libéria	1981	8	30
Soudan	1982	13	80
Madagascar	1982	11	107
Malawi	1982	6	25
Sénégal	1982	12	74
Ouganda	1982	4	19
Soudan	1983	11	300
Zambie	1983	12	375
République Centrafricaine	1983	5	13

Source : "Rééchelonnements récents des dettes avec les créiteurs publiques et bancaires". Etude occasionnelle du FMI, N° 25 (Washington, 1984). Pour commentaires supplémentaires, voir IMF survey, Vol. N° 13 N° 2 (23 janvier 1984), pages 17, 26 et 28).

a/ Au 21 octobre 1983, on estimait que les nouvelles négociations sur le dette publique du Malawi et du Maroc devaient avoir lieu en octobre 1983. En 1978, un groupe d'étude spécial composé de cinq créiteurs avait procédé au rééchelonnement de la dette du Gabon d'un montant de 63 millions de dollars.

Tableau VI D.7

Pays négociant le réaménagement de leurs dettes
bancaires a/ (en millions de dollars)

	Endettement vis à vis des banques à la fin de déc. 1982
Nigéria	8 527
Maroc	3 882
Soudan	1 119
Zaïre	873
Zambie	590
Sénégal	410
Madagascar	299
Togo	253
Malawi	202

Source : La même que pour le tableau VI D.6

a/ Comprenant les pays membres du FMI en train de terminer ou négotiaient le réaménagement de leurs dettes multilatérales (à savoir le rééchelonnement ou le refinancement) contractées auprès des banques commerciales. Le Libéria qui a lui aussi terminé une renégotiation en 1982, ne figure pas parmi ces pays en raison de son statut de centre financier hors frontière.

346. En 1980, les pays africains qui avaient la dette plus élevée par habitant, étaient l'Algérie, le Congo, le Gabon, la Côte-d'Ivoire, la Mauritanie, Maurice, le Maroc, la Tunisie et la Zambie.

347. Bien que depuis 1976, les deux tiers de l'aide aux pays du Sahel aient été accordés sous forme de dons, la dette à long terme accumulée vis à vis des institutions d'aide dépasse 2 milliards de dollars. Le fait de recourir de plus en plus souvent à un financement aux conditions du marché, y compris aux crédits à l'exportation, en période de récession générale, a entraîné de graves problèmes pour ce qui est du service de la dette pour la Mauritanie, le Niger, le Sénégal, dont le service de la dette par rapport au PIB a atteint le même ordre de grandeur qu'au Brésil et au Maroc.

VII. L'EMPLOI

A. La situation de l'emploi

1. Introduction

348. La promotion et l'utilisation appropriées des ressources humaines, sont parmi les facteurs essentiels du développement socio-économique de l'Afrique.

349. Elles influencent particulièrement la redistribution des revenus, et, par conséquent, l'épargne, l'investissement et la consommation. Mais il convient par-dessus tout, d'en souligner l'importance sur le plan social. En effet, le chômage engendre la pauvreté. La population active définie comme le groupe d'âge qui va de 15 à 64 ans, ne représente que la moitié de la population africaine, ce qui entraîne un taux de dépendance très élevé. En conséquence, lorsqu'on se trouve dans une situation où un nombre restreint de personnes bénéficient de la protection de la sécurité sociale nationale, pour chaque chômeur, il y a sans doute d'autres personnes qui ne sont pas en mesure de s'assurer des moyens d'existence convenables.

350. La situation de l'emploi varie sans doute très largement d'un pays à l'autre, selon le niveau de leur dotation en ressources naturelles, leur situation socio-économique, et la situation politique et culturelle. Toutefois, les pays africains ont en commun certaines caractéristiques qui déterminent les causes communes de leurs problèmes et justifient les généralisations appliquées à l'ensemble du continent.

2. La structure de l'emploi

351. En 1979, 69 p. 100 de la population active en Afrique, travaillait dans le secteur agricole. Néanmoins, ce pourcentage variait considérablement d'un pays à l'autre. La part de l'agriculture dans la population active allait de 20 p. 100 en Jamahiriya arabe libyenne, à 91 p. 100 au Rwanda comme on peut le voir au tableau 18 de l'annexe statistique. De 1960 à 1979, cette proportion a sensiblement baissé dans tous les pays faisant l'objet de la présente étude. Le fléchissement le plus sensible s'est produit en Jamahiriya arabe libyenne, où l'industrie pétrolière a remplacé le secteur agricole en tant que principal stimulant de la croissance.

352. Bien que le secteur agricole n'ait plus, d'une façon générale, la même importance dans la structure de l'emploi, on peut toujours affirmer que celui-ci joue un rôle essentiel dans la situation de l'emploi des pays africains.

353. En 1979, la contribution à l'emploi des deux autres secteurs, à savoir l'industrie et les services, a été estimée à respectivement 13,4 et 17,6 p. 100 de la main d'oeuvre.

354. La main-d'oeuvre dans le secteur de l'industrie a régulièrement augmenté à un taux moyen qui va de 8,6 p. 100 au Tchad, à 1,8 p. 100 au Cameroun. Toutefois, malgré cet accroissement, la capacité d'absorption de la main-d'oeuvre par le secteur industriel a été, d'une façon générale, insuffisante.

Tableau VII.A.1

Structure de la Main-d'oeuvre en Afrique en développement

	1960		1979	
	(Milliers)	Pourcentage	(Milliers)	Pourcentage
Main-d'oeuvre	106 391	100	156 138	100
dont :				
Agriculture	84 772	80	107 610	69
Industrie	8 145	7,5	20 988	13,4
Services	13 474	12,6	27 540	17,6

Sources : Organisation internationale du Travail (OIT), Labour Force Estimates and Projections 1950-2000 (BIT, Genève 1977) et World Development Report 1982, Banque mondiale (Washington 1982).

Remarque générale : La main-d'oeuvre comprend les personnes économiquement actives, y compris les forces armées et les chômeurs, à l'exclusion des ménagères, des étudiants et autres groupes économiquement inactifs. Tous les Etats membres de la CEA, sauf le Cap-Vert, les Comores, Djibouti, la Guinée équatoriale, la Guinée-Bissau, Maurice, Sao Tome et Principe, les Seychelles et le Zimbabwe pour lesquels on ne dispose pas de données.

355. Dans le secteur industriel, dans la plupart des pays sur lesquels on dispose de données, le gros de la main-d'oeuvre travaille dans l'industrie de transformation, en particulier, les textiles et l'industrie alimentaire sont parmi les plus importants pour ce qui est de l'emploi. Malgré la forte contribution des minéraux aux recettes d'exportation dans certains pays africains, l'industrie minière n'a, jusqu'à présent, pas été un grand utilisateur de main-d'oeuvre. En Zambie par exemple, pays qui dispose du plus grand secteur minier en Afrique, l'emploi dans l'industrie minière ne représentait en 1982, que 15,4 p. 100 du total de la main-d'oeuvre.

356. De 1960 à 1979, la main-d'oeuvre dans les services a également augmenté de manière continue à un rythme moyen qui oscille entre 7,5 p. 100 en Côte d'Ivoire et 0,15 p. 100 en Egypte. Dans les pays qui font l'objet de cette étude, on s'aperçoit que le gros de la main-d'oeuvre dans les services est employé dans le "secteur des services collectifs et personnels". La République-Unie du Cameroun constitue une exception de taille à cette règle, où en 1981, près de 6 p. 100 du nombre total des employés travaillaient dans le secteur des finances, des assurances, de l'immobilier et des affaires.

Tableau VII.A.2

Emploi enregistré dans le secteur structuré de certains
pays africains *

	Pourcentage du total				Part des emplois salariés pour l'ensemble de la main-d'oeuvre
	Total	Agriculture	Industrie	Services	
Bénin	44	..	..	..	3
Botswana	69	8	28	64	19
Burundi	34	59	27	14	2
Côte d'Ivoire	331	22	35	43	12
Gabon	139	14	50	36	53
Gambie	19	5	32	63	7
Jamahiriya arabe libyenne	..	19	32	49	..
Kenya	972	26	22	52	16
Libéria	127	26	21	53	18
Malawi	354	48	20	32	14
Maurice	52	30	39	31	15
République du Cameroun	268	25	46	29	8
Sierra Leone	68	8	34	58	5
Swaziland	71	38	29	33	29
Zambie	373	9	43	48	18
Zimbabwe	990	34	25	41	40

Source : Yearbook of Labour Statistics (Genève, BIT, 1980), tableau 3.

* 1979 ou dernière année pour laquelle on dispose d'informations.

357. Dans la plupart des cas, la majeure partie des emplois salariés se trouve concentrée dans le secteur industriel et les services et par conséquent dans les zones urbaines. Malgré la croissance régulière du secteur structuré, on estime que les emplois salariés ne représentent que 10 à 15 p. 100 de l'ensemble de la main-d'oeuvre africaine. Toutefois, ce pourcentage peut varier sans doute sensiblement d'un pays à l'autre.

3. Sous-emploi et chômage

358. Selon les estimations du BIT de 1977, 12 millions de personnes, soit environ 40 p. 100 de l'ensemble de la population active, était sous-employée, en ce sens qu'elles travaillaient à des niveaux de productivité et de capacité très bas. Le sous-emploi affecte notamment les zones rurales où les gens ne peuvent se permettre de rester inactifs, même durant les mortes saisons du cycle agricole. En fait, la main-d'oeuvre rurale en Afrique est essentiellement composée de petits propriétaires fermiers qui vivent d'une agriculture de subsistance, de paysans sans terre qui travaillent aux cultures marchandes (grandes fermes ou domaines privés ou publics) comme ouvriers saisonniers, occasionnels ou permanents, et comme ouvriers salariés réguliers ou temporaires, employés à des tâches non agricoles. Assez souvent, les activités non agricoles représentent dans les zones rurales une part importante du total du revenu et de l'emploi. Ces activités portent essentiellement sur l'élevage du bétail, la production industrielle à petite échelle, ou des activités indépendantes telles que la production artisanale ou la vente au détail.

359. Le chômage déclaré en Afrique, a été évalué en 1977, à environ 8 p. 100 de l'ensemble de la main-d'oeuvre. C'est un problème récent et assez grave qui se pose dans les zones urbaines. Dans la plupart des pays africains, la main-d'oeuvre urbaine a augmenté à un rythme impressionnant, s'élevant parfois à 4 à 5 p. 100 par an. La création d'emplois dans le secteur structuré n'a pas suivi le rythme de cet accroissement. La main-d'oeuvre urbaine sert dans l'administration publique, le secteur industriel et les services, ou dans le secteur informel, fondamentalement la production à petite échelle, le commerce de gros et de détail, les services et les activités de réparation.

360. Le secteur informel joue un rôle essentiel dans l'emploi en milieu urbain, dans la plupart des pays africains (voir tableau VII.A.3). L'emploi dans ce secteur a considérablement augmenté, à un moment où il stagnait plus ou moins dans le secteur structuré. Dans les années 1970 par exemple, l'emploi dans le secteur informel s'est accru au taux annuel de 3 p. 100 à Lomé (Togo), de 10 p. 100 à Yaoundé (Cameroun) et de 5 p. 100 à Bamako (Mali).

Tableau VII.A.3

Pourcentage de la main-d'oeuvre utilisée dans le secteur informel dans certains pays africains

Zones	Année	Pourcentage
Lagos (Nigéria)	1976	50
Kumasi (Ghana)	1974	60-70
Nairobi (Kenya)	1972	44
Banjul (Gambie)	1980	42
Zones urbaines (Sénégal)	1976	50
Zones urbaines (Congo)	1974	55
Abidjan (Côte d'Ivoire)	1970	44
Zones urbaines (Haute-Volta)	1977	73

Source : Différentes enquêtes du BIT et du PECTA (Programme des emplois et des compétences techniques pour l'Afrique)

361. Malgré son importance croissante, le secteur informel n'a pas pu absorber le surplus de main-d'oeuvre dans les zones urbaines : le travail indépendant par exemple, qui domine la majeure partie de ses activités, nécessite de l'initiative, du talent et quelques capitaux. Il devient de plus en plus difficile de s'inscrire à un programme d'apprentissage, étant donné que le nombre de jeunes en quête d'emploi s'accroît très rapidement 7/.

362. Les liens limités qu'il entretient avec le reste de l'économie, constituent également un frein au développement du secteur informel. La sous-traitance des travaux du secteur structuré par exemple, n'est pas encore suffisamment développée dans la plupart des pays africains, situation peut-être due au type de marchandises produites par le secteur informel et à des déficiences dans la commercialisation.

363. Le chômage touche plutôt la couche jeune de la population. C'était également le cas dans le passé : au Nigéria, vers la fin des années soixante par exemple, une étude sur la main-d'oeuvre a estimé que, plus de 80 p. 100 des chômeurs étaient âgés de 15 à 29 ans, alors que ceux de la tranche d'âge allant de 13 à 23 ans représentaient 50 p. 100 du total des chômeurs. Toutefois, un phénomène nouveau et grave apparaît, à savoir le déplacement graduel du niveau de qualification. Auparavant, le chômage affectait surtout les jeunes en fin de cycle primaire, alors que ces dernières années, même les diplômés des écoles secondaires ou supérieures sont touchés. Bientôt, une grande partie des diplômés d'université commenceront sans doute à se retrouver dans les rangs des chômeurs.

364. Les femmes constituent la deuxième catégorie de personnes particulièrement lésées sur le marché du travail. Au Kenya, une étude sur la main-d'oeuvre rurale menée en 1977-1979 a prouvé que, sur le marché du travail, dans les zones rurales, les postes de travail rémunéré sont contrôlés par les hommes. Au Sénégal, si l'on se réfère au recensement de 1976, le nombre de femmes travaillant dans les zones urbaines ne représentait que 20 p. 100 de la population active. En Tanzanie, une étude entreprise par le PECTA a révélé que, dans les zones urbaines, alors que 3 à 5 p. 100 des hommes chefs de famille étaient sans emploi, le chiffre correspondant pour leurs épouses variait entre 15 et 20 p. 100. Cette situation était en partie due aux comportements culturels qui tendent à rejeter la femme en dehors des activités du secteur structuré.

B. Principaux facteurs sous-jacents

365. Après un bref examen des principales caractéristiques de la situation de l'emploi en Afrique, il convient à présent de se pencher sur les causes profondes d'une telle situation. Parmi celles-ci, les plus importantes sont constituées par les résultats économiques généraux et sectoriels; le taux de croissance rapide de la population; la hausse du taux de l'émigration; la structure du système scolaire; ainsi que le type de technologie adopté pour les activités productives.

7/ Le niveau des connaissances requises pour être admis à ces programmes, varie d'un métier à l'autre. Pour le commerce de détail par exemple, on n'a besoin d'aucune connaissance particulière, alors que certaines sont requises pour les activités de maintenance.

1. Résultats économiques généraux et sectoriels

366. La situation de l'emploi dans la région a été aggravée par le ralentissement enregistré dans tous les secteurs depuis le milieu des années 1970 qui est dû en partie à des facteurs internationaux.

367. Les résultats ont été particulièrement décevants dans le secteur agricole, qui est habituellement, le plus important en ce qui concerne l'emploi, et qui regroupe près de 70 p. 100 de la population active en Afrique. La sécheresse a fortement déprimé (et continue de déprimer) la production agricole dans les pays du Sahel et d'autres tels que, la Tanzanie, la Somalie, l'Ouganda et l'Ethiopie. Des politiques de prix peu avantageuses ont découragé la production alimentaire. Certaines cultures commerciales ont souffert de la baisse des prix sur le marché mondial. En outre, la pénurie, ainsi que l'utilisation limitée des intrants agricoles tels que les engrais et insecticides ont contribué à réduire le niveau de la productivité.

368. Au cours des deux années écoulées, la situation économique s'est aggravée dans de nombreux pays. Cela a entraîné une détérioration plus grande de la situation de l'emploi, notamment dans le secteur de l'agriculture de subsistance et le secteur urbain structuré 8/. En Zambie, le nombre de chômeurs a augmenté en 1982, par suite du niveau plutôt bas des activités dans le secteur des industries dépendant des importations. Les pénuries de devises étrangères ont forcé de nombreuses industries à fonctionner à moins de 30 p. 100 de leur capacité. Face à une telle situation, la plupart des industries n'avaient d'autre choix que de réduire leur main-d'oeuvre en vue de diminuer les coûts à court terme. Dans le secteur minier tout particulièrement, les mesures visant à réduire les coûts ont eu des effets négatifs sur le niveau de l'emploi.

369. En Côte d'Ivoire, les mesures d'ajustement adoptées par le gouvernement depuis 1979 ont eu pour conséquence de réduire la demande intérieure. Les effets sur l'emploi ont été importants. Des données relatives à un échantillon multi-sectoriel d'entreprises indiquent qu'en 1981-1982, le nombre des employés a diminué de 2,6 p. 100. Dans le secteur de la construction, la main-d'oeuvre qui s'élevait à 57 000 travailleurs en 1978, a été ramenée à 24 000 en 1981/82, ou à moins de la moitié. Au Niger en 1981, le fléchissement de la croissance économique a eu pour conséquence que, le nombre des employés du secteur public a été ramené au niveau de 1979. En 1982 au Kenya, le ralentissement de la croissance économique et de la valeur réelle des investissements fixes a réduit l'emploi dans les secteurs productifs. Des diminutions de l'emploi salarié ont été enregistrées dans le secteurs de l'agriculture et de la sylviculture, de la construction et de l'industrie de transformation. Au Nigéria, la chute récente de la demande de pétrole a eu des effets négatifs sur le niveau de l'emploi dans le secteur pétrolier.

8/ S'agissant du secteur informel, il convient de noter que, dans de nombreux cas, la crise économique a contribué à le renforcer et à le rendre plus compétitif. La hausse des prix des produits du secteur structuré ainsi que la pénurie des marchandises, due aux restrictions sur les importations, ont entraîné un accroissement de la demande effective des services et des produits du secteur informel.

Dans les huit mois qui ont suivi l'adoption des mesures d'austérité d'avril 1982, l'industrie pétrolière a renvoyé 5 000 travailleurs, tandis que celle de la construction a mis à pied près de 1200 hauts cadres sans compter un grand nombre d'ouvriers qualifiés et de manoeuvres.

2. Population

370. La population de l'Afrique s'est accrue à un rythme assez rapide au cours des 30 dernières années. Entre 1950 et 1980, elle a plus que doublé (de 219 à 469 millions). Cet accroissement n'a pas été uniforme dans la région. Les taux de croissance les plus élevés ont été enregistrés en Afrique de l'Ouest. Dans les années 1970, ceux-ci ont varié du taux modéré de 1,3 p. 100 en Haute-Volta à 5 p. 100 en Côte d'Ivoire.

371. Le taux de croissance rapide de la population a été associé à une hausse correspondante de la main-d'oeuvre. Celle-ci a régulièrement augmenté au rythme de 1,8 p. 100 par an dans les années 1950, de 2,2 p. 100 dans les années 1970. Selon les statistiques de la Banque mondiale, 27 des 38 pays africains sur lesquels on dispose de données, ont connu dans les années 1970 une hausse du taux de croissance annuel moyen de la main-d'oeuvre si on le compare à celui des années 1960. Les taux de croissance dans les années 1970 variaient énormément d'un pays à l'autre, allant de 1,3 p. 100 au Cameroun à 4,5 p. 100 en Côte d'Ivoire.

372. L'accroissement de la main-d'oeuvre a, à son tour, eu des conséquences importantes sur le niveau de l'emploi dans les zones urbaines, alors qu'à la campagne, elle a contribué dans une large mesure à créer le sous-emploi. Souvent, dans les zones rurales, un nombre plus grand de paysans ont dû se partager la même superficie de terre arable. La subdivision des fermes qui s'en est suivie, a souvent entraîné une diminution des taux de productivité et des revenus. En Egypte, entre 1965 et 1977, la superficie moyenne des fermes des petits exploitants a baissé de 1,2 à 0,9 feddans. De 1961 à 1978, le nombre des exploitants de moins de 1 feddan, est passé de 26 p. 100 à environ 49 p. 100 de l'ensemble des exploitants. Au Lesotho, le recensement agricole de 1969-1970, a estimé que 212 228 ménages ruraux exploitaient près de 400 000 ha. Dix ans plus tard, il n'y avait plus que 324 000 ha pour 239 587 ménages ruraux. Compte tenu de ces changements, certaines familles dans les zones rurales pouvaient difficilement parvenir à l'autosuffisance alimentaire, et le nombre des sans terre dans ces zones est passé de 2 000 familles en 1969-1970 à 35 000 en 1979-1980. Au Kenya, la population s'est accru à une allure vertigineuse dans les zones rurales, et il s'est déjà produit une diminution importante du nombre d'hectares alloué à chaque paysan. Au cours de la dernière décennie, le secteur rural a pu absorber une main-d'oeuvre en augmentation constante, sans pertes de productivité. A l'avenir cependant, la situation va sans doute changer. On a estimé que vers la fin des années 1980, le rapport terre/homme sera ramené à un cinquième d'hectare. En outre, la population s'accroît rapidement dans les zones périphériques semi-arides moins propices à l'agriculture.

373. La pression qu'exerce la population dans les zones rurales, a également contribué au développement d'activités rurales non agricoles. En Egypte, une mission du BIT a estimé que, dans le secteur rural, l'agriculture ne constituait que 55 p. 100 de l'ensemble des emplois. Près de 20 p. 100 de la population active rurale, était occupée à des activités industrielles à petite échelle, la production artisanale, le commerce et les services. Au Kenya, en 1972, on a estimé qu'environ 28 p. 100 de la population active rurale était occupée à des travaux non agricoles. En Sierra Leone en 1976, les chiffres correspondants avoisinaient les 19 p. 100.

3. Migrations

a) Migrations internes

374. Les migrations internes portent habituellement sur les mouvements de personnes en quête de travail qui quittent les zones rurales pour les zones urbaines. Ce flux de main-d'oeuvre a considérablement accéléré le processus d'urbanisation dans les pays africains, rendant plus impératif la nécessité d'une infrastructure et le développement des services dans les villes. La différence des revenus monétaires entre les zones rurales et urbaines peut être considérée comme l'une des principales causes de ce type de migration (voir tableau VII.B.1)^{9/}. De nombreuses études entreprises récemment par le PECTA ont prouvé qu'au cours des années 1970, l'écart dans certains pays (Nigéria, Lesotho et Somalie), s'est élargi de façon significative, alors qu'il a diminué dans d'autres. Au Kenya, par exemple, le rapport entre revenu urbain moyen et revenu rural moyen, est tombé de 9,1 en 1966 à 5,4 en 1976. En République-Unie de Tanzanie, il a baissé de 2,5 en 1959 à 1,2 en 1978. En Sierra Leone, il est passé de 4,4 en 1967 à 3,3 en 1976.

^{9/} D'autres principaux facteurs ayant entraîné l'exode rural sont : les mauvaises conditions climatiques, le développement insuffisant des infrastructures rurales et la médiocrité des services essentiels tels que : l'éducation, la santé, l'approvisionnement en eau et le transport.

Tableau VII.B.1

Ecart de revenu campagne-ville dans certains pays africains
(rapport du revenu urbain au revenu rural)

	Année	Pourcentage
Congo	1976	2,0
Côte d'Ivoire	1979	2,2
Gabon	1977	6,9
Ghana	1976	2,5
Haute-Volta	1978	2,4
Kenya	1976	5,4
Lesotho	1978	8,1
Libéria	1974	2,8
Nigéria	1978	4,4
Rép. du Cameroun	1976	1,9
Rwanda	1975	5,0
Sénégal	1976	3,3
Sierra Leone	1974	6,9
Swaziland	1978	1,2 a/
Tanzanie	1978	11,8
Zambie	1976	2,8

Source : Diverses études de l'OIT et du PECTA

a/ Ecart entre les salariés non agricoles et les paysans.

375. L'exode rural affecte dans une large mesure l'équilibre du marché du travail. Dans les zones rurales, il entraîne une lourde charge de travail pour les femmes restées au village. En fait, les femmes doivent s'occuper des travaux agricoles en plus des soins aux enfants et aux personnes âgées. Dans les zones urbaines, certains migrants entrent dans le secteur informel mais nombre d'entre eux ne trouvent pas de source régulière de revenus. En conséquence, la migration tend à transformer le sous-emploi des zones rurales en chômage déclaré dans les zones urbaines.

376. La Côte d'Ivoire illustre bien les effets de l'exode rural. Dans certaines zones rurales, le départ des travailleurs a provoqué une pénurie de main-d'œuvre, qui a sérieusement entraîné le développement agricole. Dans le même temps, le nombre d'emplois créés dans les villes ne pouvait suffire à la demande. De 1965 à 1970, la main-d'œuvre urbaine a augmenté de 40 p. 100, tandis que l'emploi urbain n'a augmenté que de 31,6 p. 100.

377. Au Kenya, la migration interne n'a pas donné lieu à l'explosion attendue du nombre des chômeurs dans les principales villes (Mombasa et Nairobi). Les autres villes de provinces se sont, plutôt considérablement agrandies. Dans les zones rurales, et en particulier dans les régions côtières, la pénurie de la main-d'œuvre est devenue de plus en plus évidente depuis le début des années 1970.

378. Alors que l'exode rural est susceptible de provoquer un sérieux déséquilibre sur le marché du travail, il convient de noter que le mouvement des travailleurs à l'intérieur des zones rurales, a sans doute eu des effets bénéfiques sur la production agricole. Au Soudan par exemple, la migration à l'intérieur des zones rurales, a grandement renforcé le développement des grandes exploitations agricoles. Au Kenya, ce genre de migration a été entravé par les fortes barrières que créent les particularismes ethniques, mais s'est poursuivie; les plantations de la Côte ont traditionnellement tiré une grande partie de la main-d'oeuvre des zones occidentales.

b) Migrations internationales

379. Les migrations internationales ont constitué un autre facteur important influant sur la main-d'oeuvre en Afrique. S'agissant des migrations interafricaines, les mouvements les plus importants ont été observés en Afrique de l'Ouest, et en particulier de la Haute-Volta et du Togo vers le Ghana et la Côte d'Ivoire. Au milieu des années soixante-dix, la Côte d'Ivoire a progressivement remplacé le Ghana en tant que principal pays hôte en Afrique de l'Ouest. Plus récemment, le Nigéria a attiré un nombre toujours plus grand de travailleurs étrangers. Un autre axe important des mouvements interafricains de la population active, est constitué par le flux des travailleurs des pays de l'Afrique australe qui vont vers les mines, les industries et les fermes de l'Afrique du Sud et du Zimbabwe. Dans le cas du Lesotho, le nombre de ceux qui ont émigré en Afrique du Sud a été estimé à six fois celui des travailleurs salariés du pays.

380. En ce qui concerne les migrations vers l'étranger, il est important de noter que les rangs des migrants comprennent de plus en plus d'ouvriers qualifiés. Les riches Etats pétroliers de la région du Golfe et de l'Asie occidentale, ont remplacé l'Europe (en particulier la France) en tant que principales régions d'accueil. Cette nouvelle tendance peut s'observer en Egypte et au Soudan qui ont des liens culturels étroits avec les riches Etats arabes pétroliers. Les estimations relatives au nombre d'Egyptiens travaillant à l'étranger ne sont pas très précises, et varient entre un et deux millions. Les chiffres pour le Soudan varient entre 350 000 et 500 000 travailleurs.

4. Education et formation

381. Le chômage des gens instruits provient des disparités quantitatives qui existent entre le nombre en progression rapide des jeunes en fin de scolarité et la stagnation qui prévaut en ce qui concerne la création de nouveaux emplois dans le secteur moderne. Cependant, ce type de chômage doit également en partie être attribué à la nature des systèmes scolaires et de formation ainsi qu'à la croissance du nombre d'éduqués. Dans de nombreux pays africains, les produits de ces systèmes ne trouvent pas facilement de travail, parce qu'ils ne sont pas suffisamment équipés des connaissances nécessaires sur le marché du travail. En Ouganda par exemple, on s'est aperçu que de nombreux diplômés d'université, et en particulier ceux qui étaient détenteurs de diplômes littéraires rejoignaient les rangs des chômeurs. On a estimé que, moins de 10 p. 100 de ceux qui avaient obtenu un diplôme en 1981 avaient trouvé un emploi en 1982.

382. La formation rurale appropriée et celle d'ouvriers qualifiés pour le secteur industriel ont été négligées. Le manque d'ouvriers qualifiés dans le secteur public dans certains cas a donné lieu à une situation de dépendance vis-à-vis d'une main-d'oeuvre étrangère coûteuse. En Zambie par exemple, on a estimé que vers le milieu des années 1970, 40 p. 100 du coût de la main-d'oeuvre dans les mines de cuivre était dû à la main-d'oeuvre expatriée. En Côte d'Ivoire, la mise en oeuvre de la "politique d'ivoirisation" visant à remplacer l'emploi des étrangers par celui des nationaux a été entravée par des difficultés qui se sont apparues lorsqu'il s'est agi de former des travailleurs nationaux qualifiés. Il en est de même pour le Botswana où, malgré le fait que les sommes consacrées à l'éducation sont par rapport au PIB, parmi les plus élevées au monde, la formation technique n'a pas reçu l'attention qu'il fallait. En conséquence, le nombre d'étrangers dans les postes nécessitant une formation de très haut niveau a fortement augmenté.

5. Technologie

383. Il arrive souvent que la faible capacité d'absorption de la main-d'oeuvre du secteur de l'industrie de transformation soit en partie due à l'utilisation des technologies à forte intensité de capital plutôt que de main-d'oeuvre. L'utilisation de technologie à forte intensité de main-d'oeuvre est, à l'heure actuelle, recommandée dans les plans de quelques pays africains seulement, tels que la Gambie, le Kenya, Maurice et la Tanzanie.

384. Dans certains pays africains, il semble qu'on s'achemine de plus en plus vers une technologie à forte intensité de capital. En Côte d'Ivoire par exemple, le montant des capitaux investis par ouvrier, était estimé en 1979 à 7 millions de F CFA par rapport à 1,7 million F CFA en 1968. Le plan de 1976-1980 a accentué cette tendance. Au Sénégal, vers la fin des années 1970, la priorité a été accordée à la mise en oeuvre de projets à grande échelle nécessitant un montant très élevé de capitaux par ouvrier. En Ouganda, les techniques utilisant une main-d'oeuvre réduite ont récemment été mises en oeuvre pour certains projets. La mécanisation de la production sucrière par exemple a entraîné la suppression d'un grand nombre d'emplois dans les zones rurales.

385. En Afrique, les technologies à forte intensité de capital ont souvent été adoptées, en raison du coût de la main-d'oeuvre, qui est généralement considéré comme trop élevé par rapport à la productivité. Toutefois, cette affirmation doit être prouvée. Tout d'abord, des statistiques fiables sur la productivité (auquel le coût de la main-d'oeuvre doit être comparé), sont très rares. Ensuite, il convient de noter que, dans certains pays, le niveau moyen des salaires en valeur réelle, a considérablement baissé au cours des dernières années. En Ouganda par exemple, on a estimé que le salaire moyen d'un ouvrier non qualifié a augmenté de 150 à 900 shillings au cours des deux dernières décennies, alors que l'indice des prix à la consommation a été multiplié par 15. Ce qui a entraîné une nette régression, en valeur réelle, du salaire minimum et un abandon par un grand nombre de travailleurs, du secteur structuré pour le secteur informel.

C. Politiques et Programmes en vue d'améliorer la situation de l'emploi

386. Les gouvernements africains n'ont commencé à se pencher sur le problème de l'emploi qu'au début des années 1970. Une étude du PECTA a indiqué qu'en 1974, 13 des 19 pays anglophones couverts par l'étude, avaient accordé la priorité à la promotion de l'emploi. Toutefois, la prise de conscience de ce problème a énormément varié d'un pays à l'autre.

387. Dans la seconde moitié des années 1970, la situation a complètement changé. La plupart des pays africains ont reconnu qu'il s'avérait urgent d'améliorer la situation de l'emploi. Cependant, des événements imprévus survenus dans l'économie internationale ont entravé le processus de développement et ont, par conséquent, détourné l'attention des gouvernements des objectifs sociaux et économiques. Un certain nombre de mesures à court terme, destinées à faire face à la crise économique ont par conséquent été adoptées, mais les objectifs sociaux de développement à long terme ont fait l'objet d'une attention moindre.

388. Au cours des dernières années, les efforts en vue d'améliorer la situation de l'emploi ont été renouvelés et renforcés. D'importantes mesures récemment adoptées par les gouvernements africains sont décrites dans les paragraphes suivants. Celles-ci sont de deux types à savoir : celles qui visent à créer de nouvelles possibilités d'emplois (développement rural et industriel) et celles qui ont pour objet de contrôler l'offre de main-d'oeuvre (réformes scolaires, planification de la population et politiques de migration internationales).

1. Développement rural et emploi

389. Les politiques agricoles ont une grande influence sur la situation de l'emploi en Afrique, étant donné que 80 p. 100 de la population du continent vit et travaille dans les zones rurales.

390. Entre autres objectifs, les politiques agricoles visaient à retenir la population dans les zones rurales, grâce à l'élévation du niveau des revenus et de la productivité, les programmes de création d'emplois, la mise en place d'infrastructure et l'amélioration des conditions de production.

a) Mesures en vue de promouvoir les revenus et la productivité

391. En Côte d'Ivoire, on s'attend à des progrès notables dans la productivité dans le secteur agricole par suite de sa modernisation qui constitue l'une des priorités du plan de développement 1981-1985.

392. En Gambie, on compte sur le projet Jahally/Pacharr, l'un des deux projets agricoles les plus importants mis en oeuvre, pour qu'il accroisse le niveau de la production rizicole et profite aux femmes de la région qui s'adonnent aux travaux agricoles. En outre une haute priorité a été accordée aux projets d'irrigation.

393. Au Lesotho, les efforts visent à intensifier les activités agricoles. Afin d'accroître le niveau des revenus par famille d'agriculteur, l'accent est mis sur les programmes destinés à accroître les cultures de grande valeur et la production alimentaire.

394. Les niveaux des revenus des agriculteurs ont également connu une amélioration grâce à l'adoption de facilités de crédits; à la mise en place de systèmes d'incitation à l'investissement et à une politique favorable des prix.

395. Au Kenya, depuis 1972, un système de crédit visant à venir en aide aux agriculteurs pauvres (le Programme de développement rural intégré) a été adopté. Les objectifs de ce système portent sur la levée des contraintes en matière de production agricole qui pèsent sur les petits exploitants, l'amélioration de l'approvisionnement en intrants agricoles, la commercialisation, le contrôle des prix et le crédit. Le développement du crédit notamment a constitué le principal objectif. Les résultats à ce jour ont été plutôt décevants. Selon le rapport de la mission de l'OIT, cette situation a été en partie due à la faiblesse du mouvement coopératif sur lequel reposait le programme.

396. En Zambie, le gouvernement a mis en place des stimulants pour les agriculteurs, afin d'accroître leur productivité. Parmi ces stimulants figurent une indemnité de mise en valeur égale à 10 p. 100 des dépenses totales effectuées pour les cultures marchandes, ainsi qu'une provision pour amortissement de 50 p. 100 sur le coût des machines agricoles. Au cours de la campagne 1980-1981, les agriculteurs ont réagi favorablement à ces mesures, mais l'année d'après, les mauvaises conditions climatiques ont entravé ces efforts.

397. La Gambie donne un bon exemple de la façon dont la mise en oeuvre d'une politique des prix peut être couronnée de succès. En dépit du net fléchissement des prix de l'arachide sur le marché mondial en 1981/1982, et du recul qu'il a de nouveau accusé l'année suivante, les prix des producteurs se sont accrus de 8,7 p. 100 de 1980/1981 à 1981/1982 et de 4 p. 100 en 1982/1983. Au cours de la même période, les prix au producteur du coton ont augmenté de 6 p. 100. Il convient de noter que ces hausses ont été annoncées avant l'époque des semailles afin d'encourager les efforts des agriculteurs.

b) Création de centres ruraux

398. La création de centres ruraux constitue une autre méthode efficace permettant de résoudre le problème du développement rural. Les projets qui y sont relatifs nécessitent des investissements élevés dans le domaine de l'infrastructure et de la satisfaction des besoins fondamentaux, et sont conçus dans certains cas pour développer les activités industrielles à petite échelle dans les zones rurales.

399. En Côte d'Ivoire, des efforts ont été entrepris en vue de la mise au point de programmes de promotion de l'emploi salarié dans les agro-industries situées dans des villes de province de moyenne importance. D'autres programmes ruraux intégrés à grande échelle ont été mis en oeuvre au Zimbabwe, au Cameroun, au Nigéria et au Rwanda.

400. A Madagascar, la création de villages communautaires dotés de l'infrastructure requise et bénéficiant d'une assistance matérielle, a pour but d'orienter les flux de migration vers les zones sous-peuplées.

401. Au Lesotho, le gouvernement s'est lancé dans un important programme de développement rural intégré. Ce programme consiste à doter les villages d'infrastructures de services et à soutenir les activités locales tendant à créer des revenus et des emplois. Des expériences ont également été faites pour développer les activités artisanales.

402. Au Kenya, la création de centres industriels dans les zones rurales a été amorcée dans le cadre du plan de développement de 1970-1974. En 1975, un vaste programme portant sur la mise en place de tels centres a commencé. Les efforts se sont poursuivis depuis lors : le Plan de développement 1979-1983 contenait des propositions en vue de l'établissement de plus de 200 usines et ateliers d'un coût total de 15 millions de shillings kenyans.

403. En République-Unie de Tanzanie, le gouvernement a mis en oeuvre une politique complexe de développement de centres ruraux qui a connu un assez grand succès. La création des nouveaux centres repose sur des acquis, tels que les sociétés coopératives, les terres disponibles et l'infrastructure. Ce programme permet le développement des services existants, et encourage la création d'activités génératrices d'emplois.

404. Au Sénégal, le gouvernement envisage d'alléger la pression démographique qui s'exerce sur Dakar en créant des "pôles de croissance" autour des villes de provinces. On prévoit qu'à la longue, le transfert de villages centraux dotés de l'infrastructure et des aménagements requis donnera des résultats positifs.

405. Pour terminer, il convient de citer les expériences de sédentarisation des populations nomades menées dans certains pays. La Somalie, le Nigéria, le Soudan et le Mali entre autres, ont mis au point des programmes ayant pour but d'intégrer les populations nomades à la vie politique et économique du pays.

c) Création d'emplois dans le secteur rural

406. L'emploi dans le secteur rural découlera sans doute de toutes les mesures sus-mentionnées. On attend notamment, des résultats favorables pour ce qui est de l'emploi, des projets donnant lieu à des investissements dans des exploitations de petite ou moyenne importance, tels que ceux qui ont été examinés dans le cadre du Programme de Relance de deux ans de l'Ouganda qui a démarré en 1981. Dans ce pays, trente pour cent de tous les investissements qui entrent dans le cadre du Programme, ont été consacrés à des projets de petite et moyenne envergure en vue de la production de cultures marchandes telles que, le thé, le coton, le café et le tabac.

407. D'autres possibilités d'emploi dans les zones rurales sont créées grâce à des travaux publics à forte intensité de main-d'oeuvre tels que, la construction de routes, les programmes d'approvisionnement en eau, la conservation des sols, la protection des barrages et les mesures de prévention contre les inondations. On peut trouver des exemples de ces projets au Cap-Vert, en Sierra Leone, au Mali, au Rwanda, en Tanzanie, en Haute-Volta, en Ouganda, au Bénin et au Burundi. Des projets relatifs aux travaux publics dans les zones rurales seront, sans doute, bientôt mis en oeuvre en Zambie, au Lesotho et au Soudan.

2. Développement industriel en zones urbaines

408. On ne pense pas que les programmes d'industrialisation pourront absorber une grande partie du surplus de main-d'oeuvre dans les zones urbaines, tout au moins à court terme. Parmi les principales raisons qui justifient cette assertion figure la tendance habituelle de certains pays africains à préférer les investissements à forte intensité de capital, de même que le développement limité du secteur industriel dans la plupart des pays africains.

409. Certains gouvernements ont toutefois déployé des efforts constants afin de promouvoir l'emploi salarié dans l'industrie. La Tunisie constitue un bon exemple, car dans ce pays, la proportion des emplois salariés dans l'industrie a toujours été élevée (32,7 p. 100 en 1982), et a augmenté régulièrement depuis 1975, grâce à un soutien ferme du gouvernement. Le Plan de développement de 1982-1986 de ce pays consacre 60 p. 100 du total de ses investissements aux projets à forte intensité de main-d'oeuvre.

410. En Ouganda, on prévoit que le Programme de Relance ramène d'ici à 1986, à environ 30 p. 100 le taux du chômage déclaré dans le secteur structuré, estimé actuellement à 43 p. 100. Près de 120 000 emplois devront être créés pendant la période que couvre le programme.

411. Au Kenya, le gouvernement a essayé de créer des possibilités d'emploi dans le secteur structuré en insistant sur un accord tripartite avec les employeurs et les syndicats avec cet objectif. Dans la pratique, les employeurs des secteurs public et privé ont été obligés d'accroître leur main-d'oeuvre dans un certain délai. Toutefois, cette mesure a eu un effet limité sur la situation de l'emploi. On a estimé que l'Accord Tripartite a donné lieu dans le secteur structuré à une augmentation maximum de 2 p. 100 des emplois.

3. Réformes des systèmes d'enseignement et de formation

412. Certains gouvernements ont fait de sérieuses tentatives pour rectifier les déséquilibres et les lacunes des systèmes actuels d'enseignement et de formation professionnelle. De manière précise, des efforts ont été entrepris pour développer l'enseignement agricole et réformer les programmes scolaires qui, dans certains cas, ne correspondent pas aux nécessités du développement économique.

413. En Sierra Leone et en Zambie par exemple, les gouvernements ont fait des progrès notables vers une réforme de l'enseignement. Depuis 1974, la Tanzanie a beaucoup mis l'accent sur l'enseignement et la formation en milieu rural, grâce à une vaste campagne d'alphabétisation. Depuis 1975, l'Ethiopie a mis en oeuvre un programme national d'enseignement de base qui représentait l'abandon du système élitiste d'enseignement pour l'enseignement de masse.

414. Des mesures ont également été prises par certains pays africains en vue d'établir un lien direct entre le nombre de personnes formées par le système d'enseignement, et la demande de main-d'oeuvre de l'administration publique. La Somalie, le Soudan et l'Egypte ont adopté des mesures pour garantir un emploi dans la fonction publique aux élèves du secondaire en fin de scolarité et aux diplômés des universités ! Toutefois, la mise en oeuvre de ces politiques ne s'est pas faite sans problèmes : le nombre des jeunes candidats à un emploi dans le cadre du programme de l'emploi garanti, est bien supérieur au nombre d'emplois disponibles.

4. Politique démographique

415. Les politiques démographiques actuelles en Afrique manquent de rigueur et sont plutôt incertaines. Dans une étude menée en 1981 par la CEA, on s'est aperçu que seulement 8 des 42 pays faisant l'objet de l'étude, avaient adopté une politique antinataliste ferme. Parmi ceux-ci, six étaient des pays de l'Afrique de l'Est, dont le Kenya où le programme de planification familiale a commencé à recevoir un soutien efficace au cours de la troisième année du plan quinquennal (1974-1978). Parmi les pays considérés dont on pensait qu'ils avaient mis en oeuvre une politique de planification familiale modérée, figuraient le Rwanda et la Tanzanie. Au Rwanda, le taux de croissance de la population a été pour la première fois, jugé excessif dans le Deuxième Plan de développement (1977-1981). En Tanzanie, le gouvernement a récemment demandé le lancement d'une campagne nationale de contrôle des naissances.

5. Politiques en matière de migrations internationales

416. Malgré l'importance des migrations internationales sur le marché du travail, seuls quelques pays africains ont adopté une politique officielle à cet effet. Dans le passé, l'émigration a souvent été considérée comme une solution efficace aux problèmes posés par la pression démographique et le chômage. Cependant, à une époque plus récente, certains gouvernements ont pris conscience du fait que l'émigration peut causer des pénuries de main-d'oeuvre qualifiée dont on a besoin pour le développement industriel. En conséquence, certaines mesures positives ont été prises pour réglementer le phénomène. Des mesures de ce genre ont, en particulier, été prises par des pays qui ont des flux d'émigration importants, et un secteur industriel assez développé comme la Tunisie, l'Algérie et l'Egypte.

417. En Afrique australe, pour des raisons politiques et morales, certains pays comme le Malawi, le Zimbabwe et le Mozambique ont pris d'importantes mesures pour réduire et arrêter le flux de leurs travailleurs vers l'Afrique du Sud.

418. Certains pays concernés par les migrations en sens inverse, c'est-à-dire l'immigration, ont récemment adopté des mesures visant à limiter le phénomène. En janvier 1983, le Nigéria par exemple, a pris des mesures strictes contre les immigrants illégaux, alors qu'en Guinée, des mesures administratives ont récemment été adoptées. En Côte d'Ivoire, il y a dernièrement eu un changement de politique en faveur d'une législation plus stricte en matière d'immigration. Au Gabon, la politique actuelle vise à stabiliser plutôt qu'à accroître l'immigration.

D. Perspectives

419. Les efforts entrepris récemment par les gouvernements africains pour résoudre le problème de l'emploi, constituent un pas important vers la réalisation des objectifs définis par le Plan d'action de Lagos. De nombreux plans de développement des pays africains incluent dans leurs principaux objectifs, la promotion de l'emploi, la diminution de la pauvreté et la participation des populations au développement. Toutefois, des efforts supplémentaires en vue de l'élaboration de politiques d'ensemble et de leur mise en oeuvre s'avèrent urgents et nécessaires.

420. La situation de l'emploi en Afrique est très sombre et l'image qui ressort des projections économiques et démographiques n'est pas encourageante. Selon les estimations de la CEA, le nombre des chômeurs déclarés va sensiblement augmenter et passer de 13,3 à 44,7 millions en l'an 2008. Le sous-emploi dans les zones rurales va suivant les projections connaître une hausse annuelle de 4,2 p. 100 par an et toucher plus de 70 p. 100 de la population rurale active d'ici l'an 2008.

421. La situation actuelle nécessite des efforts plus grands pour des politiques de développement rural intégré en vue de promouvoir les activités tant agricoles que non agricoles. Des politiques de prix plus favorables, notamment, devront être mis en oeuvre pour stimuler la production alimentaire. Les prix aux producteurs des cultures marchandes devront être fixés en tenant compte des prix en vigueur pour ces cultures sur les marchés internationaux.

422. La participation des populations devrait être encouragée à tous les niveaux : les populations rurales devront en particulier, avoir leur mot à dire dans la prise de décision. En outre, les planificateurs africains devront particulièrement tenir compte du rôle des femmes dans le développement agricole, de leurs conditions de vie et de travail.

423. Dans les zones urbaines, le secteur informel a, jusqu'à présent, reçu une attention tout à fait insuffisante de la part des gouvernements africains. Le rôle qu'il joue en vue de maintenir l'équilibre du marché de la main-d'oeuvre urbaine devra être pleinement reconnu, et des mesures prises afin de réglementer ses différentes activités. Des programmes de formation ainsi que des plans d'octroi de crédit devront être mis en oeuvre.

424. La réforme des systèmes d'enseignement et de formation devront également faire l'objet d'une attention toute particulière. Selon les prévisions de la CEA, d'ici à l'an 2008, les jeunes gens âgés de 15 à 24 en fin de scolarité, représenteront plus de 40 p. 100 des nouveaux venus sur le marché du travail. Dans le même temps, les projections sectorielles montrent que le développement de secteurs clés tels que les industries chimiques, mécaniques et pharmaceutiques sera entravé par la pénurie de main-d'oeuvre qualifiée.

425. Le succès des mesures qui visent à améliorer la situation de l'emploi en Afrique, dépendra principalement de la volonté et du soutien politique aux niveaux national et international. Les gouvernements africains notamment devront renforcer et multiplier les initiatives conjointes dans ce sens dans le cadre de la coopération régionale et sous-régionale.

VIII. ETUDE SPECIALE : POLITIQUES D'AJUSTEMENT DANS LES PAYS
AFRICAINS EN DEVELOPPEMENT

A. Exposé des problèmes économiques actuels de l'Afrique

426. Les maux dont souffrent les économies africaines sont à présent bien connus et se traduisent par une croissance lente ou irrégulière, des pressions de plus en plus fortes sur les balances des paiements, des taux élevés ou en hausse de l'inflation, des problèmes budgétaires et de lourdes dettes 10/. Dans l'ensemble la croissance annuelle du PIB des pays africains en développement est tombée de 4,6 p. 100 entre 1973 et 1980 à 1,3 p. 100 en 1980, moins 2,7 p. 100 en 1981, zero en 1982 et moins 0,1 p. 100 en 1983. Le nombre de pays qui ont enregistré une croissance nulle ou négative est passé de 15 en 1978 à 27 en 1981 puis à 24 en 1982, dont 14 ont connu une croissance négative. Etant donné le niveau déjà peu élevé du revenu par habitant, il est évident qu'il n'est pas nécessaire de s'attarder sur les graves conséquences de ces tendances.

427. Le déficit des comptes courants des pays africains en développement est passé de 1,6 milliards de dollars en 1980 à 24,7 milliards de dollars en 1982, pour toutefois retomber à 13,6 milliards en 1983. Compte tenu de la faiblesse des réserves en devises, la majeure partie de ce déficit a dû être financé par des emprunts à l'étranger. En conséquence, la dette extérieure des pays africains en développement a atteint 150 milliards de dollars à la fin de 1983, soit l'équivalent de 44 p. 100 de leur PIB conjugué total. Le taux du service de la dette a, en conséquence, plus que doublé depuis 1980, pour atteindre 22,4 p. 100 des recettes d'exportation en 1983.

428. La détérioration de la situation extérieure a influé sur la situation financière de même que sur l'investissement et son utilisation. La majeure partie des recettes publiques étant traditionnellement liée au commerce extérieur, l'évolution récente de la situation dans ce secteur a provoqué une nette réduction des opérations du secteur public. Etant donné que les dépenses courantes ne peuvent généralement pas être réduites sans entraîner des coûts sociaux excessifs, les gouvernements ont été forcés, soit de limiter les dépenses consacrées au développement, au risque de ralentir la croissance, soit de recourir à des emprunts bancaires, aggravant ainsi une pénurie de crédits déjà aigüe et les pressions inflationnistes qui y sont liées. Sur les 35 pays pour lesquels on dispose de données, 22 avaient en 1981-1982, un taux d'inflation variant entre 10 et 20 p. 100.

429. Cette détérioration de la situation économique et financière dans la région, peut être attribuée tant à des facteurs intérieurs, qu'extérieurs. Sur le plan national, parmi les contraintes clés on a les résultats médiocres obtenus dans le secteur agricole, qui se sont répercutés sur les autres aspects

10/ Se référer par exemple à l'étude annuelle de la CEA sur les conditions sociales et économiques en Afrique et à l'Etude des conditions économiques et sociales en Afrique (1958-1983) ainsi qu'au document intitulé 25 ans au Service du Développement et de l'Intégration de L'Afrique, Chapitre III B, Etudes des conditions économiques et sociales en Afrique, 1958-1983.

de l'activité économique, notamment les exportations et la situation alimentaire; la politique économique inadéquate, ou defectueuse et le niveau plutôt médiocre de la gestion économique de nombreux pays. Sur le plan international, les deux chocs pétroliers de 1973/74 et 1979/80, de même que la récession qui s'en est suivie dans les pays développés, ont affecté la demande ainsi que les prix des principaux produits d'exportation de la région, alors que dans le même temps, les prix des produits industriels ont considérablement augmenté. Les conditions d'emprunt sont également devenues plus dures et la gestion de la dette est devenu un grave problème de développement.

B. Les différentes méthodes d'ajustement

430: Si la sombre situation économique qui prévaut dans nombre de pays africains, et qui est décrite dans le bref exposé ci-dessus, devait persister, elle aura des conséquences graves, d'une portée incalculable pour ces pays, contrecarrant ainsi tous leurs espoirs d'accéder à la prospérité, au progrès et à l'indépendance économique. Pour procéder à un ajustement dans le contexte africain, il ne s'agira pas seulement de surmonter les conséquences des chocs extérieurs temporaires - tels que ceux de 1973/74 et 1979/80, dûs aux hausses des prix du pétrole - mais, qui plus est, de restructurer les économies africaines et de redéfinir les relations de ces pays avec les pays développés, relations qui, à l'heure actuelle, ne leur sont pas très favorables.

431. L'ajustement ne peut se faire que si les pays africains poursuivent de nouvelles stratégies qui leur permettront de se soustraire aux effets des contrecoups éventuels des fréquentes récessions mondiales, et de dynamiser de l'intérieur leurs économies nationales. La voie qui mène à cet objectif est longue et ardue. Il faudra que les pays développés, leurs principaux partenaires commerciaux, fassent preuve de détermination et d'une grande volonté politique, et, bien entendu, collaborent dans une certaine mesure. Il est demandé aux pays africains de faire preuve d'ingéniosité, non seulement pour surmonter leurs problèmes intérieurs mais aussi pour résoudre ceux que leur posent d'autres pays. Les faits ont prouvé que, dans le processus mondial d'ajustement aux récents chocs internationaux, les pays les plus pauvres doivent également résoudre des problèmes dont ils ne sont pas responsables. 11/

432. Cette façon globale d'aborder la gestion de l'ajustement, parce qu'elle part de la croissance et qu'elle est peut être une approche à long terme, diffère grandement beaucoup d'approches actuelles qui considèrent l'ajustement simplement comme une "politique" pour remédier aux chocs externes, mises en oeuvre dans le but de retrouver la rythme de croissance qui était celui de l'économie nationale de ces pays avant le choc" 12/. Notre objection porte

11/ Se référer par exemple, à S. Dell, "International Environment for adjustment in development countries", World Development Vol. 8, no. 11.

12/ B. Balassa, "Structural adjustment policies in developing countries", World Development, Vol. 10 no. 1 p. 23.

toutefois sur le fait que, avant le choc pétrolier, le taux de croissance était lui-même extrêmement bas et représentait une situation que les pays africains se devaient de changer. En pareille circonstance, les instruments du changement devraient de par leur nature, avoir un objectif à long plutôt qu'à court terme. On se réfère souvent à ce point lors qu'il s'agit de réagir à des incitation externes défavorables, mais les chocs extérieurs ne font qu'amplifier les déséquilibres profonds qui caractérisent les pays africains en développement. D'où la nécessité d'un ajustement structurel. Les éléments de ce qu'on peut qualifier d'ajustement approprié dans le contexte africain, seront précisés dans le chapitre D de la présente étude.

433. Il est peut-être éclairant à ce stade, de passer brièvement en revue les implications théoriques du mode d'ajustement que supposent les variantes de la définition susmentionnée. Elles ont essentiellement pour objectif de rectifier les déséquilibres extérieurs, dûs aux chocs externes, ou à des politiques internes inappropriées.

434. Vu dans le cadre de la controverse qui existe de longues date, entre les écoles, monétariste et structuraliste ^{13/}, la question de savoir comment les politiques d'ajustement (de stabilisation) affectent le développement économique, se ramène généralement soit essentiellement à un problème de gestion de la demande (monétarisme) soit dans la plupart des cas à une politique de l'offre (structuralisme). Les deux conceptions ne sont pas tout à fait opposées. Tout dépend de la nature du déséquilibre du cas étudié. En conséquence, si le déséquilibre entre l'offre et la demande dans l'économie entraîne l'inflation et des difficultés de paiements, il est évident que des améliorations structurelles dans la capacité de production sont des mécanismes plus appropriés pour rétablir une croissance saine que la simple diminution de la demande. Par ailleurs, dans une situation où la demande est trop importante à court terme, la meilleure solution serait de recourir à une politique de gestion de la demande. La plupart du temps, dans le contexte africain, des caractéristiques structurelles spécifiques notamment celles des pays à faible revenus importateurs de pétrole au Sud du Sahara font qu'il est plus difficile d'apporter des améliorations au balances des paiements à l'aide de mesures qui ne font que limiter la demande intérieure. Ceci est dû au délai intrinsèquement long nécessaire pour transférer les ressources, à la production d'exportation ou de substitution aux importations, par une politique de restriction de la demande. En conséquence, une politique de l'offre s'avère toujours également nécessaire, si le niveau de la production doit au moins être maintenu, à court et à moyen terme.

435. L'approche par la demande, qui a souvent été associée aux programmes de stabilisation du FMI, repose sur l'hypothèse selon laquelle, il existe

^{13/} Se référer par exemple, à W. Baer et I. Kerstenetky, Inflation and Growth in Latin America (New Haven, Yale University Press, 1961) et R. Findlay, International Trade and Development Theory (New York, Columbia University Press, 1973).

^{14/} Les caractéristiques suivantes sont particulièrement appropriées ici : a) les marchandises à l'exportation, les marchandises importées et les marchandises non commercialisées ne peuvent se substituer les unes aux autres; b) les pays obligés d'accepter les prix imposés par d'autres; et c) la nature rudimentaire des marchés financiers.

toujours une relation stable entre la masse monétaire et le niveau réel de la production. Etant donné ce qui précède, un trop grand accroissement du crédit, a-t-on affirmé, viendrait alimenter l'inflation ainsi que les déficits des balances des paiements dans une économie ouverte. D'où le plaidoyer du Fonds sur la nécessité de contrôler l'ensemble de la demande, en tant que condition essentielle devant permettre de redresser la balance des paiements et de contenir l'inflation. Si l'on se fie à cette approche, étant donné son caractère souvent déflationniste, il est extrêmement difficile de concilier les objectifs de contrôle de la demande et les autres objectifs socio-économiques, et elle est parfois coûteuse sur le plan social et politique. Car, étant donné la faiblesse du système financier dans les pays en développement, il sera très difficile de s'en remettre uniquement au type d'instruments monétaires qui peuvent être utilisés sans danger dans les pays développés car il ne leur est pas souvent possible de réaliser une décélération sensible de l'augmentation de la masse monétaire, sans réduire le déficit global du secteur public. Endiguer les déficits grâce à la réduction ou la limitation de l'accroissement des dépenses. - chose beaucoup plus facile que d'augmenter le niveau des revenus ne va pas toujours sans incidences sociales, car dans la plupart des cas, le fardeau retombe sur les secteurs les plus défavorisés de la société 15/.

436. Pour parvenir simultanément à un équilibre intérieur et extérieur, il faut à la fois mettre en oeuvre une politique de limitation de la demande globale et une politique de "transferts". Limiter la demande globale sans "transferts", entraînera un déclin de la production et une augmentation du chômage. En outre, on ne pourra jamais parvenir à un équilibre intérieur ou extérieur si l'on fait une politique de "transferts" sans limiter la demande globale.

437. On peut, à ce qu'il paraît, modifier la structure de la demande, en changeant les prix relatifs, y compris par la dévaluation et l'ajustement des taux d'intérêt, ainsi que par l'ajustement direct des prix. Les taux d'intérêt peuvent effectivement être utilisés comme instruments de substitution pour transférer les ressources de la consommation, vers l'investissement à haut rendement, en améliorant aussi l'efficacité de l'utilisation des ressources. Cependant, l'efficacité de ce mécanisme est régulièrement compromise, par le faible niveau des revenus et de la consommation dans la plupart des pays en développement. Son effet net pourrait par conséquent être quelque peu marginal. L'un des mécanismes les plus importants peut-être de la gestion de la demande, qui a récemment fait l'objet de grands débats, est la correction du taux de change. On a affirmé que la dévaluation, en augmentant les recettes d'exportations et en faisant baisser les prix de la production nationale par rapport à ceux des

15/ A noter par exemple, les émeutes survenus récemment au Maroc et en Tunisie et quelques années plus tôt en Egypte.

importations, stimulerait l'augmentation de la production et de l'emploi, permettant ainsi l'amélioration de la balance des paiements. Dans le même temps, la dévaluation aurait un effet déflationniste sur la consommation intérieure, étant donné qu'elle augmente immédiatement le niveau des prix des marchandises commercialisées, exprimés en monnaie nationale, ayant ainsi un effet négatif sur la dépense intérieure. Il sera toutefois difficile d'évaluer les résultats de ces effets opposés sans définir un cadre quantitatif qui permette de relier les modifications intervenues dans les taux de change aux secteurs réel et monétaire. Les programmes d'ajustement de type FMI ont été fréquemment critiqués, parce qu'il n'existe pas un tel modèle intégré avec des relations de cause à effet. Comme on le verra dans le chapitre D de la présente étude, de graves problèmes se posent quand au fait de savoir si c'est le mécanisme qui convient pour restaurer l'équilibre extérieur dans le contexte africain.

438. Par ailleurs, les structuralistes, pensent que la plupart des problèmes de paiement des pays en développement proviennent de la production, et ils insistent par conséquent sur le fait qu'aucun programme d'ajustement (stabilisation) ne sera complet ou efficace, si l'on ne met pas tout en oeuvre pour accroître la capacité de l'économie, après quoi il sera possible d'assurer la gestion à un niveau d'activités économique et de croissance plus élevé. Une telle politique devra, par dessus tout, comprendre des mesures pour éliminer les goulots d'étranglement spécifiques de la production, réduire les distortions de prix, améliorer la répartition des ressources et mobiliser l'épargne volontaire, avec toutes les réformes qui s'ensuivent.

439. Malgré tout ce qui vient d'être dit, en bonne gestion économique, il n'y a aucun intérêt à préférer à l'autre, l'une quelconque des méthodes sus-mentionnées étant donné que les décisions finales dépendront du cadre dans lequel le programme sera réalisé, y compris le niveau de développement de chacun des pays pour lequel un programme d'ajustement est élaboré. Sur le plan technique, il y a généralement moins de désaccord en ce qui concerne les éléments essentiels d'un programme d'ajustement quelconque (stabilisation), que sur les pondérations de ses différents éléments, et plus particulièrement les objectifs de croissance. Dans le cadre d'un pays en développement par exemple, est d'importance capitale l'attention accordée au rétablissement de la croissance et à son maintien à des niveaux plus élevés de celle-ci, sans qu'elle ne donne lieu à des effets de redistribution non désirés. Le dosage des différentes politiques, ainsi que des moyens utilisés dépendra alors des particularités du cas examiné et, ces politiques devront être mis en oeuvre de façon à se renforcer mutuellement si l'on veut atteindre les objectifs fixés.

C. Politiques d'ajustement suivies par les pays africains

440. Le degré auquel les pays africains ont été soumis des situations intérieures ou extérieures **defavorables** au cours des dix dernières années, a varié d'un pays à l'autre, et a dépendu d'un certain nombre de facteurs. Ceux-ci comprenaient, entre autres, la dépendance vis-à-vis des exportations ou des importations de pétrole, la détérioration des termes de l'échange des producteurs de matières premières, les caractéristiques structurelles de l'économie (y compris la prédisposition à la sécheresse) et la facilité d'accès aux marchés mondiaux des capitaux. Il convient, toutefois de noter qu'il existait un déséquilibre structurel dans le mode de production et les rapports épargne - investissement de la plupart de ces pays. Les programmes d'ajustement (stabilisation) ont, dans la plupart des cas, été entrepris dans le seul but d'empêcher une trop grande détérioration de la situation extérieure. Ce n'est qu'à ce moment que les pays ont entrepris des réformes de grande envergure pour accroître les stimulants à l'épargne, stimuler les investissements et mettre en place une structure de production plus adaptée aux dotations en ressources et aux caractéristiques de la demande des produits exportation. Même dans ce cas, certains pays ont remis à plus tard les changements de politique, en recourant à de lourds emprunts à l'étranger, la plupart du temps, aux conditions du marché. Même si ces emprunts ont facilité le processus d'ajustement et ont permis d'entreprendre les investissements requis pour réaliser les changements structurels sans réduire les niveaux déjà faibles de la consommation, ils ont accru le taux du service de leur dette et limités leur possibilité de poursuivre cette stratégie, étant donné que leur capacité de crédit s'est détériorée. Il est procédé dans le présent chapitre, à l'examen des différents programmes d'ajustement (stabilisation) adoptés par les pays africains 16 /.

441. Au cours des six dernières années, un grand nombre de pays africains ont pris des mesures très importantes, en particulier avec le soutien du FMI et la Banque mondiale, pour trouver une solution à leurs graves difficultés économiques et pour essayer de retrouver leur rythme normal de croissance. La dimension de leurs problèmes apparaît dans le tableau VIII C.1 ci-dessous, qui montre le genre de difficultés qui se posent aux pays africains ainsi que les mesures correctives adoptées par ceux qui ont été le plus gravement

16/ Pour de plus amples détails sur l'ajustement, voir B. Balassa, Politiques adoptées par les pays de l'Afrique au Sud du Sahara pour faire face aux chocs extérieurs, document présenté à la conférence régionale africaine sur les changements de structures, d'interdépendance économique et le développement de l'Afrique, Addis Abeba, Ethiopie, 26-30 juillet 1983; R. Liebenthal, Ajustement dans les pays africains à faibles revenus, 1974-1975, Document de travail no. 486 de la Banque mondiale; World Bank, World Development Report 1981; Banque mondiale, Développement accéléré en Afrique au Sud du Sahara : Programme d'action, 1982; D. Rwegasira, Adjustment policies in low-income African countries : A Comparative Interpretation of the Kenya and Tanzania Experiences, 1974-78, IMF, Research Department; et B. Zulu et S.M. Nsouli, Adjustment Programmes in Africa: The Recent Experience, 1980-1981, IMF, African Department, DM/83/84, juillet 1983.

Tableau VIII.C.1
Politiques d'ajustement des quelques pays africains
(a) Principaux problèmes

	Secheresse ou climat de favorable	Exporta- tion et termes de l' échange	Finances publiques	Balance des paiements	Gestion économique	Dette Extérieure
Botswana	x					
République centrafricain		x	x	x		
Egypte		x	x			
Gambie	x	x	x	x		
Ghana		x	x	x	x	x
Guinée	x	x	x	x	x	x
Côte d'Ivoire		x	x	x		x
Kenya	x		x	x		
Libéria		x	x			x
Malawi	x	x	x	x		
Maurice			x	x		
Mali	x		x	x		x
Maroc						
Niger		x	x	x	x	
Nigéria		x	x ¹	x	x	x
Sénégal	x	x	x	x		x
Sierra Leone		x	x	x		x
Somalie	x	x	x	x		
Soudan		x	x	x	x	x
Togo	x	x				x
Ouganda			x	x	x	x
République-Unie de Tanzanie	x	x	x	x	x	x
Zaire		x	x	x		x
Zambie	x	x	x	x		
Zimbabwe	x	x	x	x		

Tableau VII.C.1
Politiques d'ajustement de quelques pays africains
(b) mesures d'ajustement

	Taux de change	Dépenses du budget	Revenus du budget	Taux d'intérêt	Plafonds de crédit	Gestion de la dette
Botswana	x					
République centrafricain		x	x			
Egypte						
Gambie	x	x	x		x	x
Ghana	x					x
Guinée	x	x		x		
Côte d'Ivoire		x	x		x	x
Kenya	x	x	x		x	x
Libéria		x	x			
Malawi	x			x		
Maurice	x	x			x	
Mali		x	x			
Maroc	x	x	x		x	
Niger		x				
Nigéria		x		x	x	x
Sénégal	x	x	x	x	x	x
Sierra Leone	x	x	x			
Somalie	x	x		x	x	
Soudan	x	x	x			x
Togo		x				
Ouganda	x	x	x			
République-Unie de Tanzanie	x					x
Zaire	x		x	x		
Zambie	x	x	x		x	
Zimbabwe	x	x	x			

Tableau VIII.C.1.
Politiques d'ajustement de quelques pays africains
(c) changements structurels

	Prix	Secteur privé	Production	Entreprises Publiques	Fiscalité	Institutions
Botswana						
République centrafricain	x		x	x		
Egypte	x		x	x		
Gambie	x			x	x	x
Ghana			x			
Guinée	x	x		x		x
Côte d'Ivoire			x			
Kenya	x			x	x ²	
Libéria						x
Malawi			x			
Maurice		x		x		
Mali	x					
Maroc	x			x	x	x
Niger	x					
Nigéria	x		x	x	x	
Sénégal	x		x	x	x	
Sierra Leone	x		x			x
Somalie				x	x	
Soudan	x	x	x	x	x	x
Togo	x		x			
Ouganda	x			x		
République-Unie de Tanzanie	x			x		
Zaire	x		x			
Zambie						
Zimbabwe						

touchés au cours des dernières années. Les réformes dans de nombreux cas, sont allées très loin, et ont concerné l'ajustement des taux de change, les mesures budgétaires et monétaires et des changements structurels. Ces derniers ont eu pour objet d'améliorer les normes de gestion, de réhabiliter ou de soutenir l'appareil de production en particulier dans le domaine de l'agriculture. A ceux-ci sont venus s'ajouter des réformes portant sur les réseaux de distribution ainsi que sur les réformes fiscales. Toutefois, ce n'est pas seulement la gamme de réformes adoptées, mais aussi le caractère approprié du panachage de ces programmes qui devraient servir de critères pour juger si, la politique prônée aidera d'une quelconque manière à réaliser les objectifs et buts fixés. La question fera l'objet d'un examen dans le cadre de l'examen des résultats dans le chapitre D ci-après. Cependant, il faudra tout d'abord souligner l'importance de ces mesures et préciser comment et jusqu'où elles ont été appliquées dans les différents pays.

442. La dévaluation du taux de change a été l'un des mécanismes d'ajustement (stabilisation) les plus usités dans les pays africains en développement au cours des dernières années. Dans la liste des pays qui ont dévalué on trouve : le Botswana, l'Egypte, le Ghana, le Kenya, Madagascar, le Malawi, Maurice, le Maroc, la Mauritanie, la Sierra Leone, le Soudan, la Somalie, l'Ouganda, la République-Unie de Tanzanie, le Zaïre, la Zambie et le Zimbabwe. Parmi ces pays, certains ont dévalué à plusieurs reprises, comme par exemple, le Kenya, le Soudan, l'Ouganda et le Zaïre et d'autres moins souvent - le Botswana par exemple, qui avait pour seul motif de sauvegarder la valeur de sa monnaie face à un panier de devises comprenant le Rand Sud africain et les Droits de tirage spéciaux (DTS) du FMI. Au Soudan par exemple, la dévaluation a été effectuée dans le cadre d'un programme d'ajustement, appuyé par le FMI et la Banque mondiale, en vue d'accroître le rythme de la croissance économique, d'abaisser le taux de l'inflation, de supprimer les distortions de prix et d'améliorer les résultats du secteur public en termes financiers, et ceux du secteur extérieur. La livre soudanaise a, en conséquence, été dévaluée à quatre reprises, et en réalité la plupart des transactions d'importation sont, à présent, effectuées au taux du marché libre qui se rapproche de la parité du pouvoir d'achat. La valeur officielle actuelle de la monnaie, ne représente qu'un sixième de sa valeur officielle de 1978, année où le programme d'ajustement a démarré. En Ouganda, le gouvernement a en juin 1981, laissé le shilling flotter par rapport aux monnaies étrangères, dans le cadre d'un vaste programme qui avait pour but de redresser l'économie chancelante et de redonner du crédit à la monnaie du pays, après plusieurs années de négligence et d'instabilité politique. En 1982/83, un système de double taux de change a été introduit. Celui-ci est au niveau des opérations, qualifié de guichet 1 et guichet 2. Le guichet 1 s'occupe des importations prioritaires et le taux de change appliqué, est graduellement déprécié. Aussi, en juin 1982, il était de 140 shillings pour un dollar, comparé à 92 shillings pour un dollar l'année précédente; Au guichet 2, le shilling peut flotter librement, le taux étant déterminé par l'offre et la demande en devises. Au Zaïre, dont la monnaie a été

indexée sur les DTS depuis 1976, celle-ci a été dévaluée à quatre reprises entre novembre 1978 et janvier 1979 par un montant cumulé de 50 p. 100. Il a, de nouveau, été dévalué de 34 p. 100 en janvier 1981 et de 40 p. 100 en juin de la même année. En septembre 1983, le Zaïre a été une nouvelle fois dévalué de 77,9 p. 100 par rapport au dollar et autorisé à flotter par rapport à cette monnaie. Sa nouvelle parité qui est actuellement de 29,9 zaires pour un dollar est presque égale à celle du marché parallèle, qui opère librement dans le pays. Avant la dernière dévaluation, il existait quatre marchés des changes distincts au Zaïre : le marché officiel où 1 Zaïre équivalait à 0,1575 DTS (juin 1981), pour les importations essentielles telles que les produits pétroliers et le blé; celui de la Gecamines, cette entreprise étant autorisée à garder 55 p. 100 de ses gains en devises; et deux autres systèmes mis en place pour lutter contre le trafic illégal de café, d'or et de diamants. Le Kenya a lui aussi dévalué par deux fois, en février 1981 et, en décembre 1982, mais de façon plutôt limitée. De même, l'Egypte a dévalué sa monnaie dans le cadre d'une politique visant à réactiver son économie qui a souffert de la guerre, et à attirer plus d'épargne de la part de sa vaste communauté de travailleurs émigrés dans les riches pays pétroliers voisins.

443. Les pays africains membres de la Communauté financière africaine (CFA), ne peuvent unilatéralement modifier leur taux de change, étant donné que le franc CFA est lié au franc français par une parité fixe. En conséquence, les trois dévaluations du franc français (3 p. 100 en octobre 1981, 5,7 p. 100 en juin 1982 et 2,5 p. 100 en mars 1983) ont donné lieu à une dépréciation automatique du franc CFA, d'une portée identique. Il convient toutefois de noter que les mesures d'ajustement mises en oeuvre par les membres de la zone CFA, sont, en général, déflationnistes.

444. Une autre mesure politique appliquée par les pays africains consiste à gérer la demande par le biais de réformes budgétaires. Presque tous les pays concernés ont un élément de leur programme d'ajustement qui porte sur des objectifs précis relatifs à l'accroissement des dépenses, des recettes ainsi que des agrégats qui y sont associés. La limitation des dépenses figure en bonne place sur la liste. Cependant, il s'agit essentiellement, la plupart du temps, de contrôler les dépenses d'investissement. Les programmes d'investissements publics ont été largement réduits dans nombre de pays, notamment en Côte d'Ivoire, au Niger et en Sierra Leone. En Côte d'Ivoire par exemple, les autorités ont été obligées de réduire les investissements et de limiter sévèrement l'augmentation des dépenses. Le plan de 1981-1985, qui avait été élaboré à un moment où les perspectives étaient brillantes, a été révisé en grande partie et axé vers de nouveaux objectifs. De nouvelles priorités ont été établies pour utiliser au maximum les capitaux existants avant la mise en oeuvre de tout autre nouvel investissement, pour encourager les petites entreprises appartenant à des nationaux, lever les obstacles à l'initiative privée; et pour poursuivre la modernisation de l'économie, notamment de l'agriculture. Au Niger, le niveau de l'investissement dans l'économie a également subi une forte baisse en 1983, d'environ 33 p. 100 par rapport à son niveau de 1982. De même en Sierra Leone, les dépenses consacrées au développement ont baissé en 1982/83. Parmi les mesures communément utilisées pour contrôler les dépenses, figurent la modération des salaires. De nombreux pays, y compris la Guinée, Maurice, le Sénégal, le Togo et le Zimbabwe ont mis en oeuvre des politiques pour modérer la croissance des salaires. En Côte d'Ivoire par exemple parmi les mesures adoptées, figuraient la diminution des avantages accordés aux employés

du secteur public. Au Libéria, depuis le 1er janvier 1981, il y a eu une réduction progressive de 17 à 25 p. 100 sur les salaires des fonctionnaires, suivi d'un blocage des salaires et de l'emploi. Tandis que le secteur public se lançait dans une réduction des salaires, les principales sociétés privées ont à leur tour essayé de contenir les coûts en débauchant du personnel, alors que les gratifications pour les contractuels n'ont pratiquement pas subi d'augmentation en valeur nominale. De même au Mali, les sociétés se sont débarrassées du personnel en surnombre dans le cadre des mesures de réduction des coûts.

445. Des mesures en vue d'accroître les revenus ont également été activement poursuivies par un grand nombre de pays, entre autres, le Kenya, le Mali, le Maroc, le Soudan, la Tanzanie, la Zambie et le Zimbabwe. En 1983 en Zambie, il y a eu une augmentation des droits de douanes et taxes indirectes sur un grand nombre de produits et taxes sur les voyages et les exportations de minerais. Les réformes en matière de fiscalité ont également été menées dans un certain nombre de pays, en particulier au Libéria, au Niger, au Sénégal et au Soudan.

446. Dans les pays ci-après : République centrafricaine, Gambie, Guinée, Kenya, Maroc, Niger, Nigéria, Sénégal, Sierra Leone, Soudan, République-Unie de Tanzanie, Togo, Ouganda et Zambie, les gouvernements ont entrepris d'augmenter les prix des produits agricoles en vue de stimuler la production. Ces mesures ont été suivies de politiques visant à limiter sensiblement les attributions des organismes gouvernementaux de commercialisation, et à encourager la participation des secteurs privé et coopératifs.

447. Un petit groupe de pays, parmi lesquels figurent : la Côte d'Ivoire, le Malawi, le Mali, le Sénégal et le Soudan ont entrepris, la plupart du temps grâce à un soutien important du FMI et de la Banque mondiale, des réformes de structure très élaborées, destinées à renforcer l'appareil national de production, notamment en agriculture, et à créer des conditions intérieures favorables à une réactivation des exportations. En conséquence, au Soudan, après une brève période de limitation des dépenses d'investissement, les sommes consacrées au développement ont connu une forte augmentation au cours des dernières années, malgré les grandes difficultés de balances des paiements et celles posées par la gestion de l'énorme dette extérieure. Au Mali également, d'importantes réformes structurelles ont été introduites, y compris la réhabilitation du secteur des entreprises publiques. De même, le programme de redressement de l'économie sénégalaise en cours, qui vient renforcer la précédent entamé vers la fin de 1979, repose sur la mise en oeuvre continue d'une politique budgétaire austère, une politique des prix plus réaliste, la réforme et l'amélioration de la situation financière des entreprises du secteur public, l'application d'une politique de crédit restrictive et sélective, ainsi que le renforcement du caractère compétitif de l'économie. Le Malawi a entrepris des réformes institutionnelles, alors que le Kenya a pris de nombreuses mesures pour rétablir l'équilibre structurel entre la production destinée à la consommation intérieure et celle destinée à l'exportation. Les réformes de structures en Côte d'Ivoire avaient par contre, essentiellement pour but, de restaurer sa position

d'économie "tournée vers l'extérieur", et de maintenir sa compétitivité dans l'exportation de produits manufacturés.

448. Les pays africains membres de l'OPEP (Algérie, Gabon, Jamahiriya arabe Libyenne et Nigeria) ont leurs propres problèmes et en conséquence, leurs méthodes particulières d'ajustement. La hausse sensible des prix du pétrole en 1973/1974 et 1979/1980 a entraîné un transfert massif des ressources vers ces pays, ce qui leur a permis d'entreprendre d'ambitieux programmes de développement, et par exemple, de transformer le Nigéria en paradis du consommateur. Par contre, l'Algérie et la Jamahiriya arabe libyenne ont été plutôt prudents en ce qui concerne la part des revenus pétroliers qu'ils ont alloués à la demande de consommation privée. Cependant, le trop plein de pétrole sur le marché pétrolier, en particulier en 1982, a conduit à un net déclin des prix de cette marchandise. En plus de la situation de récession qui prévaut dans les pays développés, qui a étouffé la demande de pétrole, entraîne une baisse sensible des revenus pétroliers dans les pays producteurs de pétrole, et a fortement influé sur leur situations financière. Cette évolution de la situation a donné lieu à des difficultés aussi bien financières que des balances des paiements. En conséquence, le processus d'ajustement dans ce groupe de pays a tout d'abord pris la forme d'emprunts à court terme à l'étranger, la plupart du temps auprès de banques commerciales. Mais lorsqu'il est apparu que l'on ne pouvait espérer un redressement rapide de l'économie, les gouvernements ont largement réduit les importations et ont adopté toute une série de mesures d'austérité. En Jamahiriya arabe libyenne, la réalisation de nouveaux projets a été repoussée et le nombre des expatriés réduit. De même le Nigéria, qui en 1982, a vu ses revenus pétroliers diminuer de plus de moitié par rapport au niveau de l'année précédente, et ses réserves de devises tomber de 9 milliards de dollars en 1980 à environ 1,5 milliard, a pris toute une série des mesures pour réduire les importations et assainir les finances fédérales.

449. Tout en entreprenant des réformes de politique intérieure, de nombreux pays africains se sont également lancés dans des emprunts à l'extérieur, en guise de mesures de soulagement temporaires, et pour financer leurs programmes d'investissement. En conséquence, la dette extérieure des pays africains, notamment celle contractée aux taux du marché, a augmenté au cours des dernières années. Les crédits accordés par le FMI, notamment à des conditions de financement rigoureuses ont contribué à apporter un grand soulagement aux balances des paiements de ces pays (se référer au tableau VIII C.2). Les pays africains ont multiplié le recours aux crédits du FMI au cours des dix dernières années. Toutefois, de nombreux pays ont longuement hésité avant de faire appel aux crédits que le FMI accorde à des conditions normales, même lorsqu'ils se trouvaient dans une situation économique interne et extérieure des plus difficiles, en raison des conditions liées à ces tirages, qui de l'avis de nombreux pays ne se justifiaient pas, du fait des faibles quotas mis à leur disposition. En conséquence, de nombreux pays n'ont fait appel aux crédits du FMI qu'en dernier recours.

Tableau VIII.C.2

Programmes à des conditions rigoureuses, janvier 1978-janvier 1984

Date de l'accord	Pays	Montant (en millions de DTS)	Durée du programme (mois)
Février 1978	Maurice	8	12
Avril 1978	Zambie	250	24
Mai 1978	Gabon	15	12
Juillet 1978	Egypte	600	36
Janvier 1979	Ghana	53	12
Avril 1979	Congo	4	12
Mai 1979	Soudan	200	36 ²
Juin 1979	Togo	15	18
Août 1979	Kenya	17	24
Octobre 1979	Malawi	26	26
Octobre 1979	Maurice	73	25
Novembre 1979	Sierra Leone	17	12
Novembre 1979	Gambie	2	12
Février 1980	Somalie	12	12
Mai 1980	Malawi	50	22
Juin 1980	Gabon	34	24
Juin 1980	Madagascar	64	24
Juillet 1980	Guinée Equatoriale	6	12
Juillet 1980	Mauritanie	30	21
Août 1980	Sénégal	185	36
Septembre 1980	Maurice	35	12
Septembre 1980	Liberia	65	24 Sept.
Septembre 1980	République-Unie de Tanzanie	180	21
Octobre 1980	Maroc	147	36
Octobre 1980	Kenya	242	24
Novembre 1980	Soudan	227	19
Février 1981	Togo	48	24
Février 1981	Cote-d'Ivoire	485	36
Mars 1981	Maroc	817	31
Mars 1981	Sierra Leone	164	36
Avril 1981	République centrafricain	10	8
Avril 1981	Madagascar	77	14
Mai 1981	Ethiopie	68	14
Mai 1981	Ethiopie	68	14
May 1981	Zambie	800	36
Juin 1981	Mauritanie	26	10
Juin 1981	Ouganda	113	13
Juin 1981	Zaire	912	36
Juillet 1981	Somalie	43	12
Août 1981	Liberia	55	12

Tableau VIII.C.2 (Suite)

Date approuvée	Pays	Montant (en million de DTS)	Durée du programme (mois)
Septembre 1981	Sénégal	63	8
Décembre 1981	Maurice	30	12
Janvier 1981	Maurice	30	12
Janvier 1982	Kenya	152	12
Février 1982	Soudan	198	12
Février 1982	Gambie	17 ±	12
Avril 1982	Morocco	281	12
Juillet 1982	Madagascar	51	12
Juillet 1982	Somalie	60	18
Août 1982	Malawi	22	12
Août 1982	Ouganda	113	12
Septembre 1982	Libéria	55	12
Novembre 1982	Sénégal	47	12
Décembre 1982	Guinée	25	11
Février 1983	Soudan	170	12 ²
Mars 1983	Togo	21	13
Mars 1983	Kenya	176	18
Mars 1983	Zimbabwe	300	18
Avril 1983	Zambie	212	12
Avril 1983	République centrafricain	18	12
Mai 1983	Maurice	50	14
Août 1983	Ghana	239	12
Septembre 1983	Libéria	55	12
Septembre 1983	Maroc	300	19
Septembre	Ouganda	95	12
Septembre 1983	Malawi	100	36
Septembre 1983	Sénégal	63	12
Octobre 1983	Niger	18	14
Décembre 1983	Mali	41	17
Décembre 1983	Zaire	228	15
Janvier 1984	Mali	41	17
Janvier 1984	Zaire	228	15

Source : Etudes entreprises par le FMI.

450. L'une des principales contraintes qui a gêné les économies de nombreux pays africains a été la difficulté d'assurer le service de leurs dettes extérieures qui, pour l'ensemble de l'Afrique ont atteint en 1982, 20,1 p. 100 des recettes d'exportation, s'élevant dans le cas de la Côte-d'Ivoire et du Maroc à plus de 40 p. 100 des recettes d'exportation. Il en résulte que de nombreux pays ont dû demander à leurs principaux créditeurs, de procéder à un réaménagement de leur dette, afin de pouvoir poursuivre leurs efforts d'ajustement. Ce qui a compliqué la situation et a limité la marge de manoeuvre de nombreux pays dans la conception de leurs propres programmes d'ajustement, a été que, la plupart du temps, les accords relatifs aux règlements d'ensemble avec le FMI, ont été considérés par de nombreuses institutions commerciales et même bilatérales, comme une condition préalable à l'acceptation d'un réaménagement de la dette.

451. Depuis 1979, de nombreux pays africains ont avec l'aide du groupe du Club de Paris ou de banques commerciales pris des dispositions pour l'allègement de leur dette. Entre 1979 et 1982, 10 pays africains ont réussi à réaménager une grande partie des dettes extérieures, il s'agit notamment de la République centrafricaine (55 millions de dollars), le Libéria (84 millions de dollars), Madagascar (142 millions de dollars), le Malawi (29 millions de dollars), le Sénégal (222 millions de dollars), la Sierra Leone (25 millions de dollars), le Soudan (1,087 millions de dollars), le Togo (336 millions de dollars), l'Ouganda (27 millions de dollars) et le Zaïre (2 155 millions de dollars). Ce réaménagement de la dette a sans doute permis un soulagement temporaire à ces pays, mais les perspectives à moyen terme semblent indiquer que ce ne pourrait être que le début d'une opération longue et frustrante.

D. Evaluation des politiques d'ajustement en vigueur

452. Dans ce chapitre, on s'efforce d'évaluer le caractère approprié des mesures prises par les pays africains pour retrouver leur équilibre interne et externe, et examiner, à l'aide d'indicateurs macro-économiques généraux, l'efficacité de ces mesures dans la réalisation des ces objectifs.

453. Comme on l'a fait observer dans le chapitre C, un grand nombre de pays africains a eu recours à la dépréciation du taux de change, notamment dans le cas des programmes appuyés par le FMI. Cependant, la question se pose de savoir si la dévaluation dans des économies telles que celles des pays africains en développement, est vraiment le moyen adéquat pour parvenir à une restauration rapide de la croissance et obtenir le redressement recherché de la balance des paiements. On a affirmé que le temps qui s'écoule entre les changements des prix relatifs et leur traduction en accroissement du niveau de l'activité est trop long, et que des facteurs technologiques ainsi que socio-économiques entravent le rythme et la mesure dans laquelle les ressources peuvent être utilisées. Il en résulte que, les politiques déflationnistes associées à une dévaluation peuvent entraîner le gel des ressources ainsi dégagées, plutôt qu'encourager leur utilisation dans la production. En outre, il n'est pas facile de déterminer le taux optimal de change à adopter, afin de parvenir à la structure souhaitable des prix

relatifs, même si nous acceptons la théorie selon laquelle de nombreuses monnaies africaines sont surévaluées. Toutefois, la dévaluation accroîtra le revenu en monnaie locale des exportateurs, ce qui pourra, peut-être, stimuler la production d'exportation et oeuvrer pour l'équilibre extérieur. Un climat mondial favorable au commerce constitue néanmoins une condition importante de succès. Les politiques protectionnistes dans les pays industrialisés en particulier, doivent être assouplies ou même abandonnées tout simplement.

454. Une des grandes faiblesses des programmes d'ajustement adoptés avec à l'appui du FMI, est leur orientation à court terme. Comme il apparaît dans le tableau VIII C.2. ci-dessus, la plupart des dispositions relatives au crédit du Fonds ont été programmées pour durer moins de deux ans, en particulier pendant la période 1981-1983; au cours de laquelle, la plupart des programmes d'ajustement africains ont été entrepris. Etant donné que les problèmes de l'Afrique ont, en général, trait aux structures, ils nécessitent des programmes d'ajustement de nature structurelle, et, par conséquent d'une durée plus longue, afin que leur mise en oeuvre soit couronnée de succès; En pareilles circonstances, les chances de succès sont limitées pour les programmes à court terme, notamment lorsqu'ils sont liés aux genres de conditions normalement associées aux conditions du FMI.

455. Comme mentionné ci-dessus, les pays en développement et les pays africains n'y font pas exception ont tendance à devoir faire plus d'efforts qu'il ne devraient en toute équité pour s'adapter aux chocs extérieurs. L'ajustement requis, les conditions à remplir pour recevoir une aide extérieure ainsi que les coûts sociaux du retard intervenu dans l'application de l'ajustement, ont souvent obligé de nombreux pays à sacrifier leurs objectifs économiques et sociaux vitaux, et à accepter à contrecœur un appui conditionnel.

456. Une évaluation pays par pays des programmes d'ajustement adoptés en Afrique, dépasse le cadre de la présente étude, en grande partie, en raison du manque de données sur tous les objectifs spécifiques des programmes et leur exécution, données sans lesquelles on ne pourra au plus que donner des informations sur la direction dans laquelle s'opère, d'une façon générale, le changement des variables macro-économiques qui reflètent les résultats économiques. Ces paramètres sont globalement conçus dans le cadre général des catégories suivantes : (a) croissance globale; (b) opérations budgétaires; (c) agrégats monétaires; (d) inflation; et (e) situation des balances des paiements.

1. Croissance globale du PIB

457. Bien que nous nous attendons à ce que l'ensemble des politiques adoptées aient des effets sur la croissance globale, il faut reconnaître qu'en Afrique, de nombreux autres facteurs, dont par exemple, les conditions atmosphériques, peuvent influencer sur les résultats du PIB. Toutefois, malgré ces restrictions, nous devrions nous attendre à ce que les fluctuations du PIB puissent quand même indiquer la direction dans laquelle s'effectue les changements dans les pays visés. Le tableau VIII D.1. ci-dessous donne un résumé de la croissance annuelle du PIB, entre 1976 et 1982, dans 49 pays africains en développement pour lesquels on dispose de données. La colonne indiquant le nombre de pays dans lesquels le taux de croissance annuel moyen est inférieur à 2,7 p. 100 a été insérée, pour attirer l'attention sur les cas où, le PIB par habitant a sans doute baissé pendant la période examinée, même si celui-ci semble avoir augmenté, étant donné que le taux moyen de croissance de la population en Afrique est fixé à 2,7 p. 100 par an. D'après ce tableau, il est évident que le nombre de pays qui ont connu une croissance annuelle négative (c'est à dire une baisse de leur PIB ou de leur PIB par habitant,) a considérablement augmenté depuis 1978. En 1982, par exemple, 24 pays, soit environ la moitié des pays africains ont assisté à une baisse vertigineuse de leur revenu par habitant, parmi lesquels 14 pays où le PIB total a effectivement baissé. Ce dernier groupe comprend les pays suivants : République centrafricaine, Ghana et Togo (dont la croissance a été négative depuis de nombreuses années) et Madagascar, Mali, Nigéria, Sierra Leone et République-Unie de Tanzanie (dont la croissance a été négative au cours des deux dernières années) de même que l'Angola, le Gabon, la Côte d'Ivoire, le Mozambique, le Niger et le Zaïre. Le Soudan et l'Ouganda semblent connaître un certain redressement après plusieurs années de croissance négative ou faible.

Tableau VIII.D.1

Distribution des taux annuels de croissance du PIB dans 49 pays
africains en développement (1976-1982)

	Nombre de pays auxquels le taux de croissance a été					Négatif
	Supérieur à 6	de 4 à 6	de 3 à 4	de 0 à 3	inférieur à 2,7	
1976	21	5	5	6	18	12
1977	13	8	4	9	23	15
1978	14	8	6	11	15	10
1979	12	7	8	11	18	11
1980	13	4	8	13	23	11
1981	13	3	5	12	27	16
1982	5	10	7	13	24	14

Source : Secrétariat de la CEA.

2. Opérations budgétaires

458. Le tableau VIII.D.2 ci après montre le niveau de plusieurs ratios, budgétaires importants (tous en pourcentage du PIB) des pays africains en développement sur lesquels on dispose de données pour la période 1980-1983. Il ressort de ce tableau que, alors que des efforts considérables ont été entrepris pour accroître ou maintenir le niveau du revenu par rapport au PIB dans 23 des 28 pays examinés, ceux-ci ont malheureusement été contre-balancés et même annulés par des tendances similaires en ce qui concerne les dépenses courantes dans pratiquement le même nombre de pays; c'est à dire qu'une augmentation dans les revenus a souvent été assortie d'une hausse concomitante dans les dépenses. Cependant, le fait que 20 pays seulement parmi ceux sélectionnés ont maintenu ou accru les dépenses d'investissement, prouve que, quelque pays n'ont pas d'autre choix que de réduire leurs dépenses d'investissement avec tout ce qui en découle pour la croissance future. Des exemples frappants en sont la Côte d'Ivoire, la Gambie (pour la majeure partie de la période considérée), de même que le Malawi, le Sénégal et la Zambie. En outre, dans 13 pays sur les 18 pour lesquels on dispose de données relatives au déficit budgétaire global, le taux par rapport au PIB a augmenté, ou au mieux est resté virtuellement constant. Ce n'est que dans cinq pays, soit moins d'un tiers de l'échantillon de pays considérés, que le gouvernement a réussi à faire baisser ce pourcentage budgétaire notamment au Libéria, au Mali, en Sierra Leone, en Zambie et au Zimbabwe. Le pourcentage a sensiblement augmenté dans huit pays qui sont : la Gambie, le Maroc, le Nigéria, la Sierra Leone, le Soudan, la République Unie de Tanzanie, l'Ouganda et le Zaïre.

Tableau VIII.D.2

Distribution des pourcentages de certains éléments budgétaires par rapport au PIB, dans un échantillon de pays africains (1980-1981)

Eléments budgétaire par rapport au PIB	Nombre de pays dans lesquels apparaissent			
	Nombre de pays figurant dans l'échantillon	un pourcentage en augmentation ou stationnaire	pourcentage en baisse	pas de tendance apparente
Revenus ordinaires	28	23	3	2
Dépenses courantes	28	24	3	1
Total des dépenses	28	19	6	3
Dépenses d'investissement	28	20	7	1
Déficit global	18	13	5	-

Source : Secrétariat de la CEA.

3. Aggrégats monétaires

459. Les programmes d'ajustement menés par les pays africains, en particulier ceux appuyés par le FMI, ont en général des objectifs précis qui ont trait à la structure du crédit et à l'augmentation de la masse monétaire. Le tableau VIII.D.3 ci-après résume certaines des principales observations relatives à l'évolution de la masse monétaire au cours de la période de sept ans qui s'achève en 1982. Comme il apparaît dans ce tableau, plus de la moitié des pays concernés ont mis un frein à l'accroissement des liquidités dans leurs économies. Pendant la période qui va de 1976 à 1978, 19 pays sur 37 ont maintenu le taux de croissance de la masse monétaire, ou l'ont réduit. Un nombre sensiblement identique de pays l'ont fait de 1979 à 1982. On a constaté que pendant toute cette période, dans 12 pays, soit le tiers de ceux examinés les taux de l'accroissement de la masse monétaire sont restées stables ou ont baissé. Il s'agit notamment des pays suivants : Algérie, Burundi, Cameroun, République centrafricaine, Congo, Jamahiriya arabe libyenne, Maroc, Nigéria, Rwanda, République-Unie de Tanzanie et Haute-Volta. Un nombre plus restreint de pays ont connu une hausse du taux d'accroissement de leur masse monétaire, ce sont : le Botswana, l'Egypte, l'Ethiopie, la Côte d'Ivoire, le Kenya, la Sierra Leone, le Soudan et la Tunisie; cependant, certains parmi eux, tels que l'Ethiopie et le Kenya, ont eu des taux assez faibles en valeur absolue d'accroissement de leurs liquidités.

460. Il convient en outre de noter que, parmi les 16 pays dont on n'a pas pu clairement déterminer l'évolution pour l'ensemble de la période 1976-1982, environ cinq (Gambie, Côte d'Ivoire, Mali, Maurice et Niger) ont réduit l'accroissement de leur masse monétaire entre 1979 et 1982.

461. En ce qui concerne la structure du crédit, certains pays tels que le Cameroun, le Maroc, le Rwanda et la Haute Volta ont pu réorienter le crédit du secteur public vers le secteur privé, tout en réduisant dans le même temps la croissance du crédit dans son ensemble. Cependant en République-Unie de Tanzanie, le secteur public a continué à recevoir une part toujours plus grande de la totalité du crédit disponible.

Tableau VIII.D.3

Répartition des taux de croissance annuelle de la masse monétaire dans certains pays africains en développement (1976-1982)

	Nombre de pays ou le taux annuel de croissance			
	Nombre de pays	a été stable ou baissé	a augmenté	a été instable
1976-78	37	19	16	2
1979-82	37	20	14	3
1976-82	36	12	8	16 a/

Source : Secrétariat de la CEA.

a/ Comprend cinq pays dans lesquels le taux a baisse entre 1978 et 1982 à savoir notamment : la Gambie, la Côte d'Ivoire, le Mali, Maurice et le Niger.

4. Inflation

462. Réduire le taux de l'inflation a été l'un des principaux objectifs des programmes de stabilisation des pays africains. Il faut toutefois reconnaître que l'inflation dans les pays en développement n'est pas un phénomène strictement lié à la demande, déterminé uniquement par un trop grand accroissement de la masse monétaire. Les structures rigides, notamment dans le domaine agricole et les systèmes de distribution, de même que l'inflation importée qui en suite retentit sur la structure des prix au niveau national, sont reconnues comme étant des variables d'importance majeure pour expliquer les hausses des prix dans les pays en développement. Le rôle de la gestion de la demande dans ce contexte, consiste à modérer le rythme de l'accroissement de la masse monétaire. Tout le monde sait qu'il est difficile de mesurer l'inflation à partir de l'indice des prix à la consommation. Dans les pays africains en particulier, cet indice est calculé dans la plupart des cas pour les centres urbains uniquement, et peut être modifié par l'influence modératrice des subventions, qui le rend encore moins approprié pour mesurer le taux de l'inflation. Ceci mis à part, il convient de noter que seuls quelques pays africains, ont été en mesure de faire baisser leurs taux d'inflation au cours des dernières années, les plus importants sont : le Burundi, l'Ethiopie, le Gabon, la Côte d'Ivoire, le Lesotho, le Malawi, le Mali, les Seychelles et la Somalie. Ils s'opposent en cela à un grand nombre de pays dont, entre autres, le Cameroun, le Congo, la Gambie, le Ghana, le Kenya, Madagascar, la Sierra Leone, le Soudan, la République-Unie de Tanzanie, la Tunisie et le Zaïre, où les taux d'inflation sont plus élevés, atteignant parfois, dans des pays comme le Ghana, la Somalie, le Soudan, la République-Unie de Tanzanie et le Zaïre, plus de 20 p. 100 par an au cours des années récentes.

5. Balance des Paiements

463. Le retablisement de l'équilibre extérieur a été l'un des principaux objectifs des programmes d'ajustement dans les pays africains. Les mesures prises visaient essentiellement à créer des conditions devant permettre un renouveau de l'augmentation des exportations, notamment lorsqu'il existe de véritables potentialités. Des tableaux de fréquences associées, aux tendances des exportations, des importations et la déficit commercial apparaissent dans les tableaux VIII.D.4-6 ci-après. Comme le prouve le tableau VIII.D.4, 21 pays seulement sur les 49, pour lesquels on dispose de données, ont été en mesure d'accroître ou de maintenir le pourcentage de leurs exportations par rapport au PIB entre 1975 et 1978; cependant, seuls 15 pays ont pu le faire entre 1979 et 1982. Sept pays ont réussi à maintenir la croissance de leurs exportations pendant toute la période allant de 1975 à 1982. Ce sont : le Botswana, la République centrafricaine, le Gabon, la Côte d'Ivoire, le Lesotho, le Mali et le Togo. Quatorze pays, qui, avaient enregistré une croissance du pourcentage de leurs exportations au cours de la première période, ont connu une baisse sensible de celui-ci au cours de la deuxième période considérée. Le pourcentage des exportations par

rapport au PIB, a de nouveau baissé e 1975 à 1982 dans 9 autres pays, ce sont l'Egypte, la Gambie, le Ghana, la Somalie, le Soudan, la République-Unie de Tanzanie, la Haute Volta, le Zaïre et la Zambie. Seuls 8 pays ont amélioré leur pourcentage de 1975 à 1978, en 1979-1982, ce sont : l'Algérie, la Mauritanie, le Maroc, le Sénégal, le Swaziland, la Tunisie et l'Ouganda.

Tableau VIII.D.4

Distribution du pourcentage des exportations par rapport au PIB dans 49 pays africain en développement (1975-1982)

	Nombre de pays dans lesquels le pourcentage a été		
	en hausse ou stationnaire	en baisse	fluctuant
1975-1978	21	17	11
1979-1982	15	24	10
1975-1982	7	9	33 a/

Source : Secrétariat de la CEA.

a/ Comprend 8 pays dont le pourcentage des exportation s'est amélioré au cours de la période 1979-1982.

464. La mesure dans laquelle l'ajustement a été accompli par la diminution ou le maintien des taux des importations par rapport au PIB, fait l'objet d'un examen dans le tableau VIII.D.5 ci-dessous. Comme on peut le constater à partir du tableau, alors que le nombre de pays ayant maintenu ou accru le pourcentage de leurs importations pendant la période 1975-1978 est à peu près le même que le chiffre correspondant au pourcentage des exportations (même s'il ne s'agit que d'un échantillonnage restreint), un plus grande nombre de pays ont maintenu ou accru le pourcentage de leurs importations que celui de leurs exportations pendant la période qui va de 1979 à 1982. Ce groupe comprend les pays suivants : Botswana, Burundi, Congo, Ethiopie, Gabon, Côte d'Ivoire, Madagascar, Niger, Nigéria, Rwanda, Sénégal, Tunisie et Haute Volta. En fait, les 13 pays ont maintenu ou accru le pourcentage de leurs importations pendant toute la période qui va de 1975 à 1982. Seuls 5 pays semblent avoir enregistré une diminution du pourcentage de leurs importations au cours de la période allant de 1975-1982, à savoir : Ghana, Malawi, Mauritanie, Seychelles et Zaïre. Des pays comme le Cameroun, la Gambie, le Kenya, le Libéria, Maurice, le Sierra Leone, la Somalie, le Swaziland et le Togo ont également vu le pourcentage de leurs importations baisser de 1979 à 1982.

Tableau VIII.D.5

Distribution du pourcentage des importations par rapport au PIB
dans 39 pays africains en développement (1975-1982)

	Nombre de pays dans lesquels le pourcentage a été		
	en hausse ou en stationnaire	en baisse	fluctuant
1975-1978	22	15	2
1979-1982	24	15	-
1975-1982	13	5	21 ^{a/}

Source : Secrétariat de la CEA.

^{a/} Inclut 10 pays dans lesquels le pourcentage a connu une amélioration pendant la période allant de 1979 à 1982.

465. Etant donné l'évolution de la balance commerciale, il semble que les déficits commerciaux soient devenus un phénomène plus fréquent au cours de la période considérée. Seuls 8 pays (à savoir : l'Algérie, le Congo, le Gabon, le Ghana, la Côte d'Ivoire, le Libéria, la Jamahiriya arabe libyenne et le Nigéria) sur les 39 pour lesquels on dispose de données pour la période 1975-1982, ont eu une balance commerciale positive. Parmi les 30 pays ayant eu une balance négative, 10 ont connu des hausses régulières du pourcentage de leur déficit par rapport au PIB; ce sont : le Botswana, le Cameroun, l'Ethiopie, le Kenya, le Maroc, le Rwanda, le Sénégal, la Sierra Leone, la Tunisie et la Haute Volta. Dans cinq pays de ce groupe (Botswana, Ethiopie, Rwanda, Sénégal et Tunisie), la détérioration de la balance commerciale a été étroitement associée à l'accroissement des importations. Ce n'est que dans le cas de la Haute Volta que la baisse a été due à des mouvements divergents des exportations et des importations. Deux pays seulement (Malawi et Mauritanie) ont connu une baisse constante du déficit commercial, dû en grande partie à la diminution du pourcentage des importations.

Tableau VIII.D.6

Répartition du pourcentage du déficit commercial par rapport au PIB
dans 30 pays africains en développement (1975-1982)

	Nombre de pays dans lesquels le taux a été		
	en hausse ou stationnaire	en baisse	fluctuant
1975-1978	20	10	-
1979-1982	17	13	-
1975-1982	10	2	18 a/

Source : Secrétariat de la CEA.

a/ Inclut 7 pays dans lesquels le pourcentage a connu une amélioration au cours de la période allant de 1979 à 1982.

466. Il semble par conséquent, que les efforts entrepris pour surmonter les difficultés des balances des paiements n'ont eu qu'un succès limité, et dans un nombre restreint de pays seulement. Ceci est en grande partie dû au fait que les exportations n'ont pas cru suffisamment. Même lorsqu'on est parvenu à réduire le déficit commercial, ce succès a été associé dans un certain nombre de pays à des limitations des importations, plutôt qu'à des hausses des exportations.

467. Cet état de choses n'est pas tout à fait surprenant, compte tenu de la situation de récession qui prévaut dans les pays développés, qui ont largement réduit leur demande pour la plupart des produits en provenance de l'Afrique, ce qui a entraîné une diminution des prix de ces exportations. La pénurie de devises qui s'en est suivie, a forcé de nombreux pays à réduire les importations, et a entravé leur croissance.

468. Les recherches qui précèdent laissent supposer que les mesures d'ajustement adoptées à ce jour par les pays africains, n'ont pas été couronnées de succès en ce qui concerne la réalisation des objectifs d'ensemble qu'ils se sont fixés en vue de restaurer l'équilibre interne et extérieur et de retrouver un rythme de croissance régulière. Cela apparaît notamment dans ce qui suit :

a) un nombre toujours plus grand de pays connaissent encore une croissance négative ou voient leur revenu par habitant fléchir nettement ;

b) les déficits budgétaires se sont poursuivis et ont parfois, affecté les dépenses d'investissement ;

c) de moins en moins de pays ont pu, contenir l'augmentation des disponibilités monétaires, ou rendre la structure du crédit plus rationnelle ;

d) le taux de l'inflation est toujours élevé ; peu de pays ont été en mesure de faire baisser le taux d'inflation ;

e) les recettes d'exportation n'ont pu augmenter, en raison à la fois de facteur concernant les prix et le volume des échanges. De nombreux pays n'ont eu d'autre choix que de réduire leurs importations au détriment des nouveaux investissements et des approvisionnements en intrants.

Ce résultat peu satisfaisant peut être ramené à un certain nombre de facteurs. Premièrement et par dessus tout, les programmes d'ajustement n'ont pas été pleinement adaptés à la tâche à entreprendre. En particulier, ils n'ont pas pu lever les rigidités structurelles des économies africaines. Deuxièmement, les mesures de gestion de la demande semblent avoir sérieusement affecté les programmes d'investissement de plusieurs pays. Troisièmement, l'environnement international n'a pas été particulièrement favorable au processus d'ajustement, pour les producteurs de matières premières en général, et aux pays d'Afrique en particulier. La situation de récession qui prévaut dans les pays développés a fait baisser la demande et par suite, les prix des produits africains, avec des conséquences graves pour les recettes en devises, les revenus et la production au niveau national, quatrièmement, l'aide extérieure qu'on attendait afin de combler le déficit en matière de devises, n'a pas été accordée selon le montant, les conditions et au moment voulus, a été liée à la mise en oeuvre par les gouvernements de mesures au niveau national, que beaucoup ont trouvé inacceptables socialement.

E. Dosage appropriée des politiques d'ajustement

469. L'analyse qui précède laisse supposer qu'il existe une approche en deux temps au processus d'ajustement requis dans les pays africains en développement. Le premier a trait à ~~protéger~~ des pays de la récession qui prévaut dans les pays développés. Le deuxième traite des éléments d'un ajustement approprié, compte tenu de la situation aux niveaux national et international.

470. La nécessité de soustraire dans toute la mesure du possible, les pays africains aux effets de la récession qui prédomine dans les pays à économies développées, provient de la nature des ajustements que réalisent ces derniers, lorsqu'ils sont confrontés à une situation de récession. Tout d'abord, la récession dans ces pays réduit la demande de matières premières produites par l'Afrique, soit directement, soit à travers les effets des revenus plus faibles. En suite, il existe de fortes pressions pour que soient adoptées des mesures protectionnistes contre le geure de produits manufacturés non élaborés provenant des pays en développement. Les pays africains qui sont susceptibles d'être particulièrement affectés par ce dernier facteur sont les suivants : Egypte, Maurice, Maroc et Tunisie, qui exportent à l'heure actuelle des produits manufacturés vers les pays développés. L'effet

net de ces ajustements consistera à réduire les importations en provenance des pays africains en développement, intensifiant ainsi leurs tendances à la récession. Les plus affectés seront les producteurs de matières premières et des produits utilisés dans le secteur industriel moderne.

471. Le problème reste de savoir comment les pays africains peuvent-il parvenir à réaliser leurs objectif ? l'une des méthodes pourrait consister à mettre au point des programmes de coopération au niveau mondial pour stabiliser les prix des marchandises, ce qui profiterait aussi bien aux pays développés qu'à ceux en développement. Le facteur susceptible de faire accepter cette approche collective dans le cadre africain, c'est le puissant esprit de coopération qui figure en bonne place dans le Plan d'action de Lagos. Une fois qu'on sera ainsi parvenu à stabiliser les prix, et ce, probablement grâce à la mise en place de stocks régulateurs, les investissements dans la production de matières premières pourront suivre le rythme des besoins mondiaux et des revenus des populations. En outre, sur le plan intérieur, des prix garantis pourront aider à améliorer la productivité agricole et, si les prix des produits agricoles étaient liés aux prix industriels, la fixation des prix des produits agricoles accélèrera le rythme d'accroissement de l'agriculture ainsi que celui de l'industrie.

472. Le renforcement de la coopération économique au sein des pays africains en tant qu'instrument d'autonomie collective, est étroitement lié à la première approche. Les possibilités offertes par un accroissement du commerce intrarégional et des services d'appui, bien qu'étant de toute évidence des objectifs à long terme, devront à l'avenir permettre au continent d'être, dans une large mesure, tenu à l'écart des effets de la récession globale, et lui donner une nouvelle impulsion pour parvenir à la prospérité économique et sociale.

473. Les politiques d'ajustement devraient permettre la levée des goulots d'étranglements de la production et de la distribution, et créer ainsi les conditions d'une croissance soutenue. A notre avis, les principaux éléments des programmes conçus pour être mis en oeuvre dans un cadre africain, devront porter sur les mesures visant à renforcer la capacité de production de l'économie, ce qui est la condition essentielle de succès. Les stimulants à la production, à l'épargne et à l'investissement devront également figurer, ainsi que des programmes sectoriels. Parmi les conditions nécessaires à la croissance figurent : l'amélioration de la gestion des économies nationales, de profondes réformes du fonctionnement du secteur public, ainsi que les stimulants à l'initiative privée.

474. La communauté internationale doit sans aucun doute, aider à créer les conditions nécessaires pour l'élaboration de programmes de ce genre. Tout d'abord, les pays développés et les autres pays en développement disposant d'excédents structurels de paiements devront assumer la part qui leur revient dans le processus international d'ajustement. Ensuite, ces pays devront également pouvoir apporter une aide substantielle, en raison de l'ampleur des changements politiques nécessaires. Les pays africains ne pourront faire face tout seuls à ces changements.

Table des matières

	<u>Page</u>
Introduction à l'annexe statistique	182
<u>Indicateurs de base et structure de l'économie</u>	
Tableau 1. Indicateurs de base, 1982	183
Tableau 2. Structure de la demande, 1982	185
Tableau 3. Structure du produit intérieur brut, 1982	187
Tableau 4. Structure du produit industriel, 1982	189
<u>Agriculture</u>	
Tableau 5. Offre de produits alimentaires, 1982	191
Tableau 6. Indicateurs du secteur agricole, 1982	193
Tableau 7. Elevage et pêche	195
<u>Energie</u>	
Tableau 8. Production et consommation d'énergie	197
<u>Commerce extérieur</u>	
Tableau 9. Exportations suivant la destination, 1982	199
Tableau 10. Importations suivant l'origine, 1982	201
<u>Revenu et dépenses de l'Etat</u>	
Tableau 11. Revenus, dépenses et déficit budgétaires comparés au produit intérieur brut, 1982 et 1983	203
Tableau 12. Part des impôts indirects et des droits de douane dans le revenu budgétaire, 1982 et 1983	204
Tableau 13. Part des dépenses courantes et d'investissement dans le produit intérieur brut, 1982 et 1983	205
Tableau 14. Part de l'éducation et de la santé dans les dépenses courantes, 1982 et 1983	206
Tableau 15. Part de l'agriculture et des transports dans les dépenses courantes, 1982 et 1983	207
Tableau 16. Part des financements interne et externe dans le déficit budgétaire, 1982 et 1983	208

Table des matières (suite)

	<u>Page</u>
<u>Emploi</u>	
Tableau 17. Population active, 1960 et 1979	209
Tableau 18. Distribution sectorielle de la population active, 1960 et 1979	211
Tableau 19. Indicateurs des transports et des télécommunications	213
<u>Santé</u>	
Tableau 20. Indicateurs sanitaires : espérance de vie et services sanitaires	215
<u>Education</u>	
Tableau 21. Fréquentation scolaire	217
<u>Culture</u>	
Tableau 22. Alphabétisme et lecture de la presse	219

Introduction à l'annexe statistique

L'annexe statistique est une série de tableaux qui donnent des informations sur les principales variables ayant une influence sur le développement économique et social des pays de l'Afrique en développement, à savoir : indicateurs de base et structure économique, agriculture, commerce extérieur, transactions budgétaires du gouvernement central, énergie, emploi, transport et communications, santé, éducation et culture.

Parmi les 22 tableaux, 16 sont donnés pour l'ensemble des pays membres de la CEA, dans la mesure des données disponibles, avec des totaux pour la région et les sous régions, ainsi que des sous-totaux pour les pays africains membres de l'OPEP, les pays les moins développés, et les autres pays. On devra tenir compte du fait que puisque pour un petit nombre de pays on n'a pas de données pour la plupart des tableaux, les totaux et sous-totaux sous estiment la situation de fait. On a cependant pensé qu'il serait utile de les indiquer comme référence. Dans la plupart des cas, la marge d'erreur par défaut ne dépasse pas 10 pour cent. Les agrégats des comptes nationaux ont été compilés par le secrétariat de la CEA en utilisant des sources diverses. Les informations disponibles par ailleurs au Secrétariat des Nations Unies et dans les publications des institutions spécialisées ont servi de base pour les chiffres fournis dans les autres tableaux de ce groupe.

Les autres tableaux se rapportent à 28 pays et portent sur les opérations budgétaires du gouvernement central. Ils ont été établis par le secrétariat de la CEA à partir de données provenant des pays sur les budgets nationaux respectifs.

Comme il est indiqué dans l'introduction de l'Etude (paragraphe 2), les statistiques pour l'Afrique en développement concernant les questions économiques et sociales sont souvent de qualité douteuse et dans de trop nombreux cas en retard. Les données présentées dans l'Annexe statistique devront être utilisées en ayant ces réserves à l'esprit.

THE

178

178

178

178

178

178

178

178

178

178

178

Tableau 1
Indicateurs de base, 1982

	Population	Pib par tête	Pib taux de croissance	Indice des prix à la consommation
	Millions	Dollars	Variation en pourcentage par rapport à l'année précédente	
AFRIQUE CENTRALE	65,8	427	-	19,3
Angola	7,1	572	-19,8	...
Burundi	4,5	267	-2,7	9,9
Cameroun	9,0	848	9,5	13,1
République Centrafricaine	2,3	336	-10,5	...
Tchad	4,7	177	-11,6	...
Congo	1,6	1 626	16,9	12,4
Guinée équatoriale	0,4	76	...	...
Gabon	0,6	217	-1,8	16,7
Rwanda	5,1	271	2,3	12,2
Sao Tomé en Principe	0,1	552	...	...
Zaire	30,3	179	-0,7	37,2
AFRIQUE DE L'EST	133,8	354	2,5	16,3
Botswana	0,8	1 237	...	11,5
Comores	0,6	219	...	...
Djibouti	0,3	1 047	...	...
Ethiopie	33,3	147	2,0	5,9
Kenya	17,8	313	2,2	20,5
Lesotho	1,4	252	3,4	9,6
Madagascar	9,0	406	2,5	...
Malawi	6,5	194	0,2	9,8
Mauritius	1,0	1 105	...	11,8
Mozambique	10,7	556	2,8	...
Seychelles	0,1	1 683	...	-0,8
Somalie	3,8	596	8,0	23,6
Swaziland	0,6	820	2,0	21,1
Ouganda	14,5	430	7,8	...
République-Unie de Tanzanie	19,0	295	-4,5	29,0
Zombie	6,2	558	3,6	12,5
Zimbabwe	8,0	596	0,8	10,7

Tableau 1 (suite)

	Population	Pib par tête	Pib taux de croissance a/	Indice des prix à la consommation
	Millions	Dollars	Variation en pourcentage par rapport à l'année précédente	
AFRIQUE DU NORD	113,3	1 216	-0,5	11,6
Algérie	19,6	2 315	0,1	6,7
Egypte	43,3	783	4,2	14,9
Jamahiriya arabe libyenne	3,2	8 911	-12,1	...
Maroc	21,3	691	5,7	10,6
Soudan	19,3	385	1,4	26,5
Tunisie	6,6	1 208	1,5	13,7
AFRIQUE DE L'OUEST	149,9	696	-0,5	9,5
Bénin	3,8	327	7,7	...
Cap Vert	0,3	308	...	...
Gambie	0,6	444	17,2	10,8
Ghana	13,0	538	-10,9	22,3
Guinée	5,3	409	6,9	...
Guinée-Bissau	0,6	291	...	...
Côte d'Ivoire	8,5	922	-3,0	7,4
Libéria	2,0	607	-1,6	6,2
Mali	7,0	191	5,3	...
Mauritanie	1,6	547	-4,7	12,8
Niger	5,7	425	-7,7	11,6
Nigéria	82,1	884	-0,7	7,5
Sénégal	5,9	509	14,3	17,3
Sierra Leone	3,7	458	3,7	31,1
Togo	2,7	370	-0,8	10,7
Haute Volta	7,2	199	4,5	12,0
ETATS MEMBRES DE LA CEA	462,8	686	-	12,0
Membres africains de l'OPEP	105,5	1 426	-2,4	7,5
Pays les moins avancés	153,7	297	1,8	18,9
Autres pays	203,6	596	2,4	15,1

Source: Secrétariat de la CEA; et International Financial Statistics, vol. XXXVII, No. 2 (February 1984).

a/ Agregats calculés aux prix constant du marché (1980).

Tableau 2
Structure de la demande

(En millions de dollars E.U. aux prix courants du marché)

	PIB	Consom- mation des mé- nages	Consom- mation des admin- istration	Formation brute de capital	Exporta- tions nettes
AFRIQUE CENTRALE	28 091	16 071	4 356	7 084	580
Angola	4 086	2 217	1 013	363	492
Burundi	1 211	1 001	156	181	-126
Cameroun	7 591	5 162	696	2 159	-425
République centrafricaine	786	628	184	111	-136
Tchad	837	701	197	67	-128
Congo	2 634	1 030	350	1 336	-81
Guinée équatoriale	29	35	15	4	-24
Gabon	4 041	1 200	486	1 275	1 080
Rwanda	1 384	1 089	212	262	-178
Sao Tomé et Príncipe	55	19	16	15	6
Zaire	5 436	2 988	1 033	1 312	102
AFRIQUE DE L'EST	47 338	35 154	8 465	8 158	-4 439
Botswana	1 027	553	249	449	-224
Comores	129	86	28	38	-23
Djibouti	356	254	137	88	-123
Ethiopie	4 901	3 800	723	693	-314
Kenya	5 569	3 545	1 080	1 244	-301
Lesotho	353	524	77	89	-337
Madagascar	3 666	2 950	550	502	-336
Malawi	1 258	871	216	264	-93
Mauritius	1 094	761	137	228	-32
Mozambique	5 965	5 066	926	470	-497
Seychelles	168	89	49	57	-28
Somalie	2 288	1 627	710	350	-399
Swaziland	476	330	43	147	-45
Ouganda	6 249	5 313	877	661	-602
République-unie de Tanzanie	5 616	4 207	779	1 087	-457
Zambie	3 459	1 868	1 063	816	-307
Zimbabwe	4 764	3 289	821	975	-320

Tableau 2 (suite)

	PIB	Consom- mation des mé- nages	Consom- mation des admin- istration	Formation brute de capital	Exporta- tions nettes
AFRIQUE DU NORD	137 691	73 195	26 374	41 641	-3 519
Algérie	45 389	21 790	6 806	17 395	-601
Egypte	33 910	22 849	5 657	8 280	-2 876
Jamahiriya arabe libyenne	28 338	7 879	8 092	8 831	3 536
Maroc	14 683	10 046	3 191	3 394	-1 948
Soudan	7 446	5 652	1 296	1 364	-867
Tunisie	7 923	4 980	1 332	2 375	-763
AFRIQUE DE L'OUEST	104 327	83 017	13 607	27 083	-19 380
Bénin	1 226	1 116	106	243	-239
Cap Vert	105	124	12	26	-38
Gambie	280	289	79	117	-205
Ghana	7 016	5 438	546	740	-107
Guinée	2 153	1 488	354	341	-30
Guinée-Bissau	172	216	40	31	-115
Côte d'Ivoire	7 825	4 927	1 554	1 713	-369
Libéria	1 191	783	242	152	13
Mali	1 337	1 170	189	193	-215
Mauritanie	859	592	249	235	-217
Niger	2 405	1 957	273	505	-329
Nigéria	72 632	58 742	8 496	21 516	-16 123
Sénégal	3 031	2 344	596	606	-514
Sierra Leone	1 670	1 663	119	210	-322
Togo	999	815	145	213	-174
Haute Volta	1 428	1 355	207	243	-376
ETATS MEMBRES DE LA CEA	317 447	207 437	52 802	83 965	-26 758
Membres Africaines de l'OPEP	150 401	89 611	23 880	49 018	-12 108
Pays les moins développés	45 699	36 552	7 394	7 842	-6 090
Autres pays	121 346	81 273	21 529	27 105	-8 560

Source: Secrétariat de la CEA.

Tableau 3
Structure du produit intérieur brut, 1982
(Millions de dollars E.U aux coûts courants des facteurs)

	Valeur ajoutée			
	PIB	Agriculture	Industrie	Services
AFRIQUE CENTRALE	23 585	7 645	7 267	8 672
Angola	3 297	1 562	809	926
Burundi	1 005	643	155	208
République Centrafricaine	649	241	109	299
Tchad	815	409	81	325
Cameroun	6 283	1 968	1 581	2 734
Congo	2 019	164	930	925
Guinée-equatoriale	27	11	3	13
Gabon	3 266	174	2 252	840
Rwanda	1 258	561	289	409
Sao Tomé et Principe	45	23	4	18
Zaire	4 920	1 889	1 055	1 976
AFRIQUE DE L'EST	42 443	17 424	8 077	16 942
Botswana	818	97	387	333
Comores	115	51	20	43
Djibouti	284	22	52	210
Ethiopie	4 410	2 150	701	1 558
Kenya	4 804	1 560	1 022	2 221
Lesotho	293	75	68	150
Madagascar	3 372	1 479	566	1 326
Malawi	1 139	465	224	449
Mauritius	942	140	235	567
Mozambique	5 628	2 423	851	2 354
Seychelles	131	10	27	93
Somalie	2 186	758	456	972
Swaziland	421	135	153	133
Ouganda	5 895	4 467	286	1 142
République-Unie de Tanzanie	4 743	2 408	666	1 669
Zambie	2 996	524	843	1 629
Zimbabwe	4 266	656	1 518	2 092

Tableau 3 (suite)

Valeurs ajoutée				
	PIB	Agriculture	Industrie	Services
AFRIQUE DU NORD	121 659	15 926	57 720	48 013
Algérie	35 057	3 010	18 776	13 270
Egypte	32 767	6 067	12 864	13 536
Jamahiriya arabe libyenne	27 575	615	18 575	8 386
Maroc	12 428	2 342	4 004	6 082
Soudan	6 955	2 584	1 003	3 368
Tunisie	6 876	1 008	2 497	3 372
AFRIQUE DE L'OUEST	96 451	28 999	26 509	40 943
Bénin	1 095	525	153	417
Cap Vert	98	21	27	51
Gambie	250	79	36	135
Ghana	6 994	3 455	1 299	2 240
Guinée	1 828	839	379	610
Guinée-Bissau	158	79	9	70
Côte d'Ivoire	6 316	2 174	1 360	2 782
Libéria	1 024	308	308	408
Mali	1 256	348	158	750
Mauritanie	765	175	224	366
Niger	2 279	1 177	464	637
Nigéria	67 903	17 910	20 681	29 313
Sénégal	2 719	629	719	1 370
Sirra Leone	1 584	487	315	782
Togo	866	294	162	411
Haute Volta	1 316	492	216	600
ETATS MEMBRES DE LA CEA	284 137	69 994	99 572	114 570
Membres Africains de l'OPEP	133 801	21 708	60 284	51 809
Pays les moins développés	41 368	19 316	6 424	15 628
Autres pays	108 968	28 970	32 865	47 134

Source: Secrétariat de la CEM.

Tableau 4
Structure de l'industrie, 1982
(Millions de dollars E.U. aux coûts courants des facteurs)

	Valeur ajoutée			
	Mines	Industries manufactu- rières	Electricité et eau	Batiment et travaux publics
AFRIQUE CENTRALE	4 259	1 571	207	1 230
Angola	630	95	16	67
Burundi	-	102	2	50
Cameroun	490	622	78	391
République Centrafricaine	20	50	11	28
Tchad	5	61	4	11
Congo	668	123	17	123
Guinée-Equatoriale	-	1	-	1
Gabon	1 799	211	73	170
Rwanda	27	190	4	68
Sao Tomé et Principe	-	2	-	2
Zaire	621	113	2	319
AFRIQUE DE L'EST	848	4 765	620	1 843
Botswana	233	67	38	51
Comores	-	6	1	13
Djibouti	-	23	10	19
Ethiopie	4	495	34	168
Kenya	9	626	108	279
Lesotho	16	14	3	34
Madagascar	10	367	38	151
Malawi	-	141	19	65
Mauritius	2	155	22	56
Mozambique	23	421	83	324
Seychelles	-	14	2	11
Somalia	118	192	35	111
Swaziland	17	105	7	24
Ouganda	4	235	20	27
République-Unie de Tanzanie	16	403	49	198
Zambie	206	417	71	150
Zimbabwe	192	1 084	80	162

Tableau 4 (suite)

	Valeur ajoutée			
	Mines	Industries manufactu- rières	Electricité et eau	Batiment et travaux publics
AFRIQUE DU NORD	32 563	12 369	1 497	11 290
Algérie	10 545	3 083	483	4 665
Egypte	6 123	4 764	299	1 679
Jamahiriya arabe libyenne	14 357	838	250	3 131
Maroc	622	2 244	210	929
Soudan	59	480	129	336
Tunisie	858	962	127	550
AFRIQUE DE L'OUEST	10 420	6 969	789	8 331
Bénin	2	67	7	77
Cap Vert	1	5	3	18
Gambie	-	15	1	20
Ghana	47	903	51	298
Guinée	262	60	6	50
Guinée-Bissau	-	3	4	3
Côte d'Ivoire	117	745	93	405
Libéria	166	52	16	74
Mali	-	90	11	56
Mauritanie	108	47	8	60
Niger	240	114	26	85
Nigéria	9 233	4 142	502	6 803
Sénégal	39	455	23	202
Sierra Leone	143	74	11	87
Togo	59	42	16	45
Haute Volta	2	154	11	49
ETATS MEMBRES DE LA CEA	48 091	25 674	3 113	22 694
Membres africaine de l'OPEP	35 933	8 273	1 309	14 769
Pays les moins avancés	1 209	3 088	455	1 671
Autres pays	10 948	14 313	1 349	6 254

Source: Secrétariat de la CEA.

Tableau 5
Ofre de produits alimentaires, 1982
(Milliers de tonnes)

	Production de céréales	Production de racines et tubercules	Production plantain	Importations nettes de céréales
AFRIQUE CENTRALE	3 513	25 074	4 770	991
Angola	330	2 170	...	311
Burundi	279	2 312	...	20
Cameroun	966	2 519	983	105
République Centrafricaine	106	1 255	62	29
Tchad	683	417	...	57
Congo	19	595	35	81
Guinée équatoriale	...	87	...	1
Gabon	11	239	63	35
Rwanda	281	1 710	2 158	21
Sao Tomé et Príncipe	1	15	...	7
Zaire	837	13 755	1 469	323
AFRIQUE DE L'EST	19 574	16 806	4 441	2 399
Botswana	22	7	...	66
Comores	20	104	...	29
Djibouti	...	...	...	39
Ethiopie	5 712	1 520	...	273
Kenya	3 050	1 341	245	187
Lesotho	124	6	...	110
Madagascar	2 128	2 605	...	390
Malawi	1 602	211	16	86
Mauritius	2	14	...	180
Mozambique	495	2 962	...	298
Seychelles	...	...	...	9
Somalie	391	37	...	406
Swaziland	71	16	...	21
Ouganda	1 248	2 311	3 380	68
République-Unie de Tanzanie	1 450	5 386	800	360
Zambie	930	203	...	225
Zimbabwe	2 329	83	...	-348

Tableau 5 (suite)

	Production de céréales	Production de racines et tubercules	Production de plantain	Importations nettes de céréales
AFRIQUE DU NORD	17 963	2 984	...	14 433
Algérie	1 935	610	...	3 831
Egypte	7 768	1 277	...	6 677
Jamahiriya arabe libyenne	235	113	...	846
Maroc	4 154	539	...	1 893
Soudan	2 540	305	...	241
Tunisie	1 331	140	...	946
AFRIQUE DE L'OUEST	19 163	40 850	4 440	4 757
Bénin	328	1 377	...	115
Cap Vert	5	19	...	57
Gambie	86	6	...	41
Ghana	750	3 440	950	211
Guinée	547	803	230	110
Guinée-Bissau	53	40	25	24
Côte d'Ivoire	888	3 309	780	591
Libéria	268	368	32	109
Mali	1 227	128	...	143
Mauritanie	56	6	...	219
Niger	1 719	195	...	90
Nigéria	10 238	29 788	2 400	2 274
Sénégal	828	42	...	492
Sierra Leone	586	131	23	124
Togo	302	1 029	...	61
Haute Volta	1 282	124	...	98
ETATS MEMBRES DE LA CEA	60 213	85 669	13 651	22 580
Membres africains de l'OPEP	12 419	30 750	2 463	6 986
Pays les moins avancés	20 594	19 535	6 694	2 677
Autres pays	27 200	35 384	4 494	12 917

Source: FAO Production Yearbook 1982 (Rome, 1983) and FAO Trade Yearbook 1982 (Rome, 1983).

Tableau 6

Indicateurs agricoles par tête, 1982

	Terres arables	Production de céréales, racines tuberaillles et plantain	Importations nettes de céréales
	Ha par tête	en Kg d'équivalent céréales par tête	Kg par tête
AFRIQUE CENTRALE	0,34	205	15
Angola	0,41	148	44
Burundi	0,24	231	5
Cameroun	0,66	238	12
République Centrafricaine	0,80	233	12
Tchad	0,66	173	12
Congo	0,40	141	50
Guinée équatoriale	0,34	"	3
Gabon	0,52	199	62
Rwanda	0,14	307	4
Sao Tomé et Principe	0,01	60	72
Zaire	0,19	195	11
AFRIQUE DE L'EST	0,31	200	18
Botswana	1,64	29	79
Comores	0,13	93	50
Djibouti	...	...	116
Ethiopie	0,40	187	8
Kenya	0,10	201	11
Lesotho	0,21	90	79
Madagascar	0,28	332	43
Malawi	0,36	259	13
Mauritius	0,10	7	181
Mozambique	0,27	138	28
Seychelles	0,01	...	92
Somalie	0,29	105	106
Swaziland	0,32	132	36
Ouganda	0,28	217	5
République-Unie de Tanzanie	0,22	184	19
Zambie	0,83	161	36
Zimbabwe	0,32	295	-44

Tableau 6 (Suite..)

	Terres arables	Production de céréales, racines tuberaillles et plantain	Importations nettes de céréales
	Ha par tête	en Kg d'équivalent céréales par tête	Kg par tête
AFRIQUE DU NORD	0,31	167	127
Algérie	0,35	109	195
Egypte	0,06	189	154
Jamahiriya arabe Libyenne	0,55	86	266
Maroc	0,37	204	89
Soudan	0,64	137	12
Tunisie	0,48	210	144
AFRIQUE DE L'OUEST	0,35	228	32
Benin	0,36	210	31
Cap-Vert	0,11	33	169
Gambie	0,43	140	65
Ghana	0,08	170	16
Guinée	0,29	169	21
Guinée-Bissau	0,44	127	40
Côte d'Ivoire	0,33	265	70
Liberia	0,06	205	56
Mali	0,29	181	20
Mauritanie	0,13	37	139
Niger	0,61	315	16
Nigeria	0,34	255	28
Sénégal	0,38	142	83
Sierra Léone	0,44	175	34
Togo	0,50	239	23
Haute-Volta	0,37	185	14
ETATS MEMBRES DE LA CEA	0,33	202	49
Membres africains de l'OPEP	0,35	223	66
Pays les moins avancés	0,39	192	17
Autres pays	0,26	199	63

Source: FAO Production Yearbook 1982 (Rome, 1983) tables 1 and 5

Tableau 7
Elevage et pêche

	Bétail	Ovies et Caprins	Volailles	Prises de poissons
	Milliers de tête			Milliers de tonnes
AFRIQUE CENTRALE	14 601	18 075	40 870	415,4
Angola	3 250	1 180	5 600	123,5
Burundi	890	1 072	3 300	14,8
Cameroun	3 338	4 715	10 764	69,4
République Centrafricaine	1 313	1 075	65	13,0
Tchad	3 800	4 716	1 637	115,0
Congo	78	211	300	20,9
Guinée Equatoriale	4	41	160	2,5
Gabon	6	136	1 500	43,6
Rwanda	653	1 259	1 176	1,0
Sao Tomé et Principe	3	6	100	1,5
Zaire	1 266	3 664	16 268	10,2
AFRIQUE DE L'EST	85 080	101 334	184 482	7,06
Botswana	3 000	900	900	1,5
Comores	81	96	3 300	4,0
Djibouti	43	930	...	2,0
Ethiopie	26 200	40 570	54 000	26,8
Kenya	12 000	11 000	18 000	60,4
Lesotho	562	2 267	815	-
Madagascar	10 150	2 107	15 081	48,6
Malawi	880	734	8 448	51,4
Mauritius	57	74	1 700	5,4
Mozambique	1 430	455	18 000	36,7
Seychelles	2	4	134	5,0
Somalie	4 000	27 000	3 084	11,0
Swaziland	675	370	620	-
Ouganda	5 000	3 243	13 400	166,6
République-Unie de Tanzanie	13 150	9 843	25 000	226,0
Zambie	2 250	381	13 000	38,8
Zimbabwe	5 600	1 360	9 000	16,5

Tableau 7 (Suite..)

	Détail	Ovins et Caprius	Volailles	Prises de poissons
	Milliers de tête			Milliers de tonnes
AFRIQUE DU NORD	26 639	84 973	120 229	654,7
Algérie	1 390	16 460	19 000	38,7
Egypte	2 321	3 242	28 208	141,7
Jamahiriya arab Lybyenne	194	7 100	7 000	6,4
Maroc	2 900	21 150	24 000	381,9
Soudan	19 234	31 721	28 021	28,5
Tunisie	600	5 300	14 000	57,5
AFRIQUE DE L'OUEST	33 043	89 600	238 485	1 309,7
Bénin	785	1 910	4 450	25,5
Cap Vert	13	72	65	11,1
Gambie	350	360	300	12,1
Ghana	970	3 900	12 500	240,4
Guinée	1 850	870	8 500	18,5
Guinée Bissau	220	200	420	3,7
Côte d'Ivoire	750	2 640	15 000	79,9
Libéria	41	440	2 800	13,0
Mali	5 134	13 350	12 500	100,0
Mauritanie	1 200	7 550	3 200	34,2
Niger	3 350	10 200	11 000	1,5
Nigeria	12 600	38 000	140 000	496,2
Sénégal	2 300	3 150	9 000	206,7
Sierra Léone	350	433	4 000	49,2
Togo	250	1 585	3 150	10,3
Haute-Volta	2 880	4 940	11 600	7,5
ETATS MEMBRES DE LA CEA	159 363	293 982	584 066	3 080,4
Membres africains de l'OPEC	14 190	61 696	167 500	584,9
Pays les moins avancés	93 995	159 393	199 391	904,8
Autres pays	51 178	72 893	217 175	1 590,7

Source: FAO Production Yearbook 1982 (Rome, 1983) and Yearbook of Fishery Statistics 1981, Catches and Landing (Rome, 1983).

*Enumeration of Livestock population at recent date, generally in 1982, and fish catch in 1981

Tableau 8

Production et consommation d'énergie

	Production d'électricité 1981	Consommation d'énergie commerciale	
	Million de Kwh	Par tête 1981	Taux moyen de croissance 1975-1981
	Kg d'équivalent pétrole		pourcentage par an
AFRIQUE CENTRALE	8 662	58	- 1,7
Angola	1500	97	- 1,0
Burundi	2	12	14,7
Cameroun	1 655	60	2,9
République Centrafricaine	65	27	8,3
Tchad	65	15	2,0
Congo	165	61	-3,7
Guinée Equatoriale	26	59	2,4
Gabon	450	180	-0,9
Rwanda	163	12	6,1
Sao Tomé et Príncipe	11	128	13,1
Zaire	4 560	51	3,0
AFRIQUE DE L'EST	22 723	73	0,4
Botswana	...	...	...
Comores	10	33	3,0
Djibouti	110	152	-0,7
Ethiopie	677	18	7,6
Kenya	1 715	89	1,6
Lesotho	...	...	...
Madagascar	425	46	-2,6
Malawi	428	34	2,0
Mauritius	441	206	0,3
Mozambique	3 800	62	-2,3
Seychelles	51	500	9,2
Somalie	75	64	11,3
Swaziland	...	...	...
Ouganda	657	16	-9,7
République Unie de Tanzanie	715	33	-1,7
Zambie	9 100	257	-0,6
Zimbabwe	4 519	380	-0,2

Tableau 8 (Suite..)

	Production d'électricité 1981	Consommation d'énergie commerciale	
	Million de Kwh	Par tête 1981	Taux moyen de croissance 1975-1981
	Kg d'équivalent pétrole		Pourcentage par an
AFRIQUE DU NORD	40 657	428	12,3
Algérie	7 170	983	16,7
Egypte	18 590	355	8,7
Jamahiriya Arabe Libyenne	5 600	1 468	16,0
Maroc	5 277	233	7,7
Soudan	1 000	61	-0,3
Tunisie	3 020	455	9,7
AFRIQUE DE L'OUEST	17 186	115	14,9
Bénin	5	30	-5,6
Cap Vert	9	103	5,1
Gambie	40	84	8,6
Ghana	5 053	80	-2,2
Guinée	498	56	1,3
Guinée Bissau	13	50	-
Côte d'Ivoire	1 903	107	-2,3
Libéria	1 100	252	1,5
Mali	110	18	3,5
Mauritanie	102	116	3,5
Niger	60	30	7,0
Nigéria	7 260	151	20,4
Sénégal	599	134	-0,6
Sierra Léone	235	60	1,0
Togo	84	89	14,7
Haute Volta	115	19	10,7
ETATS MEMBRES DE LA CEA	89 228	172	10,9
Membres africaine de l'OPEC	20 480	351	17,5
Pays les moins avancés	5 173	32	2,7
Autres pays	63 575	183	5,4

Source: Yearbook of World Energy Statistics 1981, (United Nations publication, Sales No. E/F.82.XVII.16).

Tableau 9

Exportation suivant la destination, 1982*

	Exportations totales	Exportations vers les		
	Million de dollars EU	Pays Industriels	Pays en développement exportateurs de pétrole	Pays en développement non exporta- teurs de pé- trole
AFRIQUE CENTRALE	8 410	81,2	1,5	12,9
Angola	1 730	65,9	6,5	25,9
Burundi	88	72,7	6,8	15,9
Cameroun	1 721	91,7	0,3	5,9
République Centra- fricaine	106	80,2	0,0	16,0
Tchad	101	17,8	...	39,6
Congo	923	97,0	0,0	3,0
Guinée Equatoriale	...	...	...	...
Gabon	1 946	72,8	...	14,8
Rwanda	82	86,6	0,0	9,8
Sao Tomé et Príncipe	...	...	...	...
Zaire	1 713	91,0	...	7,9
AFRIQUE DE L'EST	5 848	60,1	7,2	27,7
Botswana	...	...	...	...
Comores	...	...	...	...
Djibouti	25	6,3	7,1	86,6
Ethiopie	400	69,0	6,3	12,5
Kenya	1 125	48,4	4,3	38,0
Lesotho	...	...	...	...
Madagascar	433	52,2	19,4	18,7
Malawi	232	68,1	...	24,1
Mauritius	365	94,5	0,0	4,7
Mozambique	303	49,2	9,9	32,3
Seychelles	34	91,2	...	6,8
Somalie	143	16,1	71,3	12,6
Swaziland	...	...	...	...
Ouganda	371	87,6	1,9	10,5
République-Unie de Tanzanie	480	55,6	9,4	28,8
Zambie	880	74,0	1,1	23,6
Zimbabwe	1 057	48,9	6,3	43,8

Tableau 9 (Suite..)

	Exportations totales	Exportations vers les		
		Pays Industriels	Pays en développement exportateurs de pétrole	Pays en développement non exporta- teurs de pé- trole
AFRIQUE DU NORD	33 232	79,1	1,6	15,8
Algérie	12 533	93,4	...	6,1
Egypte	3 120	52,6	3,7	32,2
Jamahiriya Arabe Libyenne	12 892	75,9	...	21,1
Maroc	2 130	64,4	5,1	17,8
Soudan	583	36,2	29,3	27,3
Tunisie	1 974	79,8	6,5	10,8
AFRIQUE DE L'OUEST	21 562	84,2	0,7	13,5
Bénin	34	76,9	3,2	13,2
Cap Vert	3	33,3	...	66,7
Gambie	33	69,7	3,0	27,3
Ghana	929	83,4	0,4	7,9
Guinée	411	87,3	0,2	12,4
Guinée-Bissau	10	40,0	...	60,0
Côte d'Ivoire	2 441	72,5	2,3	20,1
Libéria	1 200	64,0	0,6	35,3
Mali	93	76,3	1,1	18,3
Mauritanie	256	94,9	0,0	5,1
Niger	307	73,9	22,5	1,0
Nigéria	14 901	89,4	0,0	10,4
Sénégal	482	58,3	1,7	29,3
Sierra Leone	169	62,7	...	15,4
Togo	213	62,4	2,8	32,4
Haute-Volta	80	56,3	...	31,3
ETATS MEMBRES DE LA CEA	69 052	79,3	1,8	15,7
Membre africaine de l'OPEC	42 272	85,7	0,0	12,6
Pays les moins avancés	3 964	62,9	11,0	19,5
Autres pays	22 817	70,4	3,4	20,8

Source: Washington, 1983, International Monetary Fund, Direction of Trade Statistics, Yearbook 1983

*For definition of the country groupings, see source publication

Tableau 10
Importations suivant l'origine

	Exportations totales En million de dollars E.U.	Importations venant de		
		Pays Industriels	Pays en développement exportateurs de pétrole	Pays en développement non exporta- teurs de pétrole
AFRIQUE CENTRALE	6 357	73,1	0,9	20,2
Angola	1 001	71,1	...	26,9
Burundi	214	61,2	14,0	19,2
Cameroun	1 846	70,8	0,3	23,7
République Centrafricaine	91	71,4	0,0	20,9
Tchad	132	31,1	0,8	63,6
Congo	970	81,5	...	17,0
Guinée Equatoriale	...	...	...	...
Gabon	934	75,1	...	7,3
Rwanda	206	57,3	8,7	32,5
Sao Tomé et Principe	...	...	...	...
Zaire	963	81,1	...	13,7
AFRIQUE DE L'EST	8 717	57,3	10,4	25,9
Botswana	...	...	...	...
Comores	...	...	...	...
Djibouti	240	67,1	1,3	29,2
Ethiopie	686	65,9	0,7	8,2
Kenya	1 650	58,5	28,4	11,9
Lesotho	...	...	...	...
Madagascar	522	53,8	23,0	11,5
Malawi	291	40,2	0,3	56,0
Mauritius	463	49,5	0,9	47,7
Mozambique	792	41,4	13,9	38,8
Syechelles	60	73,3	...	26,7
Somalie	469	66,7	13,4	19,2
Swaziland	...	...	...	...
Ouganda	339	51,3	1,2	41,9
République-Unie de Tanzanie	1 046	68,0	2,4	25,7
Zambie	737	58,9	14,1	26,1
Zimbabwe	1 422	55,1	0,0	33,4

Tableau 10 (Suite..)

	Exportations totales En million de dollars E.U.	Importations venant de		
		Pays Industriels	Pays en développement exportateurs	Pays en développement non exporta- teurs de pétrole
AFRIQUE DU NORD	37 824	76,2	3,8	13,8
Algérie	10 937	82,4	0,1	12,8
Egypte	9 077	71,2	1,0	17,0
Jamahiriya Arabe Libyenne	8 177	80,0	0,0	15,2
Maroc	4 351	64,9	20,2	7,7
Soudan	1 914	63,4	16,8	17,3
Tunisie	3 368	81,7	4,5	10,7
AFRIQUE DE L'OUEST	23 940	72,9	3,2	20,1
Bénin	889	73,8	8,0	15,8
Cap Vert	70	48,6	...	50,0
Gambie	120	59,2	0,0	31,7
Ghana	703	63,7	8,3	15,6
Guinée	296	70,3	0,0	29,4
Guinée Bissau	60	35,0	0,0	60,0
Côte d'Ivoire	2 094	60,3	17,0	16,5
Libéria	2 463	54,4	2,4	40,2
Mali	318	56,9	0,3	41,8
Mauritanie	445	72,8	0,0	26,1
Niger	480	64,0	12,7	18,3
Nigéria	13 902	79,8	0,1	16,7
Sénégal	1 108	69,0	13,4	15,0
Sierra Léone	199	82,4	...	6,5
Togo	526	77,2	2,1	18,1
Haute Volta	267	64,8	0,7	33,7
ETATS MEMBRES DE LA CEA	76 838	72,8	4,2	17,6
Membres africains de l'OPEC	33 950	80,6	0,1	14,8
Pays les moins avancés	8 853	64,6	7,0	23,6
Autres pays	34 035	67,1	7,5	18,9

Source: International Monetary Fund, Direction of Trade Statistics, Yearbook, Washington, 1983.

*For definition of the country groupings, see source publication

Tableau 11

Recettes, dépenses et déficit budgétaires par rapport au PIB, 1982 et 1983
(pour cent)

	Recettes		Dépenses		Déficit	
	1982	1983	1982	1983	1982	1983
Algérie	54,5	53,0	54,4	53,0	...	...
Botswana	53,6	52,9	63,8	58,6	10,1	1,1
Congo	55,1	59,1	55,1	59,1	...	...
Côte d'Ivoire	21,0	22,2	35,5	33,6	...	...
Egypte	37,9	21,8	44,2	39,6	11,0	17,7
Ethiopie	23,0	22,6	36,4	37,3	13,4	...
Gabon	53,0	56,0	53,7	60,7	...	...
Gambie	20,8	27,5	41,7	52,9	10,4	5,9
Jamahiriya arabe libyenne	14,4	...	47,2	45,8	...	...
Kenya	27,1	29,5	38,3	43,2	11,2	13,8
Lesotho	41,9	49,6	64,5	87,5	12,1	...
Libéria	23,5	24,0	30,4	33,7	15,7	13,5
Malawi	21,4	17,6	32,5	29,3	5,1	2,9
Mali	11,1	...	12,9	...	1,4	...
Maurice	35,9	38,9	...	58,8	...	16,0
Maroc	27,3	25,8	45,8	53,3	8,4	8,0
Nigéria	20,5	17,3	24,0	23,0	11,3	12,6
Ouganda	37,2	...	45,0	56,6	13,9	19,7
République du Cameroun	18,4	19,1	20,6	21,1	...	...
République-unie de Tanzanie	27,2	30,0	48,2	51,5	-8,6	12,5
Sénégal	23,8	25,7	31,1	31,8	8,2	9,4
Sierra Leone	9,2	15,2	26,6	32,9	17,4	17,1
Soudan	21,4	16,3	30,5	25,1	9,9	9,0
Togo	30,7	31,9	30,8	31,9	...	...
Tunisie	31,4	41,3	37,5	50,9	5,9	9,0
Zaïre	25,9	29,2	31,4	32,0	10,9	2,8
Zambie	37,3	27,1	53,8	50,2	16,5	10,7
Zimbabwe	41,8	38,9	45,6	49,5	19,3	11,5
TOTAL	28,0	28,0	36,0	39,0	11,0	13,0

Source : Budgets nationaux.

Tableau 12

Part de la fiscalité indirecte ~~et dernière~~ dans les
recettes budgétaires, 1982 et 1983
(pour cent)

	1982	1983	1982	1983
Algérie	11,8	...	...	...
Botswana	...	...	29,7	34,8
Congo	...	...	13,0	10,3
Côte d'Ivoire	72,8	71,6	54,5	50,7
Egypte	57,3	...	22,4	...
Ethiopie	21,4	...	27,1	30,0
Gabon	...	...	66,0	61,9
Gambie	...	...	...	...
Jamahiriya arabe libyenne	33,1	...	...	...
Kenya	60,0	...	18,8	...
Lesotho	...	...	...	...
Libéria	...	...	...	...
Malawi	48,0	...	20,0	...
Mali	...	...	34,8	...
Maroc	36,0	64,7	24,1	24,7
Maurice	...	66,7	24,9	...
Nigéria	...	...	...	...
Ouganda	...	...	41,1	...
République du Cameroun	90,9	9,0	30,2	29,1
République-unie de Tanzanie	...	...	...	...
Sénégal	63,2	67,4	39,6	42,8
Sierra Leone	...	...	...	...
Soudan	75,4	...	33,6	...
Togo	46,8	50,9	...	...
Tunisie	...	...	...	...
Zaïre	...	...	...	...
Zambie	59,6	...	49,0	...
Zimbabwe	...	...	12,5	...
TOTAL	42,0	53,0	28,0	33,0

Source : Budgets nationaux.

Tableau 13

Rapport au PIB des dépenses courantes et d'équipement,
1982 et 1983 (pour cent)

	Dépenses courantes		Dépenses d'équipement	
	1982	1983	1982	1983
Algérie	27,1	27,1	27,3	26,0
Botswana	34,8	34,5	24,6	19,5
Congo	33,8	36,5	21,3	22,4
Côte d'Ivoire	21,0	22,2	14,6	11,4
Egypte	38,1	19,1	6,0	17,0
Ethiopie	22,3	22,6	14,0	14,7
Gabon	31,8	33,7	21,8	27,0
Gambie	29,2	29,4	10,4	23,5
Jamahiriya arabe libyenne	15,4	18,1	31,8	27,7
Kenya	32,2	...	6,1	...
Lesotho	32,3	32,1	16,7	40,8
Libéria	25,5	26,9	4,9	10,6
Malawi	20,5	18,3	12,0	11,0
Mali	11,9	...	0,5	...
Maroc	29,1	30,9	16,7	22,4
Maurice	43,2	53,4	...	5,4
Nigéria	11,1	10,7	12,9	12,3
Ouganda	33,5	...	11,5	...
République du Cameroun	12,9	13,2	7,7	7,9
République-Unie de Tanzanie	36,0	37,5	12,3	14,0
Sénégal	25,7	26,3	5,4	5,5
Sierra Leone	20,1	22,6	6,5	10,4
Soudan	21,9	18,0	8,0	6,2
Togo	28,4	30,3	2,4	1,6
Tunisie	21,0	27,6	16,5	23,3
Zaïre	27,5	30,0	3,9	1,9
Zambie	41,9	41,8	11,8	8,4
Zimbabwe	33,6	37,7	6,0	11,9
TOTAL	21,0	20,0	15,0	17,0

Source : Budgets nationaux.

Tableau 14

Part de l'éducation et de la santé dans les dépenses courantes,
1982 et 1983
(pour cent)

	Education		Santé	
	1982	1983	1982	1983
Algérie	20,4	18,9	...	0,7
Botswana	...	6,7	...	3,3
Congo	...	...	...	...
Côte d'Ivoire	28,8	30,0	8,1	6,5
Egypte	...	...	...	...
Ethiopie	...	...	...	...
Gabon	...	...	...	...
Gambie	...	...	...	...
Jamahiriya arabe libyenne	23,0	...	6,3	...
Kenya	...	...	...	...
Lesotho	22,9	23,6	10,0	6,2
Libéria	...	...	...	...
Malawi	...	12,0	...	...
Mali	...	...	...	...
Maroc	21,5	...	...	...
Maurice	...	17,3	...	...
Nigéria	...	...	...	...
Ouganda	15,3	...	...	...
République du Cameroun	...	15,5	...	0,5
République-Unie de Tanzanie	...	...	...	...
Sénégal	18,2	17,7	...	...
Sierra Leone	...	...	...	...
Soudan	1,5	...	0,7	...
Togo	12,9	12,5	...	...
Tunisie	...	...	...	...
Zaïre	...	...	...	...
Zambie	11,8	5,6	2,8	4,8
Zimbabwe	24,2	19,9	3,2	3,4
TOTAL	20,0	19,0	5,0	2,0

Source : Budgets nationaux.

Tableau 15

Part de l'agriculture et des transports dans les dépenses
courantes, 1982 et 1983
(pour cent)

	Agriculture		Transports	
	1982	1983	1982	1983
Algérie	4,5	...	6,0	39,7
Botswana	...	...	...	...
Congo	...	...	...	...
Côte d'Ivoire	...	...	7,5	7,5
Egypte	...	...	...	...
Ethiopie	...	...	...	...
Gabon	...	...	...	...
Gambie	...	...	...	...
Jamahiriya arabe libyenne	2,4	...	13,5	...
Kenya	...	...	...	...
Lesotho	7,0	8,2	7,0	7,2
Libéria	...	...	...	...
Malawi	...	4,0	...	4,0
Mali	...	...	...	...
Maroc	...	...	...	...
Maurice	...	...	...	...
Nigéria	...	...	...	...
Ouganda	...	...	4,1	...
République du Cameroun	3,1	2,9	5,4	5,4
République-Unie de Tanzanie	...	...	...	...
Sénégal	2,1	2,7	4,4	4,8
Sierra Leone	...	...	...	...
Soudan	1,5	...	2,2	...
Togo	2,1	1,8	5,0	4,4
Tunisie	...	...	...	...
Zaïre	...	...	...	...
Zambie	-3,4	6,9	2,6	8,0
Zimbabwe	5,1	5,8	8,3	6,3
TOTAL	3,0	4,0	8,0	27,0

Source : Budgets nationaux.

Tableau 16

Rapport des financements externe et interne au déficit
budgétaire, 1982 et 1983
(pour cent)

	Financement extérieur		Financement extérieur ^{a/}	
	1982	1983	1982	1983
Algérie	...	...	...	...
Botswana	100,0	100,0	...	...
Congo	...	...	...	...
Côte d'Ivoire	0,7	0,5	...	...
Egypte	...	...	...	...
Ethiopie	55,7	0,2	44,3	0,2
Gabon	...	...	...	...
Gambie	...	...	...	...
Jamahiriya arabe libyenne	...	...	...	...
Kenya	57,6	60,5	42,4	39,5
Lesotho	...	...	...	...
Libéria	50,0	78,6	50,0	21,4
Malawi	...	...	...	...
Mali	...	...	...	...
Maroc	14,2	...	...	...
Maurice	...	...	...	...
Nigéria	...	...	...	...
Ouganda	61,5	89,5	38,5	...
République du Cameroun	...	...	...	...
République-Unie de Tanzanie	...	...	...	...
Sénégal	68,0	50,8	32,0	20,7
Sierra Leone	...	7,1	...	67,9
Soudan	91,9	94,2	8,1	5,7
Togo	...	...	...	...
Tunisie	33,3	35,5	62,5	67,7
Zaïre	-5,8	...	105,8	...
Zambie	58,7	25,0	41,3	43,7
Zimbabwe	...	...	...	...
TOTAL	...	...	...	...

Source : Budgets nationaux.

a/ Comme indiqué dans les publications officielles.

Tableau 17
Population active*

	1960 Millier	1979 Millier	Taux annuel moyen de croissance
			1960 - 1979 pour cent
AFRIQUE CENTRALE	18 341	25 110	1,7
Angola	1 465	1 917	1,4
Burundi	1 575	2 047	1,4
Congo	378	525	1,7
Gabon	248	261	0,3
Guinée équatoriale	...	...	...
République Centrafricaine	792	1 082	1,7
République du Cameroun	2 596	3 318	1,3
Rwanda	1 621	2 566	2,4
Sao Tome et Principe	...	...	...
Tchad	1 189	1 649	1,7
Zaïre	8 477	11 745	1,7
AFRIQUE de L'EST	31 593	50 443	2,2
Botswana	255	370	2,0
Comores	...	...	...
Djibouti	...	...	...
Ethiopie	9 192	13 157	1,9
Kenya	3 544	5 931	2,7
Lesotho	485	673	1,7
Madagascar	3 217	4 550	1,8
Malawi	1 598	2 484	2,3
Maurice	...	346	...
Mozambique	2 814	3 953	1,8
Ouganda	3 138	5 423	2,9
République-Unie de Tanzanie	4 851	7 328	2,2
Seychelles	...	...	...
Somalie	966	1 402	2,0
Swaziland	162	247	2,2
Zambie	1 371	2 131	2,3
Zimbabwe	...	2 448	...

Tableau 17 (suite)

	1960	1979	Taux annuel moyen de croissance 1960 - 1979	
	Millier	Millier	Millier	Millier
AFRIQUE DU NORD	20 379	30 518	2,1	
Algérie	2 921	4 397	2,2	
Egypte	8 081	11 365	2,0	
Jarahiriya arabe libyenne	341	663	3,6	
Maroc	3 548	5 378	2,2	
Soudan	4 353	6 641	2,2	
Tunisie	1 135	1 574	1,7	
AFRIQUE DE L'OUEST	36 078	52 861	2,0	
Bénin	1 084	1 623	2,1	
Cap Vert	...	...	...
Côte d'Ivoire	1 318	2 788	4,0	
Gambie	162	274	2,8	
Ghana	2 922	4 240	2,0	
Guinée	1 437	2 237	2,4	
Guinée-Bissau	...	...	...
Haute-Volta	2 818	3 598	1,3	
Libéria	444	710	2,5	
Mali	2 344	3 475	2,1	
Mauritanie	286	436	2,2	
Niger	972	1 646	2,8	
Nigéria	19 206	27 437	1,9	
Sénégal	1 444	2 065	1,9	
Sierra Leone	930	1 267	1,6	
Togo	711	1 065	2,1	
ETATS MEMBRES DE LA CEA	106 391	158 932	2,0	
Membres africains de l'OPEP	22 716	32 758	1,9	
Pays les moins avancés	40 473	60 007	2,1	
Autres pays	43 202	66 167	2,0	

Source : Organisation internationale du travail, Labour Force Estimates and Projections, 1950-2000 (Genève, 1977); et calculs de la CEA à partir de

* La population active inclut outre la population au travail, les forces armées et les chômeurs, à l'exclusion des mères de famille, des étudiants et autres inactifs.

Tableau 18

Répartition sectorielle de la population active
(pour cent)

	Agriculture		Industrie		Services	
	1960	1979	1960	1979	1960	1979
AFRIQUE CENTRALE	85	78	7	10	8	12
Angola	69	60	12	16	19	24
Burundi	90	84	3	5	7	11
Congo	52	35	17	26	31	39
Gabon	85	79	7	10	8	11
Guinée équatoriale	...	...	...	...	...	...
République Centrafricaine	94	88	2	4	4	8
République du Cameroun	87	83	5	7	8	10
Rwanda	95	91	1	2	4	7
Sao Tome et Principe	...	...	...	...	...	...
Tchad	95	85	2	7	3	8
Zaïre	83	75	9	13	8	12
AFRIQUE DE L'EST	88	79	5	8	8	13
Botswana	92	83	33	5	5	12
Comores	...	...	...	...	...	...
Djibouti	...	...	...	...	...	...
Ethiopie	88	80	5	7	7	13
Kenya	86	78	5	10	9	12
Lesotho	93	87	2	4	5	9
Madagascar	93	87	2	4	5	9
Malawi	92	86	3	5	5	9
Maurice	40	30	26	24	35	46
Mozambique	81	67	8	17	11	16
Ouganda	89	83	4	6	7	11
République-Unie de Tanzanie	89	83	4	6	7	11
Seychelles	...	...	...	...	...	...
Somalie	88	84	4	8	8	8
Swaziland	54	52	4	9	42	39
Zambie	79	68	7	11	14	21
Zimbabwe	69	60	11	15	20	25

Tableau 18 (suite)

	Agriculture		Industrie		Services	
	1960	1979	1960	1979	1960	1979
AFRIQUE DU NORD	66	53	11	23	23	25
Algérie	67	32	12	24	21	44
Egypte	58	50	12	29	30	21
Jamahiriya arabe libyenne	53	20	17	27	30	53
Maroc	62	53	14	21	24	26
Soudan	86	78	6	10	8	12
Tunisie	56	35	18	32	26	33
AFRIQUE DE L'OUEST	76	64	8	15	15	21
Bénin	54	46	9	16	37	38
Cap Vert	...	...	...	...	...	...
Côte d'Ivoire	89	79	2	4	9	17
Gambie	85	79	7	10	8	11
Ghana	64	54	14	20	22	26
Guinée	88	82	6	11	6	7
Guinée-Bissau	...	...	...	...	...	...
Haute-Volta	92	83	5	12	3	5
Libéria	80	71	10	14	10	15
Mali	94	88	3	5	3	7
Mauritanie	91	85	3	5	6	10
Niger	95	91	1	3	4	6
Nigéria	71	55	10	18	19	27
Sénégal	84	76	5	10	11	14
Sierra Leone	78	66	12	19	10	15
Togo	80	68	8	15	12	17
ETATS MEMBRES DE LA CEA	79	69	8	13	13	18
Membres africains de l'OPEP70	51	51	10	19	19	30
Pays les moins avancés	88	81	5	8	7	11
Autres pays	75	66	9	16	16	18

Sources : Organization Internationale du Travail, Labour Force Estimates and Projections, 1950-2000 (Genève, 1977); et calculs de la CEA à partir de World Bank, World Development Report 1982 (New York, Oxford University Press, 1982).

Tableau 19

Indicateurs des transports et télécommunications

	Longueur des voies ferrées 1979	Densité des routes 1982	Voitures à usage privé 1981	Appareils téléphoniques 1981
	Millier de km	Kilomètre par km ²	Nombre pour mille habitants	
AFRIQUE CENTRALE	9,8	0,05	3,5	2,8
Angola	2,3	0,08	3,5	8,3
Burundi	...	0,27	1,4	1,4
Congo	0,8	0,02	13,9	10,6
Gabon	0,2	0,03	44,6	26,6
Guinée équatoriale	...	...	...	3,7
République Centrafricaine	...	0,04	1,9	2,6
République du Cameroun	1,3	0,06	6,4	4,3
Rwanda	...	0,30	1,2	0,8
Sao Tome et Principe	...	...	...	10,1
Tchad	...	0,03	1,5	0,2
Zaïre	5,2	0,06	2,5	1,2
AFRIQUE DE L'EST	20,6	0,05	5,2	7,4
Botswana	0,7	0,01	10,4	23,7
Comores	....	...	...	8,8
Djibouti	0,1	0,07	18,4	29,0
Ethiopie	1,0	0,03	1,2	3,0
Kenya	2,0	0,09	7,6	11,4
Lesotho	0,0	...	...	6,3
Madagascar	0,9	0,05	6,1	4,1
Malawi	0,7	0,09	2,0	4,8
Maurice	....	0,94	30,2	43,2
Mozambique	4,2	0,04	4,6	5,0
Ouganda	1,3	0,11	1,0	3,2
République-Unie de Tanzanie	3,7	0,02	1,6	5,2
Seychelles	....	0,53	57,0	108,7
Somalie	...	0,01	1,0	4,0
Swaziland	0,3	...	...	20,2
Zambie	2,2	0,05	12,9	10,7
Zimbabwe	3,5	0,19	26,3	28,3

Tableau 19 (suite)

	Longueur des voies ferrées 1979	Densité des routes 1982	Voitures usage privé 1981	Appareils téléphoniques 1981
	Millier de kilomètres	Kilomètre par km ²	Nombre pour mille habitants	
AFRIQUE DU NORD	17,3	0,10	15,6	15,5
Algérie	3,9	0,04	25,5	24,5
Egypte	4,8	0,52	7,8	13,0
Jamahiriya arabe libyenne	...	0,05	76,8	64,0
Maroc	1,8	0,11	20,6	11,3
Soudan	4,8	0,01	4,8	4,1
Tunisie	2,0	0,25	23,0	28,0
AFRIQUE DE L'OUEST	10,7	0,06	6,3	3,6
Bénin	0,6	0,05	5,5	5,0
Cap Vert	...	...	...	10,8
Côte d'Ivoire	0,7	0,13	18,8	12,3
Gambie	...	0,24	11,3	6,1
Ghana	1,0	0,20	5,4	5,9
Guinée	0,9	0,12	2,3	2,0
Guinée-Bissau	...	0,14	4,7	6,2
Haute-Volta	0,5	0,06	1,6	1,7
Libéria	0,5	0,08	7,4	7,2
Mali	0,6	0,01	2,8	0,9
Mauritanie	0,7	0,01	6,0	3,6
Niger	...	0,03	2,9	1,7
Nigéria	3,5	0,13	6,2	2,4
Sénégal	1,2	0,07	6,0	8,6
Sierra Leone	0,1	0,10	7,0	3,9
Togo	0,4	0,13	8,1	3,5
ETATS MEMBRES DE LA CEA	58,4	0,06	7,9	7,5
Membres africains de l'OPEP	7,6	0,06	12,1	8,5
Pays les moins avancés	15,4	0,03	2,5	3,4
Autres pays	35,4	0,11	9,7	10,0

Source: Marchés Tropicaux, no. 1984 (18 novembre 1983); Union Internationale des Télécommunications (UIT), Annuaire de l'UIT, numéros divers; American Telephone Corporation, The World's Telephones (1983); et Secrétariat de la CEA.

Tableau 20

Indicateurs sanitaires : espérance de vie et services sanitaires

	Espérance de vie en 1981	Population par médecin, 1980	Population par assis- tant sani- taire, 1980	Population par lit d'hôpital ^{a/}
	Années	Nombre	Nombre	
AFRIQUE CENTRALE	47,9	15 851	2 073	350
Angola	47,9	15 851	2 073	350
Burundi	42,0	...	...	322
Congo	45,0	...	...	857
Gabon	60,0	5 510	790	212
Guinée équatoriale	48,0	...	...	...
République Centrafricaine	48,0	...	...	95
République du Cameroun	43,0	27 050	1 760	...
Rwanda	50,0	13 670	1 910	372
Sao Tome et Principe	46,0	31 510	9 840	640
Tchad	...	...	...	...
Zaire	43,0	47 530	3 850	...
	50,0	14 780	1 920	322
AFRIQUE DE L'EST	49,4	17 200	1 954	670
Botswana	57,0	...	...	328
Comores	48,0	...	...	...
Djibouti	45,0	...	...	...
Ethiopie	46,0	58 490	5 440	3 016
Kenya	56,0	10 500	550	601
Lesotho	52,0	18 640	4 330	488
Madagascar	48,0	10 170	3 660	...
Malawi	44,0	40 950	3 830	594
Maurice	65,0	...	...	283
Mozambique	47,0	39 110	5 600	794
Ouganda	48,0	26 810	4 180	636
République-Unie de Tanzanie	52,0	17 560	2 980	...
Seychelles	66,0	...	...	...
Somalie	39,0	14 290	2 330	569
Swaziland	54,0	...	...	294
Zambie	51,0	7 670	1 730	212
Zimbabwe	55,0	6 580	1 190	374

Tableau 20 (suite)

	Espérance de vie en 1981	Population par médecin, 1980	Population par assis- tant sani- taire, 1980	Population par lit d'hôpital ^{a/}
	Années	Nombre	Nombre	Nombre
AFRIQUE DU NORD	55,4	1 819	1 179	523
Algérie	56,0	2 650	740	389
Egypte	57,0	970	1 500	490
Jamahiriya arabe libyenne	57,0	730	400	197
Maroc	57,0	11 200	1 830	771
Soudan	47,0	8 800	1 410	1 020
Tunisie	61,0	3 690	890	436
AFRIQUE DE L'OUEST	48,3	13 612	2 140	972
Bénin	50,0	17 050	1 670	680
Cap Vert	61,0	...	...	539
Côte d'Ivoire	47,0	21 040	1 590	589
Gambie	42,0	...	...	815
Ghana	54,0	7 630	780	662
Guinée	43,0	16 630	2 490	...
Guinée-Bissau	37,0	...	...	...
Haute-Volta	44,0	48 510	4 950	1 762
Libéria	54,0	9 610	1 420	652
Mali	45,0	22 130	2 380	1 743
Mauritanie	44,0	14 350	2 080	...
Niger	45,0	38 790	4 650	1 576
Nigéria	49,0	12 550	3 010	1 069
Sénégal	44,0	13 800	1 400	...
Sierra Leone	47,0	18 280	2 130	858
Togo	48,0	18 100	1 430	738
ETATS MEMBRES DE LA CEA	50,3	5 292	1 727	607
Membres africains de l'OPEP	50,5	5 734	1 700	732
Pays les moins avancés	46,6	21 563	2 905	1 002
Autres pays	52,9	3 298	1 335	450

Source : World Bank, World Development Report 1982 et World Development Report 1983 (New York, Oxford University Press, 1982 et 1983 respectivement) et Statistical Yearbook 1981)(United Nations publication, Sales No. E/F.83XVII).

a/ Données pour une des années de 1972 à 1979, suivant la disponibilité des données.

Tableau 21

Fréquentation scolaire*

	Taux de scolarisation		
	Primaire	Secondaire	Universitaire
	En pourcentage de la population de référence <u>a/</u>		
AFRIQUE CENTRALE	83	18	1
Angola	...	...	0
Burundi	32	3	...
Congo	156	69	6
Gabon	...	...	4
Guinée équatoriale	...	...	4
République Centrafricaine	68	13	1
République du Cameroun	107	19	2
Rwanda	72	2	0
Sao Tome et Principe	...	...	...
Tchad	35	3	0
Zaïre	90	23	1
AFRIQUE DE L'EST			
Botswana	102	23	2
Comores	103	25	...
Djibouti	...	...	...
Ethiopie	46	12	1
Kenya	109	19	1
Lesotho	104	17	2
Madagascar	94	12	3
Malawi	59	4	0
Maurice	107	51	1
Mozambique	90	6	0
Ouganda	54	5	1
République-Unie de Tanzanie	102	3	0
Seychelles	...	...	...
Somalie	30	11	1
Swaziland	110	40	5
Zambie	96	16	2
Zimbabwe	126	15	0

Tableau 21 (suite)

	Taux de scolarisation		
	Primaire	Secondaire	Universitaire
	En pourcentage de la population de référence ^{a/}		
AFRIQUE DU NORD	70	38	8
Algérie	94	36	5
Egypte	76	52	15
Jamahiriya arabe libyenne	123	67	6
Maroc	78	26	6
Soudan	52	18	2
Tunisie	106	30	5
AFRIQUE DE L'OUEST	77	16	2
Bénin	65	18	1
Cap Vert	...	...	...
Côte d'Ivoire	76	17	2
Gambie	52	14	...
Ghana	69	36	1
Guinée	33	16	5
Guinée-Bissau	101	20	...
Haute-Volta	20	3	0
Libéria	66	20	2
Mali	27	9	1
Mauritanie	33	10	...
Niger	23	5	0
Nigéria	98	16	3
Sénégal	48	12	3
Sierra Leone	39	12	1
Togo	111	31	2
ETATS MEMBRES DE LA CEA	79	20	3
Membres africains de l'OPEP	98	21	3
Pays les moins avancés	54	10	1
Autres pays	87	28	5

Sources : World Bank, World Development Report 1983 (New York, Oxford University Press, 1983; United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization (UNESCO), UNESCO Statistical Yearbook 1983; (Paris, 1983).

a/ Population du groupe d'âge associé par convention à la fréquentation des institutions concernées - en pratique, il peut y avoir des élèves en dehors de ce groupe d'âge.

* Données pour la dernière année disponible.

Tableau 22

Alphabétisation et lecture des journaux

	Taux d'alphabé- tisation a/ (pourcentage)	Tirage de la presse 1977 Nombre par millier d'habitants
AFRIQUE CENTRALE	45	9,2
Angola	...	17,0
Burundi	25	...
Congo	...	...
Guinée équatoriale	...	...
République Centrafricaine	33	...
République du Cameroun	40	3,0
Rwanda	50	...
Sao Tome et Principe	...	...
Tchad	15	...
Zaïre	55	...
AFRIQUE DE L'EST	52	7,7
Botswana	35	21,0
Comores	...	...
Djibouti	10	...
Ethiopie	47	2,0
Kenya	47	10,0
Lesotho	52	6,0
Madagascar	50	...
Malawi	25	5,0
Maurice	85	79,0
Mozambique	33	4,0
Ouganda	52	2,0
République-Unie de Tanzanie	79	11,0
Seychelles	75	56,0
Somalie	60	...
Swaziland	65	15,0
Zambie	44	19,0
Zimbabwe	69	16,0

Tableau 22 (suite)

	Taux d'alphabé- tisation a/ (pourcentage)	Tirage de la presse 1977 Nombre par millier d'habitants
AFRIQUE DU NORD	37	16,2
Algérie	35	22,0
Egypte	44	...
Jamahiriya arabe libyenne	...	...
Maroc	28	...
Soudan	32	1,0
Tunisie	38	44,0
AFRIQUE DE L'OUEST	27	3,9
Bénin	28	0,3
Cap Vert	37	...
Côte d'Ivoire	35	7,0
Gambie	15	...
Ghana	...	...
Guinée	20	4,0
Guinée-Bissau	28	11,0
Haute-Volta	5	0,2
Libéria	25	6,0
Mali	10	...
Mauritanie	17	...
Niger	10	...
Nigéria	34	...
Sénégal	10	5,0
Sierra Leone	15	...
Togo	18	3,0
ETATS MEMBRES DE LA CEA	40	9,0
Membres africains de l'OPEP	34	22,0
Pays les moins avancés	39	3,7
Autres pays	43	13,1

Sources : Banque mondiale: World Development Report 1983 (New York, Oxford University Press, 1983); Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture, UNESCO, Annuaire statistique, 1983, et Secrétariat de la CEA, informations obtenues des pays africains.

a/ Années diverses, entre 1978 et 1982.